

7. 5. 111



L'ESPAGNE

SOUS LES ROIS

DE LA MAISON DE BOURBON,

OU

MÉMOIRES

RELATIFS A L'HISTOIRE DE CETTE NATION,

DEPUIS L'AVÈNEMENT DE PHILIPPE V EN 1700,
JUSQU'À LA MORT DE CHARLES III EN 1788.

ÉCRITS EN ANGLAIS SUR DES DOCUMENTS ORIGINAUX INÉDITS,

PAR WILLIAM COXE,

Auteur de l'Histoire de la Maison d'Autriche;

TRADUITS EN FRANÇAIS, AVEC DES NOTES ET DES ADDITIONS,

PAR DON ANDRÉS MURIEL.

TOME QUATRIÈME.



A PARIS,

CHEZ DE BURE FRÈRES,

LIBRAIRES DU ROI, ET DE LA BIBLIOTHÈQUE DU ROI,

RUE SERPENTE, N° 7.

1827.

L'ESPAGNE

- 1

SOUS LES ROIS

DE LA MAISON DE BOURBON.

CHAPITRE XLVIII.

1746-1748.

Avènement de Ferdinand VI. — Sa conduite envers la reine douairière et envers les princes ses frères. — Ses motifs pour ne pas continuer la guerre d'Italie. — Retraite du général marquis de La Mina en Provence. — Prise de Gènes. — Négociation entre l'Espagne et l'Angleterre. — L'armée espagnole entre en Italie. — Gènes secourue. — Succès des armées françaises dans les Pays-Bas. — Négociations et paix d'Aix-la-Chapelle. — Parme, Plaisance et Guastalla garanties au prince don Philippe.

FERDINAND VI, le seul fils qui fût resté de Philippe et de Marie-Louise de Savoie, succéda à son père ; il était âgé de trente-quatre ans quand il prit en main les rênes de l'Etat. Son avènement au trône fut signalé par des événemens qui firent connaître la générosité de son caractère, et concevoir aux Espagnols les espérances les

mieux fondées d'un règne qui devait avoir pour base la justice et la modération.

L'ambition de la reine douairière avait entraîné l'Espagne dans des guerres continuelles qui l'avaient affaiblie, et porté atteinte à sa félicité. Élisabeth avait toujours traité Ferdinand avec froideur, et, l'on peut dire, avec inimitié, n'ayant jamais eu d'autre but que l'établissement de ses propres enfans, au préjudice des intérêts du prince des Asturies et de ceux du royaume. On s'attendait donc que le nouveau souverain écouterait son ressentiment, et vengerait les offenses réitérées qu'il avait reçues. La nation se réjouissait d'avance de voir, sinon punie, du moins humiliée une femme généralement haïe; mais Ferdinand était trop grand, trop généreux pour avilir sa dignité par des vengeances personnelles. Il confirma les donations que son père avait faites à son épouse, et permit à la reine non seulement de garder le château de Saint-Ildephonse, si long-temps le théâtre de sa grandeur, mais encore il lui accorda la permission de résider dans la capitale. Ce prince ne montra pas moins d'affection et de générosité envers ses frères, et leur donna les plus formelles assurances de son zèle pour leurs intérêts.

Les embarras sans nombre qui sont ordinaires au commencement d'un règne, surtout le caractère posé et réfléchi du souverain, s'oppo-

sèrent à tout changement immédiat dans le ministère. Villarias continua de rester à la tête des affaires étrangères; les autres départemens furent confiés au marquis de La Ensenada, qui, après la mort de Campillo, en 1743, avait succédé à celui-ci dans la direction de l'État, et était parvenu à se concilier la faveur du monarque. Ferdinand crut devoir écrire, de sa propre main, une lettre au roi de France, pour lui témoigner la résolution où il était de maintenir les engagements contractés par son père, et lui déclarer qu'il était prêt à faire tous les sacrifices pour soutenir la cause de son frère. (¹)

Il est assez difficile de juger jusqu'à quel point Ferdinand aurait suivi la politique de son père, si le monarque français n'eût pas entamé des négociations séparées avec la Hollande et d'autres puissances, malgré les promesses répétées qu'il avait faites à la cour de Madrid.

Ferdinand n'eut pas plus tôt connaissance de ces démarches qu'il mit moins de scrupule à se séparer de l'alliance avec Louis XV. Un des premiers actes de son gouvernement fut de conférer le commandement de l'armée d'Italie au marquis de La Mina, qui avait la réputation d'un véritable *Espagnol* opposé à la France (²), et de

(¹) *Mémoires de Richelieu*, tome VI, page 353. NOAILLES, tome VI, page 203.

(²) Dans le *Semanario erudito de Valladares* on lit un rap-

lui ordonner de retirer l'armée du théâtre de la guerre. Le nouveau général fut porteur d'une lettre au prince don Philippe, conçue dans les termes les plus affectueux ; mais il était en même temps chargé de lui ôter le commandement , et de ne lui accorder aucune influence dans la direction de l'armée. Il joignit le quartier-général à Voghera , et suspendit de leurs fonctions Gages et Castelar , qui furent disgraciés et envoyés en Espagne.

La nouvelle du changement de gouvernement parvint à la connaissance de l'armée au moment où elle était engagée pour maintenir la possession de Plaisance , et elle contribua à augmenter le découragement déjà produit par la défaite qu'elle avait éprouvée. Les généraux français et espagnols voulurent transférer sur-le-champ le théâtre de la guerre de l'autre côté du Pô ; mais ils éprouvèrent coup sur coup de rapides revers ; car le roi de Sardaigne , après avoir

port adressé par le marquis de La Mina au ministre de la guerre , qui lui avait demandé son avis sur les réformes qu'il conviendrait de faire dans l'armée après les campagnes d'Italie ; le rapport est daté de Nice. L'organisation de l'armée n'est pas le seul objet du marquis de La Mina , dans cet écrit ; il y fait souvent des excursions dans le domaine de la politique , et , il faut l'avouer , il s'y montre peu attaché aux Français , alors même qu'il propose de les imiter sur plusieurs mesures adoptées par eux dans l'armée et la marine.

établi une ligne de plusieurs postes au-delà du fleuve pour couvrir le Milanais, opéra sa jonction avec les Autrichiens vers la haute Trébia, et, par ce moyen, parvint à tourner leur armée. Il n'y avait plus d'espoir que dans la retraite. Ils s'empressèrent donc de réunir des bateaux sur le Lambro, jetèrent deux ponts sur le Pò, retirèrent leurs troupes, et rétrogradèrent vers Voghera et Tortone par Castello-San-Giovani. Ce mouvement éveilla l'attention de leur ennemi, toujours actif et entreprenant. Leur arrière-garde fut attaquée à Rotto-Freddo par plusieurs détachemens de troupes Austro-Sardes, qui occupaient les postes environnans situés sur le Pò et la Trébia. De nouveaux renforts arrivèrent; le combat devint plus général et non moins opiniâtre; mais enfin l'armée fut dégagée par une colonne de cinq mille hommes qui avaient formé la garnison de Plaisance. L'engagement dura plusieurs heures; l'armée Franco-Espagnole y perdit quatre mille hommes; on lui fit deux mille prisonniers. En évacuant Plaisance, elle abandonna une quantité considérable de munitions, et quatre-vingts pièces de canon tombèrent au pouvoir de ses ennemis. Les Franco-Espagnols, après ces pertes, arrivèrent à Tortone dans le plus grand découragement, réduits par cette bataille, et la désertion qu'elle occasionna, à une vingtaine de mille hommes. A leur approche,

la garnison sarde abandonna Novi, et huit mille hommes qui descendaient à Gavi, sous les ordres de Mirepoix, ouvrirent encore une fois la communication avec Gênes.

Le nouveau général arriva sur ces entrefaites. A peine avait-il pris en main le commandement de l'armée, que la discorde se mit entre les chefs français et espagnols. La Mina opéra sa retraite vers Gênes : les Français ne pouvant résister seuls aux Austro-Sardes, se virent forcés de suivre son exemple. On se flatta d'abord de pouvoir, par un nouvel effort, défendre le passage formidable de la Bocchetta; mais le général espagnol déclara qu'il était résolu d'abandonner l'Italie. Il fit embarquer son artillerie et ses équipages, et prit le chemin de la Provence, sans se laisser fléchir par les prières de l'infant et du général français qui le pressaient de rester. Les Français et les Génois, ainsi abandonnés à eux-mêmes, se trouvaient dans une position très critique : le corps principal des Sardes pénétrant par la vallée de Bormida, précipita la retraite de l'armée qui se trouvait déjà divisée et en désordre. Maillebois, après avoir conjuré les Génois de défendre leur territoire jusqu'à la dernière extrémité, fut forcé de suivre l'exemple de La Mina en se retirant vers la Provence. Mais les Génois, abandonnés à leur propre destinée, ne pouvaient résister aux attaques combinées des Austro-Sardes, qui étaient

protégés par l'escadre anglaise. La ville se rendit presque à discrétion ; la garnison fut faite prisonnière de guerre ; les magasins, les armes et l'artillerie devaient être livrés aux vainqueurs ; le doge et dix sénateurs seraient tenus de se présenter à Vienne pour implorer leur pardon. Le marquis de Botta, qui avait remplacé Lichtenstein dans le commandement, prit possession de la place avec quinze mille hommes, tandis que le roi de Sardaigne occupait Finale et soumettait Savonne (septembre 15).

Fière de cet avantage, la cour de Vienne méditait déjà la conquête du royaume de Naples, qu'on avait dégarni de troupes pour pouvoir soutenir la lutte en Lombardie. Cependant, le gouvernement anglais, qui prévoyait combien cette entreprise irriterait la cour de Madrid, et qu'on rendrait par là l'accommodement avec l'Espagne bien plus difficile, parvint à faire changer le plan de l'impératrice-reine et à lui faire consentir, quoiqu'à regret, à porter la guerre dans les provinces du sud-est de la France, ce qui, en cas de réussite, ne blesserait en rien les intérêts de l'Espagne. Le roi de Sardaigne se prêta aisément à l'exécution de ce plan, et, avant le commencement de novembre, l'armée alliée avait passé le Var ; ses projets furent cependant arrêtés par une insurrection qui éclata à Gènes par suite des exactions et de la sévérité des

commandans autrichiens. La populace exaspérée chassa la garnison ; l'armée, pour arrêter les funestes conséquences de ce revers inattendu, s'empressa de revenir sur ses pas. C'est ainsi que, au lieu d'anéantir les troupes françaises, les Austro-Sardes passèrent tout l'hiver devant Gènes, divisés entre eux par des disputes et des rivalités ; tandis que les Génois n'avaient qu'une seule et même volonté, et que dans leurs constans efforts, ils étaient soutenus par le sentiment du danger pressant qui les menaçait, surtout par les secours continuels qu'ils recevaient de la France (octobre et décembre 1746).

Le roi et la reine d'Espagne furent touchés de l'interposition de l'Angleterre pour prévenir l'expulsion de Naples de l'infant don Carlos. Des propositions pacifiques furent faites secrètement et agréées par l'entremise de la cour de Portugal au moment où les alliés passaient le Var. M. Keene fut envoyé à Lisbonne. La médiation du Portugal fut admise par les deux partis, et une négociation entamée par l'ambassadeur espagnol Soto-Mayor, fut suivie à cet effet d'une correspondance secrète entre les cours de Madrid et de Lisbonne.

Ces transactions ne pouvaient échapper à la sagacité du cabinet français ni à la vigilance de la reine douairière. La cour de Versailles, pour empêcher la défection de l'Espagne, lui fit l'offre

d'aider à reconquérir la Toscane, afin d'y établir l'infant don Philippe ; elle mit en avant divers avantages politiques et commerciaux ; elle fit enfin un appel à l'attachement du roi Ferdinand pour sa propre famille. De son côté, la reine douairière cherchait en même temps à gagner Villarias pour qu'il rejetât la médiation du Portugal sans l'autorisation de son souverain. La négociation devint plus difficile par l'opposition cachée du cardinal de Motta, premier ministre du Portugal, qui penchait secrètement pour la France (décembre 1746).

Pour déjouer ces intrigues, Villarias, sans être remplacé, fut, en quelque sorte, suspendu de ses fonctions par la nomination de don Joseph Carvajal, de la famille des Linares, dévoué à la nouvelle cour, à la place de doyen du conseil d'état (¹). Comme il était par sa naissance d'un rang supérieur à celui de Villarias, et que, par cette nomination, il était autorisé à recevoir les rapports de divers départemens de l'État, il fut élevé par là au premier poste dans l'administration, ainsi qu'à la direction suprême des affaires étrangères. (²)

Malgré l'évidence des dispositions pacifiques

(¹) Il est à remarquer qu'à la mort de Philippe, Villarias était le seul membre qui restât de ce corps naguère si illustre.

(²) Dépêches de M. Keene, datées de Lisbonne.

de la part de l'Espagne, ce changement n'accéléra pas la fin des négociations; leur progrès ultérieur fut arrêté par le refus de l'impératrice-reine de contribuer à l'établissement de don Philippe en Italie, et par la politique de l'Angleterre, qui ne voulait pas exiger de nouveaux démembrements de l'héritage de la maison d'Autriche.

Ce n'est pas que dans les deux pays on ne montrât de la bonne volonté et les meilleures dispositions pour opérer un rapprochement sur la proposition de M. Walpole, partisan zélé de la réconciliation. Le parlement anglais rapporta l'acte qui défendait le commerce avec l'Espagne, suite de la déclaration de guerre. Du côté de l'Espagne, des communications directes eurent lieu avec l'Angleterre par l'entremise de Macanaz, agent de l'Espagne à Breda, et de M. Walpole lui-même, qui employa des correspondans dont les noms, à raison des circonstances dans lesquelles ils se trouvaient, ne sauraient être révélés. La cour de Madrid fit voir par là ses sentimens d'une manière propre à faire comprendre que l'honneur national et les affections particulières du souverain demandaient également l'établissement de don Philippe (janvier et mars 1747). « J'espère, dit un de ces correspondans (25 juin), que les vôtres reconnaîtront leur erreur : ils verront que les alliés les ruinent par de folles dé-

penses. La guerre contre nous n'a point d'objet, parce que la Providence nous a mis dans la position où nous sommes, et parce que nous voilà tellement habitués à la misère et aux souffrances, que nous ne pouvons pas tomber plus bas. La guerre dût-elle durer encore vingt ans, vous nous trouveriez toujours résignés et calmes. Croyez-moi, rien qu'un établissement pour nos jeunes princes ne peut ramener la paix : tout le reste est inutile.

Lord Walpole, en donnant au roi un extrait de cette correspondance, disait : « Rien ne peut amener un accommodement avec cette cour, si ce n'est d'empêcher que l'infant don Philippe ne retourne en Espagne ; et cela, non pas par l'ancienne politique de la reine, mais pour satisfaire aux souverains actuels : ils sont assez embarrassés de leur conduite avec le cardinal ⁽¹⁾. Le caractère connu de l'infant don Philippe est un motif suffisant pour empêcher son retour ; il est très borné, et avec cela très Français en tout, au point d'affecter de ne point comprendre la langue espagnole (juin 1747). »

Tout porte à croire que la reine douairière fut invitée à quitter Madrid par suite de ces communications, et que M. Wall, Irlandais, qui avait servi en Espagne, fut secrètement envoyé

(¹) Don Louis, le plus jeune des enfans de Philippe.
Lettres et Mémoires de Walpole.

à Londres pour presser les arrangemens pour la paix.

Mais comme le cabinet anglais persistait toujours dans son dévouement à l'Autriche, Ferdinand s'aperçut que son empressement pour la paix n'avait eu pour résultat que de lui attirer de nouvelles et de plus onéreuses demandes. Il s'arrêta en conséquence dans ses démarches par les représentations du roi de Naples et de don Philippe. Il ouvrit donc des négociations avec le roi de Sardaigne, donna ordre à La Mina de coopérer au secours de Gènes, renforça son armée, et commença à réparer l'escadre qui était restée dans le port de Carthagène, presque abandonnée depuis l'engagement avec l'amiral Mathews. Pour le contenter, Maillebois fut privé du commandement et remplacé par le maréchal de Belle-Isle, qui non seulement s'était fait remarquer par son caractère entreprenant, mais qui s'était déjà distingué par sa manière de conduire l'armée.

Grâce à cette coopération, les armées des Bourbons reprirent l'offensive; elles repassèrent le Var, s'avancèrent par la côte occidentale, et délivrèrent Gènes d'un blocus aussi long que rigoureux. Dans le même temps, pour recommencer la guerre dans les vallées du Piémont, Belle-Isle détacha son frère avec quinze mille hommes, en lui ordonnant de forcer le passage de l'Assietta (9 juillet 1747). L'attaque eut lieu en effet : les Français s'y battirent avec courage et en déses-

pérés; mais elle fut terminée par la perte du commandant lui-même et d'environ six mille hommes. Cette opération offensa la cour d'Espagne, qui n'avait d'autre but que la paix et non pas de faire des conquêtes. La mésintelligence se glissa parmi les généraux : ils mirent fin aux opérations de la campagne, et prirent leurs quartiers d'hiver quand la saison était encore peu avancée (octobre).

Pendant les précédentes campagnes en Italie, les Français, pour forcer l'Angleterre à la paix, avaient tourné leurs principaux efforts contre les Pays-Bas, et menaçaient par là les Provinces-Unies. La victoire de Fontenoy (mai 1745) donna d'abord à leurs armes une supériorité décidée; elle fut suivie de la prise de Tournay, Gand, Ostende, Bruges et Ath. La victoire de Rocoux (octobre 1746) occasionna, l'année suivante, la reddition de tout le Pays-Bas, à l'exception de Luxembourg; et dans la dernière campagne, la bataille de Lauffeld amena la prise de Berg-op-Zoom, la soumission de la Flandre Hollandaise et le siège de Maëstricht (2 juillet 1747). Des disputes qui surviennent toujours à la suite des revers, s'élevèrent entre la maison d'Autriche et les puissances maritimes (avril 1748). Non seulement l'indépendance de la Hollande courut les plus grands dangers, mais l'Angleterre elle-même

fut menacée d'une invasion sur tous les points de la côte le long du canal. (1)

Heureusement pour l'Angleterre, la France sentait aussi le besoin de la paix. Les communications secrètes entre les cours de Londres et de Madrid avaient abouti à une transaction par laquelle le gouvernement anglais, non seulement reconnaissait le droit de visite, et faisait droit à d'autres réclamations de l'Espagne, relativement à l'Amérique; mais elle consentait aussi à la cession de Guastalla au prince don Philippe, pour la posséder ainsi que Parme et la Toscane. Tandis que cet accommodement séparait de plus en plus les deux cours de la famille des Bourbons (4 octobre 1747), l'élévation de François, duc de Lorraine, au trône impérial, rétablissait l'influence autrichienne. Trente mille auxiliaires russes, à la solde de l'Angleterre, s'avançaient rapidement vers les Pays-Bas, et des efforts extraordinaires avaient lieu pour chercher à réparer les malheurs passés.

La marine française avait beaucoup souffert : les finances de l'État avaient été dilapidées; la victoire elle-même avec tous ses avantages ne suffisait pas pour préserver l'heureux général, le maréchal de Saxe, des cabales et des machinations suscitées contre lui par les autres généraux. Louis XV, qui avait paru un moment vouloir

(1) *Maison d'Autriche*, vol. II, chap. xxvii.

animer par sa présence les opérations de la guerre, songeait déjà à retourner à ses plaisirs ordinaires et à reprendre sa charmante résidence de Versailles. La cour de France crut à propos de faire des ouvertures pour des négociations aussitôt après la victoire de Lauffeld; elle fixa des conditions basées à peu près comme celles arrêtées avec l'Espagne, c'est-à-dire sur l'établissement de l'infant don Philippe en Italie et la restitution mutuelle de tous les pays conquis.

L'Angleterre ne rejeta pas des propositions si avantageuses : son motif était l'embarras où l'avaient jetée les dépenses qu'elle avait été obligée de faire; elle était d'ailleurs peu satisfaite de la cour de Vienne, et les progrès de l'armée française dans les Pays-Bas lui causaient beaucoup d'alarmes. Après quelques conférences commencées à Breda, et continuées à Aix-la-Chapelle, les préliminaires furent signés (20 avril 1748) entre la France et les puissances maritimes, sans la participation de la cour de Vienne, dont il fut impossible de vaincre la tenacité. Parme et Plaisance furent reconnues appartenir au prince don Philippe, en y ajoutant Guastalla, possession vacante depuis peu par le décès du prince Joseph-Marie, dernier descendant mâle de la maison de Gonzaga.

Les progrès de la négociation furent arrêtés pendant quelque temps par la résistance de l'im-

pératrice-reine à ratifier le démembrement de la Silésie et à consentir aux cessions en Italie ; mais le ton décisif que prit l'Angleterre la força d'y acquiescer. Le traité définitif fut signé le 18 octobre par la France et les puissances maritimes. Il fut accepté deux jours après par l'Espagne, et le 23 l'impératrice elle-même le signa.

Cependant une dispute assez frivole différa l'accession du roi de Sardaigne et empêcha celle du roi de Naples. Parme, Plaisance et Guastalla étaient, par le traité, cédés à don Philippe avec réversion de Parme et de Guastalla à l'Autriche, et de Plaisance au roi de Sardaigne, au cas qu'il vint à être appelé à occuper le trône de Naples. Don Carlos rejeta cette transaction comme une contravention au droit qu'il avait, par le traité de Vienne de 1739, de disposer de sa couronne en faveur d'un de ses enfans, si jamais il était appelé à ceindre celle d'Espagne. La question fut vivement débattue pendant un temps considérable, et quoique le roi d'Espagne cédât de son côté, rien ne put ébranler la résolution du roi de Naples.

Le traité de l'*Asiento* fut renouvelé encore pour les quatre ans qui restaient à s'écouler : les autres points de contestation entre l'Espagne et l'Angleterre étant trop nombreux et trop compliqués pour faire partie d'un traité général, il fut convenu entre les deux parties d'en faire l'objet

d'une négociation particulière; en conséquence, M. Keene quitta Lisbonne pour revenir à sa résidence de Madrid, et M. Wall prit lui-même le caractère public de ministre espagnol à Londres. (1)

NOTE

SUR LES GÉNÉRAUX COMTE DE GAGES ET MARQUIS DE LA MINA.

Les campagnes savantes et hardies du comte de Gages lui donnèrent une haute réputation de savoir dans l'art de la guerre. Frédéric disait qu'il regrettait de n'avoir pas fait au moins une campagne sous les ordres de ce général. Élevé à l'école du célèbre duc de Montemar, qu'il suivit dans toutes ses expéditions en Italie et en Sicile, il parvint à acquérir une grande expérience et toutes les autres qualités nécessaires pour le commandement.

A son retour en Espagne, après avoir remis au marquis de La Mina le commandement de l'armée d'Italie, loin d'éprouver une disgrâce, il fut comblé d'éloges par Ferdinand VI, qui lui conféra la commanderie de Vittoria de l'ordre de Saint-Jacques et celle de Pozuelo de l'ordre de Calatrava. Il avait obtenu l'année précédente le Collier de la Toison d'Or. Il fut question plus tard de le remettre encore à la tête de l'armée espagnole en Italie, où il avait laissé de si glorieux souvenirs; mais son grand âge, sa santé très altérée par les fatigues de la guerre, et d'autres considérations peut-être, ne lui permirent point d'accepter

(1) Copies du Traité d'Aix-la-Chapelle dans CHALMERS, et autres collections de documens publics. TINDAL, vol. XXI, page 357. KOCII, *Histoire des Traités*, tome II, page 74.

ce commandement, et il fut nommé vice-roi et capitaine général de la Navarre. C'est à son ardente sollicitude pour le bien-être des peuples et aux soins de son administration éclairée que sont dues les belles routes de ce royaume.

On lui attribue un propos qui prouverait son peu d'affection, ou pour mieux dire, sa haine contre la France. « Il fallait, disait-il, élever dans les Pyrénées une muraille pour empêcher toute communication entre les deux nations. » Il s'entendit cependant très bien avec les chefs de l'armée française en Italie, et l'on peut voir dans divers endroits de ces mémoires qu'il en était très estimé.

Il mourut à Pampelune, le 31 janvier 1755, âgé de soixante-treize ans. Le roi Charles III, qui conservait le souvenir de la surprise de Velletri, où tout aurait été perdu sans l'habileté de Gages, lui fit élever, à ses frais, dans l'église des Capucins de cette ville, en 1768, un superbe monument pour lequel le monarque lui-même composa, dit-on, l'inscription suivante :

*Joanni Bonaventuræ DUMONT,
Comiti de Gages,
Sabaudicis Austriacisque
Ad Velitras et Tanarum copiis
Fugatis :
Regni neapolitani
Clarissimo assertori,
Reique militari peritæ
Duci supra famam præclarissimo ;
Tandem regni Navarra
Proregi solertissimo,
Et in publicis viis struendis
Inventori mirifico.*

DECEDENTI PRID. KAL. FEB. ANNI 1753.

*Carolus III Hispaniarum Rex
Monumentum hoc dicat
Bene merenti.*

Pour récompenser Gages de ses services honorables , on lui accorda une pension annuelle de six mille piastres fortes sur le revenu de l'État au Mexique , laquelle était reversible à ses héritiers. C'est avec peine que nous avons vu , dans des documens officiels relatifs à l'administration de la Nouvelle-Espagne , en 1799 , les difficultés élevées par le fisc , au sujet de l'acquittement de cette pension. On prétendait que le successeur du comte de Gages , ayant son domicile dans les Pays-Bas , qui , à cette époque , faisaient partie de la république française , où les titres se trouvant légalement abolis , il n'était pas dans la nécessité de soutenir la dignité ni l'éclat de celui conféré naguère à son ascendant. J'ignore si le propriétaire est parvenu à surmonter ces obstacles , qui l'ont privé de sa pension pendant deux ans au moins ; mais , en tout cas , on ne peut que déplorer cet esprit de chicane à l'égard des successeurs d'un grand homme de guerre , qui servit si bien l'Espagne à la tête de ses armées. Que peut-il exister de plus sacré pour un état que ces récompenses accordées pour d'éclatans services ?

LE MARQUIS DE LA MINA commença sa carrière militaire dans la guerre de la succession ; il se trouva dans l'expédition contre la Sicile. En 1732 , il suivit le dnc de Montemar en Afrique et assista à la prise d'Oran. Après cette époque , l'Italie devint le théâtre de ses opérations militaires , où il se signala comme général de division dans les nombreuses campagnes faites par les Espagnols , et surtout dans celle de 1735 , pendant laquelle il eut le commandement du corps d'armée qui occupait la Toscane et qui s'empara de Porto-Ercole et du fort Philippe. En 1739 , il fut envoyé à Paris , comme ambassadeur de S. M. C. auprès de S. M. T. C. , muni de pleins pouvoirs pour faire la demande en mariage de Madame Louise-Élisabeth

de France avec don Philippe, infant d'Espagne. Il fut solennellement créé, à cette occasion, chevalier des Ordres du Roi.

Quatre ans après il fut appelé au commandement en chef de l'armée espagnole de la Savoie, sous l'infant don Philippe, à la place du comte de Glimes. Le marquis de La Mina y signala son arrivée par la prise du château d'Apremont et par une manœuvre d'un succès complet : ce fut de jeter des ponts sur l'Isère, comme pour se porter sur Aiguebelle et couper la retraite aux ennemis. Ce coup effraya le roi de Sardaigne et le détermina promptement à se retirer en Piémont, derrière la ligne des Alpes, qu'il avait fait fortifier. Laissant avancer les Espagnols vers Chambéry, il évita le combat, évacua sa capitale et les villes de Montmélian, Anneci, Moutier, Saint-Jean-de-Maurienne, et exécuta une retraite désastreuse, pendant laquelle les froids et les maladies firent, dans l'armée, plus de ravages que les Espagnols. Ceux-ci voulurent forcer le passage du mont Cenis pendant que la colonne française essayait de pénétrer en Piémont par les hautes Alpes du Dauphiné; mais Château-Dauphin y opposa une vive résistance. La Mina fut alors d'avis de tourner la chaîne des Alpes et de se diriger par le comté de Nice, l'état de Gènes, le Montferrat, sur Tortone et le Parmesan.

Ce projet fut approuvé par l'infant; mais il ne fut point goûté par le prince de Conti, qui avait amené une armée française au secours des Espagnols, et l'on arrêta au conseil que de nouveaux efforts seraient tentés pour forcer les défilés des Alpes, malgré les fortifications dont ils étaient hérissés. On fit des prodiges : Château-Dauphin fut emporté, on passa les Barricades. Ce fut le prélude de la bataille de Coni (30 septembre 1744).

Cependant le marquis de La Mina, qui s'était posté sur

Sau-Remo , dans l'intention d'arriver à Savonne , fut rappelé par l'infant. Il paraît qu'il y eut entre les chefs quelque difficulté de s'entendre sur les opérations ; dès-lors le prince de Conti dirigea tous les mouvemens de l'armée combinée. Le marquis de La Mina n'eut aucune part active dans le reste de la campagne.

Tout porte à croire que le marquis fut rappelé et qu'il se rendit en Espagne où il dut rester jusqu'en 1746 : alors il prit le commandement de l'armée des Alpes.

Rentré en Espagne après la paix , il y vécut entouré de la considération qu'il méritait par ses talens et ses services. Il fut pendant plusieurs années capitaine général de la Catalogne : la magnifique place de San-Fernando de Figueras fut construite pendant son gouvernement.

Le marquis de La Mina écrivait aussi bien qu'il combattait ; il fit à ses soldats cette courte et belle harangue , à la bataille *del Olmo* : « Mes amis , vous êtes Espagnols , et les Français vous regardent. » Il a laissé des mémoires très estimés sur la guerre de Sicile , de 1719 , et sur celle d'Italie , de 1734.

CHAPITRE ADDITIONNEL.

1745 — 1747.

Politique incertaine et tergiversations du cabinet français au sujet des affaires d'Italie pendant les années 1745, 1746 et 1747.

LES Mémoires du marquis d'Argenson, ministre des affaires étrangères sous Louis XV, publiés en 1825, jettent un grand jour sur les événemens d'Italie, de 1745, 1746 et 1747; c'est le marquis d'Argenson lui-même qui y expose fort en détail les vues politiques du cabinet français pour la pacification; les ressorts dont il se servit pour les mettre à exécution, les obstacles qui s'y opposèrent, et enfin les causes qui amenèrent la retraite du ministre pacificateur. Nous allons retracer ici la partie de ces événemens et de ces intrigues qui ont un rapport immédiat avec l'histoire d'Espagne.

Il paraît d'abord que la France négociait déjà avec la cour de Turin, en 1745, et que le marquis d'Argenson ayant en vue d'expulser les Autrichiens de l'Italie, à quelque prix que ce fût, s'était rapproché du cabinet sarde. L'arrangement qui venait d'être conclu entre la Prusse et

l'Autriche ne put qu'accroître le désir d'arriver à un accommodement définitif avec la maison de Savoie. Écoutons le marquis lui-même sur sa manière d'envisager les intérêts de la France en Italie.

« Véritablement, j'étais vivement persuadé que la plus grande erreur où nous ayons pu tomber avait été de nous brouiller avec le roi de Sardaigne. Dans nos guerres avec la maison d'Autriche, il est à cette maison en Italie ce que le roi de Prusse lui est en Allemagne : il ne peut s'agrandir qu'à ses dépens. Ce n'est que l'avidité insatiable de l'Espagne et nos complaisances peu raisonnées, qui nous l'ont aliéné. Que ce soit lui ou un autre qui démembre l'énorme puissance autrichienne, cela nous est indifférent : on a beau nous menacer de ce voisin, on a beau citer le cardinal d'Ossat *sur les petits louveteaux de Savoie*, et dire qu'il faudra fortifier Lyon si le roi de Sardaigne devient si puissant, ce sont là des préventions de la haine et des inspirations de l'Espagne. Il y a encore bien loin de sa puissance à la nôtre. C'est la seule maison d'Autriche qui nous est dangereuse : il faut bien avoir des voisins ; et que peut-il arriver de mieux que de voir accroître les petits aux dépens des grands ?

« Mais plaçons-nous au conseil de Turin : n'a-t-il pas tout à craindre de la maison de Bourbon, maîtresse de la France, de l'Espagne, du

royaume de Naples et de Sicile? Qui peut soutenir que ce petit roi de Piémont, maître d'une île de rochers, et même encore du Milanais, puisse jamais, de gaité de cœur, entreprendre sur des princes français? Ne le troublons pas lui-même; il n'appellera alors à son secours ni les Allemands ni les Anglais. Il ne peut redouter que nous, et n'aura jamais des menaces à nous faire. Mais, établissant un second infant en Italie, combien ses justes craintes ne doivent-elles pas être augmentées? Ainsi, je tenais pour principe qu'on ne pouvait donner, pour ainsi dire, *un* à don Philippe qu'on ne donnât *trois* au roi de Sardaigne; et ce n'était pas là le compte de l'Espagne. »

Plein de ces principes, le marquis d'Argenson ne s'occupa que de tout préparer pour venir à un accommodement avec le roi de Sardaigne. Loin de regarder l'Espagne avec l'intérêt que devait inspirer une alliance aussi intime que celle de 1743, premier et *véritable pacte de famille* entre les princes d'Espagne et de France; au lieu, dis-je, d'agir conformément à d'aussi sacrés engagements, le marquis d'Argenson ne voyait dans les Espagnols que des maîtres fiers et hautains de l'Italie. Il s'apitoyait sur le sort du Piémont, en même temps qu'il blâmait la conduite de l'armée espagnole dans la péninsule.

« Cependant, poursuit-il, le progrès de nos armes fut éclatant et solide. La reine de Hongrie,

occupée de son attaque de la Silésie, avait ses principales forces en Bohême, et négligeait, par conséquent, les affaires d'Italie : elle n'y avait pas quinze mille hommes. Les Anglais, très embarrassés des affaires d'Écosse, voyaient tomber leur crédit, et payaient mal les subsides du roi de Sardaigne. L'état du Piémont était désolé, nos contributions excessives, le malheur des peuples sans bornes. Le maréchal de Maillebois, d'accord avec le comte de Gages, comme l'étaient le prince Eugène et Marlborough pendant la guerre de la succession d'Espagne, poussait les conquêtes avec rapidité ; mais les Espagnols abusèrent bientôt de la victoire. Ils avaient plus de troupes que nous en Italie ; le conseil de Madrid voulut faire la loi ; on s'étendit très loin en descendant le Pô. La reine d'Espagne voulut prendre possession en son nom de Parme et de Plaisance. On passa le Pô, et l'on couronna l'infant à Milan. Par là on négligea les conquêtes qui nous auraient assuré la communication avec la Provence. On laissa derrière soi plusieurs places méridionales des états de Sardaigne, qui auraient préservé les Génois de tous les malheurs que l'Espagne leur a causés en prétendant les défendre. L'Espagne, présomptueuse, se crut *conquérante sans nous*, et ne mit plus de frein ni de raison dans ses désirs. On n'y voulut point croire possible le moindre retour de fortune.....

« C'est à cela qu'il faut attribuer la révolte de toute l'Espagne contre nous, quand on apprit le traité que j'avais conclu avec le roi de Sardaigne. On voulait bien traiter avec ce prince ; mais de façon que son humiliation fût entière, qu'il perdît au lieu de gagner, et que tout se ressentit en faveur de l'Espagne d'une supériorité momentanée. »

Voici la substance de ce traité conclu entre la France et la Sardaigne, après diverses ouvertures faites d'abord à Paris, près de M. de Montgardin, chargé d'affaires de la famille de Savoie-Carignan, puis à Turin même, par M. de Champeaux, résident de France à Genève, déguisé sous le nom d'abbé Rousset. Le traité fut signé à Paris le 24 décembre 1745.

Il y fut stipulé expressément qu'à l'avenir nulle puissance étrangère, pas même la France, ne pourrait posséder en Italie, sous aucun titre, des domaines quelconques ; qu'aucune armée étrangère n'y pourrait entrer, sous quelque prétexte que ce pût être ; que les Autrichiens en seraient expulsés totalement et à jamais. La Toscane elle-même leur eût été enlevée ; elle eût passé au prince Charles de Lorraine, père de l'Empereur, et à ses descendans, avec exclusion perpétuelle de la ligne impériale.

On accordait au roi de Sardaigne un agrandissement considérable aux dépens de la Lombar-

die, sur laquelle lui aussi avait réclamé précédemment d'anciens droits. Les républiques de Gènes et de Venise recevaient pareillement, aux dépens des possessions autrichiennes, un accroissement proportionnel de territoire; enfin l'infant don Philippe, dont l'établissement en Italie était l'un des objets de cette guerre, avait Parme, Plaisance, Tortone, Voghera, Crémone, etc., c'est-à-dire un territoire presque double de celui que lui procura depuis le traité d'Aix-la-Chapelle.

Ce plan d'expulsion des Autrichiens de l'Italie était bien fait pour séduire l'esprit du ministre français, qui ne rêvait que l'indépendance de ce pays, et qui était préoccupé des idées philanthropiques d'une pacification universelle. Il fallait pourtant obtenir, au préalable, le consentement de la reine d'Espagne; et certes ce n'était pas chose facile, cette princesse n'ayant rien si à cœur que d'avoir de l'influence dans son pays natal, chimère à laquelle elle avait sacrifié le sang et les trésors des sujets de son mari. C'était au milieu des embarras et des contrariétés suscitées par ce traité que Voltaire cherchait à consoler le ministre français.

« Je ne vous fais point ma cour, monseigneur, lui écrivait-il, mais je fais mille vœux pour le succès de votre belle entreprise. On dit que vous avez besoin de votre courage, et de résister aux contradictions en faisant le bien des hommes.

Voilà où l'on en est réduit. Vous avez de la philosophie dans l'esprit et de la morale dans le cœur ; il y a peu de ministres dont on puisse en dire autant. Vous avez bien de la peine à rendre les hommes heureux, et ils ne le méritent guère. Oh ! que vous allez conclure divinement mon histoire !... Voici le saint temps de Pâques qui approche : la reine de Hongrie et la reine d'Espagne dépouilleront toutes deux *la vieille femme*, et se réconcilieront en bonnes chrétiennes. Cela est immanquable. *Ah, maudites araignées* (!) ! vous déchirerez-vous toujours au lieu de faire de la soie ? Grand et digne citoyen, ce monde n'est pas digne de vous. »

« Je le penserai toute ma vie, lui écrivait encore Voltaire, *la paix de Turin était le plus beau projet, le plus utile depuis cinq cents ans.* »

Cependant la reine Élisabeth, dont l'entêtement pour avoir des États en Italie était sans doute extrême, mais qui comptait pourtant sur l'exécution fidèle du traité de 1743 de la part de la France, se crut outragée lorsqu'elle reçut, par un courrier extraordinaire, la lettre de Louis XV à Philippe V : le monarque français prévenait le roi d'Espagne du point où en étaient les choses, et de sa ferme résolution, dans le cas où l'Espagne

(!) Allusion à des vers de M. d'Argenson, où il comparait les souverains à des araignées dont les plus grosses dévorent les petites.

n'accéderait point au traité proposé, de songer uniquement à la défense de son royaume, et au soulagement de ses peuples, plutôt *que de se ruiner en sacrifices inutiles pour l'établissement des infants en Italie*. On lui donnait dans cette lettre un délai de deux jours pour prendre son parti.

« Cette nouvelle, dit le marquis d'Argenson, fut reçue à Madrid comme un des plus grands malheurs qui auraient pu tomber sur la monarchie de Castille. Elle fut d'abord ébruitée; tout se couvrit d'un sac de cendres. L'orage fut affreux contre les Français. L'évêque de Rennes essuya les plus gros mots dont la reine est prodigue en sa colère; mais il n'avait que deux fois vingt-quatre heures pour renvoyer son courrier, il le renvoya avec un refus net d'adhérer au traité.

« Sans perdre de temps, Leurs Majestés Catholiques dépêchèrent ici une ambassade extraordinaire et solennelle; on en chargea le duc de Fluescar qui a cinq grandesses, l'un des capitaines des gardes, et riche de six cent mille francs de rentes; enfin, tout ce qu'il y a de plus grand en Espagne. Il fit une diligence extrême pour ses apprêts, ses instructions et son voyage. Ainsi, toute son instruction consistait à dire qu'il *venait s'opposer de toutes ses forces* au traité avec le roi de Sardaigne, qu'il n'y apportait aucune modification, et que jamais l'Espagne n'y consentirait. Le reste du temps qu'il fut ici, et quand il eut répété une dou-

zaine de ces propos, il fut au bal de l'Opéra, et se levait fort tard, voulant profiter du carnaval.

« Il commença par s'aboucher avec quelques uns de mes amis, qu'on lui indiqua, et m'envoya des émissaires pour me promettre pour moi une *grandesse d'Espagne de la première classe*, si je rompais le traité de Turin. Je n'ai jamais parlé au roi de cette offre méprisable. Nous eûmes une longue conversation chez moi, à Paris, où je n'entendis que des propos déraisonnables qu'on lui avait soufflés à son départ de Madrid. On n'écoutait aucune de mes réponses; cependant, on me ménageait quelquefois, on m'offrait la révocation de Campo-Florido, ministre d'Espagne à Paris, s'il m'avait dé plu.

« Dans le cours de cette négociation, M. de Huescar m'offrit, avec des mystères affectés, comme de lui-même, et craignant le désaveu, de retrancher quelque chose au roi de Sardaigne sur le Milanais, et de donner à l'infant jusqu'à l'Ombro.

« Je répondais à tout cela que l'Espagne n'avait qu'à négocier à Turin ces modifications; que de ce côté-ci le roi avait donné sa parole et sa signature définitivement, et qu'il n'y avait plus rien à refaire; que même c'était Sa Majesté qui avait prescrit tous les articles du traité; que la justice et des vues supérieures y avaient présidé, et qu'il s'agissait de bannir une bonne fois les Allemands et les guerres funestes d'Italie.

« M. de Maurepas, poussé du même zèle pour l'Espagne, me tâta aussi pour augmenter l'apanage de don Philippe. Le duc de Huescar, qui tenait de l'Espagne la copie des traités, en instruisit tous nos ministres, et ils ne l'ont sue en détail que par l'Espagne.

« Quelle injure cependant faisons-nous à l'Espagne en travaillant à son bonheur, en la couvrant de gloire solidairement avec nous, et en procurant à don Philippe un patrimoine libre et considérable, tel que peu après on n'a eu qu'à le regretter?

« Je ne finirais point, si je voulais dépeindre les agitations que ceci causa à la cour. A la première nouvelle que Campo-Florido eut du traité, l'on était à Marly; mon courrier pour Madrid était parti depuis trois jours. M. de Maurepas en avertit le premier M. de Campo-Florido; cet ambassadeur vint pleurer dans le cabinet du roi, on l'entendait hurler. Le roi lui répondit avec dignité; mais Sa Majesté avoua trop tôt l'affaire. Le lendemain, elle la déclara au conseil, où la consternation fut terrible.

« Je fis partir le sieur de Champeaux pour rassurer le roi de Sardaigne sur ces contradictions et ces mouvemens de l'Espagne. Il est vrai que tout concourait à détruire notre ouvrage. En vain tant de biens et d'agrandissemens étaient-ils donnés à Sa Majesté sarde, si l'Espagne persistait dans ses refus, nous n'avions de réel à offrir de notre part

que d'abandonner la partie ; en ce cas , le roi de Sardaigne retombait dans son premier état , avec le ressentiment de plus de ses premiers alliés qui l'en eussent puni , et l'Espagne se fût peut-être accommodée avec eux dans cette vue. Cependant je voulais que Champeaux accélérât la perfection du traité , et conclût des mesures militaires provisoires.

« Je lui associai mon gendre , le comte de Maillebois , et je le destinai à l'ambassade de Turin. Ce fut lui qui signa chez moi à Paris , le 17 février , quelques jours avant son départ , le traité d'armistice , revêtu des pleins pouvoirs du roi. Son instruction fut concertée avec mon frère ; elle était plus militaire que politique ; il s'agissait de pourvoir à l'exécution de l'armistice , en agissant d'abord sans les Espagnols , si leur opiniâtreté continuait , et de chasser les Allemands si le projet s'exécutait.

« Le comte de Maillebois partit beaucoup plus tard que je ne voulais ; il trouva les passages des Alpes obstrués par la neige , et fit route fort lentement. Cependant à Turin , on comptait les momens de l'accession d'Espagne ; on savait que cette négociation reculait au lieu d'avancer. L'ambassade solennelle du duc de Huescar , ses prouesses à notre cour , la fureur allumée contre moi , les promesses de ma disgrâce , les mouvemens de nos courtisans et ministres dévoués à l'Espagne ,

l'ébruitement prématuré du traité; tout cela inquiétait fort la cour de Turin.

« Sitôt après la paix de Dresde, la reine de Hongrie fit faire à trente mille hommes de ses troupes une marche dont il y a peu d'exemples; cette armée faisait dix lieues par jour; elle entra dans le Mantouan, et de là en Lombardie, en six semaines. Un tel renfort fit la loi au roi de Sardaigne. J'en avais des avis journallement par Venise. J'avais beau en montrer les états à la cour d'Espagne, l'aveuglement était au comble; on ne voulait rien voir, et l'on répondait toujours que les deux couronnes seraient maîtresses du monde, si elles voulaient redoubler d'efforts; mais bientôt l'on vit qu'elles ne seraient pas maîtresses de conserver un pouce de terre en Italie, quelques efforts qu'elles y aient faits.

Le roi de Sardaigne était découvert par ses anciens alliés; il ne savait plus que dire au prince de Lichtenstein, général autrichien, qui l'obsédait dans son palais, tandis que Champeaux était caché dans un grenier. Il jouait avec ses alliés la comédie la plus difficile; on le pressait de commencer les opérations de la campagne; on était déjà au mois de mars; son ministre de la guerre montrait des ressources et des projets qu'il disait immanquables; il avait son parti à la cour et dans le conseil, on nous y accusait de mauvaise foi. Le roi de Sardaigne croyait cependant devoir rendre

justice au roi ainsi qu'à moi ; il a vu jusqu'au dernier moment notre bonne foi ; mais à la vérité bien des traverses qui sont inévitables quand le ministère est divisé, et quand l'autorité n'est pas en garde contre l'intrigue.

« Le roi de Sardaigne en était à se justifier des deux côtés. Il nous expliquait son manquement à ses anciens alliés, parce qu'ils avaient fait infraction à leur traité en ne le secourant pas ; mais il disait que l'affaire changeait, qu'ils lui envoyaient des secours suffisants. Il leur disait qu'il n'était pas encore assez en forces pour agir, et de tout ceci je ne puis pas dire qu'il ait été de mauvaise foi, et qu'il n'ait pas répondu absolument à ce qu'il devait au roi. Sa Majesté lui avait écrit la première de sa main, pour lui marquer qu'elle lui rendait toute son amitié : la correspondance s'était rétablie entre ces deux princes ; on n'oubliait rien pour le rassurer, mais les effets ne répondaient point aux désirs.

« Le maréchal de Maillebois restait immobile à Tortone. Les contributions s'exigeaient toujours. Alexandrie était si pressée, qu'il n'y avait pas pour deux jours de chats et de rats à y manger. J'eus permission du roi d'avertir le maréchal de notre traité, et des termes où nous en étions avec l'Espagne. Je voulais qu'il n'entreprit rien d'officiel, mais qu'il fût sur ses gardes.

« Mon frère lui écrivit aussi par le comte de

Maillebois, et sa lettre lui inspirait encore plus de confiance sur la paix prochaine. On a prétendu, mal à propos, que ces lettres inspirèrent à notre général une sécurité fatale.

« Mais je me crois assuré qu'il n'a rien fait en cela qu'il n'eût fait sans le traité de Turin, et sans la connaissance qu'il en eut peu de jours avant la surprise d'Asti. Nous tenions beaucoup de pays avec peu de troupes. Les Espagnols avaient fait cette mauvaise disposition malgré le maréchal; l'extravagante ambition de la reine d'Espagne, et une fatale imprudence qui nous a toujours conduits dans cette guerre, y avaient présidé. On s'était accoutumé à n'avoir affaire qu'à faible partie. On avait beau dire que les ennemis étaient en forces dans le Tyrol; l'infant avait fait sa pointe à Milan. Il avait fait passer le Pô à la majeure partie de ses forces. Les derrières étaient dégarnis, sans cavalerie ni magasins. Enfin le moment était venu d'être payé de son imprudence.

Il est vrai qu'une fatalité a conduit, par des circonstances singulières, notre déroute d'Italie. M. de Montal, premier lieutenant-général de notre armée, est un brave militaire, mais d'une imprudence extrême. Il ne songe à rien, et n'est capable de pourvoir à rien. Il avait passé l'hiver à Asti, ville ouverte, avec neuf bataillons, et n'avait songé qu'à boire et à dormir. Il n'avait pas ima-

giné d'y faire le moindre fossé, la moindre palissade. Le maréchal de Maillebois se tranquillisait également à Tortone; son fils, plus inquiet que lui, eût été mieux au camp qu'à la cour.

« Ce fut dans ces circonstances, que le comte de Maillebois arriva le 10 mars à Rivoli, à la porte de Turin. On lui envoya deux des principaux ministres de Turin et le sieur de Champeaux. On lui signifia qu'il venait trop tard. On lui déclara net que, dans la nuit suivante, à deux heures du matin, les troupes piémontaises marcheraient pour secourir Alexandrie. On ne cacha rien des circonstances de ce plan au comte de Maillebois, sachant bien qu'il n'avait, ni les moyens, ni le temps de les mander à son père. Il disputa sur le traité. Il voulut prendre sur lui d'en modifier quelques parties. Il ne persuada rien. Champeaux vit bien que tout était perdu. On renvoya le comte de Maillebois hors de l'état de Sardaigne en moins de temps qu'il n'y était entré.

« Le succès surpassa les espérances de la cour de Turin. M. de Montal avait reçu une lettre du maréchal de Maillebois qu'il interpréta mal. Le maréchal lui ordonnait positivement de tenir bon dans Asti, lui mandant qu'il marchait à son secours. Mais c'était à M. de Montal à juger qu'il n'avait pas le moyen de tenir quatre heures. En effet, il se rendit sans coup férir; lui et neuf bataillons furent faits prisonniers de guerre. Le ma-

réchal de Maillebois marchait avec de l'infanterie et du canon. Il arriva, mais le vent ne portait pas, et la garnison qui capitulait n'aperçut ni n'entendit rien. Le maréchal avait envoyé demander à l'infant un secours de cavalerie, les Espagnols le refusèrent.

« Le roi de Sardaigne écrivit au roi une lettre de sa main, le lendemain de la surprise d'Asti ; il s'excusait de cette démarche offensive depuis leur réconciliation, sur la nécessité de se délivrer du danger que courait Alexandrie de tomber entre les mains des Espagnols, assurant Sa Majesté que *leur traité n'en tenait pas moins*. Rien ne parut plus surprenant que cette lettre. Il est vrai que, dans le moment où elle fut écrite, le roi de Sardaigne ne comptait pas notre perte aussi certaine : aussi la suite fut-elle bientôt de ne nous plus offrir qu'une ridicule médiation pour la paix.

« Le reste de l'année ne fut qu'une déroute entière des Gallispans en Italie. Le découragement de nos généraux et de nos troupes, l'affaiblissement de notre armée qu'on ne voulut pas renforcer, les folies de la reine d'Espagne, la mort de Philippe V, la mésintelligence entre les Français et les Espagnols, la prudence inactive d'un nouveau règne en Espagne, qui ne voulut plus rien mettre au hasard ; telles furent les causes de la perte totale de l'entreprise et de la ruine des Génois.

« Mais une fatalité plus singulière est, que deux

jours précisément avant la surprise d'Asti, le 8 mars, la reine d'Espagne fut enfin persuadée de la bonté du traité de Turin. Elle envoya chercher l'évêque de Rennes, et lui dit : « Nous n'avons pas dormi de toute la nuit, le roi et moi. Nous n'avons fait que raisonner du traité que le roi Très Chrétien a conclu sans nous avec le roi de Sardaigne, et de la fermeté qu'il a apportée à le soutenir; nous cédonc enfin, nous voulons bien l'exécuter. »

« Le courrier qui fut dépêché m'apporta cette nouvelle à Versailles, deux jours après celle de la surprise d'Asti, et de la rupture du traité par un événement militaire si funeste, et si fatal en toutes ses circonstances.

« L'ambassadeur d'Espagne avait souvent dit au roi que Philippe V désirait avoir près de lui un ambassadeur extraordinaire, pour lui confier bien des choses, et qu'il convenait que quelque grand seigneur, ou même quelque ministre du conseil, fût chargé de cette commission. Le choix ne pouvait rouler que sur le cardinal de Tencin, les maréchaux de Noailles ou de Belle-Isle.

« L'ambassadeur Campo-Florido tramait toutes sortes d'intrigues à sa cour comme à la nôtre. M. de Maurepas l'écoutait plus favorablement que moi. L'évêque de Rennes avait des envieux, chacun convoitait son ambassade.

« L'envoi d'un ambassadeur extraordinaire, projet sur lequel le roi revenait souvent dans ses

entretiens avec moi, me parut à moi-même présenter quelques avantages, lorsque je sus, par les dépêches de l'évêque de Rennes, que Leurs Majestés Catholiques se radoucissaient et allaient consentir au traité de Turin. La personne du maréchal de Noailles répondait précisément à celle du duc de Huescar, qui est capitaine des gardes comme lui. De plus, il était de l'ancienne connaissance de Philippe V, dont le plus grand plaisir est de causer de sa jeunesse, et des plaisirs de la cour de France, avec d'anciens amis.

« Le maréchal s'en mourait d'envie. Quant à ses vues politiques, on ne saurait lui attribuer plus de décision, plus de plans fixes qu'aux vents et aux jeux de la nature. Il voulut méditer lui-même son instruction. En trois conférences que j'eus avec lui, je lui vis douze systèmes opposés. Quand il fut nommé, il parlait de l'exécution entière du traité de Turin; quand il partit, il ne s'agissait plus que de réduire le traité de Fontainebleau à ce qui était possible seulement.

« Mais, sur cette seconde vue, il donnait une carrière immense à la légèreté de ses idées. Il ne respirait que vengeance contre le roi de Sardaigne, qui n'avait voulu traiter qu'avec moi seul, et avait refusé l'intermédiaire des autres ministres du conseil.

« Toute son affaire, durant son ambassade, fut de flatter la reine d'Espagne, au lieu de lui montrer la vérité avec force. Il se félicita d'avoir fait

changer plusieurs articles au traité de Fontainebleau; et ces changemens, comme le remarqua le roi lui-même en plein conseil, consistaient à y substituer des entreprises plus difficiles encore que le premier projet.

« Les événemens devenaient de plus en plus fâcheux en Italie. Les peuples d'un esprit bouillant, comme sont les Français et les Espagnols, se ressentent plus que d'autres des effets du découragement; tandis que les Allemands, fermes et avantageux, profitent de leurs succès avec une dureté et une soudaineté dont rien n'approche. Les Autrichiens surtout excellent en cette lâche et utile qualité de poursuivre à outrance leurs ennemis vaincus.

« Il n'y avait de moyen de rétablir les affaires que d'envoyer sur-le-champ de puissans renforts au maréchal de Maillebois; mais on en était bien éloigné. La campagne de Flandre allait commencer : on flattait le roi des plus brillantes conquêtes à la tête d'une armée de cent vingt mille hommes. Il n'y avait pas une brigade de trop suivant les flatteurs et les favoris.

« Un autre remède du ciel eût été de rendre la reine d'Espagne plus sage, plus modérée; de lui persuader que nos malheurs venaient de sa faute; qu'il fallait revenir sur ses pas, ne conserver que ce que l'on pouvait défendre; arrêter la fougue des vainqueurs, et suspendre leurs progrès.

« Il arriva précisément le contraire : l'art se joi-

gnit à la nature pour accroître nos pertes. On vit nos deux malheureuses armées conduites, pour toute boussole, par l'entêtement d'une femme. La reine d'Espagne voulut qu'on gardât Parme, quoi qu'il en pût coûter. M. de Castelar, dépositaire de ses intentions secrètes, désobéit par ordre supérieur, à M. de Gages, son général. Il se fit enfermer dans Parme avec dix mille hommes, et s'en sauva par miracle. Toute l'armée demeura, par les mêmes ordres, à Plaisance. Le prudent maréchal de Maillebois présenta vainement les plans les plus sûrs. Il voulait se maintenir à Tortone, Voghera et Pavie, couvrant ainsi l'état de Gènes; mais les instructions de Madrid étaient contraires.

« On proposa au roi, ou d'abandonner l'infant, ou de sacrifier son armée à le défendre. Sa Majesté n'hésita pas à se ranger au second parti. On ne nous en sut pas plus de gré. Il fut même question d'arrêter prisonniers, comme traîtres, tous les Français qui se trouvaient dans l'armée espagnole. Malgré cela, nos troupes marchèrent au secours de l'infant. Le maréchal de Maillebois, par les plus belles manœuvres de guerre, le délivra et le ramena. Nous livrâmes des combats d'où nous sortîmes avec perte, mais nous parvîmes à notre but de nous retirer, avec nos bagages, dans l'état de Gènes.

« C'est ainsi que devait se terminer une entreprise qui promettait une issue plus glorieuse.

« Dès l'abord, on m'avait fait entendre que j'avais encouru les ressentimens de l'Espagne, que tôt ou tard j'en serais victime, que l'affection particulière que le roi me témoignait ne me pourrait sauver. Je répondis à ceux qui me tenaient ce propos, en retournant ainsi ce vers d'*Athalie* :

Je crains Louis, cher Abner, et n'ai point d'autre crainte !

« Mais que l'on sache à quel point la prévention et l'intrigue avaient changé subitement la manière de voir de notre monarque. Les affaires allant de mal en pis en Italie, les Espagnols mettant sur notre compte une fuite qui ne provenait que de leur faiblesse, de l'entêtement de leur reine à garder Parme, puis Plaisance, puis la rive gauche du Pò, je proposai une seconde fois de renouer avec le roi de Sardaigne. J'en remis un mémoire au roi, et j'ajoutais en le terminant : *On ne saurait trop couper dans le vif quand il s'agit du salut de l'État.*

« Sa Majesté m'a répondu par ce billet, du 3 juillet 1746 :

« Je prévois bien une partie des mêmes maux que vous ; mais ils sont trop outrés. Il ne faut pas que nous touchions la corde du roi de Sardaigne avec Leurs Majestés Catholiques, et, s'il le faut absolument, il faudra que cela passe par le maréchal de Noailles. Après ce qui s'est passé cet hiver, vous ne devriez pas me proposer de faire les premières avances au roi de Sardaigne. Si l'on

vous parle, écoutez; *mais jusque-là, il faut plutôt songer à l'écraser qu'à le supplier.* Dans les circonstances présentes, je remets à l'arrivée du maréchal de Noailles à écrire au roi d'Espagne. J'en ai lâché quelque chose dans une lettre que j'ai écrite à la reine d'Espagne, pour elle toute seule. »

« Depuis que Ferdinand VI est monté sur le trône, il suit une politique différente de celle de son père; mais le changement qui en est résulté ne paraît nullement favorable à nos armes. M. de Gages avait l'estime et la confiance des deux armées, jointes à une grande réputation par toute l'Europe comme militaire; il s'entendait parfaitement avec M. de Maillebois, et cet avantage était immense. M. de La Mina, qui l'a remplacé, est un véritable Espagnol par sa haine contre les Français, ne doutant de rien, indocile à toute remontrance. Telles sont aujourd'hui (1) ses instructions secrètes : il a ordre de ménager excessivement ses troupes, de ne les exposer jamais; aussi, l'on peut dire que, depuis qu'il a pris possession du généralat, l'armée espagnole n'est pas plus utile à la cause commune que si elle était de carton. Le conseil de Madrid raisonne ainsi : Il ne reste plus qu'une vingtaine de mille hommes de toutes les forces de la monarchie de Castille; les provinces sont dépeuplées, et dans l'impossibilité de les recruter. Conservons bien ce précieux débris;

(1) 1748.

gardons-nous de l'aventurer ; voyons ce que produiront les promesses des Français pour l'établissement de don Philippe , mais ne commettons plus rien au hasard.

« Grâce à cette politique, M. de Maillebois s'est trouvé réduit à la plus faible armée qui ait jamais été chargée d'une grande entreprise. Elle n'était que de douze mille fantassins effectifs ; ni lui ni moi n'avions eu le crédit de la faire augmenter. Il manquait de tout ; il était desservi à la cour ; on s'en prenait à lui de nos mauvais succès ; enfin, il fut révoqué avec dureté, sans nulle récompense pour ses longs et utiles services , en des temps heureux comme dans l'adversité. Dès ce moment, je dus prévoir ma propre disgrâce.

« A peine M. de Belle-Isle eut-il été nommé à son commandement, qu'il obtint quarante-deux bataillons et tout ce qu'il fallait pour la défense de la Provence. Je ne prétends pas assurément lui contester l'honneur qui lui en revient ; mais il est permis de penser que M. de Maillebois, mieux secondé, s'en fût acquitté avec un égal succès. »

Louis XV, peu satisfait des vues politiques de son ministre, que le succès n'avait point justifiées, s'unit plus intimement avec l'Espagne. Le marquis d'Argenson reçut sa démission le 10 janvier 1747. Le marquis de Puisieux le remplaça.

CHAPITRE XLIX.

1746 — 1753.

Caractère de Ferdinand et de la reine Barbe. — Portraits des ministres Ensenada et Carvajal. — Influence et caractère du confesseur et de Farinelli. — Maxime fondamentale de la politique de Ferdinand.

Ferdinand entrait dans sa trente-sixième année, quand le traité d'Aix-la-Chapelle pacifia l'Europe, établit le centre des intrigues politiques à Madrid, et renouvela cette harmonie entre l'Espagne et l'Angleterre qui avait été interrompue par la politique de la France et l'ambition d'Élisabeth Farnèse. Il était petit de taille, sa figure était commune. Malgré la faiblesse de sa constitution et la docilité naturelle de son caractère, il éprouvait de temps à autre de violents transports de colère et d'impatience. Scrupuleux observateur de ses promesses, toujours de bonne foi dans ses paroles comme dans ses actions, il mérita qu'on dît de lui qu'il était *un prince coupable de ne jamais manquer à sa parole*. Frugal et économe dans tout ce qui avait rapport à lui-même, il était d'une grande libéralité pour ses

sujets quand ils se trouvaient dans la détresse. Il désirait par-dessus tout de maintenir la paix et la tranquillité dans son royaume, par la profonde conviction où il était de l'atteinte que l'esprit chevaleresque et l'amour des conquêtes avaient portée aux intérêts nationaux, en paralysant les progrès de l'agriculture et du commerce.

L'affection qu'il portait au chef de la maison de Bourbon était très tendre ; mais il ne craignait pas moins la dépendance de la France que les hostilités contre l'Angleterre : il déclara plusieurs fois qu'il ne consentirait jamais à être le vice-roi du roi de France sur le trône d'Espagne. Comme son père, il ne douta jamais de l'invalidité de la renonciation au droit de succession à la couronne de France ; mais bien loin de fixer ses regards sur cette succession, il exprima constamment la volonté de rester en Espagne, si le trône de France venait à être vacant, et de laisser à son frère la faculté de faire valoir ses droits.

Sujet à la même maladie de vapeurs dont son père avait été tourmenté, il n'avait pas autant de force et beaucoup moins d'activité : il tomba dans une sombre mélancolie. Pour peu qu'il éprouvât une légère indisposition, la crainte de mourir s'emparait de lui. Plus irrésolu encore que son père, il croyait avoir rempli ses devoirs de souverain dès qu'il avait déposé le fardeau de l'administration entre les mains de ses ministres. Il évi-

tait, soit par habitude, soit par disposition particulière, de prendre connaissance du détail des affaires. Il était tellement incapable d'une attention réfléchie, que la chasse et la musique devinrent ses occupations journalières plutôt que ses délassemens. Il était si persuadé de son incapacité naturelle, qu'il répondit à une personne qui lui faisait compliment sur son adresse pour tirer : *Il serait étonnant que je ne fisse pas bien quelque chose.* Cette conviction et ces défauts firent de lui un instrument servile entre les mains de ceux à qui il confia le gouvernement.

Ferdinand accordait à sa femme une confiance sans bornes ; il lui communiquait les affaires les plus secrètes ; il prenait rarement une résolution sans obtenir son avis ou plutôt son approbation ; enfin, la reine, sous le règne de Ferdinand, devint un personnage aussi important dans l'administration générale du royaume, que l'avait été Élisabeth Farnèse, sous le règne précédent.

Marie-Madeleine-Thérèse-Barbe était fille de Jean V, roi de Portugal, et de Marie-Anne, fille de l'empereur Léopold I^{er}. Elle naquit en 1711, et épousa en 1729 Ferdinand, qui était de deux ans plus âgé qu'elle ; ses manières douces et insinuantes la firent aimer de Philippe et de la reine sa belle-mère ; elle sut aussi captiver entièrement la confiance de son mari par sa conduite aimable avec lui, par son caractère liant et une entière

déférence à ses opinions; cependant la nature ne l'avait pas faite belle, et un peu trop de corpulence avait effacé la grâce primitive de sa taille. Douée de beaucoup de capacité, très spirituelle, remplie, comme nous l'avons dit, de grâce dans les manières, elle était gaie en public; elle se montra dans les commencemens extrêmement passionnée pour la danse et la musique; mais peu à peu elle devint triste et mélancolique comme son mari, elle fut moins communicative; et dans ses heures de retraite, deux craintes tout-à-fait opposées obsédèrent son âme, savoir, celle de la gêne et des privations, destinée ordinaire des reines douairières d'Espagne, qu'elle subirait si elle avait le malheur de survivre à son mari, et celle de mourir subitement, fatal accident qui lui paraissait vraisemblable vu son affection asthmatique et une constitution qui annonçait ce qu'on appelle la pléthore, dont l'apoplexie est d'ordinaire précédée. La première crainte, celle d'être abandonnée comme douairière, lui inspira l'amour de l'argent; elle compromit sa dignité en acceptant des présens de la part des ministres et même des ambassadeurs des puissances étrangères. Aussi, malgré ses qualités personnelles, et l'amabilité qui lui était naturelle, ce seul défaut fut cause qu'elle ne fut ni aimée ni respectée en Espagne, comme elle aurait dû l'être. On remarqua que, quoiqu'elle dirigeât Ferdinand avec autant d'empire et moins

de difficulté que ne l'avait fait Élisabeth à l'égard de son père, plusieurs circonstances particulières que firent naître le caractère du roi et le sien propre, contribuèrent à porter atteinte à son influence. Timide d'ailleurs et sans courage dans les occasions difficiles, elle faiblissait et fondait en larmes quand il fallait montrer de la résolution et de la dignité. Elle craignait de troubler le repos du roi par des doutes et des soupçons, et n'osait user de son influence pour obtenir le renvoi des personnes qui n'avaient plus sa confiance; car son expérience lui avait fait bien connaître le caractère indolent et irrésolu du roi, et elle savait que la moindre anxiété pouvait altérer sa faible constitution; elle craignait surtout que les embarras du gouvernement ne le déterminassent un jour à mettre à exécution l'idée qu'il avait quelquefois annoncée, d'abdiquer sa couronne. D'autres considérations non moins graves s'offraient à son esprit inquiet : le roi de Naples, mettant à profit les progrès de l'affection mélancolique du roi, pouvait demander à prendre en main les rênes du gouvernement; elle n'ignorait pas qu'un fort parti en Espagne et le cabinet de France l'engageaient secrètement à le faire.

Sans espoir d'avoir des enfans qui passent succéder à la couronne, privée des qualités nécessaires pour gouverner, ayant surtout une santé extrêmement délicate, son ambition se borna à

pouvoir nommer et soutenir les principaux ministres, sans se soucier beaucoup de la manière dont ils exerçaient le pouvoir qu'ils devaient à sa faveur. Elle employa donc toute son adresse pour maintenir l'ascendant qu'elle avait prissur le roi : elle suscita des disputes parmi les ministres, afin de pouvoir faire pencher la balance qu'elle tenait en main du côté qu'elle croyait le plus faible. Convaincue par une longue expérience, et ayant la connaissance intime des dispositions de son mari à baser toujours sa politique sur le maintien de la paix, elle défendit ce système par les mêmes motifs avec toute l'influence qu'elle avait; enfin, elle favorisa tour à tour la cour de France ou celle d'Angleterre, suivant que chacune d'elles devenait moins puissante et paraissait se trouver dans une position critique. (')

Ferdinand trouva, à son avènement, l'administration entre les mains de deux ministres qui se la partageaient. Le premier était La Quadra, marquis de Villarias, que nous avons déjà montré comme un homme très borné, sans élévation dans l'âme, habitué à la routine des affaires, et totalement dépourvu des moyens nécessaires pour

(') Les caractères de Ferdinand et de Barbe sont tracés d'après les intéressantes dépêches de M. Keene en 1743 et années suivantes. L'éditeur des *Mémoires de Richelieu* a fourni quelques traits assez curieux de leurs caractères, ainsi que de leurs ministres, mais ils sont un peu exagérés.

la haute administration. On l'avait conservé en place seulement pour ne pas mécontenter la reine, accoutumée à ses soins continuels de la mettre au fait de tout ce qui concernait ses fonctions.

L'autre ministre était don Zenon de Somodevilla, marquis de la Ensenada, qui, d'une humble origine, s'éleva à la place de premier ministre. Il naquit en 1704 dans un petit village de la Rioja, reçut sa première éducation dans une des universités littéraires, et parvint à acquérir une instruction peu commune dans les diverses branches de la littérature et des sciences. Il connaissait parfaitement tous les auteurs classiques, et excellait surtout dans les sciences mathématiques. Nous le voyons plus tard exercer une place de professeur dans un des collèges royaux. Cette occupation dut lui fournir les moyens de fortifier et de développer les premières connaissances qu'il avait acquises. On croit qu'il quitta cette place pour passer dans une maison de banque à Cadix, où il étudia, comme commis, la théorie et la pratique du commerce et des finances.

Quelque temps après, il occupa un emploi subalterne dans le département de la marine, où il resta jusqu'à ce que don Joseph Patiño eût connaissance de la supériorité de ses talens : il eut toujours, par la suite, le plus grand respect pour ce ministre, comme étant son premier protecteur.

Le protégé disait souvent : *Je lui dois mon élévation*. Ce fut sans doute par ce moyen et par la protection de l'infant don Philippe, qu'il fut nommé secrétaire de l'amirauté. (*)

Il est probable que les mêmes circonstances contribuèrent à le faire connaître de Campillo, qui succéda à Patiño dans la faveur et le pouvoir. On ne doute pas qu'il ne se soit fait un nombre très considérable d'amis par ses manières prévenantes. Pendant une indisposition qui survint à Campillo en 1741, Ensenada fut nommé à la di-

(*) Ensenada dut aussi son élévation au général comte de Gages, qui logeait dans sa maison, à Cadix, lorsqu'il était teneur de livres chez un banquier, selon quelques biographes, ou receveur de la douane, suivant d'autres. Le comte de Gages, qui s'aperçut de sa grande capacité, lui proposa de demander à être employé à l'armée. Somo-devilla témoigna pour sa part de la reconnaissance pour l'opinion avantageuse que le général avait de lui, sans faire toutefois aucune démarche pour obtenir l'emploi en question. Le comte l'aborda un jour en lui présentant le décret du roi qui le nommait ordonnateur en chef de l'armée d'Italie. Il rendit d'immenses services dans cette place; son génie fécond en ressources pourvut à la subsistance des troupes dans des occasions difficiles, et imagina des expédients pour faire des emprunts, afin que le service n'éprouvât aucun retard.

Ce fut par suite des affaires de sa brillante administration militaire qu'il fut envoyé à Madrid avec des lettres de recommandation des généraux, qui se louaient beaucoup de son zèle et de ses talents. (LA PLACE, *Pièces intéressantes*, tome III, p. 55.)

rection provisoire des affaires de son département. Cet incident lui fournit l'occasion facile de déployer son talent sous les yeux du roi et de la reine, et de faire d'utiles connaissances parmi les personnes de la cour. Quand l'infant don Philippe partit pour l'Italie, il l'accompagna avec le titre de son secrétaire. C'est en cette qualité qu'il entretenait une correspondance intime avec Campillo, et qu'il fut chargé des arrangemens relatifs au paiement et à la nourriture de l'armée.

^b La mort de Campillo, en 1743, ne fit que contribuer à sa plus grande élévation; le chemin était tracé, il en profita. Sa haute réputation de savoir et de capacité dans les affaires, la protection surtout dont l'honora la duchesse de Torcusa, dame d'honneur, qui l'aimait beaucoup, contribuèrent à le faire nommer à la place du ministre décédé. Il fut regardé comme la seule personne au courant de ses projets et de ses préparatifs. Il reçut l'ordre de quitter l'Italie, et fut nommé secrétaire des finances, de la marine et de la guerre, avec le titre de marquis de la Ensenada (*). Dans les dépêches de Noailles,

(*) Par la correspondance officielle entre le général en chef duc de Montemar, commandant l'armée espagnole dans la basse Italie, et l'infant don Philippe, qui avait sous ses ordres celle des Alpes (1742), on voit que les dépêches adressées par l'infant au duc étaient signées par son secrétaire le *marquis de la Ensenada*. Ainsi il portait ce titre avant son élévation au ministère.

il est question de lui comme premier ministre et le plus goûté de Philippe. (¹)

La mort de ce roi parut porter atteinte à son crédit par le changement de souverain; mais ayant fait connaissance avec Farinelli, à l'époque où tous deux se trouvaient placés en sous-ordre, il fut recommandé par celui-ci, et, à la faveur de quelques présens, offerts en temps utile à la nouvelle reine, il obtint sa protection, ce qui lui fit conserver ses fonctions et son crédit.

Ses qualités brillantes, sa rare intelligence, sa grande aptitude et sa facilité dans l'expédition des affaires, firent une impression profonde sur l'esprit du faible et indolent monarque, à qui toute attention était pénible et insupportable. Pendant ce temps-là, il faisait des pas rapides dans la faveur de la reine, en flattant adroitement ses moindres caprices et en montrant une habile déférence à ses vues.

Ensenada se rappelait avec un sentiment d'orgueil l'obscurité de son origine, en songeant que c'était à la supériorité seule de ses talens qu'il devait son élévation. Quand il fut honoré du titre de marquis, il prit, par une humilité affectée, le nom de *Ensenada* (²), sorte de jeu de mots signifiant rien par lui-même

(¹) *Mémoires de Noailles.*

(²) *Succinta relacion y ultima desgracia acaecida al marques de la Ensenada (manuscrito).*

(*En sí nada*) (*). Entiché d'une fausse modestie, il était vain et présomptueux; sa manière de vivre tenait de l'extravagance. Il était tellement passionné pour la mise recherchée et le luxe, qu'il portait dans ses décorations la valeur de cinq cent mille piastres (*). Malgré son désintéressement assez universellement reconnu, et l'absence à son égard de tout soupçon de vénalité, on sait cepen-

(*) Ce jeu de mots n'est pas plausible; il n'en est même pas un : il serait plus raisonnable de croire que les services rendus par ce restaurateur de la marine espagnole lui avaient valu le titre de *la Ensenada*, mot qui signifie une petite baie ou anse.

On sait qu'on construisit dans le chantier de Guarnizo douze vaisseaux de ligne à la fois nommés *El Apostolado*, parce qu'on leur donna les noms des douze apôtres. Le vaisseau *le Saint-Philippe*, de cent vingt caçons, sur lequel le pavillon amiral était arboré dans le combat de Toulon, en faisait partie.

Comme don Zenon de Somodevilla en surveilla la construction, il se peut que cette circonstance ait donné lieu au titre de marquis de la Ensenada. (*)

(*) Clarke disait de lui dans ses derniers temps : « Il porte le jour de *gala*, ou de réception à la cour, plus de croix, de diamans, de décorations et de cordons qu'aucun grand d'Espagne; comme Simon, dans l'*Énéide*, il a l'air d'une victime parée pour le sacrifice: *Vittasque Deum quas hostiâ gessi*. CLARKE, *Voyages en Espagne*, page 332. Dépêches de Keene.

(*) Nous avons déjà fait voir, dans la note sur le ministre Campillo, que Somodevilla servait sous ses ordres à Guarnizo.

dant que sa profusion, son goût pour la magnificence, surtout les présens considérables qu'il fut obligé de faire pour affermir son crédit, le rendirent très avide d'argent. Dans la crainte d'offenser la reine, il lui cacha ses véritables maximes de politique. Il facilita, pour ne pas la contrarier, le renvoi de Villarias, et appuya la nomination de don Joseph de Carvajal au département des affaires étrangères. C'était un gentilhomme dont le caractère posé et la circonspection semblaient annoncer qu'il ne lui ravirait pas la faveur dont il jouissait auprès du roi, et que, content des apparences de sa supériorité, il se soumettrait sans murmure à agir sous ses ordres.

Don Joseph de Carvajal, le premier espagnol d'une haute naissance qui eût depuis long-temps occupé une place dans le ministère, était le plus jeune fils du duc de Linares ('). Il naquit en 1703, suivit la carrière diplomatique, et paraît avoir été secrétaire du comte de Montijo, quand celui-ci était ambassadeur près la diète d'Allemagne, du moins c'est en cette qualité qu'il rédigea les notes sur les droits de Philippe à la succession de la maison d'Autriche. Il fut ensuite nommé ministre auprès d'une des cours d'Allemagne, et à son retour en Espagne il fut désigné pour déjouer les machinations de la reine douairière, et chargé de

(') M. Keene au duc de Newcastle; Lisbonne, 15 décembre 1746.

la direction des affaires étrangères, sous le titre de ministre d'état, regardant celui de secrétaire comme étant au-dessous de sa naissance. Quoiqu'il eût été lié d'amitié avec Ensenada pendant assez long-temps, il parvint à obtenir la faveur du roi et l'estime publique par la liberté avec laquelle il professait des principes politiques opposés à la France.

Carvajal ne fut pas long-temps sans s'apercevoir que le rôle secondaire qu'il jouait dans l'expédition des affaires, était au-dessous de son rang et de son caractère. Il eut dans le premier moment l'idée de se retirer; mais la confiance, toujours croissante de ses souverains, et la bienveillance de l'opinion publique à son égard, l'engagèrent à garder la place qu'il occupait, s'imaginant qu'il pourrait peu à peu se soustraire à une dépendance qu'il n'aimait pas, et déployer alors à volonté tout le zèle qui l'animait pour le bien de son pays.

Carvajal, sans être doué des talens faits pour briller dans le monde, avait de la profondeur dans le jugement; son esprit était droit; il ne manquait pas de lumières : lourd et roide dans ses manières, il aimait beaucoup l'étiquette; il se méfiait de lui-même et surtout des autres; il était travailleur, mais lent dans ses décisions et très entêté dans son opinion quand il l'avait une fois émise. Dans le commencement, il était ti-

mide à raison de sa position et du peu de protection dont il jouissait; mais l'expérience lui donna peu à peu de la fermeté, et il se montra par la suite d'une habileté peu commune pour les négociations. Ses ennemis même étaient forcés de rendre justice à son intégrité. Il était d'une véracité si sévère, on pourrait dire, si sauvage, qu'il ne fit jamais un compliment même à ses souverains, de peur qu'on ne l'accusât de flatterie. Avec la conscience de la droiture de ses vues, et une pureté d'intentions qui lui servait toujours de guide, il ne s'abassa jamais aux petites intrigues, dédaigna de faire sa cour à Farinelli, et évita de se lier avec le confesseur.

Les mesures les plus convenables furent conseillées par lui pour l'indépendance et l'honneur de la couronne, comme pour le bonheur des peuples. Il donnait cependant ses avis avec une sorte d'indifférence, ayant l'air de se soucier peu qu'ils fussent accueillis ou rejetés; toutefois en agissant ainsi il avait le tort de contrarier son souverain qui aimait à s'épargner la peine de la délibération, et attendait que son ministère dirigeât ses moindres résolutions. Souvent le ministre s'étonnait de ce qu'un homme qui montrait comme lui aussi peu de prétention, pût maintenir son influence auprès du roi et de la reine, malgré toutes les menées des Français. Il formait en général un contraste frappant avec Ensenada. Simple et modeste dans sa mise

comme dans sa manière de vivre, il montra l'austérité et le désintéressement d'un ancien romain. Quoiqu'il pensât convenablement sur sa haute naissance, il faisait peu de cas des titres et des honneurs. La réputation d'honnête homme le flattait bien plus que celle de grand ministre. S'il conserva sa place, ce fut moins par amour pour le pouvoir, que par la conviction où il était, que son devoir était de la remplir pour délivrer son pays de sa longue et humiliante dépendance des Français, qu'il craignait et n'aima jamais.

Attaché à l'Angleterre par habitude et par principes, il se rappelait avec orgueil qu'il descendait de la famille de Lancaster, et il cherchait à jeter les fondemens d'une union stable entre les deux pays; mais pour mettre ce projet à exécution, il ne fut jamais disposé à sacrifier l'honneur et l'indépendance de sa patrie, et il se refusa constamment à prendre des mesures qui pouvaient altérer la neutralité de l'Espagne, persuadé que s'il agissait ainsi, il échangeait l'asservissement à la France contre la dépendance de l'Angleterre. Il dit au roi, à son entrée dans le ministère, que pour être grand et maintenir son indépendance, il ne fallait ni prendre des engagemens ni faire des alliances avec la France, qu'autrement il serait traité et regardé comme un prince inférieur (*). « Son principe, dit M. Keene, est ce-

(*) M. Keene au duc de Newcastle; août 30, 1752.

« lui-ci : Que l'union intime de la France avec tout
« autre pays, mais surtout avec l'Angleterre ou
« l'Espagne, doit être funeste à toutes les deux.
« Il a une triste idée des ministres de la France,
« qu'il accuse de mauvaise foi, et il m'a souvent
« répété que tant qu'il sera au ministère, les Fran-
« çais ne se mêleront de rien dans les affaires qui
« regardent seulement l'Angleterre et l'Espagne.
« En un mot, je ne peux pas le rendre aussi An-
« glais que je voudrais, mais j'ose prendre sur
« moi d'assurer qu'il ne sera jamais Français. » (1)

L'intégrité, la bonne foi et l'indépendance de Carvajal lui gagnèrent l'estime du souverain qui possédait les mêmes qualités. Ses maximes devinrent la règle de politique que suivit Ferdinand : l'estime du roi lui rendit aussi celle de la reine, et il arriva par degrés jusqu'à balancer le pouvoir d'Ensenada.

Le père Ravago dut à Carvajal sa nomination à la place de confesseur du roi. Ce jésuite parvint à obtenir une grande confiance dans l'esprit de Ferdinand, moins par ses qualités personnelles que par le respect que ce prince religieux portait à son caractère et à ses fonctions augustes. Il chercha à imiter Daubenton dans l'influence

(1) M. Keene au duc de Bedford; juin 28, 1749. Les caractères de Carvajal et d'Ensenada sont tracés d'après les importantes dépêches de ce ministre de la cour d'Angleterre à Madrid.

qu'il avait exercée sur Philippe, et à vouloir s'immiscer dans les affaires du gouvernement. N'entendant rien à la diplomatie, il prenait conseil d'une junte composée de ses confrères très instruits dans cette partie, et, soit par conviction, soit par calcul, il adopta le principe de son souverain, savoir, que l'Espagne devait tenir la balance entre la France et l'Angleterre. L'empressement avec lequel toutes les puissances convoitaient sa protection, et son facile accès auprès du monarque dont il calmait la conscience scrupuleuse, l'encouragea à aspirer à une certaine indépendance, et à former un parti séparé de Carvajal et d'Ensenada. Une des premières preuves de son influence, fut le renvoi du gouverneur du Conseil de Castille.

« La séparation de l'évêque d'Oviedo, dit M. Keene, du gouvernement du Conseil de Castille, eut lieu d'une manière aussi peu flatteuse pour le prélat que pour M. de Carvajal, dont la protection l'avait élevé à cette dignité importante. Ce changement pourrait bien en amener d'autres, parce qu'il augmentera la division entre les deux ministres, et donnera à une autre personne l'occasion de profiter de cet emploi contre eux et contre les intérêts de Sa Majesté Catholique. Je veux parler du confesseur du roi qui s'est servi avec adresse d'Ensenada pour renvoyer l'évêque, et de Carvajal pour empêcher Ensenada

de le remplacer par la personne qu'il avait en vue. Dans ce conflit entre les ministres, il a mis en avant son ami l'évêque de Barcelonne, et il a fini par parler plus haut que de coutume et avec un ton d'autorité à ceux qui approchent de lui.

« Les fonctions de ce jésuite lui donnent la facilité de parler seul au roi pendant une heure tous les jours, et son ami, le président de Castille, jouit du même privilège une fois par semaine. Ils agissent de concert; et ni la reine, ni les ministres ne peuvent parvenir à savoir ce qui se passe entre eux, si ce n'est ce qu'ils veulent bien révéler eux-mêmes. Ils ont un secrétaire d'état pour les affaires de l'intérieur du royaume, qui est entièrement à la disposition du confesseur, et qui sera prêt à expédier les décrets du roi avant que Carvajal et Ensenada puissent en avoir aucune connaissance. » (1)

Parmi les personnes qui marquaient à la cour de Ferdinand, il ne faut pas oublier Farinelli dont l'influence auprès de la reine était telle qu'il fut désigné plaisamment par quelques écrivains étrangers comme premier ministre. Nous allons donner quelques détails sur ce personnage.

Charles Broschi, surnommé Farinelli, vit le jour à Naples, en 1705. Après avoir étonné l'Italie par la beauté de sa voix et son excellente mé-

(1) M. Keene au duc de Bedford; Madrid, septembre 8, 1749.

thode de chant, il passa en Angleterre en 1734, où il fut engagé à l'Opéra italien. En peu de temps il sut amasser une fortune considérable. En 1737, il vint à Versailles; Élisabeth Farnèse l'attira à Madrid. Cette princesse désirait essayer le pouvoir de la musique pour guérir l'affection mélancolique de son mari. Aussitôt après son arrivée, elle fit tout disposer pour un concert dans les appartemens attenant à la chambre du roi, qui gardait le lit depuis assez long-temps, et que rien ne pouvait engager à le quitter. Philippe fut touché du premier air chanté par Farinelli. A peine avait-il fini le second, que le roi demanda le virtuose, l'accabla de complimens, et lui promit de faire tout ce qu'il lui demanderait. Farinelli, que la reine avait instruit à l'avance, l'engagea à se lever, à permettre qu'on le rasât, qu'on l'habillât, et ensuite à assister au conseil. Philippe consentit à tout. Depuis ce moment, sa santé parut éprouver une amélioration sensible. Cet incident fut l'origine de la haute faveur de Farinelli. Il chantait tous les soirs devant le roi les mêmes airs qui l'avaient charmé. On le gratifia d'une pension de cinquante mille francs par an : des présens considérables et souvent renouvelés lui furent donnés par Leurs Majestés Catholiques. Il ne reçut pas un moins favorable accueil de la part de Ferdinand et de Barbe,

prince et princesse des Asturies, qui étaient extrêmement passionnés pour la musique.

A l'avènement de Ferdinand, sa faveur ne fit que s'accroître. Il fut honoré de la croix de Calatrava. Comme directeur de l'Opéra, il devint le ministre des plaisirs du roi ; un théâtre élégant fut bâti dans le jardin de Buen-Retiro. On fit venir de toutes parts à Madrid des chanteurs, des danseurs et d'habiles machinistes. La capitale et les résidences royales furent animées et récréées par des représentations théâtrales qui pouvaient rivaliser avec les plus magnifiques spectacles de l'Europe. Le goût et l'habileté de Farinelli eurent également occasion de briller dans les superbes parties musicales que l'on faisait sur le Tage, pendant la résidence de la cour à Aranjuez. (*)

Les rapports directs que lui donnaient ces amu-

(*) Tout ce que l'antiquité nous a transmis sur les effets merveilleux produits par Timothée et Therpandre, qui attendrissaient les cœurs les plus endurcis, se trouve confirmé par les prodiges de la voix de Farinelli. Il débuta dans le théâtre d'Aliberti, à Rome, en qualité de première chanteuse. (On sait qu'autrefois les hommes remplissaient à Rome, dans les théâtres, les rôles de femmes.)

La reine Barbe attacha, dit-on, de sa propre main la croix de Calatrava à l'habit de Farinelli par reconnaissance pour l'heureux effet que la voix de ce virtuose faisait sur le caractère mélancolique de Ferdinand VI.

On s'accorde généralement à reconnaître dans Farinelli des sentimens élevés.

semens, le mirent à même d'avoir de fréquentes et longues conversations avec la reine, et de s'insinuer de plus en plus dans sa confiance. Il fut donc bientôt obsédé par des solliciteurs de toutes les classes, flatté par les ministres, et cajolé par les têtes couronnées elles-mêmes. Néanmoins, tant d'hommages et de déférences ne l'éblouirent pas. Il n'envia pas les honneurs, et s'il accepta la croix de Calatrava, il le fit uniquement de crainte d'offenser par un refus son auguste protectrice. Toujours simple et modeste, il traitait ses inférieurs avec affabilité, et il se conduisait avec respect envers ses supérieurs, raillant sans cesse ceux qui oubliaient leur rang pour lui faire la cour, et montrant le désintéressement et l'indépendance d'une âme noble et élevée.

La connaissance qu'il avait de l'instabilité de la faveur des cours, lui fit éviter de prendre part

Voici une anecdote qui prouverait aussi la bonté de son caractère. Ayant demandé un jour à son tailleur le mémoire des habits qu'il avait faits pour lui, dans le but de l'acquitter, le tailleur s'excusa de l'avoir oublié; mais il ajouta qu'il se considérerait récompensé au-delà de toute expression, si Farinelli daignait lui faire entendre sa voix. Le virtuose le prit par la main, et le conduisit dans son cabinet où il déploya devant lui tous ses talens, comme il l'aurait fait devant le roi lui-même. Le tailleur, après bien des remerciemens, allait se retirer, lorsque Farinelli l'obligea de recevoir une bourse qui contenait le double de ce que les habits avaient coûté.

aux affaires publiques, avec autant de soin que d'autres en mettent à y intervenir. Mais malgré cette sagesse dont il se piquait, il ne put résister toujours à la flatterie des souverains étrangers ⁽¹⁾, ni aux importunités des ministres, surtout quand il croyait que son intervention ne déplaisait pas à sa protectrice. Il devint donc le canal habituel des communications politiques : quelquefois même il hasarda de laisser échapper certains mots qui pouvaient être agréables à la reine, ou qui lui avaient été suggérés par ceux qui le voyaient familièrement et le traitaient avec amitié. On l'a accusé sans motif d'avoir reçu des présens des ambassadeurs anglais et autrichiens; sa propre fortune, la faveur de la reine, et surtout le caractère noble et désintéressé dont il faisait profession, le mirent toujours au-dessus de toute tentation à cet égard. Nous trouvons sa conduite constamment dirigée par les motifs les plus honorables. Le premier fut son dévouement à son auguste protectrice, source de son attention

(1) Kauniz se justifiant auprès de l'impératrice-reine de l'avoir engagée à écrire à madame de Pompadour, cette princesse l'arrêta en lui disant : « N'ai-je pas flatté Farinelli? » *Maison d'Autriche*, vol. II, page 375. (*)

(*) D'après l'auteur des *Mémoires de Richelieu*, tome IX, pages 74 et 77, Marie-Thérèse ne dédaigna pas d'appeler la marquise de Pompadour sa princesse et sa cousine. Duclos, qui connaissait bien tout ce qui s'était passé dans cette négociation, ne fait point mention de ces complimens flatteurs.

scrupuleuse à ne faire aucune démarche qui fût en opposition aux principes par lesquels elle réglait son gouvernement. Une autre considération puissante était son respect pour l'impératrice Marie-Thérèse, qu'il regardait comme sa souveraine, étant né dans le royaume de Naples. Il conservait aussi beaucoup de reconnaissance de la faveur et du bon accueil qu'il avait reçus en Angleterre. Si quelque chose eût pu le faire sortir de sa circonspection ordinaire, c'eût été l'amitié qu'il portait à Ensenada ; mais il ne fut jamais son courtisan quand il était en faveur, et ne s'éloigna pas de lui lorsque son pouvoir était menacé ; et quoiqu'il se vît parfois traité par Ensenada avec une froideur offensante, il ne trahit jamais la fidélité de ses premières affections.

Dans la revue que nous venons de faire de la cour et du ministère de Madrid, le lecteur aura vu un monarque faible et hypocondriaque, mais pacifique et honnête homme, presque entièrement gouverné par la reine, écoutant parfois les conseils ou les insinuations de Carvajal, d'Ensenada et du confesseur ; uni de parenté et d'affection avec la France, mais penchant pour l'Angleterre par des motifs politiques et personnels ; tour à tour flatté par ces deux puissances qui cherchaient chacune pour sa part à l'entraîner dans leurs intérêts par des propositions continues de traités d'alliance. On aperçoit d'un

autre côté la reine, tantôt poussée par la cour de Lisbonne, tantôt par sa cousine l'impératrice-reine, écoutant quelquefois Farinelli, soutenant Ensenada alors même qu'elle connaissait et réprouvait ses manœuvres, estimant Carvajal et approuvant ses vues qu'elle déjouait par jalousie. Nous voyons aussi les deux ministres montrant chacun un caractère opposé, flottant dans une discordance continuelle d'opinions ; le pouvoir établi de manière qu'il était difficile de l'exercer ; la reine, Carvajal, Ensenada et le confesseur rarement d'accord entre eux, ayant chacun assez de crédit pour embarrasser les rouages de l'administration, mais ne pouvant gérer les affaires isolément, tandis que la crainte de troubler la tranquillité du monarque et de le jeter dans un trouble dangereux, les réunissait, ou, pour mieux dire, accordait les propres intérêts de ces quatre personnages, malgré la diversité habituelle de leurs opinions ('). Cependant, il est à remarquer que, malgré tous ces symptômes de faiblesse et l'absence d'un système solide et bien conçu, il n'y eut aucune époque depuis l'avènement de la maison de Bourbon au trône d'Espagne, où les intérêts et l'indépendance de cette nation fussent mieux et plus constamment défendus que pendant le règne de Ferdinand VI. On doit attribuer cet avantage au caractère paci-

(') Dépêches de M. Keene.

fique du monarque et à la fermeté comme à la droiture de Carvajal, dont les bons principes survécurent heureusement à son administration. (*)

(*) Il est juste d'y associer Ensenada, dont les principes politiques pouvaient quelquefois différer de ceux de Carvajal, mais qui aimait autant que celui-ci l'indépendance de l'Espagne, et n'était pas plus disposé à sacrifier les intérêts de sa patrie.

CHAPITRE L.

1749 — 1754.

Difficultés pour s'accorder avec l'Angleterre sur le commerce d'Espagne et des colonies. — Conclusion d'un Traité définitif. — Disputes sur son exécution. — Projets d'Ensenada pour restreindre la contrebande exercée par l'établissement hollandais de Curaçao. — Négociations entre l'Espagne et le Portugal sur la colonie de Sacramento. — Le Traité de commerce avec le Danemarck abrogé.

APRÈS la conclusion du traité d'Aix-la-Chapelle, les cours de Madrid et de Londres fixèrent leur principale attention sur les moyens de terminer leurs disputes particulières. Le grand but de l'Angleterre était d'obtenir la confirmation de ses privilèges commerciaux, surtout celle du traité signé en 1715, traité par lequel les sujets de la Grande-Bretagne se trouvaient replacés dans la même position qu'ils avaient eue pendant le règne de Charles II. Toutefois, ce dessein n'était pas moins en opposition avec les maximes qui avaient dirigé les conseils espagnols depuis l'avènement de la maison de Bourbon qu'avec l'inviolable principe de tous les ministres d'Espagne, même de ceux qui se montraient bien disposés pour

l'Angleterre, savoir, d'exclure en général les étrangers de toute communication avec l'Amérique, et d'arrêter le progrès du commerce étranger en Espagne par des droits très élevés et par des obstacles continuels.

M. Keene, en considérant les motifs opposés qui avaient déterminé les deux cours à la dernière guerre, remarquait avec raison, « que la principale cause de ce malheur, du côté de l'Espagne, prenait sa source dans l'essence et l'esprit des lois et des anciennes institutions qu'on avait établies pour l'administration des Indes occidentales espagnoles : elles furent formées à l'époque où l'Espagne proclama son étrange droit universel sur la terre, la mer et l'air même de cet immense pays, et où elle décida d'en empêcher, par tous les moyens en son pouvoir, l'entrée aux étrangers. Le fait seul d'y paraître était regardé comme un crime, tant qu'elle fut assez forte pour soutenir et exécuter un tel système. Tous les ordres aux gouverneurs, les instructions aux gardes-côtes, tous les actes judiciaires et administratifs sont et seront encore réglés d'après cette base. Il est aisé de comprendre combien ces principes sont contraires et inapplicables à l'état présent de l'Amérique ainsi que préjudiciables aux intérêts de plusieurs souverains, et surtout de la couronne de la Grande-Bretagne qui possède un si grand empire dans ces contrées. De plus, il est

assez vraisemblable que d'autres nations pourront être exposées à souffrir de cette politique espagnole, sans qu'il existe d'ordres positifs et spéciaux de cette cour, ou même sans qu'elle ait l'intention expresse de les gêner dans leurs opérations. Au contraire, un prince aussi juste que le monarque qui gouverne actuellement l'Espagne, est fondé à penser qu'il agit avec droiture, tant que les lois du pays ne seront pas rapportées, et qu'elles continueront à faire du tort aux étrangers. De tels inconvéniens existeront plus ou moins tant que les lois et le gouvernement du Nouveau-Monde ne seront pas établis conformément à l'état présent et à la division de son territoire.

« J'ai tenu ce langage aux deux ministres espagnols dans l'intention de les décider à apporter quelque remède à des maux si difficiles à guérir complètement. Cette guérison ne peut avoir lieu sans un changement considérable, ou au moins sans quelques modifications dans leurs instructions primitives. Il est résulté de ces insinuations que M. Carvajal m'a assuré qu'il est si bien de mon opinion, que quand il discuta cette affaire dans le conseil des Indes, dont il est le président, il fut d'un avis contraire à celui des conseillers. M. Ensenada m'a répondu d'un ton fort animé qu'il avait fait très souvent les mêmes réflexions, et que ce qui pourrait arriver de plus

heureux pour ce pays, serait que toutes les lois des Indes fussent anéanties. » (1)

Malgré les progrès nouveaux que faisaient chaque jour les maximes libérales dans les conseils espagnols, la jalousie nationale était sans cesse exaltée par différens motifs, mais surtout par les écrits publiés en Angleterre sur le commerce. Ces écrits contenaient des rapports très exagérés sur les trésors de l'Amérique et sur les projets d'entreprises commerciales. Dans la foule de ces écrits, faits pour produire une forte impression sur les Espagnols, il y en eut deux qui les frappèrent encore plus particulièrement. L'un était intitulé : *Les intérêts de la Grande-Bretagne bien entendus*, qui avait paru avant la guerre de la succession; l'autre était la relation du voyage de lord Anson qui venait de paraître.

Un seul exemple suffira pour faire voir combien la cour de Madrid se montra susceptible pendant le cours de la négociation commerciale dans tout ce qui avait rapport, même indirectement, avec l'Amérique. Il s'agissait de préparer une expédition pour un voyage de découvertes, et principalement pour déterminer la situation et autres circonstances des îles Falkland, dont l'importance était hautement recommandée par l'éditeur du voyage d'Anson. (2)

(1) M. Keene au duc de Bedford, 8 décembre 1750.

(2) *Voyage de l'amiral Anson*, 6, 1 cap.

« Carvajal, rapporte M. Keene, m'a dit qu'il voyait avec peine que tout de suite après la ratification du traité, pour rétablir l'ancienne amitié entre les deux couronnes, de nouveaux sujets de mésintelligence éclataient, qui probablement nous jetteront dans les mêmes querelles, ou peut-être plus fâcheuses encore que celles qui occasionnèrent la dernière rupture. Nous voyons par expérience que ces deux nations, possédant chacune des domaines très près les uns des autres en Amérique, et le commerce et les communications se trouvant défendus des deux côtés, ceci nous expose à beaucoup de contestations désagréables. Il doit être bien pénible pour tous ceux qui désirent sincèrement une paix solide, de voir naître de nouveaux incidens qui pourraient faire revivre nos anciennes inimitiés et donner lieu à de funestes conséquences que lui, pour sa part, voudrait éviter autant que possible. C'est sous ce point de vue qu'il considérait les préparatifs que l'on fait maintenant en Angleterre pour envoyer deux frégates dans les mers d'Amérique, puisque ni lui ni personne ne pouvait ignorer le but de l'envoi de cette expédition, depuis qu'elle avait été si clairement annoncée dans la relation imprimée du voyage de lord Anson. »

Après avoir rapporté les argumens et les considérations dont il se servit dans cette occasion, M. Keene continue ainsi :

« Tout ce que je lui ai dit ne l'a pas rendu mieux disposé pour mon système. Quand il parut ajouter foi à mes assertions sur ce que nous n'avions aucun dessein de nous établir dans les deux îles en question, il me fit sentir l'inutilité de vouloir en prendre une connaissance plus détaillée, et il ajouta que depuis long-temps elles avaient été découvertes par les Espagnols, qui les appellent *las islas de los leones*, *les îles des lions*, à cause du grand nombre de lions marins qu'il y avait sur leurs côtes, et que dans les livres de la secrétairerie des Indes se trouvaient des descriptions fort détaillées de la dimension et autres circonstances de ces îles... Si nous ne voulons pas faire là des établissemens, à quoi bon vouloir les reconnaître de nouveau? Nous n'avons pas de possessions dans cette partie du monde, et par conséquent nous ne pouvons avoir besoin de mouillages ni de ports pour nous ravitailler; il espérait que nous voudrions bien considérer les inductions que l'on pourrait tirer en nous voyant établis sur l'entrée du détroit de Magellan, prêts à entrer à tout moment dans la mer du Sud, où la première démarche serait de chercher à découvrir de nouvelles îles pour y faire des établissemens, afin de remédier aux inconvéniens d'un si long voyage que celui de la Chine, et de réparer nos forces navales après les revers que nous pourrions essuyer par la suite dans nos attaques

ultérieures contre les côtes espagnoles, comme la chose est arrivée à lord Anson.

« J'ai été ensuite voir Ensenada qui m'a arrêté tout court dans mon exposition, en disant que ni le temps ni les circonstances n'étaient aucunement favorables pour traiter de cette affaire, à cause des bruits auxquels elle pourrait donner lieu ; que les Français qui sont jaloux et inquiets par caractère, penseraient, d'après nos disputes relatives à l'île de Tabago, que nous concertions ensemble les moyens de les chasser de leurs possessions d'Amérique. Il répéta qu'il espérait voir cette affaire mise de côté pour le moment. Je répondis à ce ministre dans les mêmes termes que j'avais fait à l'autre, et à peu près avec le même résultat. » (1)

On conçoit sans peine la difficulté de venir à un arrangement dans un tel état de choses. Après de longues discussions, la question du droit de visite fut passée sous silence d'un commun accord, et d'autres affaires d'un intérêt secondaire furent prudemment ajournées par l'ambassadeur ; mais ce fut surtout sur le grand point de restituer aux Anglais les mêmes avantages de commerce dont ils jouissaient avant la guerre de la succession, que le diplomate anglais eut à lutter contre la fierté et les préventions des ministres

(1) M. Keene au duc de Bedford ; Antigola, mai 21, 1749.

espagnols. Il était autorisé, il est vrai, à acheter cette concession par le sacrifice des dernières stipulations sur l'*Asiento*, et par une diminution fort considérable des sommes que la compagnie de la mer du Sud était fondée à réclamer; mais il trouva d'innombrables difficultés pour arriver à un arrangement. Le roi se refusait à approuver une compensation qui pouvait faire penser qu'elle n'avait été accordée que pour acheter le consentement de la Grande-Bretagne. Carvajal avait aussi beaucoup de scrupules sur le commerce d'Amérique et sur le traité de 1715 en général. A chaque difficulté qui naissait, ces scrupules devenaient encore plus puissans par les intrigues d'Ensenada et par les sourdes menées du parti français. La reine penchait pour l'Angleterre; on eut recours à l'entremise du vicomte de Ponte de Lima; enfin on crut nécessaire de rappeler Wall, ministre espagnol, à Londres, pour faciliter la conclusion de cette affaire, à raison de la considération personnelle dont il jouissait et des explications lumineuses qu'on avait droit d'attendre de lui. (1)

L'habileté de M. Keene, à la vérité puissamment soutenue, finit par l'emporter; mais l'impatience du cabinet britannique et son ardeur à plaider pour ses avantages, élevèrent une nou-

(1) M. Keene au comte d'Holdernes; Madrid, 12 mars, 1752.

velle difficulté. Il demanda le renouvellement d'une transaction particulière entre les magistrats de Santander et les négocians anglais, faite en 1700, avant la mort de Charles II. Elle avait été, il est vrai, écartée dans le traité d'Utrecht, mais elle fut confirmée par celui de 1715. Cette convention qui favorisait ouvertement la contrebande, et offensait les droits de la souveraineté, fut rejetée par la cour d'Espagne avec la plus grande indignation. « L'opposition de M. Carvajal au traité de 1715 est si forte, dit M. Keene, qu'il m'a dit qu'un des articles dans les instructions de Masones ⁽¹⁾, pour le congrès, était de ne pas consentir à l'admettre, si l'on eût compris cette affaire parmi les autres points de discussion. Il se décida plus tard à accepter quelques articles importans auxquels il s'opposait fortement dans le commencement; j'espérais qu'il admettrait celui-ci, le trouvant inséré dans le projet que je lui remis à Aranjuez, et m'étant aperçu qu'on n'élevait aucune objection jusqu'à ce que nous fussions d'accord sur les autres points du traité. Il déclara alors très positivement qu'il ne l'accepterait pas, et qu'il n'oserait même pas le proposer au roi son maître. Il n'était pas honorable, disait-il, pour la dignité royale, et c'était en même temps

(1) Masones avait paru au congrès d'Aix-la-Chapelle de la part de l'Espagne, et était alors ministre à Paris.

le plus dangereux de tous les exemples de permettre aux sujets de prendre le caractère des souverains, en entrant dans des arrangemens avec les autres nations. Je fis observer que c'était l'autorité du roi qui donnait de la validité au traité, et que par conséquent il ne pouvait lui porter aucune atteinte ; j'ajoutai qu'il serait surprenant que Sa Majesté Catholique , qui professe la plus haute vénération pour la mémoire de son auguste père, et qui se regarde comme engagée à marcher sur ses traces, méconnût son exemple dans cette circonstance, et, j'osai le dire, qu'elle blâmât sa conduite pour avoir donné sa sanction à un traité conclu d'une manière injurieuse à l'autorité de la couronne. Il fut inébranlable dans sa résolution. Tout ce que je pus obtenir de lui, fut qu'il mettrait le soir ces nouvelles considérations sous les yeux du roi ; je lui dis en même temps que je ne terminerais pas sans qu'on m'accordât cet article ; j'étais, en effet, disposé à agir de la sorte. Le lendemain il m'annonça qu'au moment où il allait présenter au roi mes nouvelles demandes, Sa Majesté, qui s'aperçut de son intention, se leva brusquement, et quitta la table devant laquelle elle était assise pour le *despacho* (pour le travail).

« Je ne pense pas qu'il y ait en ceci de petits manéges mystérieux ; car, outre que je connais parfaitement le caractère du ministre, j'ai reçu des avis qui m'ont convaincu du contraire. La

vérité est qu'il avait décidé le roi à ne point accorder de l'argent dans cette occasion, ni à souffrir que son autorité fût partagée avec ses sujets. On s'est relâché après sur le point d'intérêt; mais quant à celui de l'honneur, il n'y a pas eu moyen de le faire revenir. Le résultat de mes efforts a été une déclaration de M. Carvajal, dans laquelle il dit que si je ne crois pas convenable de signer, la responsabilité des événemens tombera sur moi; et que si je ne terminais point, et que ma cour regardât ceci comme un article élevé par moi, le moyen serait de ne pas ratifier le traité, et de laisser les choses comme elles sont, car cet article ne sera jamais accordé. »⁽¹⁾

M. Keene céda, et toutes les autres difficultés furent enfin aplanies ou abandonnées. Le 5 octobre, Carvajal et Keene signèrent un traité par lequel on rétablissait les droits commerciaux de la Grande-Bretagne, tels qu'ils étaient sous le règne de Charles II, en lui accordant les mêmes avantages qu'aux Espagnols eux-mêmes, et aux autres nations les plus favorisées par l'Espagne. Toutes les innovations au sujet du commerce devaient être révoquées de la part de l'Espagne, et évitées à l'avenir autant que possible de la part de l'Angleterre. Toutes les différences devaient disparaître. Le roi d'Angleterre, de son côté,

⁽¹⁾ M. Keene au duc de Newcastle; 8 octobre 1750 (manuscrits).

renonçait aux dernières stipulations de l'*Asiento*, et acceptait la somme de cent mille livres sterling, comme compensation pour les réclamations de la compagnie de la mer du Sud sur le trésor de l'Espagne. Il ne fut pas question du droit de visite. (1)

La satisfaction que cet accommodement fit éprouver aux pacifiques souverains de l'Espagne, est décrite par M. Keene, lorsqu'il rapporte ce qui se passa à l'audience qu'il eut avant l'arrivée de la ratification du traité par l'Angleterre.

(8 décembre.) « Après avoir présenté ma lettre avec les expressions d'usage sur l'amitié et l'estime du roi, je me crus moi-même autorisé, ou, pour mieux dire, forcé de faire connaître au roi catholique la satisfaction de Sa Majesté pour la conclusion du dernier traité, et son désir de cultiver et d'affermir l'harmonie si heureusement établie entre les deux couronnes, pour leur bonheur réciproque.

« J'avoue que je ne m'attendais qu'à une réponse courte et ordinaire, renfermant des expressions générales. Mais le roi s'étendit d'une manière que je n'avais jamais vue jusqu'alors, sur son amitié et sur son estime particulière pour notre monarque, sur son contentement de la conclusion du traité, et sa résolution de maintenir et d'augmenter l'union entre les deux couronnes.

(1) *Traité du commerce de Madrid*, 5 octobre 1750. *Collection de Traités*. ANDERSON, *Histoire du Commerce*.

Il ajouta qu'il ne doutait pas que je n'eusse rendu un compte fidèle de son désir d'arranger nos différends, et de sa disposition à accorder toutes les facilités pour arriver à ce but; il eut alors la bonté d'exprimer son approbation sur la conduite que j'ai tenue ici en général, et surtout dans cette dernière circonstance : en vérité, je ne sais pas s'il y aura plus d'amour-propre de ma part à vous entretenir de ces expressions flatteuses du roi Ferdinand, qu'il n'y aurait d'insensibilité et d'ingratitude à les passer sous silence.

« Je fis au roi mes très humbles remerciemens, de la meilleure manière qu'il me fut possible, et voyant qu'il parlait à cœur ouvert, et qu'il se trouvait d'humeur à s'entretenir avec moi familièrement, je pris la liberté d'ajouter, que le grand objet et le vœu le plus cher de mon cœur ayant été de voir les deux nations unies par les liens de la plus étroite amitié, je me croirais très heureux d'avoir servi d'instrument pour une œuvre si glorieuse, qui sera, je l'espère, consolidée sous son équitable et paternelle administration; que l'expérience acquise pendant de longues années m'avait démontré que le bonheur et la prospérité des deux nations étaient si bien et si naturellement combinés, que le bien ou le mal qu'elles se faisaient mutuellement, retombait aussi sur elles, à tel point que rien n'était plus vrai pour moi que cette maxime : Pour être bon

Espagnol, il faut être nécessairement bon Anglais ; et sans me laisser le temps de retourner la sentence, il ajouta avec un aimable sourire : Pour être aussi bon Anglais, il est nécessaire d'être bon Espagnol. Je poursuivis en disant que ce n'était pas seulement la prospérité et la gloire des deux couronnes qui étaient intéressées dans leur bonne intelligence et dans leur union, mais que la sécurité et le bien-être de l'Europe la réclamaient également, et même en dépendaient. Ce fut alors que j'entendis ce que je n'aurais jamais osé attendre de la bouche d'un prince de la famille de Bourbon, savoir, le proverbe espagnol : *Con todos pueblos guerra, y paz con la Inglaterra.* (*)

« L'audience de la reine fut aussi satisfaisante que celle du roi. Il était aisé de voir qu'ils s'étaient mis d'accord sur la manière de me recevoir. Elle m'exprima la grande satisfaction qu'elle avait éprouvée ; et quand je répondis que c'était son propre ouvrage, elle reprit en disant qu'elle était bien aise d'avoir contribué au bonheur des deux nations, et surtout d'avoir eu occasion de rendre service à la cour de Portugal.

« Je me suis peut-être arrêté avec trop de complaisance sur le langage qu'on m'a tenu au *Buen-Retiro* ; mais on voudra bien m'excuser sur cette

(*) « Paix avec l'Angleterre, guerre avec tout le monde. »

faiblesse, si c'en est une, quand on saura qu'un ministre anglais n'est pas accoutumé à s'entendre parler ainsi à cette cour, et que ce langage lui a été adressé cette fois avec une cordialité et des marques de satisfaction non équivoques.

« Je demanderai encore la permission d'ajouter une anecdote qui échappa à Carvajal dans une de nos dernières conférences. « Puy sieux, dit-il, se rappelle toujours qu'il nous rendit service à Aix-la-Chapelle; il ne sera pas surpris de notre conduite dans cette occasion ou dans toute autre. J'ai dit au roi que ce que nous fîmes alors fut seulement l'échantillon de ce qui devait suivre comme compensation du traitement que l'Espagne a éprouvé de la part de la France. » En vérité, il est difficile de donner une idée bien exacte de la force de ses expressions et de la sincérité de ses vœux pour maintenir la splendeur et l'indépendance de cette couronne, pour cultiver l'amitié de Sa Majesté, non seulement à ce sujet, mais sur tout autre aussi important. » (¹)

Malgré une aussi heureuse conclusion, les préjugés espagnols ne furent pas long-temps sans reprendre leur empire. On s'en aperçut d'abord à la forme des instructions envoyées aux commandans et aux gouverneurs en Amérique, dans le but de prévenir des vexations, et plus tard à l'oc-

(¹) M. Keene au duc de Bedford, 8 décembre 1750.

casion des droits d'importation ; car tout le traité se trouvait dépendre de la manière dont ces deux points essentiels seraient exécutés. L'auteur véritable, mais secret, de ces obstacles était certainement Ensenada, quoiqu'il affectât le même zèle que son collègue pour la bonne intelligence. Il en rejetait le blâme sur un nommé Valencia, directeur des rentes, et sur d'autres employés subalternes qu'il représentait comme appuyés par la faveur puissante du confesseur. (')

Toutes les démarches faites à ce sujet ayant été inutiles, on se crut obligé d'alarmer le pacifique monarque par des menaces de guerre, avant que cette longue négociation ne fût amenée à un heureux dénouement. Carvajal ne trouvant pas d'autre moyen pour déjouer les intrigues de son collègue et les manœuvres employées par la France, n'hésita pas à présenter la note au roi son maître. M. Keene annonce avec un air de triomphe le résultat de cette démarche. « Il y a eu, dit-il, depuis quelque temps, de la froideur entre M. de la Ensenada et moi, parce que je lui attribuais les délais partiels qui avaient eu lieu, et que je le pressais si fort sur ce point, qu'il a cru que je soupçonnais sa véracité et ses intentions. Tout a été arrangé par l'entremise du général Wall, à qui je ne peux rendre une justice assez

(') M. Keene au duc de Bedford, 8 décembre 1750.

éclatante sur sa conduite pendant toute cette transaction.

« Mais je reviens à ma représentation du 18 juin. M. de Carvajal profita de la première occasion pour la remettre à Leurs Majestés Catholiques, et il l'appuya d'une manière digne de son intégrité et de son désir de maintenir l'amitié entre les deux couronnes. Plusieurs circonstances contribuaient à la fois à faire réfléchir sérieusement cette cour sur un sujet aussi important. Mais l'affaire prit une tournure tellement favorable, que la question fut ainsi posée : L'Espagne se refusant à nous donner satisfaction et à éviter les injustices dont on se plaint, préférera-t-elle la guerre avec l'Angleterre, qui doit nécessairement l'entraîner dans son ancienne dépendance de la France, à la tranquillité, à la sécurité et à l'indépendance dont elle jouit maintenant par son amitié avec une puissance dont l'intérêt est de regarder la grandeur et la prospérité de l'Espagne comme nécessaires à son propre bonheur ? Il fut démontré qu'il n'y avait pas de milieu entre les deux propositions. Il fallait se décider pour l'une ou pour l'autre, et fort heureusement on adopta celle où se trouvaient le bon sens, la justice et la saine politique.

« La première nouvelle de cette importante résolution me fut donnée par Sa Majesté Catholique la reine elle-même, qui, pendant que je

l'accompagnais dans les jardins d'Aranjuez, saisit cette occasion pour faire tomber la conversation sur la dernière guerre et sur ses auteurs; elle eut la bonté d'ajouter que le roi et elle furent très contents d'apprendre mon arrivée à Lisbonne. « Maintenant, dit la reine, les choses sont sur un autre pied : nous maintiendrons notre amitié avec Sa Majesté britannique, et je crois que vous devez être satisfait de nos résolutions sur vos dernières demandes. » Il n'est pas besoin de dire que je fis mes remerciemens dans des termes convenables et analogues aux circonstances. L'ambassadeur français se trouvait à quelque distance quand la reine s'entretenait avec moi, et je ne remarquai pas sans plaisir que le ministre impérial était assez près pour observer que Sa Majesté montrait autant de contentement par les paroles qu'elle m'adressait, que j'avais de plaisir à les écouter. » (1)

Les ministres du parti des Bourbons n'ayant pas réussi à empêcher l'arrangement avec l'Angleterre, dirigèrent leurs attaques contre les établissemens hollandais de Curaçao, qui était le centre d'un grand commerce avec Caraccas et les provinces environnantes, dans l'espoir que l'exclusion d'une des deux puissances commerçantes frayerait le chemin pour celle de l'autre. Jusque-là les efforts pour empêcher un commerce

(1) M. Keene au duc de Newcastle; Madrid, 30 juin 1750.

si lucratif avaient échoué contre la nature du pays qui est traversé par des chemins étroits et difficiles, et contre le nombre des bateaux plats qui se mettent à couvert de toute poursuite en s'approchant des côtes les plus basses. A la vérité, chaque tentative avait donné lieu à des querelles qui n'avaient pu se terminer sans difficulté. Ensenada, dans son désir d'adopter des mesures plus efficaces, s'empara de l'avis ouvert par le général Eslava, revenu depuis peu de sa vice-royauté de Santa-Fé, qui prétendait que douze cents hommes, commandés par un officier intelligent, suffiraient pour empêcher la contrebande et maintenir la tranquillité de cette contrée. En se conformant à cet avis, des bâtimens légers furent préparés avec le plus grand mystère à Cadix et au Ferrol dans les premiers jours de l'année 1751. La vigilance de notre ministre avait déjà prévenu le gouvernement anglais du départ d'un nombre considérable de troupes sous les ordres du major-général Ricardo, dernier gouverneur de Malaga, qui, après avoir quitté en silence les ports d'Espagne, de manière à n'être pas remarqué, termina son équipement aux Canaries. Ces armemens formaient la base d'un nouveau système d'hostilités contre les établissemens étrangers dans les Indes occidentales, système qui se développa par la suite. (1)

(1) M. Keene au duc de Bedford, avril 22, 1751.

Cette époque fut signalée par une autre transaction commerciale importante en elle-même, mais qui l'était encore bien davantage par ses conséquences. Les prétentions opposées de l'Espagne et du Portugal occasionnaient dans la partie sud de l'Amérique les mêmes querelles interminables qui avaient eu lieu avec les colons anglais dans le golfe du Mexique. Les Portugais, arrivés à la rivière de la Plata, à peu près en même temps que les Espagnols, réclamaient le territoire entre ce fleuve et le Brésil. Des négociations avaient été ouvertes à diverses époques pour venir à un arrangement. Les deux nations commençaient à se rapprocher lorsque les Portugais fondèrent la colonie de Sacramento, en 1680, sur la rivière de la Plata, extrême frontière du territoire dont ils réclamaient la souveraineté, et presque en face de Buenos-Ayres, position qui domine l'intérieur du Paraguay et la navigation de l'Uruguay et du Paraguay.

Cette entreprise éveilla la rivalité des Espagnols : avant la fin de l'année, les colons furent chassés, et on rasa leurs fortifications. Une négociation ayant été entamée entre les deux cours, la fermeté de don Pèdre, prince régent de Portugal, força le gouvernement espagnol à une transaction. En 1681, la colonie fut restaurée : les Portugais devaient se maintenir dans la possession du territoire disputé jusqu'à ce que le

droit de propriété fût réglé d'une manière amicale.

Malgré cette convention, Sacramento continua d'être un objet de jalousie et souvent même d'hostilités. Dans le traité passé avec le Portugal avant la guerre de la succession espagnole, Philippe renonça à ses prétentions sur cette colonie ; et l'archiduc Charles fit après la même concession lorsqu'il obtint la coopération du Portugal pour soutenir ses droits à la couronne d'Espagne. La colonie fut conquise par les partisans de Philippe, pendant la guerre ; mais à la paix d'Utrecht elle fut rendue, quoiqu'à regret. Depuis cette époque, elle avait été le centre d'une immense contrebande, non seulement avec l'intérieur du Paraguay, mais avec Buenos-Ayres et les districts environnans. Elle était en conséquence continuellement exposée à des agressions de la part des gouverneurs espagnols.

Peu de temps après la signature de la dernière paix, l'union intime qui régnait entre les deux couronnes amena une transaction amicale qui tarit la source de ces querelles continuelles. Un traité fut conclu en 1750, par lequel le Portugal cédait cette colonie pour les sept fameuses missions plantées par les jésuites sur les rives de l'Uruguay et la province de Tuy, en Galice. Chaque gouvernement se fit faire des rapports ; les inspections d'usage eurent lieu, et l'on en-

voya des deux côtés des officiers pour mettre le traité à exécution.

Les jésuites s'y opposèrent fortement : ils employèrent, à cet effet, tous leurs moyens et toute leur influence. Une représentation fut faite publiquement au nom de toute la société, appuyée par le confesseur et par les démarches secrètes d'Ensenada, qui parvint à intéresser la cour de Naples dans la querelle. Les Indiens, par l'instigation des jésuites, s'assemblèrent, au nombre de quinze mille hommes, dans la colonie centrale de Saint-Nicolas, et après avoir envoyé un ambassadeur vers le gouverneur de Buenos-Ayres pour protester contre la cession, ils chassèrent par la force les officiers portugais.

Les deux gouvernemens s'entendirent pour réduire à l'obéissance ce peuple turbulent. Les insurgens, battus dans une affaire générale avec perte de deux mille hommes, furent forcés de se réfugier dans les forêts voisines. Il est probable que l'arrangement aurait reçu son exécution sans le changement survenu en Portugal par la mort de Jean V, qui était resté long-temps dans un état voisin de l'imbécillité, par suite d'une attaque de paralysie (1750). Le nouveau souverain, Joseph, excité par l'entreprenant et actif Carvalho, depuis marquis de Pombal, ne se montra pas disposé à abandonner ses anciennes prétentions, et la colonie resta aux Portugais

pour devenir encore le sujet de nouvelles négociations et de nouvelles hostilités. (*)

Nous croyons devoir ne pas nous abstenir de parler, avant de finir ce chapitre, d'une troisième transaction concernant les intérêts du commerce, comme d'une preuve du changement de principe à l'égard de l'Angleterre. Pendant le ministère de Campillo, le baron Dehn, envoyé du Danemarck, qui jouissait de la plus grande faveur auprès de lui, obtint la signature d'un traité de commerce entre l'Espagne et le Danemarck. Il fut terminé et ratifié selon les règles; et quoiqu'il n'ait jamais été rendu public, il est hors de doute qu'on accordait aux Danois la faculté de faire un commerce avantageux pendant que les communications seraient interrompues avec l'Angleterre. Il paraît néanmoins que ces privilèges cessèrent aussitôt après l'avènement du nouveau souverain Ferdinand, et qu'en conséquence du commerce fait par les Danois avec les États barbaresques, le traité lui-même fut annulé, malgré la médiation de la France et l'opposition d'Ensenada. (*)

(*) SILVA, *Histoire de Portugal*. Lettre d'Orri à Torcy, 22 octobre 1744. Papiers de Melcombe. Notes et Lettres relatives à cette affaire dans les papiers de M. Keene. *Succinta relacion de la desgracia del marques de la Ensenada*

(*) M. Keene au comte de Holderness, 1 octobre et 3 novembre 1753.

CHAPITRE LI.

1749 — 1752.

Efforts des partis anglais et français à Madrid. — L'ambassadeur français changé. — Caractères du nouvel ambassadeur et de M. Keene. — La rivalité entre Carvajal et Ensenada devient plus vive. — Négociations pour une alliance dans le but de conserver la neutralité en Italie. — La France veut en vain l'empêcher. — Conclusion du traité d'Aranjuez entre l'Espagne, l'Autriche, la Toscane, la Sardaigne et Parme. — Opposition du roi de Naples. — L'Espagne refuse d'admettre l'Angleterre comme partie. — Diminution de l'influence du cabinet français. — Différends entre le roi d'Espagne et ses deux frères le duc de Parme et le roi de Naples. — L'Angleterre accroît sa considération à Madrid, en n'ayant pas voulu éconter les propositions de Naples. — Notice sur le général Wall, et tentatives inutiles des Français pour lui faire ôter l'ambassade d'Angleterre.

Ce fut précisément à cette même époque que les disputes élevées entre l'Angleterre et la France, par suite du traité d'Aix-la-Chapelle, furent tellement envenimées que l'on présageait déjà le commencement d'une nouvelle rupture. Les efforts que les deux nations faisaient alors à la cour de Madrid offrent les traits les plus saillans de la physionomie du règne de Ferdinand VI.

Les affaires de la France avaient été conduites

jusque-là avec peu d'habileté, et d'une manière aussi peu propre à dissiper les préventions de Ferdinand qu'à maintenir l'union que son père avait pendant si long-temps su conserver avec son pays natal.

L'évêque de Rennes, prélat d'un caractère remuant et altier, était ambassadeur à Madrid à la mort de Philippe. Il avait choqué Ferdinand, alors prince des Asturies, par ses manières hautes et peu respectueuses. En conséquence, on jugea convenable de le rappeler au commencement du nouveau règne. M. de Vaulgrenant, son successeur, tomba dans l'excès opposé. Quoique calme, prudent et circonspect, il manquait d'adresse et d'activité; il était trop indolent pour pouvoir lutter contre les difficultés de sa position et balancer avec succès l'influence anglaise plus forte que lui. Connaissant peu la langue espagnole, il ne pouvait s'entretenir franchement avec Carvajal, qui, par ignorance ou par dignité, ne voulait parler d'autre langue que la sienne.

Ferdinand, outre les griefs nombreux, mais de peu d'importance, qu'il avait à reprocher à la France, se trouva très offensé du manque de confiance qu'elle venait de manifester envers l'Espagne par la conclusion des préliminaires à Aix-la-Chapelle, sans sa participation. Ce qui surtout le choquait, c'était la corruption de cette cour et la licence qui envahissait toutes les classes

de la société; il n'était pas moins scandalisé des disputes fâcheuses qui agitaient l'Église nationale. Son amour-propre fut particulièrement blessé du refus de la cour de Versailles d'accepter pour épouse du dauphin Maria-Antoineta, sa sœur, qu'il aimait avec prédilection, après la mort de sa sœur aînée. Il avait pressé la conclusion de ce mariage avec la plus vive ardeur; et quand le monarque Français refusa d'y consentir, en alléguant que le mariage avec deux sœurs était contraire aux lois de l'Église, il fit connaître son dépit par ces mots énergiques : « *Il y a donc une religion en France autre que celle de l'Espagne, et le pape ne jouit-il pas de la même autorité dans les deux pays?* » (1)

La cour de Versailles, sur ces entrefaites, jugea convenable d'envoyer à Madrid un ambassadeur pris dans un rang élevé, ayant à la fois des talens et un caractère ferme, pour mettre un terme aux disputes qui divisaient les deux cours et y détruire l'influence naissante de l'Angleterre. Noailles, qui ne connaissait pas moins bien l'esprit de la nation que le caractère du souverain, faisait observer, dans un Mémoire adressé au roi de France, qu'il (l'ambassadeur) devait être d'un rang assez élevé pour n'être pas tenté par le titre de grand d'Espagne, et qu'en outre ses manières

(1) Noailles.

devaient être également propres à lui concilier la faveur du peuple et l'amitié des grands. En rappelant les effets produits jadis par le caractère aimable et les manières charmantes de la marquise d'Harcourt (1), il faut, ajoutait-il, que la femme de l'ambassadeur possède toutes les qualités qui font le charme de la société.

C'est par cette considération et les insinuations secrètes d'Ensenada que le duc de Duras, parent de Noailles, fut nommé à ce poste important. Pour disposer les esprits en sa faveur, Noailles lui-même annonça le choix dans des termes que le ministère français employait rarement envers l'Espagne depuis l'avènement de Philippe V. Après avoir exposé à Aldecoa, le chargé d'affaires d'Espagne à Paris, l'utilité qui devait résulter de l'union entre ces deux couronnes, « j'avoue, dit-il, que l'Espagne a plusieurs motifs fondés de se plaindre de la conduite de la France, et qu'il n'en existe aucun plus évident que le dernier traité d'Aix-la-Chapelle; j'avoue aussi que nos ambassadeurs à Madrid se sont toujours mêlés de vos affaires intérieures, se donnant les airs de ministres espagnols et de ministres français tout à la fois. Quelques uns ont fait leurs affaires particulières d'une manière fort

(1) Femme du marquis, après duc d'Harcourt, ambassadeur de France à la cour de Madrid sur la fin du règne de Charles II.

lucrative : la plupart ont outre-passé leurs pouvoirs en vous tourmentant de disputes commerciales qu'ils auraient dû laisser aux consuls et autres agens inférieurs.

« Pour rétablir la bonne intelligence et l'amitié sur des bases égales entre les deux cours, mon intention est qu'une personne qui ait du talent et de la naissance, surtout beaucoup de perspicacité, soit chargée de cette mission. Tous ces avantages se trouvent réunis dans la personne de Duras, mon parent. Je désire que, par votre entremise, Sa Majesté Catholique soit priée de l'agréer de préférence à tout autre qui pourrait être proposé. Ceci doit être considéré comme un entretien privé entre vous et moi, mais vous pouvez me nommer. » (')

Quand la nomination fut assurée, le prudent diplomate n'épargna pas ses avis au nouvel ambassadeur. « Modérez votre zèle, lui dit-il; bornez-vous pendant les six premiers mois à écouter et à connaître le caractère de la cour et de la nation, particulièrement celui des ministres; devenez, si vous le pouvez, phlegmatique, et prenez une certaine dose d'opinions pour vous mettre à l'unisson avec la majeure partie de la cour; ne blessez pas la gravité espagnole; ne déployez pas toute votre grâce et votre élégance

(') Note secrète insérée dans la lettre de M. Keene au comte d'Holderness; Madrid, 30 juin 1752. (Manuscrits.)

naturelle, vous feriez par là un reproche aux manières nationales; soyez très réservé, surtout dans le commencement de votre mission; n'oubliez pas qu'un ministère soupçonneux épie toutes vos démarches. » (1)

Ces avis étaient accompagnés d'un portrait fidèle des principaux personnages qui figuraient à la cour. Noailles y mentionnait les querelles et les rivalités entre Carvajal et Ensenada; il n'oublia pas d'y peindre avec des couleurs vraies l'influence du confesseur et l'ascendant de Farinelli.

Aussitôt que le nouvel ambassadeur fut entré en fonctions, Noailles le chargea d'une note ostensible, travaillée dans le but de préparer d'avance l'exécution des desseins de la France, et d'entraîner l'Espagne dans l'intérêt de sa cause. (27 novembre 1752.)

L'objet principal de cette note diplomatique était d'alarmer les Espagnols sur la sûreté de leurs colonies, qu'elle représentait comme menacées des mêmes dangers que celles de la France; et il n'épargna aucun raisonnement pour persuader que le but constant de l'Angleterre était de soumettre à sa domination la plus grande partie de l'Amérique, afin de dominer en Europe par les moyens que lui procureraient les richesses sorties de cette source inépuisable.

(1) *Mémoires de Noailles*, tome VI, page 278 et suiv.

« Voilà, disait-on ⁽¹⁾, la fameuse balance du pouvoir ; voilà l'équilibre tant vanté par l'Angleterre, et qui a été si long-temps l'objet des discussions publiques. Comme il n'y a que deux puissances qui puissent traverser ses vastes projets, savoir la France et l'Espagne, c'est en les divisant qu'elle compte pouvoir les mettre à exécution. Telle est la véritable cause des efforts continuels de la cour britannique pour briser les liens de cette union tant de fois cimentée par le sang et les trésors des deux monarchies ; mais ces efforts et la source d'où ils sortent doivent servir de leçon pour s'unir encore plus intimement. Au fait, quelles sont les cours qui cherchent à les diviser ? Ce sont celles même qui voulurent ravir, par une guerre ouverte, le trône d'Espagne et des Indes à Philippe V, père de Sa Majesté Catholique ; celles qui, de tout temps, furent les rivales et les ennemies irréconciliables du sang royal de France. Quelle est la puissance qu'on voudrait rendre suspecte au roi catholique ? C'est cette puissance même qui, par ses travaux, par ses trésors et par le sang de ses sujets, mit Philippe et sa descendance sur le trône d'Espagne. Quel est le prince qu'elles travaillent à séparer du roi d'Espagne ? Celui qui lui est attaché par le triple lien du sang, de l'estime et de l'amitié ; qui n'a d'autre ambition que celle de

(1) NOAILLES, tome VI, page 278.

conserver la paix générale, et à qui les intérêts et la gloire de l'Espagne sont aussi chers que les siens propres. Quel est enfin le monarque que nos ennemis se proposent de tromper? C'est un roi dont le trait caractéristique est la probité; un roi qui a reconnu la justice pour unique base de son gouvernement, et qui ne le cède en rien à Sa Majesté Très Chrétienne dans la sincérité et l'ardeur de son amitié. Il ne reste plus d'autres protecteurs à l'Europe que les rois de France et d'Espagne : la sûreté de leurs empires, aussi-bien que celle de toute l'Europe, tient à leur union et à leur prévoyance. »

Aucun ministre n'avait été chargé jusque-là d'une mission politique, qui pût présenter des témoignages plus éclatans de la faveur royale que Duras, à qui on confiait l'importante ambassade d'Espagne : outre les recommandations de son oncle, il était porteur d'une lettre écrite de la main même de Louis XV, dans laquelle on l'accablait d'éloges, et on sollicitait en sa faveur la confiance et l'estime du monarque espagnol. (1)

Malgré l'anxiété que l'on montra dans cette occasion, des considérations personnelles aveuglèrent Noailles dans le choix qu'il fit de Duras. Il était, à la vérité, doué des talens et

(1) M. Keene au comte d'Holdernes; de Moraleja, mars 27, 1752.

des brillantes qualités qui distinguent un grand nombre de gentilshommes de sa nation , mais il en avait aussi tous les défauts ; il était impatient , vain , léger , susceptible , officieux jusqu'à l'importunité ; une activité inquiète l'agitait sans cesse ; il montrait cette vaine affectation d'importance qui caractérisait alors les jeunes courtisans de Versailles. Un autre défaut , encore plus essentiel , qui frappait les yeux de la cour grave et réservée de Madrid , était une imagination trop vive , qui , sans tenir compte des obstacles , anticipait sur les événemens , même dans les matières les plus frivoles. Elle l'exposait à des méprises sans nombre , et il arriva qu'avant même l'expiration du terme que la prévoyance de son oncle avait fixé pour son noviciat politique , Duras était tombé dans d'étranges illusions qu'il faisait partager à ses commettans. A peine sa tâche était-elle commencée qu'il la regardait déjà comme presque accomplie : il annonçait avec la plus grande assurance que le roi d'Espagne lui était entièrement favorable ; il représentait Ensenada comme étant son ami intime ; Farinelli dévoué à ses intérêts ; le confesseur ne se conduisant que d'après ses conseils , et Carvajal , le prudent , le réservé Carvajal , se rendant peu à peu , et par degrés , à la force de ses raisonnemens et à sa grande habileté ; enfin , il voyait déjà la France rétablie dans son ancienne influence , et le parti de l'Au-

gleterre et de l'Autriche perdant chaque jour de sa prépondérance.

Heureusement pour la Grande-Bretagne et pour la paix de l'Europe, l'ambassade anglaise à Madrid se trouvait confiée à M. Keene, homme d'état habile et profond, de l'aveu même de ses ennemis ('). Ayant résidé long-temps en Espagne, il connaissait parfaitement la langue, les mœurs et tous les usages de la nation ; et, qui plus est, il s'était mis parfaitement en rapport avec le caractère espagnol. Pendant son agence de la compagnie de la mer du Sud, il parvint à obtenir la confiance et l'estime de ses premiers protecteurs, les Walpole, par les utiles services qu'il rendit. Dès le premier moment de son apparition sur la scène politique, les rapports de tous les ministres rendent un témoignage honorable de son talent et de son mérite. Pendant son long et pénible apprentissage, il avait acquis ou perfectionné toutes les qualités d'un ministre habile. Simple et sans prétention dans son maintien comme dans son langage, il était conciliant sans embarras ni affectation ; assez adroit pour pénétrer et connaître à fond les caractères, il était froid et circonspect, surtout aussi maître des passions d'autrui que des siennes propres. Ses manières douces, jointes à une discrétion par-

(') *Keene, diplomate adroit et profond.* NOAILLES, tome VI, page 239.

faite, lui procurèrent des facilités pour savoir ce qu'il lui importait de connaître, sans que ni la ruse ni la corruption pussent jamais venir à bout de le pénétrer. Il connaissait tous les ressorts qu'il fallait faire agir, disposait à son gré de mille moyens particuliers d'influence et de communication, à l'aide desquels on parvient à dominer, à maîtriser la volonté d'autrui, talent si nécessaire pour diriger avec fruit les affaires des nations. Il eut plus tard les appointemens et les honneurs attachés au titre d'ambassadeur extraordinaire, et fut décoré peu de temps après de l'ordre du Bain. (Février, 1751-1754.)

Pendant la durée de cette lutte entre la France et l'Angleterre, dont le but était d'exercer de l'influence à la cour de Madrid, une vive opposition éclata entre les deux ministres espagnols. Ensenada, qui d'abord n'avait regardé Carvajal que comme un collègue peu à craindre et capable tout au plus de diriger la partie matérielle et mécanique des bureaux des affaires étrangères, fut bien désappointé quand il le vit influencer les décisions du roi, s'avancer dans la faveur de la reine, et nommer aux premières places de l'État, prérogative qu'Ensenada avait exercée jusqu'alors. La diversité de caractères et la rivalité politique jetèrent ces deux ministres dans des directions tout-à-fait opposées. Ensenada, homme brillant et fertile en ressources, né pour les occa-

sions difficiles et dangereuses , ennemi de la prospérité commerciale et du pouvoir maritime de l'Angleterre , favorisa de toute son âme la cause de la France. Carvajal , au contraire , avait le même amour de la paix que son souverain. Il était jaloux de l'indépendance de sa patrie , voulait éviter une rupture avec l'Angleterre , et montrait qu'il était disposé à maintenir la bonne intelligence avec une nation qu'il considérait comme l'alliée naturelle de l'Espagne.

La suite de cette rivalité ministérielle devint un combat , pour ainsi dire , à outrance , dont le but était évidemment d'augmenter , autant qu'ils pourraient , la considération et la force de leurs partis respectifs. Carvajal mettait à profit l'estime que sa droiture et son intégrité lui avaient méritée de la part des souverains ; mais , sans s'abaisser à de petites intrigues , il savait saisir toutes les occasions qui se présentaient pour défendre les intérêts de ses amis. Ensenada employait , pour le même objet , les ressources de l'intrigue et de la corruption auprès des personnes de tout rang et de tout sexe , même de toute profession , tant au dedans qu'au dehors. Il parvint à obtenir une influence extraordinaire auprès de la reine , à l'aide de présens magnifiques. Il redoubla d'attention pour caresser ses caprices et flatter ses amusemens favoris. Il n'oublia pas non plus de s'assurer des Portugais qui étaient à son service ,

de gagner le confesseur qui, dans le commencement, était son implacable ennemi. Il chercha à obtenir sa puissante faveur pour soutenir la cause de la France, cultiva l'amitié de Carvalho, se ménageant la protection du roi et de la reine de Portugal, qui eurent toujours un ascendant marqué sur leur fille. Il établit (nous parlons toujours d'Ensenada) une correspondance épistolaire avec le duc de Richelieu, le grand favori de Louis XV, et prodigua des présens accompagnés de flatteries à madame de Pompadour, maîtresse en titre du roi de France; enfin il entra dans des cabales avec la reine douairière d'Espagne, et s'engagea dans une continuelle mais secrète correspondance avec les cours de Turin et de Naples. C'est par tous ces moyens qu'il maintint sa faveur, malgré l'influence naissante de Carvajal. Il fut décoré de l'ordre de la Toison-d'Or, en même temps que son collègue, au mépris des statuts de l'ordre et en opposition d'un décret du souverain lui-même, qui défendait de le conférer à toute personne qui n'aurait pas en sa faveur l'avantage d'une haute naissance. (')

La conduite que tinrent ces deux ministres pendant leur dissension, mit en évidence leurs principes et les traits les plus saillans de leurs caractères.

(') M. Keene au duc de Bedford, 20 avril 1750.

tères. Eusebio, presque égal à Alberoni pour les talens, en avait toute la dissimulation. Il montrait la plus vive répugnance à faire cause commune avec la France, affectait de prendre le plus grand intérêt au commerce et à l'opulence de l'Angleterre, alors même qu'il encourageait et dirigeait toutes les démarches secrètes de la cour de Versailles. Il fit croire à son ami Farinelli, que ses intrigues avec la cour de France n'étaient qu'une ruse, et qu'au fond de son cœur il était son ennemi. Dans son entretien avec M. Keene, il dit : « Si vous me voyez jamais préférer le drapeau français au pavillon espagnol, faites-moi arrêter et pendre comme le plus grand coquin qui ait existé sur la terre ; j'y consens. » Par la chaleur de son langage il trompa d'abord la pénétration de M. Keene. « Ses protestations, écrivait l'ambassadeur, sur son désir d'être bien avec l'Angleterre, sont telles que je pourrais les demander moi-même ; et si la disposition qu'il montre à l'égard de la France est vraie, je n'ai rien de mieux à désirer. La conduite des Français pendant la coopération de leurs troupes en Italie, dont il a été long-temps le témoin, l'a déterminé à me parler franchement sur cela. Il m'a assuré que leur amitié a coûté à l'Espagne cinquante millions de piastres et cent cinquante mille hommes ; et que par ses secours, ils ont obtenu leur supériorité en Flandre, tandis que

l'Espagne a été obligée de se contenter de Parme. » (1)

Carvajal, au contraire, dédaignait de tromper la France et même de temporiser avec elle; il rejetait ses propositions avec candeur et fermeté. En même temps, il ne permettait pas que son opinion fût influencée par son estime particulière pour M. Keene, ni par son affection pour l'Angleterre. Il déclara sans détour les principes qu'il avait établis comme base de sa conduite; et il résista constamment à toutes les démarches que l'on fit pour le faire départir de ce système pacifique de neutralité, par lequel il espérait maintenir l'indépendance, la prospérité et la considération de son pays.

La première preuve de mésintelligence entre les cours de Madrid et de Versailles, fut un traité conclu avec l'Autriche et la Sardaigne, pour garantir la neutralité de l'Italie, laquelle, par les stipulations peu définies du dernier traité de paix, paraissait devoir devenir encore le théâtre de la guerre. Tous les points précédemment en question restèrent sujets aux mêmes interprétations par cette clause, savoir, que tout resterait sur le même pied qu'avant la guerre, excepté ce qui regardait l'établissement de don Philippe et les cessions du roi de Sardaigne. De là, de nouveaux troubles étaient sur le point d'éclater, à cause des

(1) M. Keene au duc de Bedford, 28 juin 1748.

prétentions du roi de Naples aux *allodialités* de la Toscane, et celles du roi de Sardaigne à la réversion de Plaisance, sans compter encore celles de don Philippe à la succession éventuelle du royaume de Naples. Sur tous ces points, le roi d'Espagne, et, disons-le, les puissances belligérantes elles-mêmes de l'Europe en général, étaient plus ou moins intéressés. Ferdinand surtout voulait retenir ses augustes frères dans cette dépendance qu'il considérait comme étant due de la part des frères puînés au chef de la famille, et il cherchait en même temps à s'émanciper lui-même du patronage de la France. Pour atteindre ce but, il était nécessaire qu'il se liât avec les cours de Vienne et de Turin qui étaient les premières intéressées dans les affaires de l'Italie.

La cour de France ne fut pas long-temps sans apprendre les vues de Ferdinand; elle essaya d'en arrêter les progrès en lui proposant un traité d'union avec Parme et Naples. Mais cette proposition ne fut pas agréée, et le plan de la nouvelle alliance fut conçu et mûri à Londres. Les cours de Madrid et de Turin furent d'abord réconciliées entre elles, et leur union fut scellée par le mariage de l'infante Maria-Antoineta avec Victor-Amédée, prince de Piémont. Il fallut entamer, immédiatement après une longue et pénible négociation, pour surmonter les obstacles qui se présentaient naturellement entre deux sou-

verains des maisons royales d'Autriche et de Bourbon. Après quelque incertitude, Marie-Thérèse chargea enfin son ambassadeur, le comte d'Esterhazy, de faire les premières ouvertures ; mais on trouva bientôt une nouvelle difficulté relativement au canal convenable par où la communication devrait avoir lieu.

Dans cette perplexité, un message de la reine, qui chargeait Farinelli de complimenter le prince d'Esterhazy, décida l'ambassadeur à se servir de ce musicien. Le progrès et le résultat de la négociation sont tracés, ainsi qu'il suit, dans les dépêches de M. Keene.

Juillet 13, 1751.

« (¹) Le comte d'Esterhazy est venu chez moi dans la soirée d'hier, pour me dire que Farinelli, qui est une de ses vieilles connaissances, avait été chez lui le matin, chargé d'un message particulier de la reine, portant ordre verbal de Sa Majesté de lui déclarer que rien n'était plus sincère que son estime et son affection pour l'impératrice, et qu'elle le prouverait dans toutes les occasions ; que Sa Majesté Impériale pouvait être bien assurée qu'il ne restait pas la moindre trace de l'ancienne influence des Français dans ce pays ; que c'était une affaire finie, et qu'elle-même pou-

(¹) M. Keene au comte d'Holdernes, juillet 13, 1751.

vait prendre sur soi d'assurer qu'elle avait employé pour ce grand résultat tout son pouvoir dans l'intérêt de tous; que les Français de Paris, et leurs ambassadeurs à Madrid, étaient dans une grande anxiété sur les suites de la négociation dont on s'occupe maintenant; que rien n'était à craindre de ce côté-là; que l'impératrice pouvait être tranquille, car l'influence des Français n'existait plus du tout.

« A son arrivée ici, Esterhazy avait des lettres particulières de l'impératrice pour la reine d'Espagne, qui devaient accompagner la présentation du projet de traité; et comme il ne voyait pas le moyen dont il pourrait se servir pour les remettre secrètement à Sa Majesté Catholique, et recevoir ses ordres sur la manière de procéder dans la négociation, ainsi que sur la personne avec laquelle on devait s'entendre, il se décida enfin à en faire part à Farinelli, qui refusa tout net; mais j'ai appris depuis, qu'ayant rendu compte à la reine de ce qui s'était passé, elle lui avait permis de prendre le paquet : Esterhazy le lui aurait remis ouvert; mais il exigea que le paquet fût cacheté avant de s'en charger. Après l'avoir gardé pendant quelques jours, la reine fit savoir par le même canal que, quoique rien ne fût arrêté au *Despacho* sans sa connaissance, elle avait cependant de grandes précautions à prendre; que néanmoins, elle favoriserait tant qu'elle le pour-

rait, l'accomplissement des vues de l'impératrice; qu'il pouvait présenter son projet à M. de Carvajal, puisqu'elle l'avait déjà vu et examiné avec attention, et qu'elle en ferait rendre compte au plus tôt au *Despacho*; que dans toutes occasions, on devait s'adresser à elle avant tout autre, et que Farinelli avait des ordres pour recevoir désormais du ministre impérial tous les papiers qu'il pourrait désirer de transmettre à Sa Majesté, ayant un soin particulier de laisser ignorer cela à qui que ce fût.

« Il ajouta que la reine avait fait une réponse publique à la lettre de l'impératrice, par un courrier espagnol; mais qu'elle lui avait adressé une lettre particulière très importante, pour qu'elle fût envoyée par le paquet d'Esterhazy qui devait partir par le même courrier. Esterhazy lui fit observer par Farinelli que ses ministres seraient peut-être tentés du désir de voir ce qu'il avait écrit, et qu'en ouvrant sa lettre, ils ne pourraient qu'être surpris de voir qu'elle en contenait une autre de Sa Majesté, quoiqu'elle fût envoyée par un courrier espagnol; que dans ces circonstances, elle devait savoir mieux que tout autre si les ministres respecteraient ou non son cachet, et s'il ne serait pas bien plus convenable d'attendre une occasion plus sûre, et envoyer la lettre par un courrier de son ambassade. Elle le fit remercier de sa précaution, en disant qu'il pouvait garder

la lettre ; je l'ai eue ce matin dans mes mains. (1)

« La disposition que cette cour montre aujourd'hui est uniquement due à l'influence de la reine. Rien, si ce n'est son ascendant sur le roi, n'aurait pu lui faire éviter les pièges des Français, qui cherchent à l'ébranler à tout moment par des lettres très bien tournées et fort persuasives de Sa Majesté Très Chrétienne ; quelquefois ils emploient les flagorneries, souvent aussi des reproches sur l'ingratitude pour tant de choses que la France a faites pour établir la dynastie en Espagne. Ils font aussi des appels à sa conscience sur le scandale qui doit résulter, en offrant au monde des motifs pour soupçonner une séparation entre de si proches parens, quand il y a tant d'obligations du côté de l'Espagne. » (2)

La négociation ainsi commencée, fut suivie d'un côté par Carvajal et M. Keene, et par Esterhazy de l'autre, par l'entremise de Farinelli. Sans prétendre intervenir ouvertement, la cour de Londres pressait l'exécution de ses desseins en se servant de son influence à Madrid, à Vienne et à Turin. C'était en vain que la cour de Versailles intriguait et réclamait ; c'était avec aussi peu de succès qu'Ensenada travaillait pour embarrasser la négociation ; elle fut bientôt terminée par une al-

(1) M. Keene au comte d'Holdernesse. Madrid, 4 août 1751. (Très réservé.)

(2) M. Keene au même, 27 août 1751.

liance défensive conclue sans la moindre participation de la France, et signée à Aranjuez le 14 juin 1752, entre le roi d'Espagne, l'impératrice-reine, comme ayant la possession du Milanais, et l'Empereur, comme grand-duc de Toscane, avec des stipulations pour le consentement des rois de Naples et de Sardaigne, et du duc de Parme. Le roi d'Espagne et l'impératrice-reine auraient à fournir cinq mille hommes chacun, les rois de Naples et de Sardaigne quatre mille, les ducs de Parme et de Toscane quinze cents chacun, pour être tous employés, au besoin, à maintenir la tranquillité de l'Italie, et pour presser l'exécution des conventions de la dernière paix. Le roi de Sardaigne accepta l'invitation qu'on lui fit d'accéder; mais le roi de Naples, ainsi qu'il l'avait déjà fait à la paix d'Aix-la-Chapelle, refusa de donner son consentement, parce qu'il considérait ce traité comme contraire au droit des *allodialités* de la Toscane et à celui de disposer de la couronne de Naples s'il venait à succéder à celle d'Espagne.

La cour d'Angleterre ayant remarqué la facilité avec laquelle la négociation s'était terminée, conçut l'idée d'entraîner l'Espagne dans une opposition plus directe contre la France, par le moyen de l'alliance qui venait d'être contractée. Mais on ne tarda guère à s'apercevoir qu'elle se trouvait aussi peu disposée à entrer dans des en-

gagemens qui pourraient la rendre dépendante de l'Angleterre, qu'à reprendre le joug de son ancienne subordination à la France.

A peine le premier avis de ce projet fut-il parvenu à l'ambassadeur de la part de sa cour, qu'il écrivit : « Je ne balance pas à répéter ce que j'ai dit tant de fois, que l'Espagne est entièrement détachée de la France; qu'elle se gouverne sans aucun égard pour les conseils de cette cour, et qu'elle a la volonté bien prononcée de se maintenir indépendante. Mais quoique la position des choses soit telle que je l'annonce, l'Espagne n'a pas l'intention de se quereller avec les Français, ni d'élever des griefs soit pour d'anciennes dissensions, soit pour ce qui se passa au commencement du règne actuel.

« La maxime ordinaire des cours, qu'il faut contracter de nouvelles liaisons quand on quitte les anciennes, n'est pas suivie par celle-ci dans les circonstances présentes : 1°. parce que n'ayant l'intention d'offenser aucune des grandes puissances, celles-ci ne peuvent avoir de motifs pour l'offenser; au contraire, elle se regarde comme une *dame*, à qui tout le monde cherche à plaire pour les seuls avantages de sa faveur et de sa société; 2°. parce que si on voulait l'attaquer, elle a peu à craindre en Europe de dommages considérables, et encore moins en Amérique, où les événemens de la dernière guerre lui ont décou-

vert un secret qu'elle ne connaissait pas auparavant, savoir, que le climat avait été et serait toujours sa constante et naturelle défense. A l'égard des Français, elle s'en venge maintenant par la mortification qu'elle leur fait éprouver; et certes, c'en est une bien grande que de leur montrer la différence qui existe entre ce règne et le règne précédent. Quant à Sa Majesté et à ses alliés, elle pense qu'ils seront très satisfaits de voir que les Français ont perdu leur crédit et leur influence dans ce pays, où je peux dire qu'ils dictaient des ordres dans toutes les querelles survenues au temps de Philippe : changement qui servira à les détourner de provoquer de nouveaux troubles à l'avenir. Cette cour encourage aussi ses alliés, en leur faisant entrevoir que ce qui est maintenant contre eux, pourra leur devenir plus tard favorable, et qu'en attendant elle travaille en leur faveur par la manière dont elle agit envers la France.

« Il y avait ici jadis plus d'esprit martial chez le prince, plus de fermeté, de courage et d'union parmi le peu de personnes qui composaient le gouvernement; j'annonçai que ce temps passerait; maintenant il faut patienter en cultivant l'amitié de cette cour, en évitant de la froisser, et en profitant de toutes les circonstances favorables pour la ramener encore avec adresse et précaution vers le grand but qu'on s'est proposé.

Avant qu'ils osent agir, ou plutôt qu'ils donnent leur consentement pour que l'on puisse agir en leur nom, il leur faudra préparer une armée et une escadre pour parer à un coup de main de la part de leurs vigilans voisins. J'ai beau leur faire voir qu'ils n'ont plus rien à craindre, dès qu'ils voudront devenir membres d'une alliance que tout le monde se donnera bien de garde d'offenser, ils ne s'y fient pas. Ils changent peu à peu leur système : ils ne sont plus dans la dépendance de leurs anciens amis, il est vrai ; mais ce n'est pas au point d'accorder leur confiance, ou du moins une confiance entière aux nouveaux, avant d'avoir acquis d'autres preuves de leur fidélité. Ils laissent bien entrevoir quelque chose sur les projets qu'ils méditent ; mais, comme je l'ai déjà écrit plusieurs fois, ils n'ont pas assez de courage ni de fermeté pour suivre ce qui paraît être leur penchant. Ce qu'ils savent très bien, quoique, à vrai dire, il soit difficile de le deviner, ce sont les conditions nécessaires pour qu'une alliance intime puisse avoir lieu en particulier avec l'Angleterre, comme étant à la tête de toutes les alliances solides et durables. » (1)

Cependant ayant été chargé de proposer l'admission du roi d'Angleterre au traité conclu dans le but de maintenir la neutralité de l'Italie,

(1) M. Keene au comte de Holderness. Escorial, 6 novembre 1751 (manuscrit).

il ajoutait : « Aussitôt que je reçus les dépêches de votre seigneurie, j'ai renouvelé mes instances auprès de M. de Carvajal, pour que Sa Majesté fût admise au traité d'une manière positive et solennelle. Je ne crois pas avoir oublié aucun raisonnement sur la dignité, la considération et la sécurité qui résulteraient d'une telle admission pour l'alliance ; et craignant que ces considérations ne fussent pas suffisantes pour déterminer ce ministre, je lui ai rappelé les obligations et la reconnaissance que l'on doit avoir pour Sa Majesté, qui a rendu tant de services, surtout dans les dernières circonstances difficiles bien connues. J'ai cherché aussi à savoir ce qui les arrête et fait le sujet de leur crainte ; s'il s'agissait par hasard de la cour de Turin qu'ils n'ont mise dans leurs intérêts que par les bons offices de Sa Majesté, et si cette cour pouvait se croire elle-même en sûreté sans la Grande-Bretagne, tant du côté de ses voisins qu'elle ne doit pas aimer, et auxquels elle ne saurait se fier, que de la part de ses protecteurs eux-mêmes, avec qui elle se trouve liée par une étroite amitié.

« Que pourrais-je dire, ajoutai-je, que vous ne sachiez aussi bien que moi sur l'effet que produirait cette modification des plans et des projets mesquins présentés par la cour de Vienne ? Si des embarras pouvaient survenir, qui serait plus en état que mon auguste maître de faire changer les

résolutions des alliés? qui pourrait mieux que lui les réunir dans un même système, combiner leurs vues et leurs intérêts, et les mener au but commun malgré eux et contre leurs propres inclinations peut-être? Je lui ai rappelé ce qui s'est passé en Espagne avant son administration; je lui ai dit que pas une seule escouade des soldats espagnols ne serait retournée en Italie, et qu'on n'y entendrait pas même prononcer le nom d'Espagnol sans l'assistance donnée par Sa Majesté précisément au moment où la France se sépara du traité de Séville, et malgré l'opposition des puissances avec lesquelles nous devons agir de concert, à l'introduction des troupes espagnoles. Quelle alliance pourra donc être aussi avantageuse que celle de l'Angleterre pour défendre leurs possessions en Italie? A qui le roi de Naples doit-il son rétablissement sur le trône, puisque ces mêmes puissances, qui proposent maintenant de lui garantir ses États, ne furent détournées de les attaquer que par l'Angleterre? J'ai employé ce raisonnement pour répondre à l'objection de Carvajal sur ce que nous n'avons pas un intérêt direct dans les affaires d'Italie. Néanmoins il prétend toujours que le roi catholique, avec deux infants d'Espagne en Italie, avec des possessions conquises par ses armes et cédées à ses frères, ne peut qu'y avoir des intérêts plus directs et immédiats que Sa Majesté. Tout en

s'exprimant dans les termes les plus flatteurs sur la reconnaissance due à l'Angleterre pour l'exécution du traité de Séville, il laissa entendre *que ce furent là des projets du dernier règne auxquels on n'aurait pas songé maintenant, et que l'Espagne se serait fort bien passée d'eux.*

« On n'a opposé que des réponses générales à tous mes raisonnemens : je vous en ferai grâce ; cependant , pressé par mes derniers exemples , le ministre en donna une un peu plus positive. « Le roi , dit-il , croyait l'alliance de trois puissances , directement intéressées à la tranquillité de l'Italie , suffisante pour atteindre ce but , et il pensait que l'admission d'une quatrième affaiblirait la supériorité que les deux parties auraient sur la troisième , si une d'elles venait à manquer à ses engagements. »..... S'il faut vous parler encore plus franchement , ajouta-t-il , nous ne voyons aucune nécessité de faire une telle démarche. Elle ne servirait qu'à produire des préparatifs et des alliances auxquels on n'aurait peut-être jamais songé sans ce tocsin ; en un mot , vous me connaissez assez pour n'attribuer aucun de ces raisonnemens à ma complaisance pour la France. Je ne peux pas vous dire tout ce que je sais ; vous apprendrez par la suite que la France n'a fait que présenter projet sur projet , même après votre arrivée ici , concernant non seulement les affaires générales ,

mais en dernier lieu elle en a présenté aussi sur la sécurité de l'Italie ; nous les leur avons tous rendus, parce qu'ils ne nous servaient de rien. D'après cela , pourriez-vous espérer encore que, sans aucune nécessité, nous admettions d'autres princes dans le traité après les avoir écartés avec tant de soin ? Ce serait lever le masque fort mal à propos. Croyez-moi , le seul moyen de servir bien cette cour et de réussir auprès d'elle , c'est de nous traiter avec bienveillance et de montrer la plus grande harmonie dans nos rapports extérieurs. Il n'est pas encore temps d'agir. Et quand croyez-vous , répliquai-je , que nous pourrions avoir un temps plus favorable ? Vous savez qu'une amitié intime et durable existe entre le roi mon maître et les grands princes du Nord. Vous n'avez qu'à y ajouter votre nom ; vous n'avez pas besoin de nouvelles dépenses ni de nouvelles forces, elles sont désormais inutiles ; vous secouez le joug pour jamais. Qui osera attaquer un seul membre de cette alliance formidable ? Quand pouvez-vous espérer de voir vos voisins plus affaiblis sous tous les rapports qu'ils ne le sont maintenant ? Si vous avez la pensée de faire expier à la France les maux qu'elle vous a occasionnés en temps de guerre, et sa conduite encore plus blâmable peut-être pendant les cinquante années de ce qu'on a bien voulu appeler amitié, ou même celle qu'elle a tenue dernièrement envers l'Es-

pagne, vous ne pouvez pas raisonnablement persister dans les idées que vous venez d'énoncer. Bien des choses arriveront, a-t-il répliqué, avant que les nations changent tout-à-fait leurs systèmes. Ce n'est pas peu que d'avoir amené les choses au point où elles se trouvent maintenant; vous devez vous contenter de cela. Après tout, pour ma part je vois qu'il n'est pas aisé d'amener tout le monde à ma manière de voir; tant est vrai, milord, ce que vous dit le général Wall, *que ses compatriotes n'aiment pas qu'on les presse*. Quand on a affaire à eux, il faut de la patience, et je ne cacherai pas que les chefs doivent avoir une grande indulgence envers ceux qu'ils emploient ici. » (1)

Par respect pour les principes du gouvernement espagnol, la cour d'Angleterre retira sa demande. Quoique cette démarche fût moins décisive qu'un Anglais aurait pu le désirer, elle fournissait toutefois une preuve frappante du changement survenu dans les conseils espagnols, et du retour du roi et de la reine à leurs anciennes maximes. Elle fut suivie aussi de mesures qui annonçaient un éloignement très prononcé pour la France. (2)

(1) M. Keene au comte de Holdernes, 6 novembre 1751.

(2) BECCATINI, *Storia di Carlo III*. MURATORI, *Annali d'Italia*, 1751, page 20. Dépêches de M. Keene.

Des disputes de famille contribuèrent à désunir encore davantage les deux gouvernemens. Pendant toute la durée de son règne, Ferdinand, tracassé par les intrigues de ses frères en France et en Espagne, éprouva constamment une grande jalousie des cours de Parme et de Naples.

Philippe, duc de Parme, était un prince borné, gouverné par ses alentours, et très dévoué à la France. Il épousa la fille de Louis XV, qui porta dans sa petite cour de Parme le goût de la magnificence et de la profusion dont on avait déjà vu les fâcheux résultats à Versailles, et épuisa le trésor de son mari. Ces époux prodigues ne pouvant suffire à leurs dépenses, contrarièrent extrêmement Ferdinand, économe par caractère et ami de l'ordre, par des demandes importunes. Comme ils ne réussirent pas dans leurs démarches, ils finirent par négliger, à l'égard de Ferdinand, jusqu'aux marques ordinaires d'attention et d'égards que se doivent les princes de la même famille, et placèrent toute leur confiance dans le gouvernement français. Cette conduite produisit une rupture, et ce fut dans le but de ménager une réconciliation que Duras employa une partie de la mission dont il fut chargé. Longtemps ses efforts furent inutiles; mais enfin sa persévérance l'emporta sur le ressentiment de Ferdinand, et le raccommodement eut lieu par l'entremise du marquis de Grimaldi, qui avait

été déjà employé par la cour de Madrid à Vienne. Don Philippe obtint une somme d'argent pour payer ses dettes, et une pension annuelle de cinquante mille dollars, avec promesse d'augmentation. Malheureusement cette réconciliation ne fut ni sincère ni durable. La profusion toujours croissante de don Philippe le força de renouveler ses demandes d'argent qui amenèrent des plaintes mutuelles et réveillèrent, de part et d'autre, les premières jalousies. (1) »

Don Carlos, roi de Naples, avait encore plus vivement blessé la susceptibilité du monarque par une affectation marquée d'indépendance, surtout par ses cabales avec la reine douairière et le parti nombreux qu'il avait en Espagne. La cour de Madrid s'exhalait en plaintes réitérées ; on répondait par des apologies et des excuses. Don Carlos ne perdit jamais de vue que la faible santé de son frère et l'âge de la reine lui assuraient la succession à la couronne d'Espagne. Il comptait également que la maladie de langueur de Ferdinand pourrait mettre dans ses mains les rênes du gouvernement, même avant que le trône devint vacant. Les jalousies provenant de cette source produisirent d'interminables contestations entre les deux frères, et la cour de Versailles aida surtout à les fomenter aussitôt qu'elle s'a-

(1) NOAILLES, tome VI, pag. 287 et 289.

perçut de la partialité de Ferdinand en faveur de l'Angleterre.

Pendant la dernière négociation, don Carlos non seulement s'opposa aux vues de son frère, mais il envoya un agent, le marquis de Caraccioli, à Versailles, pour former une alliance encore plus intime avec la France, en opposition au traité d'Aranjuez. Il ne pouvait qu'être favorablement accueilli dans une cour chagrine de la perte de son influence à Madrid, et qui voyait avec joie le moment précieux d'obliger le souverain qui était appelé à régner un jour sur l'Espagne. (1)

Le roi de Naples, voulant semer des motifs de défiance parmi les nouveaux alliés, fit encore des ouvertures à l'Angleterre, en lui offrant les privilèges les plus avantageux pour le commerce dans ses États présens, et de semblables faveurs quand il serait appelé au trône d'Espagne. La cour de Londres avait trop de prévoyance pour accueillir avec froideur les avances d'un prince respectable par sa situation, et plus encore par les espérances dont on la flattait pour l'avenir. Sans accepter ses offres, elle témoigna néanmoins son intention d'envoyer un ministre à Naples.

Une telle démarche, quoique peu importante

(1) BECCATINI, page 179.

par elle-même, éveilla les alarmes et les inquiétudes de Ferdinand. Il fit les plus vives réclamations contre un arrangement séparé avec Naples. Cette affaire le rendait tellement susceptible que Carvajal n'osa lui apprendre la nomination d'un ministre anglais à la cour rivale. Cependant le cabinet britannique s'empessa de témoigner à Ferdinand la préférence qu'il méritait; et, sans manquer en rien aux égards envers don Carlos, il déclara sa résolution de ne pas envoyer à Naples sir James Gray, nommé *ad hoc*, sans le consentement et l'approbation du roi d'Espagne. Cette marque de complaisance fut reçue avec des transports de joie qui s'étaient vus rarement dans la cour grave et posée de Madrid. Ces transports sont très bien peints dans la dépêche suivante de l'ambassadeur.

(30 Août 1752.) « Je vais vous parler maintenant avec bien du plaisir du succès de ces aimables et tendres entretiens concernant la conduite que Sa Majesté se propose de tenir envers le roi de Naples, qui se trouve malheureusement en disgrâce momentanée auprès d'un si excellent frère. J'ai communiqué votre lettre du 19 courant : c'était la meilleure manière d'annoncer l'agréable commission que je suis chargé de remplir auprès de Sa Majesté Catholique, et de l'affaire que j'ai à traiter avec son ministre M. Carvajal, notre ami. Cette démarche n'était que

provisoire ; mais le résultat en a été satisfaisant au-delà de tout ce qu'on pouvait espérer. Je fis faire sur-le-champ une copie de la lettre, et l'envoyai chez Carvajal avec un billet familier auquel il fit la réponse suivante :

« C'est avec le plus grand plaisir que j'ai reçu la copie de la lettre de milord le duc de Newcastle, que votre excellence m'a fait l'honneur de m'envoyer. Je n'avais pas besoin de cette nouvelle preuve pour savoir que vous êtes *hommes de bien* (expression familière qui signifie hommes de probité et d'honneur). Vous me rendez en cela un grand service, en ce que vous me donnez ainsi la facilité de pouvoir le rendre à vous-même. Faites mille complimens de ma part et bien des remerciemens à milord le duc ; donnez-lui toutes les assurances de mon amitié et de mon estime. Votre excellence voudra bien les agréer aussi pour la joie qu'elle m'a procurée. Ayez la complaisance d'adresser la lettre ci-jointe à Hanovre, dans laquelle je ne parle point de cette affaire à Grimaldi, et de faire savoir à sa grâce qu'elle contient seulement des ordres à ce ministre pour faire une notification formelle du traité avec les autres. »

Le soir, quand je me rendis à sa secrétairerie, il se leva de son fauteuil et me sauta au cou : il attendait avec impatience le moment de voir le roi à qui il n'avait pas fait part de la partie

désagréable de cette affaire. Le lendemain, *á la conversacion* (cercle), où je fais ordinairement ma cour à Leurs Majestés Catholiques, le roi, à côté de qui j'étais placé, ne fut pas long-temps sans me faire entendre, par ses regards et par ses mouvemens, combien il était satisfait de cette marque de considération et d'amitié de la part de Sa Majesté; mais comme j'étais devant les ministres étrangers, je reçus cela de la manière la plus réservée pour plaire au roi. Après la conversation, je fis part de tout à mon digne ami le vicomte de Lima, l'ambassadeur de Portugal, pour qu'il fût instruit d'avance et préparé dans le cas où la reine jugerait à propos de lui en parler, comme je croyais qu'elle le ferait le soir à sa réception. En effet, le roi ayant été empêché de se livrer aujourd'hui à son amusement habituel, se trouvait dans l'appartement de la reine quand l'ambassadeur portugais y fut admis. Il parla sur-le-champ de ses obligations à Sa Majesté, et dit qu'il m'avait fait des signes, le matin à la conversation, pour m'exprimer son contentement, mais qu'il ignorait si je les avais compris. L'ambassadeur répondit que je m'en étais bien aperçu, puisque je lui en avais parlé dans toute l'effusion de mon cœur. La reine observa qu'il lui avait été impossible de me parler dans la place où je me trouvais sans que cela eût été remarqué; mais que, si j'avais été plus près, elle m'aurait adressé

quelques mots ; enfin ni le roi ni la reine ne se contentèrent de ce que leur ministre avait ordre de me communiquer de leur part ; ils chargèrent l'ambassadeur de me témoigner, aussitôt qu'il le pourrait (ce qui eut lieu dans la soirée même), leur remerciement au roi pour son aimable procédé ; qu'ils ont vu la cordialité et la sincérité de l'amitié de Sa Majesté pour eux ; qu'ils jugent par là de sa résolution de cultiver la leur , et qu'ils assuraient Sa Majesté de leur constante et inébranlable détermination de faire tout ce qui dépendra d'eux pour avancer et affermir ce grand objet. » (')

La cour de France blessa aussi celle de Madrid. Elle y perdit beaucoup de considération par les efforts qu'elle fit pour ôter à Wall, l'ambassade d'Angleterre, et en cherchant à le faire remplacer par Grimaldi, qui était dévoué à ses intérêts.

Le général Wall, ou, pour l'appeler comme les Espagnols, don Ricardo Wall, était Irlandais. Il devint le sujet d'une contestation entre les deux partis à Madrid, et joua dans la suite un rôle important dans l'histoire d'Espagne. Étant catholique et possédant le caractère entreprenant qui distingue ses compatriotes, il chercha du service chez l'étranger. Très jeune encore, il entra à celui d'Espagne, refuge universel à cette

(') M. Keene au duc de Newcastle; Madrid, août 30, 1752, *m. s.*

époque des aventuriers de tous les pays. Il se trouva comme volontaire à bord de l'escadre qui attaqua la Sicile en 1718, et se distingua dans le combat naval contre l'amiral Byng. Il passa ensuite dans l'armée de terre, et il fit partie de celle qui, sous les ordres du comte de Montemar, plaça don Carlos sur le trône de Naples ; mais étant à peu près inconnu et sans protection, il continua son service sans obtenir d'avancement, jusqu'au moment où il trouva l'occasion favorable de se présenter lui-même au général en chef. Quand celui-ci lui demanda qui il était, il répondit : Je suis la personne la plus distinguée de l'armée après votre excellence. A la question naturelle, pourquoi cela ? il répliqua : Vous êtes la tête et moi la queue du serpent. La hardiesse et la singularité de cette répartie plurent au général qui le prit sous sa protection, le trouva actif et intelligent, et jeta les fondemens de sa fortune (*). Il fut recommandé par la suite à Patiño. Plus tard, il fut envoyé aux Indes ; mais on ignore quelle fut sa destination. Toutefois, quand il revint en Espagne, en 1736, son activité le fit connaître de l'ambassadeur anglais. Il paraît qu'il caressa la passion dominante alors à la cour, et qu'il employa ses connaissances scientifiques et

(*) Communiqué par une personne qui le tenait de Wall lui-même.

locales à tracer un plan pour l'invasion de la Jamaïque. (')

Dans la guerre qui éclata ensuite, on perd la trace des progrès de ce général jusqu'à l'époque où nous l'avons trouvé déjà lié d'amitié avec Ensensada (*). Aux approches de la conclusion de la paix, la connaissance qu'il avait de la langue anglaise et la haute idée que l'on s'était formée de ses talents, le firent nommer agent privé de l'Espagne, d'abord à Aix-la-Chapelle, puis en Hollande, et plus tard en Angleterre. Consultant également ses propres vœux et les desseins de sa cour, il montra un grand attachement pour l'Angleterre, et contribua beaucoup à presser l'accommodement. Quand il eut le caractère public de ministre accrédité, il augmenta par sa sagesse la bonne intelligence entre les deux couronnes, et il se lia intimement avec M. Keene.

Les services qu'il rendit dans ce poste le firent chérir de tous les amis de l'Espagne, en Angleterre, ainsi que de ceux de l'Angleterre en Espagne. La grande opinion que l'on avait de son mérite et de son utilité est démontrée par la réception

(') M. Keene au duc de Newcastle; Madrid, 5 juillet 1736.

(*) Dans la campagne de 1744 contre le roi de Sardaigne, don Ricardo Wall servait comme colonel. L'infant don Philippe l'employait souvent pour des coups de main : il s'empara du poste de la Bordiguera.

qu'on lui fit quand il fut rappelé en Espagne pour aplanir les difficultés du traité. « M. Wall, écrivait à cette époque M. Keene, ne faisait justement que d'arriver, et il attendait dans le bureau de M. de Carvajal le moment de le voir. Ce fut moi qui le présentai au ministre qui ne le connaissait pas. Le général fut admis aussitôt auprès de Leurs Majestés Catholiques sans qu'il eût eu le temps de changer d'habit; il était vêtu à l'anglaise. Tout ce qu'il a dit sur les bontés que le roi a eues pour lui, sur l'intérêt personnel témoigné sans cesse par Sa Majesté britannique envers Leurs Majestés Catholiques, et sur son désir sincère de maintenir la plus grande harmonie entre les deux nations, a été exprimé convenablement, ainsi qu'on devait l'attendre d'un galant homme, qui, de plus, est reconnaissant. J'ai droit de me croire bien instruit de ce qui s'est passé, puisque c'est la reine elle-même qui a eu la bonté de me le dire lorsque j'eus l'honneur de lui faire ma cour hier au soir dans les jardins d'Aranjuez. » (1)

Telle était la disposition de la cour de Madrid à l'égard de M. Wall, que les intrigues tramées contre lui n'eurent pour résultat que de lui faire obtenir de nouvelles distinctions. Non seulement sa nomination fut confirmée, mais Ensenada,

(1) M. Keene au duc de Newcastle; Antigola, 29 mai 1752.

qui avait approuvé avec zèle les attaques des Français, perdit la faculté qu'il s'était attribuée jusqu'alors de nommer les ministres auprès des souverains étrangers. M. Keene ne manqua pas de communiquer cette nouvelle agréable à la cour d'Angleterre.

« Le général Wall, dit-il, est parti d'ici ce matin, après avoir pris congé de Leurs Majestés pendant qu'elles étaient à l'Opéra. Il a été nommé lieutenant-général par Leurs Majestés elles-mêmes, sans aucune participation de leurs ministres. Il avait demandé si peu lui-même cette faveur, qu'il les pria, au contraire, de différer cette marque de leur anguste bienveillance; mais elles répondirent qu'elles voulaient faire connaître à l'Europe, et surtout à la cour où il était employé, combien elles étaient satisfaites de sa conduite et de ses services. Il a eu, contre l'usage constant de cette cour, autant que je me le rappelle, trois conversations avec Leurs Majestés Catholiques, auxquelles M. de Carvajal a assisté. Le but et la conclusion de ces entretiens sont, j'ose l'assurer, très satisfaisans pour Sa Majesté. Nos points importants ont été traités, et tous ont été envisagés sous le même principe invariable de conserver l'amitié de Sa Majesté. » (1)

(1) Le même au même; Madrid, 2 octobre 1752.

CHAPITRE LII.

1752-1754.

Commencement des disputes entre l'Angleterre et la France. — Perspective d'une guerre imminente. — Efforts des deux cours pour gagner l'alliance de l'Espagne. — Réponses de Carvajal aux propositions respectives des deux partis. — Sa mort.

Nous allons entrer dans quelques détails sur la conduite du cabinet de Madrid, pour maintenir sa chère neutralité, au moment où les contestations entre l'Angleterre et la France devinrent si vives que l'on crut une nouvelle guerre inévitable.

Deux nations commerçantes, actives et entreprenantes, qu'animaient également une ardente rivalité politique, ne pouvaient rester long-temps sans en venir à des disputes ou à des réclamations, soit sur le continent de l'Europe, soit dans leurs possessions lointaines des Indes orientales et occidentales. Dans la dernière guerre, les hostilités de ces deux peuples s'étaient étendues jusque dans les contrées les plus éloignées de l'Amérique et de l'Inde. Les stipulations des traités de paix, bien loin de mettre un terme à leurs prétentions

réciproques, renfermaient, au contraire, le germe de nouvelles contestations, ou du moins elles ne servaient tout au plus qu'à suspendre momentanément l'amertume des plaintes des deux parties. L'article du traité d'Aix-la-Chapelle (que l'Acadie serait cédée à l'Angleterre avec ses anciennes limites, et qu'elle serait mise sur le même pied qu'avant la guerre) fut une de ces conditions captieuses insérées dans les traités, seulement pour éluder les difficultés du moment et pour justifier des prétentions ultérieures. Les anciennes limites de l'Acadie devinrent bientôt le sujet de vives altercations; les Français voulaient les restreindre et les Anglais les étendre selon leurs intérêts ou leurs desseins. (*)

De nouvelles causes de mésintelligence se succédèrent rapidement : d'un côté, c'était l'établissement d'une compagnie anglaise faisant le commerce sur l'Ohio; de l'autre s'élevaient les prétentions des Français d'entourer les colonies de l'Amérique du nord d'une chaîne de forteresses depuis la Louisiane jusqu'au Canada. Des réclamations contradictoires eurent lieu également à l'égard des îles de Sainte-Lucie, Dominique,

(*) Il y a deux Acadies en Amérique; l'*Acadie*, nommée ensuite la *Nouvelle Écosse*, et l'*Acadie*, petit établissement français dans le Bas-Canada sur la Montréal. Toutes les deux furent cédées à l'Angleterre par la France, en vertu du traité de 1763.

Saint-Vincent et Tabago. La vive opiniâtreté des parties contendantes rendait tout arbitrage impossible. Chacun chercha à se préparer par des alliances à une lutte qui paraissait inévitable, et nulle part les efforts mutuels ne furent si grands qu'à Madrid pour s'attacher la cour d'Espagne.

Le premier objet dont s'occupa la cour de France fut de chercher à faire revivre cette affection personnelle que Ferdinand conservait toujours pour le chef de la maison de Bourbon. Son dessein était, en touchant cette corde, de convertir l'attachement personnel de Ferdinand en amitié nationale ; et, sous prétexte de maintenir la bonne intelligence avec ses proches, de l'entraîner dans une négociation qui se terminerait par un pacte de famille.

Après plusieurs projets de traités d'amitié et de commerce, qui furent éludés par Carvajal, l'ambassadeur français présenta, au château de l'Escurial, un plan pour une alliance perpétuelle, qui renouvelait celle de Fontainebleau, sur les mêmes bases que le traité appelé plus tard le *pacte de famille*, entre ces deux branches de la famille de Bourbon, pour leur mutuelle défense et pour la conservation de leurs possessions respectives, tant en Europe qu'en Amérique. Duras, qui avait ses instructions, ne s'endormit pas. Pour empêcher Carvajal de modifier ou de supprimer ce projet de traité ; ou de découvrir l'artifice qui était ca-

ché sous de si innocentes apparences, il demanda une réponse dans les vingt-quatre heures. Le ministre répondit que Sa Majesté Catholique ne pouvait consentir à l'alliance proposée, parce qu'elle ne lui semblait pas nécessaire. Cependant, comme le duc de Duras insistait pour avoir une réponse par écrit, ainsi qu'il avait le droit de la demander, Carvajal ne put s'y refuser, et il la fit dans les termes suivans :

« Ayant rendu compte au roi de la dernière note du duc, tendant à obtenir une réponse catégorique sur le projet de l'alliance de famille, Sa Majesté, après les expressions les mieux senties sur son attachement pour la maison dont les deux souverains sont les descendans, et sur sa volonté de le conserver toujours, ne trouve aucune nécessité d'une semblable alliance pour le moment. Elle servirait à provoquer des jalousies dangereuses dans le cœur de ceux qui envient la gloire des deux nations, et les porterait à former des contre-alliances pour les attaquer avant même que leurs armées ne fussent prêtes à repousser l'ennemi, plutôt qu'à maintenir la sécurité des deux couronnes. Plusieurs pactes de famille ont existé entre les deux maisons; et, quoiqu'ils aient été contractés dans des cas spéciaux et pour des objets particuliers dont l'intérêt n'existe plus, ils peuvent être regardés comme subsistant par rapport aux principes généraux de mutuelle affection. Le

roi d'Espagne étant persuadé que Sa Majesté Très Chrétienne ne l'abandonnerait pas si l'Espagne se trouvait accablée par ses ennemis, quoiqu'il ne subsiste d'autre traité entre eux que les liens du sang, Sa Majesté Très Chrétienne, de son côté, peut vivre bien assurée de la même coopération de la part de l'Espagne, si jamais elle se trouvait dans une position analogue. » On répondait ensuite avec beaucoup de dignité à quelques reproches sur la répugnance manifestée par Sa Majesté Catholique à former une alliance avec son cousin ; et la note finissait par annoncer sa résolution de vivre en paix et bonne intelligence avec tous, pour le bien général, ainsi que pour le bonheur et la prospérité de ses sujets en particulier. (1)

Une réponse si peu conforme aux espérances de l'ambassadeur français irrita son caractère impétueux. Il reprocha à Carvajal, d'une manière peu convenable, d'avoir nourri des préventions personnelles, et s'écria, dans son emportement : « Le roi mon maître s'offensera de votre partialité. » Le ministre repoussa avec calme cette sortie inconvenante par cette courte observation : « Mon devoir est de servir Sa Majesté Catholique, et non pas le roi de France. »

Les raisonnemens, les réfutations et les notes

(1) M. Keene au comte de Holderness ; Madrid, 23 décembre 1752.

diplomatiques ne manquèrent pas du côté de la cour de France ; mais elle ne négligea pas de tenter les ministres espagnols par ces brillans colifichets qui ont souvent plus d'attraits que les faveurs les plus importantes. Les lettres de l'ambassadeur anglais racontent l'adresse des Français pour offrir ces présens intéressés, et la dignité avec laquelle ils furent repoussés par Carvajal. Voici la substance de ces dépêches :

« L'ambassadeur français avait laissé entendre quelque part, de manière à ce que cela fût rapporté à Sa Majesté Catholique (et Massones avait aussi été engagé à Paris à l'écrire), que Sa Majesté Très Chrétienne se proposait d'envoyer trois *cordons bleus* au roi d'Espagne, pour qu'il en disposât à sa volonté. Je vous fis part, il y a quelque temps, de mes soupçons, sur ce que, parmi d'autres attraits séducteurs pour gagner Ensenada, qui porte déjà quatre cordons, celui du Saint-Esprit lui aurait été montré par la France pour l'éblouir et en faire un cinquième. Son humble origine a sans doute offert une certaine difficulté d'abord, mais elle a dû être surmontée depuis. Trois cordons sont envoyés afin d'épargner à Ensenada la honte qui tomberait sur lui s'il était le seul qui fût décoré. Le héros de la pièce s'est ainsi caché en multipliant les personnages. Ces beaux masques seront, dit-on, M. de Carvajal et le duc de Medinaceli. Celui-ci est un grand

d'Espagne très dévoué à Ensenada, qu'il a fait nommer grand-écuyer, pour accompagner Sa Majesté Catholique dans son amusement constant et journalier de la chasse. Ce seigneur fera probablement le troisième, tant à cause de sa haute naissance que pour le mettre par là, en honneurs et en décorations, au niveau du duc de Huescar, connu pour n'être pas partisan d'Ensenada.

« Quand M. de Carvajal fit part de cette intention à Leurs Majestés Catholiques, ce digne homme se tourna vers la reine, qui, étant à peu de distance du roi, pouvait tout entendre. Il s'adressa ainsi à elle pour lui demander sa protection : « Puisque vous m'avez protégé, Madame, pour obtenir le consentement de Sa Majesté, afin de m'excuser d'accepter l'ordre de Saint-Janvier, qui fut envoyé par son frère le roi de Naples, j'espère que Votre Majesté voudra bien m'accorder sa protection pour obtenir aussi la liberté de refuser celui du Saint-Esprit; Sa Majesté, ajouta-t-il, m'ayant conféré son ordre de la Toison-d'Or, je crois qu'il n'y a que celui de mon souverain qui puisse m'honorer, il en serait autrement des autres. » Le roi entendit tout, et Carvajal lut dans ses yeux son approbation et sa joie. Cette anecdote est très vraie, et je dis à la personne de qui je la tiens, que je serais rentré chez moi rongé de la plus noire mélancolie que j'eusse

éprouvée de ma vie, si Carvajal s'était conduit d'après d'autres principes. » (1)

Mais le ministre espagnol, qui venait d'éluder la note française, eut bien plus de difficultés à vaincre pour éconduire M. Keene, son ami intime, qui lui présenta une proposition semblable, appuyée de ces argumens irrésistibles que personne ne savait employer mieux que lui. En faisant cette ouverture, le ministre anglais disait que le roi de la Grande-Bretagne ne voulait pas entraîner l'Espagne dans de nouveaux engagements; qu'il connaissait cependant trop bien le pouvoir d'une telle couronne pour ne pas désirer de contracter l'alliance la plus intime avec elle, conjointement avec Sa Majesté impériale, ce qui rendrait les trois puissances arbitres et législatrices de l'Europe, et jetterait la terreur parmi tous ceux qui cherchent à troubler la tranquillité publique. Une semblable alliance serait un bienfait commun qui releverait la gloire d'un prince aussi pacifique et aussi grand que Ferdinand. Le ministre de Sa Majesté Catholique était prié de considérer si le temps ne serait pas arrivé de déposer cette timidité que l'Espagne avait montrée en apprenant la marche de chaque régiment français vers la frontière. « Le remède est simple et facile : que M. de Carvajal, le comte

(1) M. Keene au comte d'Holderness; Madrid, 19 février 1754.

de Miggazzi et l'ambassadeur anglais adoptent le projet français; qu'ils le signent et qu'ils tournent les ruses des Français contre eux-mêmes. Quel beau rôle que celui de Sa Majesté Catholique devenant la partie principale dans un traité également fait pour satisfaire ses vues pacifiques et obtenir le bonheur de ses sujets! Alors le plan proposé par les Français ne servirait qu'à tourner à leur dérision. Une telle alliance est le plus sûr, pour ne pas dire le seul moyen de placer l'Espagne dans une position à pouvoir entendre les menaces des Français sans crainte et avec mépris, et occuper ce rang qu'elle doit avoir dans toutes les transactions politiques de l'Europe par ses richesses et par l'étendue de son territoire. » Il faisait sentir en même temps fort adroitement que c'était la seule mesure convenable pour que la reine pût conserver son influence, et Carvajal son importance auprès du roi.

Carvajal accueillit cette proposition avec complaisance; mais il l'éluda avec adresse. Il alléguait son peu de pouvoir, l'influence supérieure d'Ensenada, dévoué aux Français, et l'état du royaume qui n'était pas préparé pour la défense. Il témoignait sa répugnance à entrer dans une négociation que, faute d'influence personnelle, et par des motifs de conscience et de délicatesse, il craignait de ne pouvoir terminer heureusement; car il ne voulait, disait-il, ni tromper la nation anglaise, son amie,

qu'il aimait et estimait tant, ni perdre la réputation d'honnête homme qu'il était jaloux de mériter. ⁽¹⁾

Inébranlable dans ses principes et ses désirs particuliers d'union avec la Grande-Bretagne, Carvajal montra sa candeur caractéristique dans le dernier entretien qu'il eut avec M. Keene. « Je suis aussi convaincu que vous, lui disait-il, de la nécessité d'une alliance avec l'Angleterre et l'Autriche; mes inclinations vont encore plus loin qu'une vague alliance. Mon désir serait d'établir une amitié permanente entre les deux couronnes, non pas précisément pour cette seule occasion; c'est le seul moyen de nous rendre supérieurs au reste de l'Europe. Mais je ne rougis pas de vous avouer, ce que vous n'ignorez pas d'ailleurs, mon peu de pouvoir et les obstacles pour un tel arrangement; et j'avouerai aussi, avec franchise, qu'après avoir si récemment et si positivement rejeté les propositions des Français, je suis forcé de faire de même pendant quelque temps à l'égard de la Grande-Bretagne et de ses alliés. Une telle démarche de ma part donnerait à mes ennemis trop de prise sur nous; et, en voulant vous être utile mal à propos, je me priverais par là des moyens de vous servir à présent et à l'avenir. » ⁽²⁾

⁽¹⁾ M. Keene au comte d'Holdernes; Madrid, 22 décembre 1753.

⁽²⁾ Le même au même; 17 mai 1754.

(8 Avril.) Quelques jours après, la mort de ce ministre vint répandre une consternation universelle parmi ceux qui désiraient que l'Espagne adoptât l'union politique avec l'Angleterre. Les regrets de M. Keene, qui connaissait si bien ses vertus, sont exprimés dans des termes qui peignent l'attachement, l'estime et l'admiration qu'il sentait pour lui.

Ce matin, dit-il, entre cinq et six heures, le monde a perdu M. de Carvajal à l'âge de cinquante-trois ans, ministre digne et intègre si jamais il en fût. La dernière fois que je le vis fut mercredi, avant de partir pour la campagne, comme j'en ai l'habitude pendant les processions et les dévotions de la cour dans la Semaine-Sainte. Il se plaignait d'avoir froid, et me dit que le froid ne l'avait jamais quitté pendant tout l'hiver. Le lendemain au soir, quand il attendait Leurs Majestés au *Despacho*, elles le trouvèrent si faible qu'elles l'engagèrent à rentrer dans son appartement et à se soigner. Il éprouva alors une violente attaque de rhumatisme avec fièvre. Le rhumatisme cessa, mais la fièvre continua avec force, et il tomba dans une telle faiblesse que les médecins (qu'il abhorrait) trouvèrent en arrivant qu'on les avait appelés trop tard, et ils n'osèrent pas le saigner. Il succomba de la même fièvre inflammatoire qui a enlevé tant de personnes.

Les pleurs du roi et de la reine témoignaient ce matin leur douleur pour la perte d'un serviteur aussi fidèle et aussi intègre ; vous pouvez facilement vous imaginer quelle aura été mon affliction comme homme public et particulier. ⁽¹⁾

Il est certain que le monde ne produira jamais un homme plus sincère, plus honnête, ni ayant de plus nobles sentimens. Si j'ai éprouvé quelques difficultés de sa part, et si lui, de son côté, avait quelques défauts, j'oubliais tout quand je songeais que je ne pouvais pas tromper mon auguste maître, sans être moi-même trompé avant par M. de Carvajal ; j'étais sûr de conserver mon terrain ; je savais que les Français ne pourraient jamais avancer dans leurs prétentions tant qu'il resterait en place ; mais, je pense aussi qu'il n'employait pas toute l'influence qu'il avait auprès de Leurs Majestés par timidité et par modestie, ce que je n'attribue qu'à une excessive droiture qui lui était naturelle. ⁽²⁾

Nous avons, de la main du ministre Carvajal, un écrit intitulé, *Testament politique*, rédigé en 1745, avant son entrée au ministère. L'auteur nous apprend qu'il fit cet ouvrage à la suite d'une maladie grave, ayant l'imagi-

⁽¹⁾ M. Keene au comte d'Holderness, 8 avril 1754.

⁽²⁾ M. Keene à sir Thomas Robinson ; Antigola, 17 mai 1754.

nation encore toute frappée du danger auquel il venait d'échapper, et dans le but de charmer les loisirs de sa convalescence. Le titre annonce assez les tristes pensées qui dominaient son esprit. Cet écrit est inséré dans les *Frutos literarios*, recueil littéraire périodique publié à Madrid en 1818 : on y trouve des principes sains en matière d'administration, parfois aussi des maximes erronées sur l'économie publique. A juger par cette production seulement de l'esprit de Carvajal, on ne dirait pas qu'il fût très élevé, ni que l'auteur possédât de vastes connaissances.

La maxime de Carvajal, quant à la politique extérieure, était en effet que le cabinet espagnol ne saurait trop s'éloigner de la France, ni trop se rapprocher de l'Angleterre et de l'Autriche.

Il n'entre pas dans notre sujet d'exposer ici, et bien moins encore de juger les faits et les raisonnemens allégués par Carvajal à l'appui de son système : nous nous bornerons à faire observer que dans un pays aussi favorisé par la nature que l'Espagne, qui jouit des avantages d'une excellente position géographique et d'un sol fertile, dont les habitans sont doués en général de beaucoup de capacité et d'une grande énergie de caractère, la pensée de l'homme d'État doit principalement se porter vers les moyens de répandre les lumières, et de mettre à profit tant de bienfaits du créateur. Son but doit être de rendre la nation éclairée, pour qu'elle soit riche et puissante au-dedans ; car c'est la seule manière de lui obtenir du respect et de la considération au-dehors. Telle est la maxime fondamentale d'un bon système de politique. L'union avec d'autres cabinets repose ordinairement sur des bases peu solides : le mot *alliance* est, pour le faible, synonyme de dépendance et d'esclavage. Il en est des peuples comme des individus ; il n'y a pour eux de bonheur ni de considération à espérer

que d'un ordre bien entendu d'administration civile ou domestique.

Il n'y avait d'ailleurs rien d'aussi facile que de grossir le catalogue des perfidies que les cabinets se reprochent mutuellement ; mais au lieu de cela , on eût mieux aimé que Carvajal eût indiqué le véritable préservatif pour pouvoir s'en garantir. Or, l'Espagne pouvait-elle espérer de balancer le pouvoir toujours croissant, soit de l'Angleterre, soit de la France, en s'obstinant à maintenir chez elle le Saint-Office, le pouvoir absolu, et tant d'autres abus funestes dans l'ordre civil et ecclésiastique ? Non : le seul moyen de se passer des alliances eût été d'imiter les autres nations, et de grandir comme elles. Pour les peuples dont la civilisation reste stationnaire lorsque celle des autres avance, il n'y a que malheur et dépendance à attendre.

CHAPITRE LIII.

1754.

Suites de la mort de Carvajal. — Le duc de Huescar et le comte de Valparaiso, conjointement avec l'ambassadeur anglais, séparent Ensenada et ses partisans de la direction des affaires étrangères. — Leur audience du roi et de la reine. — Le général Wall est nommé ministre, et Huescar chargé du portefeuille par intérim. — Circonstances qui empêchèrent la chute d'Ensenada. — Arrivée de Wall. — Sa faveur auprès du roi.

LA mort inattendue de Carvajal alarma le cabinet britannique, en ce qu'elle paraissait devoir être suivie d'un changement peu favorable à ses intérêts dans l'administration espagnole, et qu'elle offrait aux Français une perspective presque assurée de reprendre leur ascendant passé. En effet, rien n'égalait l'orgueil de leurs partisans. On disait qu'Ensenada serait nommé ministre par *interim*, ou directeur du département des affaires étrangères jusqu'à la nomination définitive à ce ministère, et qu'on chargerait le confesseur d'examiner les papiers du ministre décédé. Ensenada affectait de la répugnance à accepter l'*interim*; mais il comptait

l'obtenir pour Ordeñana son secrétaire et sa créature, dont il était sûr d'emprunter le nom pour gouverner aussi despotiquement que si lui-même eût été nommé à sa place. Mais la vigilance et l'adresse de M. Keene et du comte Migazzi, ministre d'Autriche, déjouèrent ses artifices et l'influence de ses partisans. On peut même dire que la mort de Carvajal hâta la chute d'Ensenada, et qu'elle fut cause de la défaveur qu'éprouva pendant quelque temps le parti français.

Dans des circonstances aussi critiques, ce furent le duc de Huescar et le comte de Valparaíso, l'un, premier gentilhomme de la chambre du roi, l'autre, écuyer de la reine, que Ferdinand consulta les premiers.

Le duc de Huescar, qui, à la mort de son père, devint duc d'Albe, était un grand d'Espagne qui descendait d'une des plus illustres familles. Il avait été ambassadeur à Paris, et loin d'y avoir puisé des préventions favorables au peuple chez lequel il avait vécu, la légèreté du caractère français lui en avait au contraire inspiré de l'éloignement. Il retourna à Madrid avec une telle aversion pour les Français, qu'on pourrait bien lui donner le nom d'antipathie. Trop fier, trop élevé pour s'abaisser aux petits manèges des courtisans, loin de cacher jamais son opposition à Ensenada, il repoussa toujours ses avances avec une fierté digne des personnages les plus élevés

de la maison d'Albe. L'officieux ministre ayant obtenu pour lui quelque faveur du roi sans qu'il l'eût demandée, le duc se présenta au monarque et en sollicita la révocation : cette marque de la magnanimité castillane lui valut l'estime de son souverain. La position de Huescar, en sa qualité de premier gentilhomme de la chambre, lui donnait un accès fréquent auprès du roi et de la reine ; aussi parvint-il à exercer bientôt une grande influence dans le cabinet ; mais son ambition se trouvant balancée par une égale indolence et une grande aversion pour tout ce qui le gênait, il ne prit pas une part active dans l'administration, quoique cependant il se mêlât de nommer ou de réformer les ministres.

Valparaiso ne montrait pas moins d'antipathie pour les Français, et quoique très-supérieur à Huescar pour le travail et l'activité, il était cependant trop timide et aimait trop la tranquillité pour aspirer aux fonctions difficiles de premier ministre.

Quand l'état de Carvajal devint désespéré, ces deux seigneurs se concertèrent avec les ministres d'Angleterre et d'Autriche pour éviter les maux que sa perte faisait craindre et déjouer les intrigues d'Ensenada et des Français. Comme aucun des deux ne voulait consentir à se placer à la tête du gouvernement, et que les privilèges attachés à leurs emplois leur donnaient la facilité

de devancer le parti opposé, et d'ajourner cette nomination importante, la recommandation de M. Keene fit jeter les yeux sur le général Wall, qui avait repris son poste d'ambassadeur en Angleterre.

Carvajal n'eut pas plus tôt rendu le dernier soupir, que Huescar et Valparaiso se rendirent au palais et entrèrent dans la chambre du roi. Ils trouvèrent le souverain fondant en larmes, et dans la plus grande inquiétude sur le sort des papiers du ministre décédé. Il craignait qu'ils ne fussent tombés entre les mains de personnes dont il n'était pas sûr. La reine surtout répéta cette expression : « Maintenant que ce brave homme est mort, il sera difficile de repousser les attaques des Français. » Le duc, continuant à démontrer les avantages qu'il y aurait à suivre le système actuel comme sûr, honorable et salubre, elle l'arrêta en s'écriant avec sa vivacité naturelle : « Il n'y a que cela seul, et quiconque cherchera à en faire dévier le roi doit être considéré par Sa Majesté comme un homme dirigé par son intérêt particulier, et comme un ennemi de sa gloire. » Alors, s'adressant à son mari, elle ajouta : « Votre Majesté pourrait-elle consentir à être gouvernée par les Français comme le fut votre père ? »

Le duc, encouragé par la chaleur de ces expressions, représenta avec énergie que la nomination

d'Ensenada, ou de quelque créature de ce ministre par *interim*, amènerait une dépendance de la France immédiate et absolue. Le seul mot de dépendance fit frissonner le roi et la reine; et, dans leur indignation, ils ordonnèrent à Valparaiso d'accepter la place de secrétaire des affaires étrangères; mais il se jeta aux pieds de Leurs Majestés, demandant la permission de n'être pas admis à un emploi trop difficile pour lui, et il continua à résister aux instances que lui fit le souverain. Le roi, dont l'embarras était visible, ne pouvant vaincre la résistance de Valparaiso, lui demanda : « Qui nous recommandez-vous donc ? » Il nomma alors Wall comme la personne la plus convenable pour remplir la place vacante, tant par sa capacité que par la connaissance qu'il avait des affaires étrangères. On hésita un instant à cause de sa qualité d'étranger; mais cette objection frivole fut dissipée sans peine par Huescar, qui, après un grand éloge de son mérite, se constitua garant de ses talens diplomatiques et de son intégrité.

Cette affaire une fois arrêtée, on songea immédiatement après à prendre les précautions convenables pour empêcher les dépêches officielles de tomber dans des mains suspectes. Huescar proposa fort respectueusement de charger le premier commis du bureau des affaires étrangères de les apporter jusqu'à l'entrée de l'appartement du roi,

et de les remettre à lui ou à quelque officier de service. Après un moment de silence, le roi, regardant le duc, lui dit : « Huescar, puis-je compter sur votre assistance dans cette occasion critique? » Dans cette occasion et dans toute autre, répondit le duc, Votre Majesté connaît mon zèle et mon obéissance; mais je ne puis prendre sur moi la responsabilité d'une place aussi importante, que jusqu'à l'arrivée de M. Wall; j'obéirai cependant aux ordres de Votre Majesté, si elle désire absolument que j'accepte le portefeuille par *interim*.

Wall fut sur-le-champ rappelé à Madrid, et Huescar se chargea des papiers de Carvajal, qui furent trouvés dans le plus grand ordre. Tout ceci se passa dans un si profond secret, qu'Ensenada n'eut ni le temps ni l'occasion de faire agir Farinelli et ses autres agens auprès de la reine. A la vérité, elle était elle-même convaincue que son ministre favori engagerait l'Espagne dans une guerre, et elle se hâta de terminer la conversation, de peur que ses artifices ou son habileté ne la détournassent de son opinion. Ferdinand lui-même annonça à Ensenada la fâcheuse nouvelle au *despacho* suivant.

Le parti anti-français, encouragé par cette première réussite, et se flattant de pouvoir compter sur la faveur du monarque, osa entreprendre la formation d'un nouveau ministère calculé

d'après ses principes politiques. Il dressa donc ses batteries contre Ensenada et le confesseur, et attaqua en particulier la conduite du premier. Le roi et la reine parurent entrer dans ces vues, en disant : « Quoique vous éleviez beaucoup d'accusations contre lui, nous en connaissons encore de plus graves. »

Le duc hasarda alors de développer le plan qu'il avait conçu ; il proposa une réforme parmi les membres composant le conseil des Indes, et fut d'avis de donner la présidence au duc d'Albuquerque ; il fit remarquer qu'Ensenada avait indécemment attaqué les anciens privilèges du conseil, et prétendit que ce changement pouvait seulement lui restituer son ancienne splendeur, et déraciner la corruption que les Français et leurs partisans y avaient introduite. Le roi ayant aisément consenti à cette mesure, on fit venir Albuquerque devant Sa Majesté afin que sa nomination lui fût communiquée ; mais on ne fut pas peu surpris de le voir se mettre à genoux et refuser une présidence que ses souverains eurent la bonté de le prier d'accepter. Ceux-ci renouvelèrent leurs instances pendant à peu près une heure. Dans cette incertitude, le roi fit l'observation suivante : « Nous avons besoin aussi d'un bon ministre des finances ; où le trouverons-nous ? » Quoique Huescar eût déjà destiné son ami Valparaiso pour cette place, il s'aperçut probablement

par quelque regard ou geste de la reine, qu'il avait été trop loin, et de peur de la contrarier, il éluda la question en répondant : « Votre Majesté a plusieurs sujets capables et fidèles, qui pourront remplir cette place; mais un choix de cette importance ne peut se faire avant d'y avoir réfléchi avec une scrupuleuse attention. »

Cette perplexité momentanée donna au parti français la facilité de conserver son terrain. L'événement prouva que le duc n'avait pas mal calculé sur la jalousie de la reine et sur son penchant pour Ensenada. Le parti jusqu'alors en désarroi se rallia de nouveau et chargea les assaillans. Non seulement le confesseur repoussa l'attaque dirigée contre lui, mais il récrimina contre ses accusateurs, et Farinelli, quittant tout-à-coup sa circonspection ordinaire, employa tout son crédit auprès de la reine en faveur d'Ensenada.

« Le comte Migazzi, écrivait M. Keene, fit à Farinelli les remontrances et les observations les plus énergiques et les plus concluantes, en lui mettant sous les yeux l'offense faite à la princesse à laquelle il devait tant, ainsi que l'ingratitude dont il se rendait coupable envers elle et l'impératrice-reine, s'il persistait à soutenir un ministre aussi enclin vers la France et aussi dévoué à ses intérêts que l'était Ensenada. Farinelli parut fléchir d'abord; mais comme il avait eu le temps de voir ce dernier et de lui rapporter ce que le

comte Migazzi avait dit, le ministre réussit sans peine à persuader ce pauvre musicien de son erreur. Il n'y eut pas moyen de lui ôter de la tête qu'Ensenada, pour des raisons particulières, était favorable aux Français en apparence, et qu'au fond du cœur il était leur ennemi (*). On craint qu'Ensenada ne se maintienne, en employant la faveur du puissant ami qui l'a soutenu jusqu'ici auprès de Sa Majesté Catholique. »

Ce qu'il y a de certain, c'est que la considération toujours croissante de la cour britannique et les attaques des ennemis d'Ensenada le déterminèrent à braver l'orage qui se formait autour de lui. Il avait bien des chances en sa faveur. La reine avait, il est vrai, contribué à lui retirer la direction des affaires étrangères; mais il se doutait bien qu'elle serait jalouse de tous ceux qui pourraient lui faire perdre quelque influence : elle était bien aise aussi d'avoir deux partis dans le cabinet, afin de tenir la balance égale entre eux. D'ailleurs, cette princesse regardait Ensenada comme un homme doué d'une capacité peu commune.

Huescar ne pouvait employer son influence auprès du roi sans le consentement de la reine; il était forcé de se concerter avec eux sur les affaires et sur la manière de les conduire. Comme

(*) M. Keene au duc de Newcastle, le 17 mai 1754.

il n'avait occasion de l'entretenir qu'une demi-heure par jour, il était traversé par Farinelli et autres agens d'Ensenada qui jouissaient de l'avantage d'un accès constant et familial. Ceux-ci profitèrent de sa crainte de voir Huescar gagner un très grand ascendant sur le roi; ils n'oublièrent pas de lui faire rappeler qu'il descendait du fameux Olivarès, et qu'il pourrait bien parvenir à maîtriser Ferdinand comme le comte-duc avait gouverné Philippe IV. Cette méfiance renversa toutes les représentations de Huescar. Quand il s'adressa à la reine, et lui exposa avec respect qu'elle n'avait que deux seuls partis à prendre, ou de donner toute sa confiance à Ensenada, ou de l'éloigner tout-à-fait du gouvernement, elle se trouva tellement indécise entre son penchant à conserver ce ministre, et la conviction où elle était de la nécessité de l'éliminer, de plus entre l'estime qu'elle portait à Huescar et la jalousie de son pouvoir, qu'elle fondit en larmes, et se trouva mal : ce ne fut pas sans peine que l'on parvint à calmer ses sens agités.

(17 Mai.) Pendant que ce conflit de partis avait lieu, Wall se présenta dans Madrid. Un ministre tel que lui ne pouvait que faire pencher la balance en faveur du parti anti-français. Il avait un grand usage du monde, de l'activité, de la pénétration, surtout de l'esprit et du jugement. A ces qualités solides, il joignait une

grande vivacité et une facilité merveilleuse dans l'art de converser ; enfin il traitait les affaires avec tant de netteté et de grâce, que le roi paraissait avoir acquis de nouveaux talens pour gouverner. Ce monarque dit au confesseur que le temps était arrivé de sortir de tutelle : il répéta qu'il n'avait jamais éprouvé, comme à présent, un si vif désir d'être vraiment roi ; et il ajouta, avec cette piété qui réglait toutes ses actions, que la nomination de Wall et le renvoi d'Ensenada étaient l'effet d'une inspiration du ciel, pour le récompenser de la droiture de ses intentions.

Nous allons emprunter les propres paroles de M. Keene, pour donner une idée claire et précise de l'effet et de l'impression que fit un changement d'une si grande importance.

« Quand je compare, écrivait-il, toutes ces circonstances favorables avec l'obscurité où je me trouvais à la mort de Carvajal ; quand je pense que nous avons échappé comme par miracle à ceux qui tiennent en leur pouvoir la conscience et la bourse de Sa Majesté Catholique, que non seulement nous sommes sortis de leurs mains, mais que nous avons fait entrer dans l'administration des affaires les mêmes personnes que j'aurais moi-même choisies, si l'on m'eût donné la facilité de le faire, j'avoue que je suis encore dans le plus grand étonnement, au point que j'ose de-

mander à Sa Majesté de lui présenter mes très respectueuses félicitations sur d'aussi heureux changemens.

« Mais je n'irai pas jusqu'à oublier qu'il peut arriver bien des événemens qui pourraient faire évanouir mes espérances ; la plus petite brouillerie, la moindre mésintelligence entre les personnes que j'ai nommées, renverserait tout de fond en comble, et nous retomberions dans une confusion plus grande que jamais. En supposant même que l'union et la bonne harmonie ne soient pas troublées, comme j'aime à le croire, la plante est trop délicate, et il faudra bien des soins et de l'attention pour l'élever. Il serait aisé de renverser notre ouvrage ; il faut donc les laisser aller leur train, et j'ajoute avec joie que de pareils délais sont les plus sûrs moyens d'atteindre le grand but que nous nous proposons.

« Je regarde d'ailleurs l'ouvrage comme à demi terminé, ainsi que je l'ai déjà dit. Mais jusqu'à la conclusion, si jamais elle a lieu, les nouveaux ouvriers doivent être bien prudents pour ne pas donner prise à la médisance de tant d'ennemis aussi clairvoyans que disposés à divulguer tout ce qui pourrait contrarier leurs mesures. On reproche déjà à Huescar d'être Autrichien, et à Wall d'être Anglais. Tous deux méprisent l'accusation ; mais aucun d'eux ne donnera des motifs pour la fonder. Il ne faut pas non plus se

laisser éblouir par les premières apparences ; car dans ce pays-ci il y a une grande différence en général dans les mêmes personnes , selon *qu'elles sont en place ou non*, et l'on doit s'attendre aux conséquences qui dérivent naturellement de cette variation dans leur état et les circonstances où elles se trouvent.

« Au dîner du duc de Huescar, où tous les ministres étrangers se trouvèrent, ce fut M. Wall qui soutint principalement la conversation ; il quitta le côté d'Ensenada pour venir s'asseoir près de moi : il ne parla que de l'Angleterre. L'ambassadeur français conserva sa vivacité ordinaire ; et quant à Ensenada et à son client Ordeñana, l'abattement et la confusion étaient tellement marqués sur leurs figures, qu'une personne de la société, peu au fait des affaires de cour, vint me demander si je connaissais la cause d'une altération si sensible.

« Le soir, j'allai causer avec le ministre espagnol à sa secrétairerie. Quand je lui rappelai ce que je lui avais dit dans notre première entrevue, il me pria d'assurer Sa Majesté de son éternelle reconnaissance pour les faveurs qu'elle lui avait accordées ; il me dit qu'il avait parlé à Sa Majesté Catholique de l'estime particulière et de l'amitié du roi ; que dans le peu d'occasions qu'il avait eues jusque-là de voir les souverains, ils ne s'étaient occupés que des affaires de l'Angleterre ; que le

roi surtout avait demandé des nouvelles de la santé de Sa Majesté avec le plus vif intérêt; qu'il avait exprimé les vœux les plus sincères pour que la Providence conservât, pour le bien de l'humanité, la vie d'un prince si grand et si bon. M. Wall me fit observer, qu'à peine avait-il eu encore le temps de s'asseoir dans son fauteuil, et qu'il lui fallait un peu de répit avant de pouvoir entrer dans plus de détails.

« Comme il sait que l'on a cherché à semer des défiances sur son compte, le roi et la reine lui ont promis secours et protection; et de la manière la plus obligeante et la plus amicale, ils lui ont dit : Prenez courage.

« Tel a été le zèle du duc de Huescar, qu'on a conféré le ministère d'État à Wall avec tous les honneurs et prérogatives attachés de tout temps à ce haut emploi. Il n'a pas non plus négligé les intérêts du nouveau ministre; il lui a obtenu des appointemens très-considérables, et l'a très sagement et très amicalement affranchi de l'inspection des bâtimens et de la surintendance des manufactures, que Carvajal voulut s'attribuer par amour pour son pays natal; et quoique Ensenada n'aimât pas ces attributions, le duc a fait en sorte de les lui assigner. Par ce moyen, Wall n'aura pas à s'occuper d'un travail d'autant moins agréable, que cela l'aurait mis dans le cas de demander souvent des fonds au trésor, ce qui fut une des causes

des querelles fréquentes qui eurent lieu entre Carvajal et le marquis.

« Le roi d'Espagne, fatigué des offres répétées de cordons bleus, faites par la cour de Versailles, a ordonné à Massones de déclarer qu'il est très sensible à cette attention ; mais que ne se proposant pas de disposer de ces ordres pour le moment, il les demandera, si quelque occasion vient à se présenter par la suite. » (1)

(1) Sir Benjamin Keene à sir Thomas Robinson ; Antigua, 19 mai 1754.

CHAPITRE LIV.

1754.

Les principes politiques d'Ensenada contraires à l'Angleterre. — Ses rapports secrets avec la cour de France. — Ses ordres pour anéantir les établissemens anglais sur la côte de Mosquitos. — Relation de M. Keene sur sa disgrâce. — Il est exilé à Grenade. — Remarques sur sa conduite et son caractère. — Changemens dans l'administration.

MALGRÉ cette victoire inattendue, remportée par le parti opposé aux Français, on ne saurait douter que l'habileté d'Ensenada, secondée par l'influence de Farinelli et de ses nombreux partisans dans le palais, lui aurait donné la facilité de se maintenir sur son terrain, si son impatience pour rétablir son crédit ne l'eût entraîné jusqu'à faire un acte de violence qui ne laissa d'autre alternative que son renvoi subit, ou une rupture avec l'Angleterre.

Il s'imagina que pour reconquérir son premier ascendant, il n'y avait pas d'autre moyen que d'engager l'Espagne dans une guerre avec la Grande-Bretagne, ce qui devait, selon lui, amener une liaison intime avec la France. Il avait, dans ce

but, déjà employé Pignatelli, ambassadeur d'Espagne à Paris, et plus tard Aldecoa, chargé d'affaires, pour établir des rapports secrets avec la cour de France. Sans en rien communiquer à son souverain ni aux autres ministres ses collègues, il forma un projet d'alliance indissoluble entre les deux branches de la famille de Bourbon; il fit aussi des avances d'argent très considérables à la compagnie française des Indes orientales pour fomenter les projets hostiles de la France contre l'Angleterre, dans cette partie du globe. Afin de mettre à exécution ces arrangemens secrets, il profita des interminables disputes relatives au commerce d'Amérique et aux établissemens coloniaux. Il eut soin de recueillir de divers gouverneurs des plaintes contre les envahissemens et les agressions des Anglais, et il en fit part au roi avec une chaleur si peu mesurée, que la reine lui ordonna de modérer ses expressions. Malgré cet échec, il persuada au roi de renvoyer ces plaintes à une junte qui avait pour chef don Sébastien d'Eslava. Ce moyen lui procura un rapport qui renfermait des desseins ultérieurs, et dans lequel on détaillait avec exagération les griefs contre la Grande-Bretagne; en second lieu, on y recommandait de prendre des mesures pour la défense de l'Amérique, et l'on terminait par engager Sa Majesté à faire d'amicales, mais énergiques réclamations pour le redressement de ces

griefs. Il ne lui fut pas possible d'obtenir le consentement du roi à ce dernier article ; mais il concerta néanmoins avec la cour de Versailles une attaque générale contre les établissemens anglais dans le golfe du Mexique (') par la *via reservada*, c'est-à-dire par le canal secret de son ministre ; il envoya des instructions particulières au vice-roi du Mexique, pour préparer une expédition à Campêche, et chasser les Anglais de leur établissement au Rio-Wallis. Ces ordres, quoique expédiés en secret, ne purent pas échapper à la connaissance ni à la vigilance de M. Keene : des extraits des instructions données à deux officiers de marine attachés à l'escadre qui était à la Havane et qui devaient être employés dans cette expédition, furent envoyés à Londres pour qu'ils servissent de texte aux plaintes formelles d'une cour contre l'autre.

Ce fut alors que l'on apprit la rébellion excitée par les jésuites dans les missions du Paraguay. Les alarmes que ces commotions produisirent, ainsi que les plaintes de la cour d'Angleterre rela-

(') Nous apprenons par la correspondance de M. Keene qu'Ensenada avait long-temps nourri ce dessein. Une lettre du 30 juin 1753 au comte d'Holdernesne contient la relation d'un plan pour l'expulsion des Anglais de la côte de *Mosquitos*, qui devait être exécuté par don Pedro Flores de Silva. La mort de celui-ci, arrivée dans le courant de février suivant, suspendit l'exécution du projet.

tives aux projets d'hostilités que l'on avait conçus contre ses établissemens, fournirent à Huescar et à Wall une occasion favorable de faire jouer l'espèce de mine qu'on avait préparée contre le confesseur et Ensenada. Le compte de cette intrigue est, comme on va le voir, parfaitement rendu par M. Keene, qui en fut un des principaux auteurs.

Madrid, 31 juillet 1754.

« (Très secret.) Vous devez avoir vu par ma correspondance ordinaire, que la conclusion de cette grande affaire ne marchait pas au gré de mes desirs. J'avais eu, à la vérité, la satisfaction de faire remarquer que les lenteurs ne venaient pas précisément de ce qu'il y eut une grande opposition à la mesure en elle-même, mais plutôt de la nécessité d'attendre un moment favorable pour faire prendre une résolution au roi; car il a maintenant une aversion marquée pour une détermination quelconque sur cet objet. A la fin, Sa Majesté la reine, pressée par M. Huescar et Wall, répondit : « qu'ils connaissent aussi bien qu'elle-même le caractère du roi; qu'elle les laissait maîtres de commencer leur attaque, aussitôt qu'ils le jugeraient à propos. » Le duc ouvrit, le 14 au soir, la discussion d'une manière solennelle, en présence de Leurs Majestés et de M. Wall. Il lut un papier qui contenait la relation de la rébellion des jésuites dans le Paraguay, en contra-

vention du dernier traité conclu entre cette cour et le Portugal, ainsi que plusieurs lettres interceptées, écrites par le confesseur du roi, le père Ravago, pour encourager à la résistance les confrères de la société.

« On jugea convenable de commencer par le confesseur, parce que si le roi se décidait à le renvoyer, on aurait après un bon compte d'Ensenada, et aussi parce que, en supposant même que le confesseur pût encore tenir pendant quelque temps, son crédit éprouverait au moins une telle atteinte qu'il n'oserait se mêler désormais d'une affaire si étrangère à sa profession, ni soutenir Ensenada : Sa Majesté Catholique se garderait bien alors de le consulter. Le roi, après avoir écouté avec une grande attention, s'exprima ainsi : « Je me suis aperçu, il y a quelque temps, que vous aviez des affaires désagréables à me communiquer; vous m'avez donc préparé à les entendre. Je suis décidé à ne prendre aucune inquiétude, et au contraire à appliquer les remèdes les plus convenables à la guérison du mal. » Il fit quelques sorties contre les jésuites, bien plus véhémentes que l'on n'aurait pu les attendre d'un prince aussi pieux que lui, et ordonna au duc de fournir un plan pour détruire tout-à-fait la rébellion dont il s'agissait.

« Cette première attaque ayant réussi, ils déterminèrent de laisser le roi en repos pendant

quelques jours. Leur plan d'opérations fut tracé, on fixa le nombre des troupes qu'on se proposait d'envoyer en Amérique, et la manière d'assembler celles qui se trouvaient déjà dans cette partie du globe. Wall dit au roi qu'il n'accepterait pas les vice-royautés du Mexique et du Pérou; mais que, comme soldat, il s'offrait pour y aller et pour commander les troupes; Huescar tint le même langage.

« En faisant la proposition des ordres et des *cedulas* qui devaient y être envoyés pour l'exécution secrète du plan, on insinuait avec adresse que ces ordres devaient être signés par le secrétaire-d'état des Indes (nulle autre signature n'étant reconnue dans les possessions espagnoles), et M. Ensenada et le confesseur se trouvant impliqués dans tous ces désordres, on laissait à penser si les instructions signées par ce ministre seraient jamais mises à exécution.

« Les choses étant ainsi disposées, et la reine ayant fait entendre aux ministres qu'ils pouvaient déjà attaquer Ensenada, ils décidèrent de démasquer leurs batteries dimanche 21 du courant, et même plus tôt s'ils trouvaient le roi bien disposé à les écouter. Heureusement le courrier d'Abren arriva le 19 au matin porteur de vos dépêches du 8, et il rendit une nouvelle vigueur aux opérations déjà concertées.

« J'attendais dans l'appartement du roi le mo-

ment de lui faire ma cour, quand M. Wall me fit prier de passer à sa secrétairerie. Le duc de Huescar était avec lui; Wall me dit du ton enjoué qui lui est familier, que j'avais mis toute l'Angleterre en émoi. Il lut une partie des dépêches d'Abren (qui fut très applaudie), contenant la conversation des ministres du roi avec lui, à l'occasion de ma dépêche sur les opérations que les Espagnols projetaient de faire dans les Indes occidentales. Je leur demandai s'ils s'attendaient à moins que cela de ma part dans une circonstance aussi singulière; j'ajoutai que M. Wall ne devait être aucunement surpris, car je l'avais prévenu au moment où j'instruisis ma cour, et que depuis lors j'attendais les ordres de Sa Majesté : il me remit mes dépêches et nous convinmes d'une nouvelle entrevue.

« J'avais deux objets en vue, quoique en réalité ils n'en formassent qu'un seul, c'était d'obtenir la révocation des ordres hostiles envoyés en Amérique et de renverser le coupable ministre qui les avait donnés. Le premier but ne pouvait être atteint avec certitude sans la complète exécution du second.

« Dans notre conférence du soir, il me fut très aisé de convaincre le duc et M. Wall de l'urgente nécessité de révoquer les ordres en question, ou, dans d'autres termes, de couper court à la guerre. Il n'y avait rien à répondre à mes raisonnemens.

Je vous ferai donc grâce de tout détail sur ce qui fut dit de part et d'autre.

« Le point principal était de mettre les ministres à même de pouvoir déterminer Leurs Majestés Catholiques; leur fournir des documens et des armes contre Ensenada, et de placer celui-ci dans l'impossibilité d'éluder par des ruses et des manœuvres l'accusation qu'on allait porter contre lui.

« J'avouerai à présent que, pour presser les affaires, je me rendis coupable d'une grande indiscretion. Quoique ces messieurs n'eussent pas le moindre doute sur la vérité de ce que j'avais avancé, ils demandèrent néanmoins de plus amples détails. Je pensai que dans des occasions aussi importantes que celle-ci, on pouvait s'écarter des règles communes de la prudence, étant d'ailleurs, comme je l'étais, moralement sûr qu'aucun mal ne devait en résulter.

« Je mis donc entre les mains de M. Wall un papier qui n'était qu'une copie exacte des instructions données par le commandant de l'escadre de la Havane aux capitaines de la frégate et du chebec, qu'il avait équipés par ordre du vice-roi du Mexique, pour les réunir aux forces et aux préparatifs que faisait le gouverneur de Yucatan; le tout dans la vue de chasser les Anglais de leurs établissemens sur la rivière Wallis, au moyen de cette combinaison de forces, etc.

« Leur étonnement fut extrême quand ils en prirent lecture. Le temps, la manière et les expressions hostiles dont on se servait dans les instructions, tout les frappa. Il ne restait à Ensenada aucun moyen pour des subterfuges et des faux-fuyans. Le fait était évident : deux grandes nations qui se croyaient en paix devenaient tout-à-coup ennemies sans s'en douter ! Toutes deux allaient éprouver les plus grands malheurs, et cela par la faute du plus indigne ministre qui eût jamais été employé par une aussi grande nation ou par aucune autre.

« Je leur présentai ensuite les diverses observations que j'avais adressées dans le temps à Ensenada, lorsqu'il s'était ouvert à moi sur le projet de former une compagnie entre plusieurs sujets des deux nations pour la coupe et la vente du bois de Campêche, projet qui devait être utile, selon lui, non seulement aux particuliers qui composeraient la compagnie, mais à la conservation de l'amitié entre les deux couronnes. Je leur appris que ce fut Ensenada lui-même qui fit avorter ce plan de la manière la plus indécente et la plus scandaleuse, en renvoyant à Cadix un négociant, homme du premier mérite et d'une capacité extraordinaire, qui était venu à Madrid pour solliciter la conclusion de ce projet pour lequel il s'était associé avec des Anglais jouissant d'une grande considération dans le commerce. Pour

comble de maladresse, Ensenada se servit pour cette affaire de quelqu'un qui ne savait pas même où était situé Campêche, et qui n'avait en sa faveur que d'être protégé par don Juan de Isla, premier commis du ministère de la marine, parent éloigné du confesseur. J'ai voulu les instruire de cette affaire, parce que le nouveau projet portait avec lui la nécessité des vexations et l'interruption de la bonne harmonie qui règne entre les deux nations, tandis que l'ancien était excellent, et que je l'avais qualifié d'*inspiration divine*, tant j'avais à cœur de déterminer Ensenada à le maintenir.

« Je ne m'en suis pas tenu seulement là ; j'avais encore des accusations plus accablantes à porter sur la conduite de ce ministre. Il était évident pour tout homme qui eût bien saisi l'ensemble des circonstances, que ce n'était pas le grand intérêt qu'affectait Ensenada pour le bien de l'Espagne, qui avait occasionné le changement dans sa conduite et dans ses principes, mais plutôt un arrangement particulier de sa façon avec la France.

« Le roi, la reine et Carvajal, auraient vivement désiré d'adopter un système d'amitié avec Sa Majesté et avec l'impératrice-reine, si le marquis ne s'y fût opposé. Il paraît, ajoutai-je, que cet homme a le pouvoir et la volonté de tromper leurs intentions, et de les rendre français bon gré

mal gré. Je leur ai rappelé l'indiscrétion avec laquelle le ministère français a manifesté ses espérances de provoquer tant de vexations de la part de l'Espagne contre l'Angleterre, et que, connaissant notre peu de patience, il ne doutait pas que nous ne commençassions les hostilités les premiers contre l'Espagne, pour demander le redressement de nos griefs; je leur ai exposé toute la conduite de cet homme avec Duras; les propos continuels de celui-ci et particulièrement ceux qu'il tenait il y a environ un an sur l'impossibilité de la continuation de la paix avec l'Angleterre et l'Espagne, propos que non seulement l'ambassadeur français mais ses émissaires répétaient sans cesse avec une assurance indécente. Je leur ai dit que, même après la mort de Carvajal, un ami intime de Duras et son parent, de la première distinction dans ce pays-ci, eut assez de bonhomie pour me dire qu'il serait bien aise d'avoir l'ambassade d'Angleterre, mais que malheureusement la paix ne pourrait subsister long-temps entre les deux cours, que par conséquent ce n'était pas la peine d'y aller.

« Je les priai d'ajouter à tout ceci les propos de tous les ministres français près les différentes cours, et surtout à Naples, sur les nouvelles acquisitions et établissemens anglais en Amérique; les craintes affectées de M. d'Ossun ('), commu-

(') *Ministre français à Naples.*

niquées à sir James Gray, sur ce que ces affaires pourraient amener de nouvelles ruptures; la conversation de Duras avec Wall sur Rio-Tinto; ses offres d'assistance pour s'unir avec les Espagnols, afin de nous mettre à la raison; et encore plus particulièrement la mention fréquente de la côte de Mosquitos et de Rio-Tinto que Saint-Contest a faite à Massones ⁽¹⁾, d'après la lettre de celui-ci, que M. Wall me lut alors, arrivée par le courrier d'Abren.

« Je leur exposai en outre une considération de la plus grande force, savoir le temps et les circonstances dans lesquelles la France allait nous attaquer par terre, et les Espagnols par terre et par mer, dans nos possessions d'Amérique. Se pourrait-il, disais-je, que de semblables agressions eussent lieu par hasard et sans qu'il existât une convention verbale secrète avec Ensenada? car je ne dirai jamais entre l'Espagne et la France.

« La Grande-Bretagne ne peut qu'être surprise en apprenant ces différentes attaques, et elle se trouve placée par là dans l'alternative de tendre humblement son cou, ou de déclarer la guerre à deux aussi grandes puissances à la fois. Tout ce que je viens d'énoncer est aussi évident que deux et deux font quatre. Je n'ai fait, dis-je alors, que rapporter et rappeler les faits sans aucune exagération; j'espérais qu'ils ne trouveraient pas mau-

(1) Ambassadeur espagnol à Paris.

vais qu'un ministre étranger osât leur recommander de défendre l'honneur et la réputation de leur auguste maître, un des princes les plus justes et les plus loyaux qui aient jamais occupé un trône.

« Le duc de Huescar répondit que puisque nous étions tous intéressés à agir dans le même but, il me priait de leur laisser l'écrit que j'avais lu pour qu'ils pussent mettre sous les yeux de Leurs Majestés la preuve évidente de ce que j'avais avancé à l'égard de l'Amérique. J'avais prévu cette demande, et j'étais décidé d'avance à y consentir, par la conviction où j'étais de la nécessité de frapper le coup avant qu'Ensenada eût le temps de l'éviter par des subterfuges et des mensonges.

« Néanmoins, avant de satisfaire leur désir, je déclarai que je ne ferais une démarche aussi extraordinaire et aussi répréhensible que dans le cas où M. Wall me donnerait sa parole d'honneur de transmettre à Sa Majesté Catholique l'exposition suivante :

« Sa Majesté Catholique m'ayant souvent honoré de témoignages flatteurs de son auguste bienveillance, je me permets de lui communiquer cet écrit, comme un avis confidentiel qui a pour but le maintien de sa dignité royale, et le soutien des véritables intérêts de sa couronne. Cependant, quelque sincères et droites que soient mes intentions en faisant à Votre Majesté cette communication

cation particulière, elle serait dans le cas peut-être de lui donner de l'ombrage et pourrait faire naître des alarmes ou éveiller des soupçons sur les moyens qu'un ministre étranger a pu prendre pour se procurer un document sur cette nature. C'est pourquoi, Sire, j'atteste sur l'honneur que je n'ai employé aucun moyen de corruption, et que l'on ne peut accuser aucun des officiers au service de Sa Majesté Catholique de la moindre infidélité envers son souverain. La Providence se sert quelquefois de moyens extraordinaires pour préparer de grands événemens et de salutaires révolutions. J'ose espérer que Leurs Majestés Catholiques daigneront ajouter foi à cette protestation solennelle de la part d'une personne qui pour tout l'or de leurs Indes ne voudrait pas leur dire une chose qui ne fût dans la plus exacte vérité.

« M. Wall s'acquitta de sa promesse avec toute l'énergie et l'amitié dont il est capable ; et le duc de Huescar l'appuya de tout son pouvoir.

« Le roi eut la bonté de dire qu'il croirait sans la moindre hésitation tout ce que je pourrais lui dire. Leurs Majestés montrèrent alors une vive curiosité de connaître les prétextes et les excuses que Ensenada pourrait alléguer pour justifier sa conduite. On leur donna connaissance de l'écrit, qui leur fut lu très distinctement ; elles l'écoutèrent avec une grande attention. Quelques expressions les choquèrent, notamment le mot *ennemies* :

le roi faisait interrompre la lecture en le répétant plusieurs fois, et en ajoutant : *Je n'ai pas d'ennemi.*

« Le roi et la reine brûlaient de savoir ce qu'Ensenada pourrait alléguer pour sa défense ; mais le roi , pendant qu'il réfléchissait à la conduite qu'il devait tenir envers son ministre, ajouta que jamais il ne trahirait la confiance que M. Keene avait eue en lui, et qu'il regardait ma révélation comme placée sous la sauve-garde de l'honneur le plus sacré, et comme une confiance amicale entre deux personnes particulières.

« Leurs Majestés pensèrent que d'Abren avait fait à Ensenada la relation de ce qui s'était passé en Angleterre par suite de ma communication, ainsi qu'il l'avait faite à M. Wall, auquel il avait aussi envoyé une copie de ce qu'il avait écrit au marquis. Ensenada vint au *Despacho*, et Leurs Majestés furent dans le plus grand étonnement quand elles le virent tirer très tranquillement de son portefeuille quelques rapports peu importants, et qu'en terminant le travail il se retirait sans faire la moindre communication relative à des circonstances aussi pressantes.

« Aussitôt que le duc et M. Wall rentrèrent dans le cabinet, Leurs Majestés Catholiques témoignèrent leur curiosité d'apprendre quelle pouvait être la cause du silence d'Ensenada. La reine l'attribua au peu de temps qu'il avait eu

pour préparer ses excuses et sa justification ; le roi, se tournant du côté de M. Wall, lui demanda son avis : il répondit en substance qu'il s'était trouvé au combat naval de la Sicile, l'année 1718, et qu'on ne put jamais savoir si ce fut l'Angleterre ou l'Espagne qui tira le premier coup de canon. Ensenada a pu se rappeler cette circonstance, et, en commençant les hostilités en Amérique, avoir compté sur ses artifices pour tromper Leurs Majestés en leur faisant croire que les Anglais avaient été les agresseurs. M. Wall saisit alors l'occasion d'exposer au roi sa position à l'égard des autres puissances : toutes, la France seule exceptée, souhaitaient sa grandeur, sa gloire et son indépendance ; c'était leur intérêt, comme celui de la France se trouvait dans l'oppression et l'avilissement de la monarchie espagnole.

« J'ai entendu, ajouta-t-il, Votre Majesté dire qu'elle ne serait pas vice-roi de France tant qu'elle occuperait le trône d'Espagne. Nous maintiendrons, le duc de Huescar et moi, Votre Majesté dans cette généreuse résolution, de tout notre pouvoir, et avec un dévouement sans bornes. Mais maintenant la chose est impossible à notre zèle, parce que les personnes qui remplissent les places, même inférieures, de votre maison, et jusques aux courriers, sont toutes gagnées par Ensenada.

« Tout ceci se passa le vendredi 19 du courant ;

et, quoique (d'après le plan formé par Huescar) la grande attaque contre Ensenada ne dût avoir lieu que le dimanche au soir, le duc toujours habile, plus que qui que ce soit au monde, à saisir les occasions favorables, crut convenable de battre le fer pendant qu'il était chaud ; il fit en conséquence ses représentations avec le plus grand respect et avec non moins de fermeté que de succès. La reine fut présente à tout. Chacun s'est acquitté à merveille du rôle qui lui était assigné.

« Je fus instruit de tout ce qui s'était passé, et je me rendis comme à l'ordinaire à la cour le lendemain. Les apparences n'avaient rien de favorable. Je n'aperçus, par divers indices, que le roi était encore au lit, quoique midi fût sonné. Nous attendîmes jusqu'à trois heures à peu près, et alors la cour fut congédiée sous prétexte que la reine, se trouvant habillée pour la chasse, et prête à accompagner le roi, Leurs Majestés ne se présenteraient point ce jour-là pour la *conversacion*. Leurs ministres étaient dans le cabinet avec elles. Ils firent tout ce qui dépendait d'eux pour rassurer le roi et lui donner du courage. M. Wall fit des merveilles : il employa toutes les formes possibles ; tant il fallait faire d'efforts pour amener une résolution, même après la conviction la plus intime que le roi avait de sa nécessité, et surtout en considérant qu'il s'agissait d'un ministre qui n'a jamais eu l'amitié ni la confiance de son souverain.

« On ordonna au duc et à Wall de revenir le soir entre huit et neuf heures. Ce fut alors qu'ils portèrent le dernier coup à Ensenada, qui attendait dans son bureau le moment d'être appelé par le roi; mais il rentra chez lui à onze heures et demie à peu près; il soupa en société avec ses amis. A peine était-il couché, qu'un exempt des gardes-du-corps, accompagné d'un lieutenant des gardes espagnoles, l'éveilla en lui présentant l'ordre du roi de l'arrêter.

« Il prit très bien la chose, tant qu'il fut question de commander ses chevaux et de se préparer à partir; mais il devint pâle et se troubla quand il vit sa maison entourée de gardes espagnoles.

« Ordeñana (¹) fut arrêté à la même heure dans sa propre maison, et un lieutenant des gardes espagnoles l'accompagna jusqu'à Valladolid.

« Un abbé nommé Facundo (²), confident habituel d'Ensenada, qu'on disait compromis par des intrigues avec Naples, fut aussi arrêté et interrogé; on saisit ses papiers, et il fut envoyé en exil à Burgos, son pays natal.

« C'est ainsi, monsieur, que nous avons pu enfin nous débarrasser du ministère de cet homme faible, vain, et surtout fort inconsideré, qui se

(¹) Premier commis des bureaux de la guerre.

(²) Facundo Morgrovejo, homme d'une grande capacité, qui avait d'abord servi comme secrétaire d'ambassade à Naples, et qui s'attacha ensuite à Ensenada.

croyait sûr, d'après ce que me dit Carvajal trois jours avant sa mort, de conserver son pouvoir, et qui prétendait que la reine n'oserait jamais l'abandonner, puisqu'il était l'avocat le plus zélé sur lequel elle comptait toujours. Il s'imaginait peut-être aussi que si sa destinée était de perdre la faveur royale, et de tomber, cela aurait lieu sans secousse, ainsi qu'il était arrivé à Villarias et à d'autres, persuadé qu'il lui serait permis dans tous les cas de jouir tranquillement de ses honneurs et décorations, auxquelles il mettait une grande importance. Il portait le jour de la fête plus de diamans et d'or que son souverain lui-même. Peu de jours avant sa disgrâce, on vit encore arriver de Paris quelques pièces qui lui manquaient pour compléter sa vaisselle en or.⁽¹⁾

« Je suis toujours, avec le duc et Wall, dans la même intimité qu'au commencement de leur attaque contre Ensenada. Ils m'ont fait voir ses

(1) Extrait d'une note du général Wall à M. Keene sur la chute d'Ensenada, trouvée dans les papiers de M. Keene, qu'on a conservée comme un échantillon assez curieux de son mauvais anglais, et comme une preuve de sa confiance dans l'ambassadeur britannique.

« C'est fini, mon cher Keene, avec l'assistance de Dieu, du roi, de la reine et de mon cher duc. Quand vous lirez ces lignes, le Mogol sera à cinq ou six lieues d'ici dans la direction de Grenade : cette nouvelle ne sera pas désagréable à nos amis d'Angleterre. Toujours à vous, cher Keene-Dick.

Samedi, à minuit.

papiers et ses lettres, et me communiquèrent leurs progrès ou leurs difficultés. Le hasard m'a fourni une occasion de leur rendre service; et je crois que je n'aurais pas pu le faire si tôt, ou du moins aussi fructueusement, sans les réclamations de Sa Majesté sur les ordres hostiles qui ont été envoyés en Amérique. Ces réclamations n'auraient point eu non plus le même résultat, si on les avait faites d'une autre manière, ou dans toute autre occasion.

« Tout réussit au gré de mes désirs et de mes espérances. Je donnai à Huescar et à Wall une preuve évidente de ma bonne foi, en leur montrant ce que j'écrivais à ma cour sur cette matière.

« J'aurais pu compromettre le résultat des réclamations directes du gouvernement de Sa Majesté auprès de cette cour, si je n'avais pris sur moi de faire une démarche personnelle. Sans mon indiscrete, mais heureuse confiance au roi, et sans l'exhibition de mon document, Leurs Majestés Catholiques n'auraient jamais éprouvé cet entraînement qui était nécessaire pour vaincre leur irrésolution naturelle. Cela les disposa merveilleusement pour écouter les représentations du duc de Huescar contre Ensenada. Ainsi, notre auguste souverain apprendra avec satisfaction que l'homme opposé à la tranquillité publique, l'amî de la France, l'ennemi de l'Angleterre et de son propre pays, a été renversé

par les moyens mêmes qu'il avait choisis pour accomplir ses détestables projets. » (¹)

Les adversaires d'Ensenada cherchèrent à compléter sa disgrâce en le faisant mettre en jugement. Ils tirèrent de ses papiers des preuves irréfragables d'une correspondance secrète avec les cours de Versailles et de Naples, et avec la reine douairière à Saint-Ildephonse, dans laquelle il avait révélé des secrets d'état et traversé les desseins du gouvernement. La reine s'opposa à cette mesure, en déclarant qu'un procès menerait nécessairement Ensenada à l'échafaud, et qu'elle ne consentirait jamais qu'on répandît du sang. On chercha alors à obtenir la confiscation de ses biens, en l'accusant de *pécumat*. Cette accusation était fondée sur les immenses richesses qu'il possédait et sur le luxe extraordinaire qu'il avait déployé, puisqu'un particulier, disait-on, sans patrimoine, ni d'autres biens connus quelconques, n'aurait pu amasser une fortune aussi considérable s'il n'avait pas dilapidé les finances de l'État, ou reçu des présens des cours étrangères. Conséquemment, on en fit faire l'inventaire par des officiers de justice; et, comme on devait s'y attendre, il monta à des sommes énormes (²). Mais, au mo-

(¹) M. Keene à sir Thomas Robinson; Madrid, 31 juillet 1754.

(²) *Inventaire des biens meubles d'Ensenada.*

On estime l'or 100,000 dollars.

ment du danger, Farinelli, qui n'avait épargné aucune démarche pour le faire rentrer au ministère, se jeta aux pieds de la reine, et intercédâ avec tant d'ardeur pour lui, qu'un ordre fut expédié sur-le-champ pour arrêter l'inventaire. A la vue de ce premier résultat, le confesseur, de son côté, hasarda de faire un appel à l'humanité de Ferdinand. Il toucha par ses prières le cœur compatissant du monarque. Appuyé secrètement par la reine, il obtint pour Ensenada une pension annuelle de 10 mille dollars, à titre de donation

Argenterie.....	292,000 dollars.
Une épée montée.....	7000
Bijoux.....	92,000
Collier de l'Ordre.....	10,000
Porcelaine.....	2,000,000
Tableaux.....	100,000
Jambons de Galice et de France...	148,000

Les poissons marinés, l'huile d'olive et autres articles, montent à une somme considérable.

Les meubles de son cabinet étaient d'une valeur inestimable.

40 montres de plusieurs genres, quelques unes à répétition.

1500 armoires de chocolat.

48 habillemens fort riches.

150 paires de caleçons.

1170 paires de bas de soie.

600 caisses de tabacs.

180 paires de culottes.

En voyant cette immensité d'articles, l'auteur des *Me-*

gracieuse, pour maintenir sa dignité de chevalier de l'ordre de la Toison-d'Or. On lui accorda la permission de se retirer à Grenade et d'y jouir de toute sa liberté, sans d'autres obligations que celle de se présenter tous les jours au président de la cour royale de cette ville ⁽¹⁾. Pendant le reste du règne de Ferdinand, il reçut avec luxe et magnificence, et plutôt en ministre qu'en exilé. Il se consolait dans sa disgrâce par l'espoir de recouvrer la faveur royale à l'avènement de Charles III.

Nous venons de raconter toutes les circonstances de la chute d'Ensenada, d'après un rapport authentique écrit sur les lieux par une personne qui proposa son renversement et qui même y prit une part active. Mais l'équité exige que nous n'accueillions pas légèrement et sans distinction

moïres a pensé tout bonnement qu'Ensenada en faisait commerce. La vérité est que l'évaluation des meubles d'Ensenada a été fort exagérée, et que l'on gonfla l'inventaire dans le but de justifier et d'affermir sa disgrâce. Sans doute il aima trop le luxe; il fut sujet à une vanité puérile, tout-à-fait indigne de la gravité d'un homme d'état, sans cesse occupé des plus hauts intérêts politiques; mais il s'en faut bien que sa richesse mobilière se montât à des sommes si énormes.

Une de ses bizarreries, et qui choquait beaucoup ses compatriotes, c'était de faire venir de Paris, tout préparé et plissé avec la plus grande recherche, le linge de corps qui devait servir à son usage.

(1) Décret royal du 27 septembre 1754.

toutes les accusations que l'on a portées contre ce ministre tombé en disgrâce ; il est juste de lui reconnaître un mérite réel, malgré l'inimitié qu'il manifesta contre l'Angleterre.

A la distance où nous sommes du temps où vécut Ensenada , les services rendus par ce ministre peuvent être appréciés par un Anglais sans passion et sans partialité. Il montra, dans plusieurs occasions, un esprit supérieur à celui de ses prédécesseurs même les plus éclairés. On fit sous son ministère des efforts étonnans pour ranimer l'agriculture nationale qui s'était trouvée jusqu'alors dans le plus grand abandon ; on examina les trésors littéraires de l'Escorial ; des traductions de manuscrits arabes importans furent entreprises pour faire connaître aux Espagnols l'excellent mode de culture suivi jadis par les Maures ; on abolit les impôts qui se levaient sur le transport des grains d'une province à l'autre , et l'on fit les premières dispositions pour établir des communications intérieures. Parmi beaucoup de plans dressés à cet effet, on cite celui du canal de Campos, que le caprice ou l'instabilité de ses successeurs ont négligé. Ce canal devait ouvrir une communication entre la mer et la province de la Vieille-Castille, qui souffre plus particulièrement du désavantage d'être située dans l'intérieur du royaume. Il ouvrit aussi un passage entre les deux Castilles, à travers le Guadarama,

au moyen d'une grande route qui a été admirée par tous les voyageurs modernes.

Par lui le recouvrement des revenus fut simplifié. Marchant sur les traces de Campillo, il mit les impôts provinciaux en administration, en abolissant le système de fermage qui avait prévalu depuis la disgrâce d'Orry. Il eut aussi l'excellente idée d'affranchir le royaume de Castille et ses dépendances de l'impôt de *millones* et d'autres taxes provinciales qui étaient funestes à l'agriculture. Il établit en conséquence, dans le ministère des finances, une chambre ou une commission qui les remplaça sous le nom d'*unica contribucion*, c'est-à-dire une seule taxe sur toute espèce de rente ou de propriété, ainsi que la chose avait déjà eu lieu en Catalogne. Considérant avec raison les métaux précieux comme de simples marchandises, il abrogea les décrets absurdes qui prohibaient l'exportation de l'argent sous les peines les plus sévères, et il fit de ce que l'on avait considéré jusque-là comme un mal, la source d'un revenu de l'État, en le rendant légal par le paiement d'un droit déterminé. (*)

Il chercha à détruire l'esprit de monopole qui avait pris sa source dans les restrictions établies sur les communications avec l'Amérique, en établissant des bâtimens *registros*, qui pourraient

(*) Pour l'argent extrait d'Espagne, 3 et demi pour 100, et de l'Amérique, 6 pour 100.

y arriver, indépendamment de la communication régulière par l'escadre et les galions. Mais cette mesure, quoique pouvant être très utile au commerce, n'eut pas le résultat auquel on devait s'attendre, et fut abolie après la disgrâce du ministre.

Les efforts qu'il fit pour l'augmentation et la prospérité de la marine espagnole sont incroyables. Il se procura des bois de construction de Naples et d'autres contrées de l'Europe, ayant soin d'attirer en Espagne les constructeurs et les ingénieurs les plus habiles des pays étrangers. Non seulement il profita des arsenaux déjà établis, mais il fortifia le Ferrol, et fit d'un simple village un des plus beaux ports de l'Europe; il contribua aussi à la construction du fort de San-Fernando, près de Figuières, qui est devenu depuis un chef-d'œuvre d'architecture militaire et un des boulevards de la Catalogne.

Il envoya un grand nombre de personnes dans l'étranger pour apprendre les arts et les sciences qui florissaient dans divers pays, et il les fit naturaliser en Espagne. Il établit à cet effet ou augmenta les écoles de peinture, des sciences physiques et mathématiques, celles de botanique et de chirurgie. Au milieu de tous ces progrès, il introduisit tant d'ordre et d'économie dans les finances, qu'à sa sortie du ministère, il laissa le trésor plus riche qu'il ne l'avait jamais été depuis

l'avènement de la nouvelle dynastie. Nous ne pouvons passer sous silence le projet suivant, quoique d'une utilité un peu problématique ; car il n'est pas facile de décider s'il fut conçu dans des vues d'intérêt public ou privé. Il consistait à acheter des marchandises nécessaires à l'Espagne et à ses colonies, et à faire le monopole de l'exportation des laines du royaume avec les fonds du souverain. (1)

Nous sommes loin de nous arrêter à quelques erreurs insignifiantes, ni à des travers personnels ; mais, en considérant l'ensemble du caractère et de la conduite de ce ministre ; n'oublions pas de faire remarquer quel fut le défaut le plus reprochable de son administration.

Il eut tort de croire que son pays n'avait rien à craindre de la France, et qu'il avait au contraire tout à redouter de l'Angleterre : cette croyance lui fit sacrifier les établissemens militaires de terre aux maritimes, et, par là, il laissa retomber l'armée dans la nullité d'où elle avait été tirée par les soins et les travaux de ses prédécesseurs.

Sa perspicacité, ses vastes connaissances, sa précision et son activité dans la direction des affaires étaient sans bornes et ont été rarement surpassées. Le monarque lui-même plaisantait, à

(1) LABORDE. BOURGOIN. *Succinta Relacion de la desgracia del marques de la Esenada*. — Dépêches de M. Keene.

son sujet, quelques uns de ses successeurs auxquels le travail occasionnait des indispositions ; il leur disait qu'il avait renvoyé un ministre qui avait rempli tous ses devoirs sans avoir jamais éprouvé un mal de tête.

A la chute d'Ensenada, les divers départemens qu'il avait réunis furent partagés entre plusieurs personnes dont la plupart, si elles n'avaient pas été en opposition avec ses principes, avaient au moins travaillé à préparer sa disgrâce. Le comte de Valparaiso fut nommé ministre des finances ; don Sébastien d'Eslava eut le département de la guerre ; don Julian d'Arriaga ceux de la marine et des Indes.

Pendant le cours de l'opération difficile dont nous avons parlé, M. Wall montra la plus grande discrétion ; il acquit un nouveau degré de faveur auprès de son auguste maître par sa conduite désintéressée, en faisant voir qu'il ne contribua pas à la chute d'Ensenada par des motifs d'intérêt personnel. « M. Wall, dit M. Keene, a demandé à Sa Majesté, par un noble désintéressement, qu'elle le déchargeât du portefeuille des Indes, et qu'on le réunit à la marine ainsi qu'il l'avait presque toujours été. Le roi n'a pas voulu agréer cette démission ; mais l'affaire a été arrangée. Arriaga sera le secrétaire pour les affaires de l'Amérique et de la marine, à condition qu'il ne se mêlera de rien et ne prendra à l'égard de

ces contrées aucune mesure qui puisse avoir du rapport aux possessions et aux disputes des nations étrangères, quelles qu'elles puissent être, sans, au préalable, prendre l'avis de M. Wall.

« Par ce moyen, ce dernier reste réellement, on peut le dire, secrétaire, et Arriaga devient son premier commis; mais Wall, en n'acceptant pas les profits de cet emploi lucratif, a surpris et charmé à la fois Leurs Majestés Catholiques. Le roi dit qu'il apprendra au monde entier son désintéressement, et la reine a fait la remarque judicieuse que, tandis qu'une foule de gens courent après les honneurs et les richesses, M. Wall cherche à s'éloigner des uns et des autres. » (1)

La conséquence immédiate de cette révolution ministérielle fut un changement complet à l'égard du système suivi par Ensenada.

« Les grands projets d'Ensenada sur la marine, écrivait M. Keene, ont été ajournés. On ne construira plus d'autres vaisseaux, et j'apprends que malgré les économies qui résultent d'une si grande diminution de commis (octobre 25) dans cette partie, Valparaiso est encore mécontent des demandes de fonds faites par Arriaga. L'économie du comte doit arrêter, selon moi, les travaux maritimes; quand ces travaux dépassent les besoins du service ordinaire de ce pays, ils n'ont

(1) M. Keene à sir Thomas Robinson. Madrid, 31 juillet 1754.

jamais eu et n'auront jamais d'autre but que de nuire à la Grande-Bretagne. (*)

« Cette disposition est suivie d'une autre non moins favorable aux intérêts de Sa Majesté dans les circonstances présentes. L'infanterie espagnole va être considérablement augmentée, et l'armée mise sur un tel pied qu'aucune menace de la France ne soit plus à craindre. Vous pouvez avoir vu, monsieur, dans les premières lettres, pendant le ministère de M. de Carvajal, que la réponse constante et plausible à mes instances pour agir avec plus de vigueur envers la France, était que l'Espagne, par les manéges d'Ensenada, n'avait pas d'armée, et qu'elle était abandonnée à la merci des Français. Les dépenses ayant maintenant changé d'objet, et, au lieu d'être employées à des préparatifs contre nous, étant dirigées vers le soutien de l'indépendance contre la France, on peut regarder cela comme un augure favorable pour les événemens ultérieurs mentionnés par M. Wall.

(*) M. Koene, en bon ministre anglais, tenait beaucoup à arrêter les travaux maritimes des Espagnols, qu'il supposait dirigés contre l'Angleterre; mais certes il n'était pas étonnant qu'une nation qui possédait d'aussi immenses possessions en Amérique maintint constamment une marine nombreuse pour être en mesure de les défendre contre les puissances qui avaient intérêt à les lui ravir, soit ouvertement, soit par d'autres moyens détournés.

« La conduite d'Ensenada était basée sur des principes tout-à-fait contraires à ceux que je viens d'exposer ; rien n'est mieux démontré maintenant. Peu de semaines avant sa chute, il révéla lui-même son système au duc de Sainte-Elisabeth, ministre de Naples, qui était sur le point de quitter cette résidence. Un de mes amis fut engagé par le marquis à amener le duc dans son cabinet après diner ; Ensenada faisant semblant de n'avoir pas de secret pour un ministre dont les intérêts ne pouvaient être que ceux de l'Espagne, commença par une relation détaillée de l'immense quantité d'artillerie qu'il avait formée, et alors il se vanta d'avoir autant de vaisseaux de 74 que les Anglais ; qu'il aurait toujours une escadre de vingt vaisseaux près du cap Saint-Vincent, une autre devant Cadix, et une autre dans la Méditerranée ; que dans le gros temps ils pourraient gagner facilement les ports de ces divers départemens, tandis que les vaisseaux de Sa Majesté Britannique resteraient exposés aux tempêtes et aux souffrances de tout genre ; qu'en même temps il délivrerait des lettres de marque aux corsaires de toutes les nations ; mais il ne donna pas une seule raison de tout ce courroux. « On peut s'étonner, disait-il, que j'aie négligé l'armée ; mais il suffit de remarquer que cette dépense pouvait être fort inutile : *Je suis sûr de la France, je n'ai rien à craindre de ce côté-là.* »

« Je tiens ces renseignemens de la tierce personne qui était présente ; on est fondé à penser, d'après cela, combien les Français seront peu satisfaits de l'augmentation proposée de l'armée ; seulement, ils chercheront à lui donner une autre direction. » (¹)

(¹) M. Keene à sir Thomas Robinson. Escorial, octobre 25, 1754. (Secret.)

CHAPITRE LV.

1754 — 1755.

État de la cour et du ministère après la chute d'Ensenada. — Divisions dans le parti anglais. — Vains efforts de Duras et des partisans des Français pour engager l'Espagne dans un pacte de famille. — Ferdinand demande le rappel d'Ensenada. — Disgrâce du confesseur Ravago.

LA chute d'Ensenada entraîna le renversement de tous les projets des Français au moment même où ils se croyaient plus sûrs du succès. ¹

graphie de Noailles dit que ce fut pour eux comme un coup de foudre. Le même événement mit le comble à la joie du parti anglais, qui s'attendait avec la plus grande confiance à voir ses intérêts politiques adoptés par le cabinet de Madrid.

Cependant, malgré ces vives espérances, et quoique l'ambassadeur anglais lui-même dit qu'il datait ses lettres d'une nouvelle époque, le triomphe du parti britannique ne fut pas complet. Nous ferons même une observation qui aurait pu paraître alors un paradoxe; savoir que, comme la mort de Carvajal avait amené une diminution

sensible de l'influence des Français, la disgrâce d'Ensenada contribua aussi à affaiblir l'ascendant de l'Angleterre. Un coup d'œil rapide sur l'état de la cour et des affaires publiques servira à expliquer cette contradiction apparente.

La reine avait conservé plusieurs partisans d'Ensenada dans le ministère qu'il occupait, ainsi que dans d'autres emplois subalternes, soit peut-être par un reste de son ancienne prédilection pour cet homme d'état, soit par un sentiment de jalousie contre le duc d'Albe et Wall, mais surtout par sa politique accoutumée, de tenir toujours la balance entre les ministres et les partis de France et d'Angleterre. C'est par ces motifs qu'elle traversait souvent les projets présentés par Albe et Wall, afin que leur pouvoir ne devint pas trop considérable; aussi se prononçait-elle avec force contre les ouvertures faites par l'Angleterre, parce qu'elles lui paraissaient devoir entraîner l'Espagne à prendre une part active dans les querelles existantes. Sa santé faible et languissante l'empêchait souvent de s'occuper d'affaires; pendant ces indispositions, aucun ministre n'eût osé faire au roi la proposition même la plus insignifiante, dans la crainte d'encourir sa disgrâce.

Le duc d'Albe, aussi indolent qu'orgueilleux, était mécontent des contrariétés qu'il éprouvait de la part de la reine et des adhérens du parti

français; il quittait souvent la cour sous prétexte de mauvaise santé, mais réellement par répugnance de se mêler des affaires d'état dans les circonstances critiques où se trouvait le pays.

Wall avait beaucoup d'occupation par la nécessité où il était de s'opposer aux cabales des Français, et de déjouer leurs manœuvres. Honnête et juste par caractère et par principes, ni la grande obligation qu'il avait à la Grande-Bretagne pour son élévation, ni sa longue et intime amitié avec M. Keene ne purent l'engager à dévier du système favori de neutralité adopté par son souverain. Irlandais d'origine et connu pour être dévoué à l'Angleterre, il craignait les préjugés nationaux contre les étrangers : c'est ce qui fut cause qu'il se laissa influencer dans ses jugemens par la crainte de paraître conserver une partialité trop forte pour son ancienne patrie. Quelques nuages s'élevèrent entre lui et le duc d'Albe; leur désaccord devint tel, que sans la médiation et l'adresse de l'ambassadeur anglais une rupture aurait été inévitable entre deux personnes dont l'union était si nécessaire pour soutenir la cause du cabinet britannique. La conduite honorable mais peu politique de Wall, en se démettant de la secrétairerie des Indes, mit entre les mains d'Arriaga les affaires les plus délicates, particulièrement les contestations avec la Grande-Bretagne, relatives aux colonies; car, quoiqu'il eût

cherché à s'assurer la direction suprême de cette branche importante de l'administration, l'expérience prouva, ainsi que l'a remarqué M. Keene, que cette direction était plutôt en théorie qu'en pratique, inconvenient qui, joint à sa timidité scrupuleuse, fut une des principales causes des embarras dans lesquels il se trouva par la suite.

Don Julian d'Arriaga, ministre du département de la marine, était parvenu au grade de chef d'escadre, et avait dû son avancement à Ensenada, qui pendant son administration l'avait employé dans des missions importantes; mais, avant la disgrâce de ce ministre, il sut s'attirer l'estime des chefs du parti anglais, ou du moins il se rendit nécessaire par ses connaissances sur la marine et le système des colonies. C'était un homme de probité, connu pour son désintéressement; mais il se montrait un peu roide de caractère, et grave dans les relations sociales. Son amitié avec le confesseur, et son grand dévouement aux jésuites firent croire qu'il était gouverné par cet ordre. On se flattait que la séparation du ministère des finances de celui de la marine l'empêcherait d'être aussi dangereux que l'avait été Ensenada; mais ceux qui créèrent le nouveau ministère ne suivirent pas la même marche, et en le nommant aussi au département des Indes, ils ne s'aperçurent pas qu'ils lui donnaient une influence plus grande qu'il ne fallait,

d'après le système de politique qu'ils avaient adopté. Parvenu à cette élévation, Arriaga oublia bientôt ce qu'il devait à ses protecteurs, et s'il ne fomenta pas les anciennes querelles avec l'Angleterre, bien certainement il ne fit rien pour les apaiser, ou en corriger le levain.

Il fallut aussi récompenser Valparaiso des services qu'il avait rendus, et des démarches qu'il avait faites pour contribuer au renversement d'Ensenada : on le plaça à la tête des finances; mais, quoique actif et intelligent, il n'était propre à remplir ce poste difficile, ni par ses connaissances, ni par sa force de caractère. Il était mené par les chefs de bureaux qu'Ensenada avait formés lui-même, et que l'on pouvait regarder comme ses créatures. Il avait d'ailleurs une famille nombreuse. Aussi fut-il moins désintéressé et moins indépendant qu'Albe et Wall, à quoi il faut ajouter qu'ayant conservé le titre et l'emploi d'écuyer de la reine, l'irrésolution naturelle du ministre s'accrut encore par une déférence complète pour le caractère inconstant et soupçonneux de cette princesse.

Don Sébastien d'Eslava, le secrétaire de la guerre, était un vieil officier dont nous avons eu occasion de parler comme défenseur de Carthagène. Il venait d'être promu au grade de capitaine-général, qui est la dignité la plus élevée de l'armée espagnole. Pendant sa résidence dans les

Indes occidentales, il passait pour être dévoué aux Anglais; mais à son retour en Europe il devint le confident et le conseiller d'Ensenada : il est probable qu'il fut placé dans le ministère par l'influence de la reine. Il se fit bientôt remarquer par son dévouement à son souverain, ainsi que par une intégrité à toute épreuve, et se montra toujours au-dessus des préjugés de ses compatriotes. A la fermeté de l'âge mûr il unissait la vivacité et le courage de la jeunesse. Les événemens développèrent plus tard son véritable caractère, qui se montra violent et irritable; et, soit par inclination, soit par suggestion de ses parens, ou de gens qui lui étaient dévoués, il faut qu'il ait embrassé la cause de la France avec un zèle bien marqué, puisque le ministre anglais dit expressément que *l'esprit d'Ensenada semblait renaître en lui*.

Malheureusement, dans ce département comme dans les autres, l'influence de la reine, non seulement fit conserver les partisans d'Ensenada et les mêmes employés qu'il avait placés, mais encore elle en fit nommer beaucoup d'autres à des emplois importans. Parmi ceux-ci se trouvait Gordillo, contrôleur de la maison du roi, qui remplaça Ordeñana comme secrétaire en chef, ou premier commis du bureau de la guerre. Outre ces principaux employés de divers départemens de l'administration, dont les dispositions en fa-

veur du système régnant et de la cause de l'Angleterre étaient au moins douteuses, les administrations publiques et les tribunaux étaient remplis de personnes ayant les mêmes sentimens et la même manière de voir. Les gouverneurs des principaux ports, tels que Barcelone, Alicante, Malaga, San Lucas et Cadix même, étaient aussi des partisans reconnus de la France.

Malgré l'échec que le parti français essuya par la chute d'Ensenada, les contestations avec l'Angleterre qui devenaient chaque jour plus vives, et la certitude d'une guerre prochaine, l'engagèrent à tenter de nouveaux efforts pour obtenir de l'influence à Madrid. Dans les Indes orientales, une rupture avait lieu entre les compagnies rivales au grand désavantage des Français; la convention pour traiter n'avait été qu'une trêve momentanée pour se préparer à de nouvelles hostilités (1754). En Amérique, les deux nations en étaient venues à de plus grandes extrémités, quoique sans déclaration formelle de guerre. Un nombre considérable de combats partiels avaient eu lieu tout le long des rives de l'Ohio et de la frontière de la Nouvelle-Écosse. Les attaques des Français avaient non seulement été repoussées, mais dans plusieurs districts ils furent chassés des positions qu'ils avaient occupées. Les deux cours cherchaient à temporiser par une négociation, tandis qu'elles se préparaient vigoureusement à la

guerre. Tout-à-coup, les expéditions envoyées de chaque côté dans le Nouveau-Monde mirent un terme à ces ménagemens mutuels qui n'étaient qu'apparens. Une expédition considérable qui fit voile du port de Brest fut suivie d'un armement semblable du côté de l'Angleterre ; et quoique le temps brumeux, si fréquent dans les mers du nord de l'Amérique, empêchât les deux escadres de se rencontrer, deux vaisseaux français, l'*Alcide* et le *Lis*, qui s'étaient séparés de leurs flottes, furent capturés par deux croiseurs anglais, le *Dunkerque* et la *Défiance*. L'épée était tirée ; mais les deux cours, pour garder l'apparence de la modération et de l'amour de la paix, continuèrent pendant quelque temps une négociation captieuse, en attendant le moment de déployer toutes les ressources de l'intrigue, pour entraîner les autres nations dans leurs querelles.

Le duc de Duras obsédait la cour de Madrid par des notes et des représentations ; il accablait les souverains et les ministres de ses demandes et de ses propositions.

« Duras, écrivait M. Keene, déploie une activité sans exemple ; il négocie sans relâche. Wall, par ses réponses laconiques et précises, met un terme aux longues dissertations du diplomate français. Le duc d'Albe ne peut pas le souffrir ; Arriaga le renvoie à Wall pour tout ce qui regarde la politique extérieure ; Eslava est trop

vieux, usé et très opiniâtre; il en résulte que l'ambassadeur français n'a d'autre ministre à qui il puisse adresser ses belles phrases que Valparaiso, courtisan souple, toujours disposé à écouter, mais plus disposé encore à rapporter à Leurs Majestés Catholiques tout ce qu'il pourra apprendre de lui. Le rôle de Valparaiso est loin d'être honorable, mais il n'y a rien à craindre pour nous; car je ne le crois pas assez hardi pour présenter au roi aucun écrit concernant les affaires étrangères, sans qu'au préalable il l'ait mis entre les mains du ministre de ce département. »

Ce fut en vain que Duras essaya, dans plusieurs audiences particulières, d'éveiller ce qu'il appelait le *bourbonisme* du roi; en vain s'étendit-il sur l'orgueil et l'ambition de la Grande-Bretagne, en cherchant à alarmer la cour espagnole relativement à la sûreté de ses colonies d'Amérique. Repoussé par les ministres, et n'ayant obtenu aucun succès auprès du roi, il se décida à essayer de l'intervention de Farinelli. Toute la réserve et la précaution du timide italien ne suffirent pas pour le défendre contre la persévérance de Duras. Ces démarches ne pouvaient échapper à la vigilance de son rival en diplomatie.

« Les promenades sur le Tage, dit M. Keene, étant dirigées par Farinelli, donnent à l'ambassadeur et à l'ambassadrice la faculté de s'y glisser pour lui parler quand il vient inspecter le canot

du roi, une demi-heure avant l'arrivée de Leurs Majestés Catholiques. Duras emploie ce temps à prier, caresser Farinelli, et à lui faire des offres ; mais sa réponse constante, ainsi qu'il l'assure à M. le comte Migazzi, a été qu'il était musicien et non pas diplomate. » (1)

Les moyens directs et indirects dont on se servit n'ayant pas eu le résultat qu'on en attendait, la cour de Versailles retira la négociation au duc pour la confier à sa femme. La duchesse obtint une audience de la reine sous prétexte de la remercier d'avoir procuré une place à un de ses parens ; elle saisit cette occasion pour assurer Sa Majesté du zèle que le roi de France avait pour ses intérêts, et elle demanda le consentement de la reine pour que le roi pût lui témoigner toute l'étendue de son amitié, au moyen d'une correspondance particulière. Barbe éluda la proposition ; mais l'ambassadrice se hasarda dans une seconde audience de présenter une lettre de Louis XV, qu'elle pria la reine de garder avec un secret inviolable, afin qu'elle ne fût pas connue du roi. Les ministres devaient surtout l'ignorer ; car ils étaient, disait-elle, dirigés par des vues personnelles. Elle pria aussi la reine de faire sa réponse en français, pour que son auguste

(1) Sir Benjamin Keene à sir Thomas Robinson ; Madrid, 7 avril 1755. (Très-réservé.)

Le même à M. Fox, 16 juillet 1756.

maître ne fût pas forcé de la communiquer à ses ministres, et que cette correspondance confidentielle ne fût connue que de Leurs Majestés seules. La reine répondit : « Les liens du sang entre les deux rois n'ont pas besoin de moi pour les affermir. » Elle prit la lettre et la présenta à son mari en présence de ses ministres.

Ferdinand s'indigna de ce qu'on eût essayé de gagner sa femme. Il donna l'ordre de faire une réponse en espagnol : Wall, comme secrétaire-d'état, en fut chargé. Quand il fut question de décider de quelle manière on l'enverrait à Versailles, le roi dit : « La lettre ne sera pas remise à la duchesse; mon ambassadeur la présentera : j'ai des ministres dans les cours étrangères pour cela. » En conséquence, on expédia une réponse froide et conçue dans des termes généraux. « Le zèle et l'activité de Duras, y remarquait-on, justifient la recommandation que Sa Majesté Très Chrétienne a bien voulu faire en sa faveur. M. Massones, ambassadeur d'Espagne, est dûment autorisé à témoigner les sentimens d'amitié que le roi et la reine conservent envers Sa Majesté Très Chrétienne; et la reine, pour sa part, aura toujours le plaisir de les cultiver dans le cœur de son mari, quoique cela ne soit pas du tout nécessaire. »

L'ambassadrice, ne connaissant pas le résultat de sa démarche, eut une troisième audience,

dans laquelle elle se permit encore des reproches contre les ministres et surtout contre Wall, à qui elle en voulait comme à un client de l'Angleterre qui nourrissait des préventions contre la France. Elle finit par exprimer le désir de son souverain relatif à la nomination de quelque autre ministre pour traiter avec son ambassadeur, parce que M. Wall cachait au roi tout ce qui n'était pas favorable à l'Angleterre. La reine répondit : « Sa Majesté Catholique choisit comme elle veut ses ministres, et j'ai lieu de croire qu'ils ne cachent rien au roi, et qu'ils ne font rien sans ses ordres positifs. Il m'est donc impossible de me mêler de cette affaire. » L'ambassadrice persistant de nouveau dans ses instances, la reine mit fin à l'entretien par cette observation : « Nous autres femmes, nous ne connaissons rien à ces matières : il faut les laisser traiter au roi et à ses ministres, n'en parlons plus. » (*)

A peine eut-on reçu la nouvelle du combat naval qui avait eu lieu près la côte de Terre-Neuve, que Duras reparut encore sur la scène. Il présenta une note au nom de son souverain, dans laquelle il revenait toujours sur l'ambition sans bornes de l'Angleterre et sur ses vastes projets de conquêtes en Amérique ; il proposait un pacte de famille pour la sûreté de la maison de Bourbon. Une série d'invectives venait ensuite contre la

(*) Sir Benjamin Keene à M. Fox, 30 juillet 1755.

perfidie des Anglais d'avoir attaqué les vaisseaux français, après les assurances les plus solennelles données à l'ambassadeur français; puis des plaintes sur cette agression qu'on n'avait pas provoquée, et une demande de secours, en vertu de l'amour et de l'union entre les deux branches de la maison de Bourbon contre leurs éternels ennemis. On finissait par un appel à la gratitude du monarque espagnol, dont le père n'avait été placé sur le trône d'Espagne que par le sang et les trésors que la France avait sacrifiés dans cette intention.

Après avoir présenté la note, l'ambassadeur français demanda la permission de lire un papier qu'il regardait comme en faisant partie. Ils étaient tous d'accord, disait-il, pour laisser ignorer à Leurs Majestés tout ce qui se passait en Amérique, et même dans la Péninsule. Il tirait de là l'induction qu'il fallait, dans l'intérêt de Sa Majesté Catholique, aussi-bien que dans celui de son peuple, consulter les hommes que l'on tenait à dessein éloignés de la présence du roi.

Cette démarche inconvenante, par laquelle on voulait tracer au roi la marche à suivre dans la direction de son gouvernement, était faite pour exciter l'indignation d'un prince bien moins jaloux de sa dignité que ne l'était Ferdinand. Il fut tenté plusieurs fois, ainsi qu'il l'a dit lui-même depuis à ses ministres, d'arracher le papier des mains de l'ambassadeur. Cependant il maîtrisa

son indignation et mit fin à l'audience par cette courte observation. « Je verrai ce qu'il conviendra de faire. » Il fit venir sur-le-champ le duc d'Albe et Wall pour leur raconter ce qui s'était passé. Ferdinand voulait que Duras fût renvoyé sans délai ; mais les représentations des ministres parvinrent à le calmer ; et, sur la proposition d'Albe, on fit une réponse convenable et modérée à la note de l'ambassadeur français.

On y exposait d'abord la situation de l'Espagne et l'aversion du roi catholique à entreprendre des guerres dont la nécessité ne serait pas bien reconnue ; on y faisait mention ensuite des alliances avec l'Autriche et l'Angleterre pour accomplir les stipulations de la dernière paix, relatives à l'Italie et à l'Amérique, et de l'exactitude scrupuleuse avec laquelle elles avaient été remplies. « Par ces motifs, ajoutait-on, le roi d'Espagne est décidé à ne prendre aucune part à la présente querelle, et à faire jouir son peuple du bienfait de la paix après les maux qu'il a soufferts. Le bonheur de ses sujets est le but constant de toutes ses actions et de tous ses engagements. Il voit avec un grand déplaisir le commencement de nouveaux troubles, quand l'Europe a eu à peine le temps d'oublier les malheurs occasionnés par la dernière guerre ; et il prie que l'on veuille bien écouter ses conseils, ainsi qu'il écouta ceux du roi de France à la paix d'Aix-la-Chapelle, en sacrifiant

l'espoir de ses propres avantages à la tranquillité générale. » La note finissait par l'assurance de son désir de vivre en amitié avec la France avec laquelle il était lié par le sang et l'affection, aussi long-temps que le bien-être de son peuple le lui permettrait. (1)

La cour de France employa encore un dernier artifice : ce fut la proposition d'accepter la médiation de l'Espagne pour arranger les disputes sur les colonies avec l'Angleterre, espérant qu'on ne manquerait pas d'occasions, pendant le cours de la négociation, pour enflammer la jalousie commerciale de l'Espagne ; et que si la médiation elle-même restait sans effet, on pourrait agir sur les affections naturelles du roi pour l'entraîner dans la lutte. Cet artifice, quoique habilement ourdi, ne fut pas assez puissant pour surmonter la résistance de Ferdinand à prendre part à une mesure où l'on pourrait entrevoir même, à une grande distance, la possibilité d'être engagé dans la cause d'aucun des deux partis. Il répondit en ces termes : « Il ne serait pas convenable de me mêler de cette médiation, ayant moi-même des démêlés à terminer avec la Grande-Bretagne. On ne peut s'attendre non plus à ce que le roi d'Angleterre, quelque opinion qu'il puisse avoir de ma justice et de mon impartialité, consente à

(1) Sir Benjamin Keene à sir Thomas Robinson; Madrid, 30 juillet 1755. (Très réservé.)

passer sur des points aussi importants et aussi difficiles par la décision d'un prince de la famille des Bourbons. Quant à moi, mon parti est pris d'arranger mes différends avec l'Angleterre et l'Allemagne amicalement et directement; et je conseille à Sa Majesté Très Chrétienne de suivre mon exemple, conformément à ses protestations sur son vif désir et ses efforts pour maintenir la tranquillité générale, qu'aucun souverain ne désire plus ardemment que moi. »

Pour en finir une bonne fois, Ferdinand, qui avait en vue son honneur et son repos, demanda le rappel du ministre français : celui-ci quitta Madrid au commencement d'octobre. Le résultat de cette lutte ranima les forces et les espérances du parti anglais. Le ministre d'Angleterre ne tarda pas long-temps à annoncer la suite heureuse de l'attaque contre le confesseur. Voici comme M. Keene s'exprimait à cet égard :

« Quand je fis à cette cour les diverses communications, en exécution des ordres contenus dans les dépêches du comte d'Holderness, du 28 août dernier, datées de Hanovre, je n'eus que très peu et de fort courtes conversations avec les ministres espagnols, dont l'occupation principale et fort avantageuse était de tout préparer pour un grand événement. Je veux parler de la disgrâce du père Ravago, confesseur du roi d'Espagne, laquelle entraînait celle de l'ordre des jésuites tout entier.

« Cette mesure importante a été préparée dans le plus grand secret et avec la plus grande habileté. La manière dont on s'y est pris a été de présenter à Sa Majesté Catholique les matériaux recueillis contre son confesseur à l'époque de l'attaque contre Ensenada, augmentés maintenant d'une foule d'autres preuves fournies par la cour de Portugal. En conséquence de l'examen que le roi en fit, il prit *proprio motu* la résolution de le renvoyer, et il a nommé pour le remplacer un homme fort doux et de beaucoup de mérite.

« Il serait inutile d'entrer ici dans de plus amples détails sur ce qui s'est passé à cette occasion ; il ne le serait pas moins aussi de vous faire sentir l'importance de cet événement, à vous, monsieur, qui avez lu tant de rapports fort longs faits par moi tant que ce jésuite a occupé sa place. Aussi je me bornerai à quelques remarques.

« La première est que les *Ensenadistes* ont perdu leurs espérances, en perdant leur protecteur. Le nouvel ambassadeur, à son arrivée, sera bien désappointé, ne pouvant plus compter sur l'aide et les conseils qu'il attendait du père Ravago. Ceux qui ont à cœur de maintenir l'amitié des couronnes d'Espagne et d'Angleterre, se sont acquis une grande réputation, en même temps qu'ils ont fait grand plaisir au public ; ils ont montré l'influence de leurs conseils sur l'esprit du roi dans les matières les plus délicates, et ils ont

frayé le chemin et aplani les obstacles pour se débarrasser eux-mêmes d'une dispute élevée entre deux cours aussi intimement alliées que celles de Madrid et de Lisbonne.

« J'ai toujours craint que la suite de cette contestation ne leur devint funeste. N'importe le parti que l'on prendrait d'après leur conseil, il ne pourrait que déplaire à l'une des deux cours, et vraisemblablement à toutes deux. Le Portugal avait demandé l'abrogation de plusieurs articles dans son traité avec l'Espagne. Les ministres espagnols croyaient l'exemple dangereux, et n'avaient pas voulu conseiller au roi de le faire; Carvalho avait écrit à plusieurs reprises à l'ambassadeur portugais à Madrid, qu'il n'y avait que le renvoi du confesseur qui pourrait donner lieu à accommoder leurs différends.

« Quoi qu'il en soit de cette idée de Carvalho, l'Espagne doit songer aux moyens de maintenir par la force son autorité contre les jésuites dans ces contrées éloignées, où sont les principales difficultés pour le moment. Je m'attends à voir le coup porté au confesseur, suivi d'un renvoi de plusieurs autres personnes qui avaient été placées par Ensenada, et qui sont restées en place après sa disgrâce. (¹)

(¹) Sir Benjamin Keene à sir Thomas Robinson; Escorial, 15 octobre 1755.

CHAPITRE LVI.

1756 — 1757.

Commencement des hostilités en Europe. — Union de l'Angleterre et de la Prusse contre la France et l'Autriche. — Événemens militaires en Allemagne. — Efforts des partis français et autrichien à Madrid. — Prise de Minorque par la France. — Diverses propositions pour obtenir la coopération de l'Espagne. — Offre de Minorque. — Ferdinand persiste dans sa neutralité. — Bronilleries entre l'Angleterre et l'Espagne. — Les Français parviennent à désunir les deux nations.

DANS cet état de choses, et au milieu de tant d'intrigues ourdies à Madrid, les querelles élevées entre l'Angleterre et la France finirent par une rupture ouverte. Elle avait commencé en Amérique et ne tarda pas à gagner l'Europe. Le grand but de la cour de France était de provoquer une guerre sur le continent; une lutte s'engagea entre les deux puissances pour s'attacher l'Allemagne. Deux armées considérables furent rassemblées sur les frontières de France, dont l'une menaçait les Pays-Bas, et l'autre était destinée à envahir l'électorat de Hanovre.

L'Angleterre, dans ce moment critique et dangereux, se flattait d'avoir la coopération de

l'Autriche, et pour se ménager l'assistance d'une armée auxiliaire, elle s'empressa de conclure un traité de subsides avec la Russie qui devait lui en fournir une considérable. Mais le cabinet britannique ne s'était pas aperçu du changement secret et funeste qui avait eu lieu dans les affections de l'impératrice-reine. Les démêlés au sujet du traité de passage ou des Barrières, auxquels la rancune féminine avait donné plus d'importance qu'ils ne méritaient, joints à l'amour-propre blessé du ministre Kaunitz, avaient produit à Vienne un éloignement marqué pour l'Angleterre. La dissolution de l'alliance entre les puissances maritimes était à peu près consommée. En conséquence, les demandes faites par l'Angleterre d'une force propre à défendre les Pays-Bas de l'Allemagne, furent éludées, sous prétexte que pas un seul homme ne pouvait être séparé pour des opérations si lointaines, et que l'Autriche avait besoin de toute sa force pour tenir tête au roi de Prusse, ennemi plus direct et bien plus dangereux que la France. D'après ce même principe, une négociation secrète fut entamée entre les cours de Vienne et de Versailles; le projet d'une alliance fut dressé sur-le-champ; il n'y manquait d'autre formalité que les signatures : elles furent bientôt prêtes.

Les symptômes évidens de ce changement de l'Autriche, ainsi que ces négociations secrètes, jetèrent naturellement l'Angleterre dans un nou-

veau système de politique. L'appui de la Prusse fut jugé le seul capable de contre-balancer les forces réunies de la France ; on jeta donc les bases de cette alliance dans une convention signée à Londres , tendant à maintenir la tranquillité publique et à empêcher l'entrée des forces étrangères en Allemagne (18 janvier 1756).

Pour se justifier de l'abandon de ses anciens principes politiques, l'impératrice-reine profita de cette convention ; elle déclara publiquement son union avec la France , par un traité qui fut signé à Versailles le 1^{er} mai 1756, et qui garantissait aux deux parties leurs possessions respectives en Europe.

Les effets de cette alliance se firent bientôt sentir dans les autres royaumes. L'impératrice de Russie annula le traité de subsides avec l'Angleterre, presque à la même époque, pour s'unir avec l'Autriche et la France. La Hollande, se souvenant de la honteuse désertion de sa cause par l'Angleterre à la paix d'Utrecht, et tout émue encore des dangers qu'elle avait courus dans la dernière guerre, prit le parti sûr, mais peu politique, de rester neutre. La Suède épousa la cause de la France ; le Danemarck conserva sa neutralité, tandis que la force supérieure de l'influence de l'Autriche gagnait la majeure partie des princes d'Allemagne, particulièrement Auguste, électeur de Saxe et roi de Pologne, dont les États

offraient une position avantageuse pour attaquer la Prusse.

Ces débats politiques, ainsi que cela arrive ordinairement, furent le prélude des hostilités. Frédéric, roi de Prusse, connu par son caractère ferme et résolu, conduisit une armée nombreuse vers la Saxe, fit prisonnières les troupes Saxonnnes à Pirna, et força Auguste à se réfugier dans ses États de Pologne. Devenu maître de la Saxe, il porta rapidement la guerre dans les États héréditaires et culbuta les Autrichiens à Prague. Mais sa marche victorieuse fut arrêtée par la funeste bataille de Kocin, et il fut rejeté dans la Silésie, tandis que les Russes tombaient sur la Prusse orientale et que les Suédois entraient dans la Poméranie. (1)

Au moment même où Frédéric était accablé par des forces supérieures, l'armée française battait les Anglais à Hastenbeck (juillet 24), envahissait le Hanovre, poussait les restes de l'armée vaincue vers l'Elbe, et les forçait d'accepter la convention peu honorable de Closter-Leven. Un second corps occupait le territoire prussien du cercle de Westphalie (septembre 10).

Le cabinet de Versailles, sachant combien l'Espagne désirait rentrer en possession de Gibraltar et de Minorque, songea immédiatement à la prise de ces places, comme un moyen d'engager l'Es-

(1) *Maison d'Autriche*, vol. II, chap. 32 et 33.

pagne dans la lutte. On prépara, à cet effet, à Toulon, une expédition de douze mille hommes escortée par douze vaisseaux de ligne qui, dès les premiers jours d'avril 1756, fit voile vers Minorque sous les ordres du maréchal de Richelieu. Les troupes débarquèrent sans opposition ; quelques jours après, les Anglais furent forcés de s'enfermer dans le fort de Saint-Philippe qui domine la ville et le port de Mahon : le siège commença aussitôt.

La garnison se défendait avec courage ; mais elle manquait de vivres et de munitions. On attendait avec anxiété l'arrivée d'une escadre sous les ordres de l'amiral Bing qui avait quitté Spithead avec des renforts et des secours de toute espèce, en même temps que l'expédition française avait quitté Toulon. Mais les espérances furent bientôt évanouies ; car l'escadre française (mai 20), après un engagement partiel avec Bing, l'empêcha d'introduire dans le port le secours dont il s'était chargé ; et la garnison découragée fut forcée de rendre la place qui, par la force de ses remparts, était regardée comme un second Gibraltar (juin 28). La perte de cette forteresse importante, les malheurs éprouvés en Allemagne, aussi-bien que l'indolence et l'incapacité du ministère, soulevèrent l'indignation de tous les esprits en Angleterre. Le duc de Newcastle et ses collègues perdirent le pouvoir ; le gouvernail de

l'État fut confié à M. Pitt, qui était l'idole de la nation (novembre 1756). Mais ce changement ne fut que momentané ; car après une lutte très opiniâtre entre les divers partis, M. Pitt fut forcé d'entrer en arrangement avec le ministère qu'il venait de renverser. Le duc de Newcastle fut remplacé à la tête de la trésorerie ; et M. Pitt reçut les sceaux comme premier secrétaire-d'état, avec la direction suprême du département de la guerre (juillet 1757). Ce grand ministre parvint à gagner la faveur du roi et la confiance de ses collègues, sans rien perdre de la grande popularité dont il jouissait. Il donna une nouvelle énergie à tous les départemens de l'administration, rallia tous les partis sous son drapeau, et fit un appel au patriotisme du peuple anglais pour réparer les malheurs précédens.

Sur ces entrefaites, l'animosité entre les parties adverses n'avait pas cessé à Madrid ; elle était plus forte que jamais. La balance parut d'abord pencher en faveur de l'Angleterre. Le roi et la reine approuvèrent l'union de l'Angleterre avec la Prusse, autant qu'ils improuvèrent le traité de Versailles. La reine surtout, malgré son attachement pour sa cousine l'impératrice-reine, témoigna son étonnement en voyant qu'elle avait oublié si vite ses obligations envers l'Angleterre, et les maux qu'elle avait éprouvés de la part de la France. Wall se montra également alarmé à la

vue de cette révolution politique : il paraissait convaincu que si les forces combinées de l'Autriche et de la France venaient à l'emporter, la balance de l'Europe serait détruite, et que c'en serait fait de l'Espagne. (1)

Mais l'Angleterre avait perdu beaucoup de sa considération à Madrid, tant par la faiblesse de l'administration de Newcastle que par les revers qui accompagnèrent les premières opérations militaires. Les tâtonnemens et les incertitudes, pendant que l'on se disputait le pouvoir en Angleterre, donnèrent de grands avantages aux Français, à Madrid, et ranimèrent le zèle de leurs agens et de leurs affidés. Ils n'épargnèrent aucune démarche ni aucun moyen pour tenter la cupidité ou flatter l'orgueil de cette cour.

Parmi beaucoup d'autres projets, on offrit de coopérer, d'accord avec la cour de Vienne, pour placer l'infant don Philippe sur le trône de Pologne, qu'on s'attendait d'un jour à l'autre à voir vacant, la santé d'Auguste étant très chancelante. Mais Ferdinand, en reprochant tacitement son ambition à la reine douairière, par qui le projet était soutenu, refusa de suivre l'exemple du gouvernement précédent, et d'entraîner le pays dans une guerre, seulement pour l'agrandissement de la branche cadette de la famille royale.

(1) Dépêches de sir Benjamin Keenc.

On devait s'attendre à bien mieux fixer l'attention de la cour espagnole par la proposition que l'on fit bientôt après. A peine les Français avaient-ils pris Minorque, qu'ils s'empressèrent de l'offrir à l'Espagne pour prix de son adhésion à l'alliance contre l'Angleterre, sans oublier d'accompagner cette offre de la promesse accoutumée d'aider l'Espagne à recouvrer Gibraltar.

On voit par la correspondance de l'ambassadeur anglais la sensation que fit une pareille offre.

« Considérant la force de l'attaque contre le duc d'Albe et contre M. Wall, sous tous ses rapports, j'ai cherché à obtenir toutes les promesses possibles sur la résolution de refuser l'île de Minorque; je crois que M. Wall, en sa qualité d'étranger, demandera, quand il sera question de prendre un parti, qu'une affaire aussi grave soit consultée avec d'autres personnes; mais son opinion, comme celle du duc d'Albe, est si prononcée à cet égard, que si Leurs Majestés Catholiques pouvaient dévier de ce qui paraît être maintenant leur volonté, M. Wall du moins est décidé à quitter le ministère; et ce cas arrivé, *il se retirera* (je me sers ici de ses propres expressions) *dans une de ses commanderies, ou peut-être il serait enfermé dans quelque forteresse*. Les autres ministres suivront son exemple, excepté Eslava, qui est vieux et gouverné par quelques jeunes officiers, et qui, par conséquent, ne sera pas

consulté sur ces matières. Mais La Mina, à Barcelone, penche pour l'acceptation de l'offre; je soupçonne de plus que le nouveau confesseur sera de même assez disposé pour cela, voulant conserver la religion catholique à Minorque, si le roi lui en parle comme d'une affaire de conscience; car, autrement, il n'osera pas en parler le premier....

« En définitive, notre auguste maître peut compter sûrement que l'offre sera refusée tant que durera la présente administration; si elle tombe, tous les sentimens d'affection pour la Grande-Bretagne doivent éprouver une grande atteinte; car l'intention est de rappeler Ensenada si ces orages ne peuvent être dissipés. » (1)

Les propositions furent appuyées de toute l'influence de l'impératrice-reine. Quand elle s'aperçut de l'inutilité des efforts qu'elle avait faits par des notes directes pour ébranler la résolution de Ferdinand, elle prit une voie détournée, et demanda son adhésion au traité de Versailles. On rédigea, à cet effet, un préambule contenant les protestations les plus solennelles sur la résolution des parties contractantes, de ne pas engager les autres puissances dans les querelles particulières entre l'Angleterre et la France. L'invitation à adhérer était accompagnée d'une lettre particu-

(1) Sir Benjamin Keene à M. Fox; Antigola, 31 mars 1756. (Très réservé.)

lière pour la reine, par laquelle elle s'excusait de n'avoir pas communiqué plus tôt le traité de Versailles, en alléguant qu'elle avait été liée par la promesse de le tenir secret; d'ailleurs, elle approuvait fort la conduite de la France, souhaitait une union intime entre les deux grandes monarchies de la maison de Bourbon, et terminait en témoignant ses craintes sur les dangers qui pouvaient résulter pour la religion catholique de l'union des peuples hérétiques tels que la Prusse et l'Angleterre.

Ferdinand était trop clairvoyant pour ne pas apercevoir les prétentions réelles qui se cachaient sous de telles apparences. Quand Wall lut devant lui le préambule du traité, il l'arrêta à ces mots : « Sa Majesté Très Chrétienne, ne voulant compromettre aucune puissance dans sa querelle particulière avec l'Angleterre », et il s'écria : *excepté moi*. Il approuva aussi beaucoup la réponse que la reine fit à la lettre de Marie-Thérèse : elle y parlait froidement de la satisfaction de Sa Majesté Impériale sur la conduite de la France : elle faisait observer, quant à l'union entre les deux couronnes, que cela regardait le roi son maître, et que ces matières ne pouvaient pas être le sujet d'une correspondance amicale entre deux femmes. Enfin, quant aux excuses d'avoir gardé le secret sur le traité de Versailles, elle remarquait qu'elles étaient superflues; car la

communication avait été faite assez à temps. ⁽¹⁾

Quelle que fût la répugnance manifestée par le roi et la reine d'Espagne, les vues de l'impératrice-reine furent secondées par Farinelli, qui, par attachement pour elle, autant que par le ressentiment qu'il gardait de la disgrâce de son ami Ensenada, avait beaucoup perdu de la bienveillance qu'il avait montrée jusque-là pour la Grande-Bretagne.

« Il y a ici une autre personne, écrivait M. Keene, qui ne manque pas d'une certaine importance, dont le vif attachement pour son ami Ensenada l'a rendue ennemie du duc d'Albe et de M. Wall, mais plus particulièrement du premier. Ce sentiment dispose tout naturellement ce personnage à favoriser tout système qui puisse amener un changement dans le ministère, par l'espoir de faire rentrer le marquis dans les bonnes grâces du monarque, et de le replacer à la tête du ministère. Vous devinez que je veux parler de Farinelli, qui, à la vérité, ne protégera pas les Français par amour pour la France, tant que la reine se montrera inébranlable contre les efforts de cette nation, relativement à ce que j'appelle le *bourbonisme* du roi. Mais il peut être trompé, comme il le fut jadis par Ensenada, qui lui fit accroire, et il en est encore très persuadé,

(1) Sir Benjamin Keene à M. Fox, octobre 1 et 6, 1756.
(Très réservé.)

que lui-même Ensenada empêchait la reine de se déclarer pour les Français, tandis qu'il livrait le roi, la reine et tout son peuple, pieds et mains liés, entre leurs griffes. Il en est tout autrement par rapport à la cour de Vienne. Farinelli pense que la reine a d'autres sentimens pour sa cousine l'impératrice. La France est dans cette même opinion, puisqu'elle a chargé Duras de s'adresser à elle pour ses intérêts particuliers, ainsi que pour des alliances publiques. Le motif que l'on met toujours en avant est la grande considération que la France a pour l'impératrice-reine, et les avantages que la reine d'Espagne peut obtenir de cette princesse, si elle consent à abandonner les Anglais. Il est plus que probable que ces considérations auront déterminé Farinelli à maintenir l'impératrice dans les bonnes grâces de Sa Majesté Catholique, et à faire ce qu'il pourra pour affaiblir les idées qu'elle professe maintenant. On pourrait ajouter à cela que les dons et les complaisances de deux majestés impériales (pour ne pas me servir d'une expression plus dure à l'égard d'une personne de cette classe) l'ont attaché à cette cour bien plus qu'à celle de la Grande-Bretagne, et je suis sûr d'avoir entendu souvent le comte Migazzi dire des choses qu'il n'a pu savoir que par Farinelli, et que celui-ci ne les a apprises que de la seconde personne du royaume. De telles dispositions et de semblables engagements le

porteront donc à favoriser la cour de Vienne, quand l'occasion s'en présentera. Je n'entends pas dire par là que Farinelli soit l'ennemi de la Grande-Bretagne ; car il m'a toujours exprimé sa reconnaissance envers nous, et je sais très bien qu'il ne dit jamais du mal de moi, mais bien au contraire, soit dans les entretiens particuliers, soit en public. Ma conduite envers lui a été réciproque. A la vérité, je n'ai pas pensé qu'il fût convenable de lui faire, comme d'autres, une espèce de cour, attendu que, quelque légère attention que cela pût attirer, j'aurais peut-être un peu perdu de l'estime de Leurs Majestés Catholiques, ainsi que de celle du public. »

La cour de Vienne ne se laissa pas décourager par un simple refus : elle s'adressa de nouveau au gouvernement espagnol pour obtenir des secours particuliers, afin de maintenir l'honneur de la foi orthodoxe contre les attaques des hérétiques. L'impératrice, qui n'avait pas mieux réussi dans cette démarche, fit la réclamation d'une somme de 10,000 pistoles que la cour d'Espagne devait depuis long-temps. Cette réclamation même fut éludée : on répondit que le roi ne pouvait accorder cette somme, quoiqu'elle fût bien peu considérable, parce que dans la situation des choses on pourrait la regarder comme une espèce de subside.

On sent qu'il y aurait peu d'intérêt à déve-

lopper ici tous les artifices que les deux cours employèrent, ou à rapporter toutes les lettres, notes diplomatiques et autres moyens par lesquels on chercha à obtenir du roi d'Espagne une approbation, ne fût-ce que tacite ou partielle, de la guerre contre l'Angleterre. Il faut convenir cependant que ces artifices, s'ils n'eurent pas d'abord du succès, firent une impression lente et graduelle. On imagina bientôt de nouveaux prétextes pour fomenter la méintelligence avec l'Angleterre. Le *bourbonisme*, qui avait été tenu en échec quand il était concentré dans le cœur d'un seul ministre, se joua de toute la vigilance humaine quand il eut pénétré dans chaque département de l'administration, et qu'il fut enfin possible à la France de susciter une rupture inévitable entre les deux nations, rupture entièrement contraire aux principes suivis par le gouvernement, et non moins opposée aux sentimens connus du souverain.

Le sinistre présage de cette rupture fut la protection accordée par les gouverneurs et officiers espagnols aux corsaires français qui, presque à la vue d'une escadre anglaise, osèrent piller le commerce britannique et intercepter l'envoi des provisions de la côte de Barbarie destinées pour Gibraltar. Un amiral anglais ne pouvait souffrir que cet outrage fait à son pavillon restât impuni. Après avoir fait plusieurs réclamations inutiles,

l'amiral Hawke, commandant la station de la Méditerranée, reprit un des bâtimens capturés au moment même où on le conduisait dans un port espagnol, et menaça des plus sévères représailles, si l'on ne livrait pas aux tribunaux les individus qui s'étaient permis d'insulter le pavillon de l'Angleterre.

Cependant, pour faire droit aux remontrances de l'Espagne, le gouvernement britannique rendit la prise sans délai, et rappela même l'amiral; mais cette condescendance ne fut pas suffisante pour satisfaire l'esprit pointilleux de la cour, excitée par les efforts de tout le parti français. L'accueil favorable que cet officier estimable reçut de son souverain devint la source de nouvelles et de plus fortes réclamations. Vers la même époque, les dispositions hostiles des employés subalternes éclatèrent par le renouvellement des déprédations espagnoles sur le commerce anglais dans les Indes-Occidentales. On parvint, non sans quelque peine, à obtenir de l'Espagne des promesses de satisfaction; mais on laissa continuer les mêmes abus; et Saunders, le successeur de Hawke, fut bientôt engagé dans des contestations semblables avec les officiers espagnols.

D'un autre côté, on mit en avant des prétextes pour se plaindre de la conduite des corsaires anglais. Un exemple suffira pour montrer l'influence française dans les départemens inférieurs, ainsi

que les mesures prises pour envelopper l'Espagne dans la querelle. Un corsaire anglais, l'*Anti-Français*, captura le *Duc de Penthièvre*, bâtiment venant de l'Inde-Orientale. En sortant de la Corogne et se dirigeant sur Gibraltar avec sa prise, il fut forcé, par le mauvais temps, de gagner le port de Cadix. En attendant, la cour de la vice-amirauté de Gibraltar déclara, sur des documens qui lui furent présentés, le vaisseau de bonne prise. Cependant, les agens français se donnèrent beaucoup de mouvement, représentèrent que la prise était irrégulière et attentatoire à la neutralité de la côte espagnole, et réussirent à obtenir d'Eslava un ordre pour que le *Duc de Penthièvre* fût restitué dans le plus bref délai. Le capitaine se mit en devoir de résister à cette sommation; mais on employa la force, et deux vaisseaux de guerre espagnols le forcèrent de se rendre.

La première nouvelle de cet outrage fit une vive impression sur l'esprit du roi catholique. Voici comment M. Keene s'exprime à cet égard : « Le roi maltraita Eslava; il demanda à Wall pourquoi il ne l'avait pas remplacé : il déclara qu'il fallait renvoyer sur-le-champ ce vieux radoteur, qu'il ne voulait plus d'*Ensenadas*, et donna ordre d'arrêter toutes les démarches ultérieures. La reine parvint à le calmer; mais une attaque de la maladie habituelle de cette princesse arrêta la discussion; car la crainte que Wall avait de lui

déplaire l'empêcha de s'adresser au roi sans sa participation. Malgré cet éclatant abus de l'autorité, on permit à Eslava de conserver encore le poste dangereux qu'il occupait. L'honneur de Sa Majesté Catholique doit être mis à couvert : il ne faut pas le regarder comme un prince qui se laisse tromper impunément par ses ministres; et cependant ses ministres ne seront pas punis, parce que leur imposture serait connue par le châtiment, et que la peine serait plus forte que le gouvernement ne le voudrait.

« Wall se rappelant toujours sa qualité d'étranger, ne songea pas à renvoyer Eslava, vieillard qui a été très considéré par ses services et sa loyauté, tant qu'il a conservé les facultés de son esprit, et qui est maintenant gouverné par ses commis et par des intrigans, gagnés les uns et les autres par la France. Mais le grand point de cette affaire, c'est que la reine, se souvenant de l'anxiété que le roi éprouva lors du renvoi d'Ensenada, frémit à la seule pensée de le voir retomber dans la même affliction, s'il était obligé de renvoyer Eslava, non qu'il se soit pris d'affection pour lui, ni qu'il estime beaucoup ses services présens, mais uniquement parce que c'est une grande souffrance pour lui de prendre une résolution bien précise. Je me perds dans cette confusion. M. Wall a de l'aversion pour son ministère, il souffre de tout ce qui se passe autant

que moi-même ; il voit aussi bien que moi le danger que courent les deux nations pour des choses si peu importantes en elles-mêmes , comparées avec leur tranquillité et leur bonne intelligence. Je ne crois pas qu'il y ait ici un dessein prémédité de rompre avec l'Angleterre. Je ne les considère pas plus disposés que nous à rendre plus critique la malheureuse position où nous nous trouvons les uns et les autres ; mais qui oserait répondre des effets que pourront produire l'animosité, la négligence, la crainte des Français, et surtout l'irrésolution ? j'ajouterai aussi la partialité de quelques tribunaux que Sa Majesté connaît parfaitement, dont elle se plaint, et contre laquelle on n'emploie aucun remède. »

« Beaucoup de personnes, ajoute M. Keene dans une autre lettre , se permettent sans cesse de faire des sorties contre les Anglais ; mais à peine trouverait-on dans l'état présent de la cour un seul être qui osât prendre leur défense. Le dévouement aux Anglais, dont on a accusé M. Wall, l'a rendu tellement timide qu'il se reproche à lui-même , j'en suis sûr, ce manque d'énergie. Ajoutez à cela son aversion marquée pour les affaires, parce qu'il ne peut faire ce qu'il désire, ni suivre ses excellentes intentions ; il ne demande qu'à quitter la place. Pas une seule démarche de la part de la cour, dans cette malheureuse affaire, qui ait été régulière. Eslava a tout fait ; l'autorité de

Wall a été nulle, ainsi que celle d'Arriaga qui, comme ministre de la marine, aurait dû expédier les ordres aux deux vaisseaux de guerre qu'on a employés dans le combat aussi inégal que cruel de la baie de Cadix. » (1)

L'esprit faible et pusillanime de Ferdinand était bien loin de cette vigueur qu'il fallait avoir dans un tel état de choses. Eslava et ses partisans, appuyés par la reine, poursuivaient leur projet de tromper la justice du monarque avec une nouvelle audace. Au lieu d'une négociation régulière entre les deux cours, ils voulurent qu'un conseil de guerre fût saisi de cette affaire; en faisant valoir la déposition de quelques témoins dont la partialité était évidente, et qu'on n'eut pas grande peine à gagner, on obtint un ordre du roi de restituer le bâtiment capturé, et de mettre en arrestation celui qui l'avait pris, jusqu'à ce qu'il payât l'indemnité convenable.

On ne peut disconvenir aussi que les corsaires anglais, surtout ceux qui avaient été armés par les Colons américains contre le commerce français dans les Indes-Occidentales, se livrèrent à des représailles pour se venger des déprédations des Espagnols, et que, dans plusieurs circonstances, ils trouvaient les moyens de tromper la vigilance

(1) Sir Benjamin Keene à M. Pitt, 6 mars et 21 avril 1757 (très réservé).

ou d'éviter la justice de leur propre gouvernement.

Ces motifs de plaintes réciproques firent reprendre avec une nouvelle aigreur les discussions sur les interminables sujets de disputes, le commerce de contrebande et l'extension des établissemens anglais dans le golfe d'Honduras, et sur la côte de Mosquitos; l'influence des Français dans ce département était si grande que, malgré l'engagement de Ferdinand par les promesses les plus solennelles de rapporter les ordres hostiles qui donnèrent lieu à la chute d'Ensenada, Eslava et son parti parvinrent à éluder l'accomplissement des promesses royales, quant aux établissemens en question, et donnèrent, par là, une nouvelle force aux réclamations qui venaient de cette source.

Des vexations sans nombre et toujours croissantes ne pouvaient qu'altérer la bonne intelligence qui avait existé jusque-là entre les deux cours. On aperçoit de l'aigreur dans la correspondance entre M. Keene et M. Wall, qui avaient tempéré si long-temps les formalités des fonctions ministérielles par la franchise et la cordialité de la plus intime amitié.

« Mon ami, dit M. Wall à M. Keene dans une de ces pénibles discussions, en quittant l'Angleterre, je dis à vos ministres que si je ne pouvais pas maintenir et améliorer même le système de

politique que j'avais appris et adopté dans mon ambassade, je donnerais la démission de tous mes emplois. J'ajouterai maintenant avec la même franchise, que je ne prendrai pas sur moi de décider cette affaire sans consulter les autres ministres mes collègues. Ce n'est pas tout : s'ils pouvaient être d'un sentiment unanime, non seulement je m'y opposerais ('), mais je donnerais ma démission dans le cas où ils admettraient votre interprétation ; car je ne veux donner à mes ennemis aucune prise sur moi ; mes collègues trouveraient peut-être les moyens de rétracter leur opinion, je serais le seul responsable, et alors les Français auraient une belle occasion de répéter leur chanson, que je suis vendu à l'Angleterre, puisque je méconnaissais les stipulations d'un traité si fidèlement observé de la part de la France envers l'Espagne, qui s'est engagée, ajouterait-on, sur l'honneur et en vertu des traités, à procurer la restitution des marchandises françaises couvertes par le pavillon espagnol. »

(') Dépêches de sir Benjamin Keene à M. Pitt.

CHAPITRE LVII.

1757.

Démarches du gouvernement anglais pour engager la cour d'Espagne dans la lutte contre la France. — Offre de Gibraltar. — Dépêche mémorable de M. Pitt, et réponse de M. Keene. — L'offre n'est pas acceptée. — Intention de Wall de se retirer. — La reine l'en empêche. — Mort de sir Benjamin Keene.

LE nouveau ministère anglais venait à peine d'être installé qu'il tenta aussitôt un grand effort pour faire sortir l'Espagne de sa neutralité vacillante, aussi funeste à l'Angleterre que la guerre elle-même ; il fallait d'ailleurs mettre un terme à ces tracasseries continuelles qui nourrissaient de chaque côté l'aigreur et l'irritation. Le ministère n'ignorait pas l'impression que les offres des Français avaient dû faire à Madrid ; il craignait que de semblables leurres, et la jalousie excitée par les dernières contestations au sujet des colonies, ne les rendissent encore plus puissantes, et qu'à la fin l'Espagne ne se décidât pour la France. Il prit donc le parti de se servir contre les Français de leurs armes mêmes, et de tourner contre eux leurs propres manœuvres. Sir Benjamin Keene

fut autorisé à offrir la restitution de Gibraltar, et l'évacuation des établissemens formés dans le golfe du Mexique, depuis 1748, pourvu que l'Espagne se réunît avec l'Angleterre contre la France, et qu'elle donnât son assistance pour reprendre Minorque. Les motifs et l'issue de cette négociation difficile ne peuvent être mieux exposés qu'en faisant connaître, à ce sujet, la correspondance qui eut lieu entre les ministres.

Le ministre Pitt à sir Benjamin Keene.

(Très réservé.)

« Par le sujet non moins important que secret dont je vais avoir l'honneur de vous entretenir dans cette dépêche, que je vous adresse par ordre de Sa Majesté, ainsi que par l'instruction qui y est jointe, vous verrez avec une profonde reconnaissance l'estime que le roi vous témoigne, et la confiance qu'il a dans votre expérience et votre capacité, desquelles vous avez déjà donné des preuves si éclatantes. On se flatte que l'usage des eaux thermales que vous venez de prendre vous aura rendu votre santé, et que vous serez en état de remplir cette mission importante et délicate, qui demande autant de circonspection et de vigilance que d'adresse et de tact.

« Pour expliquer à Votre Excellence, avec clarté et précision, le but qu'on se propose, on a pensé que la manière la plus sûre comme la plus courte

serait de vous transmettre la note unanimement approuvée par les ministres du roi qui sont consultés dans les affaires les plus secrètes de la couronne ; elle contient le nombre et la substance des mesures que le roi a l'intention d'adopter dans ces circonstances critiques , avec les motifs sur lesquels elles sont fondées.

« Voici leur délibération :

« Leurs Seigneuries ayant considéré les progrès effrayans des armes de la France , et les dangers auxquels l'Angleterre et ses alliés se trouvent exposés par suite du renversement total du système politique de l'Europe , et surtout par le développement dangereux de l'influence de la France après l'admission de garnisons françaises à Ostende et à Nieuport ; Leurs Seigneuries , dis-je , pensent que dans les circonstances malheureuses où nous sommes , il n'y a que l'union intime avec la couronne d'Espagne qui puisse contribuer puissamment à l'affranchissement de l'Europe en général , ainsi qu'à la continuation de la guerre actuelle , si juste et si nécessaire , jusqu'au moment où la paix pourra être établie sur des bases solides et honorables.

« C'est pour atteindre ce but indispensable que Leurs Seigneuries exposent très humblement à Sa Majesté leur opinion sur la nécessité d'ouvrir des négociations avec cette cour , afin de l'engager , si cela est possible , à joindre ses armes à

celles de Sa Majesté, pour obtenir une paix juste et honorable, surtout pour reprendre et restituer à la couronne d'Angleterre l'île très importante de Minorque, avec tous ses ports et forteresses, aussi-bien que pour rétablir un équilibre durable en Europe. Pour parvenir à ce grand objet, Leurs Seigneuries pensent qu'il est important, en tant que cela pourra être jugé nécessaire, de comprendre dans cette négociation avec la couronne d'Espagne, l'échange de Gibraltar contre l'île de Minorque, avec ses ports et forteresses. Elles soumettent donc aussi très humblement à Sa Majesté leur avis unanime de sonder, sans perte de temps, les dispositions de la cour d'Espagne à cet égard, et, dans le cas où on les trouvera favorables, d'entamer tout de suite la négociation dont il s'agit, et de la terminer le plus tôt possible dans le plus grand secret.

« Leurs Seigneuries sont d'avis également que l'on fasse droit aux réclamations de l'Espagne, concernant les établissemens faits par des sujets de l'Angleterre sur la côte de Mosquitos, et dans la baie d'Honduras, depuis le traité d'Aix-la-Chapelle, en octobre 1748, avec la clause que tous les établissemens soient évacués.

« Votre Excellence se trouvant maintenant informée, par la lecture de la note ci-dessus, des vues et de l'importance de cette négociation difficile, il s'agit de prendre connaissance, pour votre di-

rection, des diverses pièces y annexées que je vous adresse et recommande de la part de Sa Majesté, lesquelles consistent en avis, en instructions et renseignemens nécessaires, tant sur les désastres qui viennent d'avoir lieu très récemment, que sur d'autres malheurs dont nous nous trouvons menacés, et qui doivent en être la suite inévitable. En les lisant, vous ne pouvez que vous faire une idée juste de la perspective de la présente guerre, et bien plus exacte encore que je ne pourrais vous la donner moi-même.

« Quoique Sa Majesté soit tellement convaincue de votre zèle pour son service, qu'elle croie toute autre considération moins puissante auprès de vous, pour vous donner du courage dans l'accomplissement de ce grand œuvre, je ne puis cependant m'empêcher de fixer votre attention sur ce qui a rapport au bouleversement de l'Europe, sur les conquêtes des Français et leurs dévastations dans la Basse-Saxe. C'est un spectacle bien pénible pour nous que de voir des États faisant l'ancien héritage de Sa Majesté, transmis jusqu'à elle par ses illustres ancêtres, à travers plusieurs siècles, devenus maintenant la proie de la France. Nous sommes aussi très affligés du sort de notre armée d'observation, forcée de se retirer, sous les ordres de Son Altesse Royale, à Stade, au milieu des plus grands dangers; nous craignons que, malgré la magnanimité de Sa Majesté, et quoique

dirigée par la bravoure et l'habileté de Son Altesse Royale, elle ne se trouve dans la cruelle nécessité de recevoir la loi du vainqueur.

« Je passerai sous silence bien d'autres considérations affligeantes; il est inutile d'en entretenir Votre Excellence. Je lui ferai seulement observer, avant de lui parler de l'exécution du plan qui nous occupe, que nous sommes réduits au point que les faibles avantages du traité d'Utrecht, *l'opprobre ineffaçable de la dernière génération*, sont tout ce qu'il nous serait permis à présent de désirer, sans espérer pourtant de l'obtenir, puisque *l'Empire n'existe plus pour nous, que les ports des Pays-Bas sont livrés, que le traité hollandais sur les péages n'est plus exécuté, que Minorque et la Méditerranée sont perdus pour nous, et que l'Amérique elle-même nous offre bien peu de sûreté.*

« Dans cet état de choses, quelque funeste et calamiteux qu'il soit, Votre Excellence aura une nouvelle preuve que rien ne saurait ébranler la fermeté et le courage de Sa Majesté Britannique, ni affaiblir un seul instant l'intérêt qu'elle prend à la gloire de sa couronne et à la conservation des droits de son peuple. Il n'y a pas d'événemens, quels qu'ils soient, qui puissent détourner les vues de sa haute sagesse des véritables intérêts de l'Europe, ni l'empêcher de chercher, par une sollicitude généreuse, à éviter le bouleversement entier

du continent, ainsi qu'à conserver l'indépendance parmi les autres puissances. Dans des intentions aussi salutaires, le roi écoutant les conseils de sa prudence, a pris la résolution d'ordonner que les dispositions de la cour de Madrid, dans cette crise alarmante, soient sondées, et que, si elles pouvaient être favorables, une négociation soit ouverte sur-le-champ, sur les bases et pour les objets qui sont mentionnés dans le rapport ci-dessus.

« Le roi a une telle confiance dans vos talens et dans la connaissance parfaite que vous avez de la cour de Madrid, qu'il serait inutile de vous envoyer des ordres particuliers et des instructions sur les moyens et la manière de proposer cette idée ou de la présenter sous des rapports tellement avantageux de prime abord, qu'elle puisse frapper les esprits, et flatter les passions et les désirs de cette cour. On espère cependant que la fierté espagnole, et les sentimens personnels du duc d'Albe, se trouveront d'accord cette fois avec le grand intérêt de l'Espagne, qui ne saurait se flatter de conserver le système d'un égoïsme étroit et mesquin, et maintenir une neutralité dangereuse et sans gloire, au prix de la soumission de l'Europe, sans s'écarter de sa sage maxime qu'elle se vante de suivre comme un principe fondamental, savoir, qu'il faut rétablir la splendeur et l'indépendance de la monarchie espa-

gnole. M. Wall ne pourra pas manquer de sentir qu'il est de l'intérêt d'un ministre d'épouser avec ardeur les opinions nationales et chevaleresques de la nation qu'il sert. Ces considérations, parmi beaucoup d'autres, font espérer que la cour d'Espagne, quelque peu flatteuses que les apparences puissent être, ne se laissera pas éblouir ni tromper par les offres déjà faites, ou qui pourront lui être faites encore de la part de la France, surtout quand il est de la dernière évidence que des offres semblables, quelque éblouissantes qu'elles soient, ne peuvent être que le prix de la dépendance et du déshonneur.

« Je dois vous communiquer encore, en vertu des ordres de Sa Majesté, une autre idée importante qui a une connexité intime avec la mesure dont il s'agit, et qui en découle tout naturellement : elle est de nature à flatter les intérêts et les vœux de l'héritier présomptif, et deviendra pour vous, on l'espère du moins, une source d'où vous pourrez tirer quelques facilités pour votre négociation. Elle peut même fournir aux puissances étrangères de nouveaux moyens d'exécution de leurs plans de campagnes, si vous étiez assez heureux pour avoir un plein succès dans cette entreprise difficile. L'objet favori du roi des Deux-Siciles, conformément à son refus d'adhérer au traité d'Aranjuez, ne peut être autre que d'assurer à son second fils la succession éven-

tuelle du royaume dont Sa Majesté Sicilienne jouit maintenant, dans le cas où elle parviendrait, par la suite, à monter sur le trône d'Espagne. Le roi regarde comme de la plus grande importance que Votre Majesté cherche à pénétrer l'opinion du roi et de la famille royale, aussi-bien que celle de la nation espagnole, sur ce cas, qui se trouve dans l'ordre des choses possibles. Sa Majesté m'ordonne de vous recommander à cet égard la plus grande prudence et une scrupuleuse circonspection en touchant cette corde sensible, et en cherchant à lui faire entrevoir une matière délicate sur laquelle nous nous trouvons dans la plus grande obscurité, et où l'on doit rencontrer tant d'intérêts personnels, tant de passions domestiques parmi les têtes couronnées, et les princes de la famille d'Espagne. Quant à la cour de Turin, si intéressée dans tout projet qui concerne l'Italie, il est inutile de vous faire observer que tout nous commande une réserve extrême, et qu'on doit éviter de prononcer même son nom, jusqu'à ce que les choses aient, en quelque sorte, atteint leur maturité. Si nous nous trouvions dans ce cas, plus l'amour-propre de l'Espagne la porterait à prendre les devants et à se mettre à la tête des princes de l'Italie, pour agir de concert avec eux, mieux les vues de Sa Majesté se trouveraient remplies, en rendant ainsi plus avantageuse pour lui et plus utile aussi pour

le système futur de l'Europe, la condition d'un allié sûr et dévoué tel que le roi de Sardaigne. Il est peut-être convenable d'ajouter ici que nous savons de très bonne part que la cour de Naples s'est montrée avec raison ombrageuse contre les projets dangereux de la maison d'Autriche, dont le plan, par rapport à l'Italie, est visiblement d'empêcher la communication entre les Deux-Sicules et la Sardaigne, en s'établissant au centre de l'Italie, et de posséder une continuité de territoire depuis la mer de Toscane jusqu'à la Saxe et à Belgrade.

« Avant de terminer cette dépêche, déjà très longue, je dois, conformément aux ordres particuliers de Sa Majesté, vous recommander avec instance d'employer la plus grande réserve et beaucoup de circonspection dans l'ouverture que vous ferez du projet conditionnel relatif à Gibraltar, dans la crainte qu'on ne puisse par la suite interpréter la proposition comme une promesse de restituer cette place à Sa Majesté Catholique, alors même que l'Espagne n'accepterait pas la condition que nous demandons pour cette alliance. Dans le cours de toute cette négociation sur Gibraltar, vous prendrez un soin tout particulier de peser et mesurer chaque expression dans le sens le plus précis et le moins abstrait, de manière à rendre impossible toute interprétation captieuse et sophistique, qui présenterait cette proposition d'é-

change sous les termes énoncés ci-dessus, comme le renouvellement d'une prétendue promesse de céder cette place. Pour parler encore d'une manière plus claire et plus positive sur un sujet d'une si haute importance, je dois vous prévenir expressément, quoique cela ne me paraisse pas nécessaire, que le roi ne peut, même dans le cas proposé, avoir la pensée de remettre Gibraltar entre les mains de l'Espagne, jusqu'à ce que cette cour, par l'union de ses armes avec celles de Sa Majesté, ait réellement reconquis et rendu à la cour d'Angleterre l'île de Minorque avec tous ses forts et forteresses.

« Quant à cette partie du rapport concernant les établissemens formés par les Anglais sur la côte de Mosquitos et dans la baie d'Honduras, vous remarquerez, en lisant la copie ci-jointe de la dernière note de M. d'Abreu sur cette affaire, que, malgré le vague de cet écrit, il donne clairement à entendre, sur la fin, que la cour se contenterait, pour le moment, de l'évacuation de la côte de Mosquitos et des établissemens faits depuis peu dans la baie d'Honduras; c'est-à-dire, ainsi que lui-même l'a entendu, depuis la conclusion du traité d'Aix-la-Chapelle.

« Je regrette de me trouver dans la nécessité de rappeler en même temps le vif intérêt que le roi éprouve pour ceux de ses sujets dont la propriété a été méconnue dans la saisie de l'*Anti-*

gallican : le roi espère, de l'équité reconnue de Sa Majesté Catholique, que l'on prendra, à l'égard de leurs réclamations, une décision conforme à la justice, ainsi qu'à l'amitié qui subsiste entre les deux nations. » (¹)

L'ambassadeur connaissait trop bien la marche et les principes de la cour d'Espagne pour n'être pas convaincu qu'aucune séduction, aucun attrait, pas même la proposition d'une offre aussi flatteuse que la restitution de Gibraltar ne la ferait dévier de sa neutralité chérie, et entrer dans une querelle avec la France. Il se mit cependant en devoir d'exécuter les ordres de son souverain, quoiqu'il fût pénétré d'avance de l'inefficacité de ses démarches. Au reste, on donne pour certain qu'il reçut cette dépêche avec humeur, lui dont le caractère était si doux et si modéré, et qu'il se récria brusquement contre l'inutilité de la proposition faite dans ce moment, tandis que si elle l'eût été plus tôt, on aurait pu compter sur un plein succès. (²)

(¹) D'après ce que mon très digne ami, James Rivers, attaché au ministère d'état, m'a dit, M. Pitt dicta cette dépêche avec une sollicitude toute particulière, et il employa trois jours à sa rédaction.

(²) Je tiens de l'estimable M. Harpen, employé au Musée britannique, qui résida chez M. Keene comme aumônier et secrétaire en même temps, que quand il lui remit le paquet qui contenait la dépêche de M. Pitt, il était troublé en la lisant, et qu'en prenant son manteau il s'écria : « Comme

L'ambassadeur accusa la réception de cette dépêche importante et fit une réponse conçue en ces termes :

« Je vois, par plusieurs expressions de votre dépêche, que vous êtes assez bien informé des dispositions peu favorables de cette cour. Elles ne sont malheureusement que trop vraies. Aussi m'a-t-il fallu épier avec la plus grande attention une occasion favorable pour pouvoir commencer les insinuations que j'étais chargé de faire auprès du ministre espagnol. Je l'abordai donc pour lui demander qu'il voulût bien fixer l'heure qui lui conviendrait le mieux pour un entretien que je désirais avoir avec lui. Mon projet était de lui faire d'abord exhaler tout son ressentiment dans une courte conversation, persuadé que ce premier orage une fois passé, je le trouverais moins récalcitrant sur ce que j'avais à obtenir de lui.

« Ce qui se passa dans cette première entrevue se rattachant sous plusieurs rapports à l'entretien qui eut lieu plus tard, permettez que je vous en fasse part. Il commença par se plaindre vivement de sa position précaire, et, dit-il, entièrement fausse. Il l'attribue à la conduite que tiennent envers lui ceux-là même qu'il a voulu obliger. Deux choses surtout l'occupent fortement ; la pre-

ils vont de l'autre côté du détroit ! A quoi pensent-ils donc ? Maintenant c'est trop tard. N'importe, j'exécuterai les ordres qu'on me donne, quel que puisse être le résultat. »

mière, ce sont les insultes que font nos corsaires au pavillon espagnol, sans qu'un seul d'entre eux ait été puni, disait-il, depuis deux ans qu'ils se jouent des gardes-côtes et qu'ils attaquent les sujets de Sa Majesté Catholique, soit dans leur existence, soit dans leurs propriétés. Que puis-je répondre, s'écria-t-il, lorsque de toutes parts on m'adresse des plaintes? comment, je ne dis pas excuser, mais pallier ou atténuer ces torts manifestes? La forme de votre gouvernement est bien connue de ceux qui l'ont vu de près; il y a une utilité réelle à chercher à le comprendre; mais en Espagne, qui songe à cette étude? Au contraire, le refrain universel est que l'on ne peut entretenir aucune amitié avec une nation qui ne peut ou ne veut pas punir ceux qui bravent publiquement les lois.

« L'autre sujet de plainte sur lequel il ne tarit point, regarde ce qu'il se permet d'appeler nos usurpations en Amérique. Il tourmente sans cesse Abreu pour qu'il demande une réponse à la note relative à cet objet, sur lequel apparemment ce dernier n'a pas encore insisté. La conduite de ce ministre, sous bien d'autres rapports, n'a point l'approbation de son chef; mais on ne lui reproche pas d'être trop actif ni de mettre trop de vivacité dans ses relations avec les ministres de Sa Majesté Britannique. Mon intention étant de ne pas arrêter pour le moment l'effusion de tout

ce qu'il a sur le cœur, je me suis borné à lui faire en général des réponses très laconiques. Il m'a engagé à venir le voir le lendemain de bonne heure, non pas à son bureau, mais à son hôtel.

« Arrivé chez lui, précisément à l'heure indiquée, je l'ai abordé de manière à faire renaitre de sa part notre ancienne amitié et la confiance que j'avais su lui inspirer. Je lui ai dit qu'il s'était un peu trop échauffé la veille, et qu'assurément les délais involontaires qu'on a pu remarquer au sujet de la punition à infliger à quelques malfaiteurs de l'autre hémisphère, ne devraient pas être un obstacle pour empêcher l'accomplissement des grandes vues qu'il importerait à nos cours de prendre en considération dans ces temps calamiteux. Il éclata encore une fois en disant : « Pas un seul de ces coquins n'a été puni pendant deux ans. Comment pourrai-je me défendre ? vous connaissez ce pays aussi bien que moi. Comment pourrai-je lever la tête ? » Pour le calmer sur ce point, je lui fis observer que quant à l'autre sujet de plainte contre nous, relatif à ce qu'il lui plaisait appeler nos usurpations, j'avais toute raison de croire qu'il recevrait une satisfaction par le premier courrier dépêché par d'Abreu.....

« Il revint encore à la charge contre d'Abreu, et entra dans des détails sur ce qui s'était passé depuis qu'il avait déclaré que le roi, ayant égard à notre position avec la France, consentait à

traiter ces points dans une transaction amicale entre les deux cours. « Qu'avez-vous fait, me demanda-t-il, depuis cette époque? vous n'avez pas même donné une réponse à la note. Que n'a-t-on pas dit contre moi dans le conseil pour avoir consenti à soumettre à une discussion des choses qui intéressaient si évidemment la couronne d'Espagne, dont les droits ont été compromis par une semblable concession? »

« Pour ne pas être trop long sur l'article des restitutions, je les embrasserai toutes d'un seul mot, en disant que je crois que l'Espagne cherchera à se faire elle-même ce qu'elle appelle justice, si elle se persuade une bonne fois que nous ne la ferons pas; car c'est ce que M. Wall a voulu faire entendre quand il a laissé tomber ces expressions : « Très souvent, les gouverneurs espagnols, suivant les ordres généraux et les instructions qu'ils recevaient relativement à la défense des possessions qui leur sont confiées, ont chassé les Anglais qui allaient couper du bois, ou d'autres aventuriers, des endroits où ils étaient établis, sans que cela ait été regardé comme un acte d'hostilité contre la Grande-Bretagne. Au contraire, les deux nations ont maintenu leur amitié jusqu'à ce que, par la négligence des gouverneurs espagnols, et par les ruses des Anglais qui allaient couper des bois, ceux-ci fussent encore revenus à leurs cabanes sur les lacs et les marais, et eussent

occasionné de nouvelles disputes. L'Espagne, a-t-il ajouté, à quatorze vaisseaux de guerre sur mer, en ce moment dans ces parages. Elle pourra en avoir six de plus quand elle voudra. »

L'ambassadeur raconte ensuite la manière dont il s'y prit pour établir ses raisonnemens au sujet de l'offre de Gibraltar, et continue ainsi sa réponse à M. Pitt :

« Après vous avoir rapporté, le plus succinctement possible, les termes dont je me suis servi dans cette occasion épineuse, je m'empresse d'arriver au point le plus essentiel, savoir comment M. Wall reçut cette insinuation.

« L'importance du sujet éveilla toute son attention. Son esprit vif et pénétrant n'eut pas besoin de beaucoup de renseignemens sur les dangers dont l'Europe était menacée. Il me parla lui-même des principes qui l'avaient constamment dirigé depuis son entrée au ministère; il était donc parfaitement inutile de les lui rappeler. Lorsqu'il vint à discuter les deux points qui l'intéressaient le plus, ce qu'il fit avec beaucoup de clarté et de précision, il répondit à mon offre sur la restitution conditionnelle de Gibraltar par une politesse assez froide : « Vous n'ignorez pas, me dit-il, que je suis étranger dans ce pays-ci; je m'y trouve entièrement seul; pas un de mes collègues ne me seconderait; car leurs sentimens, qui sont ceux de la nation, ne les portent pas à s'en-

gager dans une guerre contre la France pour vos intérêts. »

« Il se plaignit ensuite de ce que l'Angleterre avait contribué à lui faire perdre la faveur de la nation, dont il aurait continué de jouir par des actes de justice de notre part, et par des ménagemens que nous aurions dû avoir, ne fût-ce que pour le soutenir; faveur, au surplus, ajouta-t-il, dont je me serais servi dans l'intérêt des deux puissances, malgré tout ce que la médisance aurait pu débiter sur mes penchans et sur mes idées politiques. En effet, il méprise hautement toutes les clameurs et toutes les préventions injustes sur son compte, étant convaincu par expérience, non moins que par les connaissances qu'il a acquises en Angleterre, que la manière de servir les intérêts de l'Espagne, c'est de cultiver une amitié sincère avec la Grande-Bretagne. Je crois avoir entrevu sur sa figure quelque chose qui ressemble au regret de ce que cette proposition soit arrivée trop tard; il paraît craindre que les circonstances ne l'empêchent peut-être d'en faire usage.

« Vous auriez raison de me reprocher la longueur de ma lettre, si elle contenait plus que les détails nécessaires pour que Sa Majesté puisse se faire une idée vraie de ce qui s'est passé. Je m'arrêterai donc ici, puisque j'en ai dit assez pour montrer la résolution de M. Wall de ne pas se charger de soutenir l'adoption des mesures

énergiques que demanderait l'exécution du projet, pas même d'en parler. Je ne crois pas qu'il fasse part de cette proposition à ses collègues, il en paraît même très éloigné.

« Ceux qui voient de près ce gouvernement ne peuvent que déplorer l'indifférence avec laquelle la situation présente de l'Europe est regardée par les personnes qui occupent ici les premières places à la cour, ainsi que la facilité avec laquelle on perd de vue des objets aussi intéressans, pour ne s'occuper que de bagatelles. Nous en avons des exemples très récents. Celui qui connaîtra à fond la nature de ce gouvernement, sera aisément convaincu qu'il n'y a ici ni activité, ni courage, ni uniformité dans les opinions, et qu'on ne peut en aucune manière se flatter qu'on puisse écouter la proposition de tirer l'épée contre les Français en faveur des hérétiques. On chercherait plutôt, je pense, des excuses pour justifier la soumission, que des moyens pour défendre leur honneur et leur indépendance.

« Je fais cette réflexion pour répondre à cette partie de vos dépêches dans laquelle vous avez la bonté de laisser à ma discrétion la manière de flatter les penchans, et de caresser les passions de cette cour près de laquelle je pourrais avoir quelque accès. Tout se borne à M. Wall seul. Il y a quatre secrétaires d'état qui sont les chefs de leurs départemens respectifs. Celui qui est chargé

des affaires étrangères n'a rien à faire avec la marine, la guerre et les finances; et si je m'adressais à quelqu'un de ces derniers sur les matières en question, ils leveraient les épaules, en même temps que je serais encore plus mal que je ne le suis avec M. Wall par cette démarche suspecte et inusitée. Le duc d'Albe a été pendant long-temps absent de la cour, et il a encore tout récemment obtenu la permission de prolonger son absence. Il paraît qu'il est ennuyé de traiter les affaires politiques. Le roi l'aime; mais la reine se garde bien de seconder son influence auprès de son auguste époux. Elle veut l'éloigner : tous ses soins tendront également à ne pas permettre qu'il existe une très grande harmonie parmi les autres ministres.

« Sans le faible état de santé dans lequel je me trouve, je vous ferais une description complète de cette cour. Vous m'excuserez donc. Je vous dirai seulement que le secrétaire de la guerre, Eslava, poussé par quelques têtes exaltées qui le gouvernent, est le mieux disposé à entreprendre la guerre contre nous. Le secrétaire de la marine n'aime pas la guerre; mais si on lui donne le choix, il sera plutôt contre nous que pour nous. Le comte de Valparaiso, qui est à la tête des finances, préférerait d'augmenter le trésor, et il ne voudrait dépenser l'argent ni pour ni contre nous. Comment pourrais-je, avec de tels mi-

nistres, et dans l'indolence universelle, me faire illusion et nourrir l'espérance, je vous le demande, de faire jaillir cette dernière étincelle de fierté et de noble courage, que l'Espagne a une occasion aussi favorable que glorieuse de montrer pour son propre bonheur et pour celui de l'Europe entière?

« Encore un mot en réponse à l'idée que vous avez énoncée comme ayant une connexité intime avec la mesure en question. Je veux parler du projet de faciliter les desseins du roi des Deux-Siciles, afin d'assurer à son second fils la possession de ces États dans le cas où il viendrait à monter sur le trône d'Espagne. Malheureusement l'indifférence ou plutôt le refus de l'Espagne, relatif à la grande affaire que nous venons de lui proposer, rend toute explication inutile sur ce point. En admettant même que la négociation se renouât, le roi d'Espagne ne verrait pas avec plaisir, selon moi, l'Angleterre ou toute autre puissance se mêler de ses contestations avec son frère le roi des Deux-Siciles : on considère ici cela comme une affaire de famille, dans laquelle personne n'a le droit d'intervenir. Le roi d'Espagne veut être obéi; son frère doit, selon lui, être docile à sa volonté et agir en tout comme lui. De son côté, don Carlos n'a garde de jouer le rôle de vassal. Cette diversité de sentimens fait que les deux cours ont souvent de l'humeur. Les deux

monarques s'écrivent régulièrement par chaque courrier, mais il n'est jamais question d'affaires dans leurs lettres : ils n'y parlent que du gibier qu'ils ont tué la semaine précédente. J'ai appris par hasard, mais d'une manière authentique, après l'arrivée de vos dépêches, que lorsque l'ambassadeur s'adressa à cette cour sur le sujet en question, on lui répondit que le roi de Naples aurait assurément lieu d'être satisfait de porter un jour la couronne d'Espagne, telle que son frère aîné la porte aujourd'hui.

« L'opinion de la nation espagnole en général est que ces États doivent revenir à la couronne d'Espagne, comme ayant été conquis par ses armes et avec ses trésors, et que ni le feu roi, ni la reine, n'eurent le droit de les séparer de la monarchie.

« J'arrive à cette partie de la dépêche qui prescrit de faire sentir à la cour d'Espagne la nécessité où elle se trouve de soutenir sa propre indépendance en même temps que celle de l'Europe ; et je suis très fâché d'avoir à ajouter que si la première partie de cette longue lettre n'est pas de nature à faire naître des espérances sur le succès de notre démarche, ce qui suit fournirait au besoin une confirmation encore plus positive de sa répugnance, ou plutôt de son refus absolu d'adopter des mesures aussi salutaires.

« Le 19 du courant, je reçus un billet de M. Wall, par lequel il me pria de l'aller voir

avant le départ du courrier français, qui partit le soir même. C'était pour me communiquer une lettre fort longue qu'il avait reçue de d'Abreu et qu'il me lut de la manière la plus grave, en ajoutant qu'il voulait m'épargner la peine d'entendre ses observations sur le contenu de cette lettre, les faits étant assez clairs d'eux-mêmes. Ils étaient réduits à trois, si je ne me trompe, savoir : 1°. les avis donnés au ministre espagnol à Londres par quelques ministres de Sa Majesté, relativement à la réponse favorable qu'on se proposait de faire à sa note dans l'affaire de la côte de Mosquitos et d'Honduras. Sur ce premier fait, M. Wall dit que d'Abreu avait eu tort, et qu'il aurait dû n'en plus parler à nos ministres. S'il eût été à sa place, il leur aurait laissé la liberté de faire ce qu'ils auraient voulu. Le second fait concernait l'interprétation du traité de 1667 sur les marchandises de contrebande, et de notre rétractation sur la manière de l'interpréter quant aux marchandises de l'Inde orientale. Le troisième fait avait rapport à notre indolence à l'égard de nos corsaires, que nous n'avions pas punis, malgré les belles promesses que nous avions faites à l'Espagne sur cet article. M. Wall a écrit une lettre assez dure à d'Abreu, en lui reprochant sa tiédeur, ce qui contribuera sans doute à augmenter l'aigreur de ses expressions dans ses conférences ou dans ses notes.

« J'ai essayé en vain de lui persuader que c'étaient là des affaires bien secondaires à côté des grandes vues dont j'avais parlé. Au lieu de le convaincre, je n'ai fait que l'aigrir. Quel moment choisissez-vous, m'a-t-il dit, pour nous parler de l'affranchissement de l'Europe et de votre union intime avec l'Espagne? est-ce après nous avoir donné tant de sujets de plainte, que l'on ose nous faire une telle proposition? Ce n'est pas seulement vous, mais vos ennemis les Français et les Autrichiens qui s'occupent sans relâche à souffler le feu contre vous, en nous rappelant votre conduite contre l'Espagne. En admettant même que l'Europe puisse être asservie, que pourrait-il nous arriver de pis que ce qui nous arrive maintenant? On nous négligera peut-être, mais au moins ce seront les plus forts, ce seront ceux de notre propre sang, nos proches qui pourront nous offenser. Et que pouvons-nous attendre de vous après le succès, puisque vous nous traitez si mal à présent même que vos affaires offrent une perspective si peu rassurante? Il se peut que vous fassiez la paix; j'ai même entendu dire que l'on a déjà fait des ouvertures à la France, par l'entremise du ministre danois qui y est arrivé dernièrement : cela nous tiendra avertis de ne pas être les amis de l'Angleterre, même après la paix avec la France, jusqu'à ce que nous ayons obtenu satisfaction pour les griefs dont j'ai déjà parlé.

« Vous voudrez bien excuser, monsieur, la longueur de cette lettre, dont le contenu est d'ailleurs si peu satisfaisant. Il fallait bien répondre sur tous les points que comprend la mission dont j'ai été honoré. Sa Majesté ne devait rien ignorer de ce que j'ai fait pour remplir ses intentions, ni le résultat peu favorable de mes démarches. Quant aux réponses de M. Wall, je les ai rapportées, en me servant de ses propres expressions, pour ne point affaiblir sa pensée, ce qui serait arrivé si j'avais voulu la rendre avec les miennes.

« Il n'est pas besoin, j'en suis sûr, de vous exprimer combien il aurait été satisfaisant et glorieux pour moi, vers la fin de ma carrière, d'exécuter les ordres de Sa Majesté, si ma mauvaise étoile et mes faibles talens n'eussent pas rencontré des obstacles insurmontables. Mais, puisque je n'ai point été assez heureux pour réussir, qu'il me soit du moins permis de prier humblement Sa Majesté de m'accorder ma retraite : je ne l'aurais jamais demandée sans un état valétudinaire qui m'empêche souvent de me livrer autant que je le voudrais à mon zèle pour son service. Sans ma mauvaise santé, j'aurais continué mes fonctions aussi long-temps que Sa Majesté aurait jugé convenable d'exiger mes faibles services à la cour où je réside. » (1)

(1) Sir Benjamin Keene à M. Pitt, le 26 septembre 1757.
(Très réservé et confidentiel.)

M. Wall avait prévu le funeste résultat de ces querelles interminables ; il cherchait à se débarrasser d'une position aussi incommode et aussi dangereuse. On répandit même le bruit que le marquis de Grimaldi était nommé pour le remplacer.

Sir Benjamin Keene raconte de la manière suivante les circonstances qui empêchèrent l'exécution de cette sage et noble résolution.

Madrid, 26 septembre 1757.

« Après avoir fini la longue lettre que vous recevrez par ce messager, j'étais loin de m'attendre d'avoir encore à recueillir de nouveaux matériaux pour les ajouter aux premiers. Quoique son contenu ne soit pas satisfaisant, elle est néanmoins assez importante, en ce qu'elle donne une idée des choses et des personnes dont je suis entouré. Il faut cependant que je vous raconte une anecdote qui pourra vous éclairer encore davantage sur les personnages de cette cour. Elle servira du moins à vous confirmer ce que je vous ai déjà dit.

« Pendant que j'étais aux eaux de Sacedon, M. Wall ; s'apercevant que sa santé s'affaiblissait, et ennuyé des affaires, rédigea une note formelle et circonstanciée contenant les motifs qui le portaient à donner sa démission. La reine, qui sait tout ce qui se passe, eut connaissance de son projet. Il en résulta que la substance de l'écrit fut

connue , mais que l'écrit lui-même ne fut pas remis. La reine voulut que M. Wall restât à son poste; le roi fut du même avis. Enfin, l'un et l'autre l'engagèrent, de la manière la plus flatteuse et la plus honorable, à attendre encore quelque temps; mais alors même qu'on l'accablait d'égarde et de caresses, il n'obtint pas la moindre faveur ni la plus petite augmentation de pouvoir. Le duc d'Albe et Wall sont tous les deux bien décidés à se retirer aussitôt qu'ils le pourront. Ils paraissent peu contents l'un de l'autre, soit à cause de leur conduite réciproque pendant leur ministère, soit par la volonté qu'ils montrent de part et d'autre de se séparer en quittant les places qu'ils occupent. Le duc a la permission de rester à la campagne jusqu'au retour de la cour, de l'Escorial. Je ne pense pas que toutes ces vivacités et ces dispositions puissent avoir des suites pour le moment; si quelque changement doit avoir lieu, ce ne sera pas avant la fin de décembre.

« Vers la même époque où le public apprit que M. Wall avait l'intention de se retirer, le bruit courut aussi que le marquis de Grimaldi, ministre à La Haye, avait obtenu un congé; il n'en fallut pas davantage pour qu'on le désignât aussitôt pour successeur de M. Wall. Mais je puis assurer Sa Majesté que cela ne sera pas; et que si l'opinion du ministre actuel doit prévaloir, ni Grimaldi, ni aucun autre *étranger*, n'entrera an

ministère espagnol, quand il viendra à le quitter : maxime très salutaire, n'importe pour laquelle des nations rivales cet étranger dût se déclarer.

« Lorsque je me suis permis de vous alléguer ma santé en finissant ma longue missive, je croyais que je ne serais pas en état de vous en adresser une nouvelle ; mais je profite d'un moment de calme, que mes indispositions m'ont laissé ce matin, pour vous entretenir encore de ma situation. Vous pouvez juger par là de la peine que j'éprouve en me trouvant chargé d'une mission aussi importante.

« Au moment où vos dépêches du 23 août me sont parvenues, j'étais attaqué d'une fièvre inflammatoire qui avait été précédée de symptômes dangereux pendant plusieurs jours. Aussitôt que je fus en état de sortir, je me suis empressé de remplir les ordres de Sa Majesté ; mais il m'a fallu, pour écrire la longue lettre qui précède celle-ci, que je m'y reprisse à plusieurs fois. De nouvelles attaques me sont survenues depuis, ce qui m'a beaucoup affaibli. Je suis vraiment honteux de vous tant parler de moi-même, mais vous serez assez bon pour convenir que je dois le faire, puisqu'il s'agit du service de Sa Majesté dans une circonstance aussi critique. J'ajouterai même avec non moins de vérité que de résignation que, si la permission de Sa Majesté de quitter cette résidence ne me parvient pas incessamment, je suis

fondé à craindre qu'elle n'arrive trop tard. » (1)

Le présage qui termine cette lettre ne fut malheureusement que trop bien accompli ; car l'offre de Gibraltar fut la dernière communication dont fut chargé cet habile ministre , en proie aux souffrances d'une maladie de langueur. Son corps s'affaiblissait , et son esprit était sensiblement affecté par suite de l'indécision du dernier gouvernement. Il tomba bientôt dans un découragement total en voyant le peu de cas que l'on faisait de ses longs et importants services, tandis que Duras avait été magnifiquement récompensé de sa mission temporaire, qui ne fut suivie d'aucun succès. Sir Benjamin Keene n'eut d'autres récompenses pour ses négociations difficiles qu'une simple approbation de sa conduite. Quand il réussit à renverser Ensenada, on lui conféra l'ordre du bain, qu'il demandait depuis bien long-temps, non par vanité, mais pour donner plus d'éclat et de considération à sa mission auprès d'une cour dans laquelle on ne voyait pas un ministre public qui ne fût décoré d'un ruban. On accompagna cette faveur de la pension assignée d'ordinaire aux ministres du roi près des autres cours. A la fin, il reçut la permission de retourner en Angleterre pour respirer l'air natal ; mais ce congé arriva trop tard. Il mourut quelques jours après qu'il

(1) Sir Benjamin Keene à M. Pitt ; Madrid, 26 septembre 1757. (Correspondance privée.)

eut écrit cette mémorable dépêche, laissant un grand vide dans la diplomatie de l'Angleterre, et précisément au moment même où ses grandes connaissances, ainsi que son habileté supérieure, étaient le plus nécessaires. Cette perte fut en partie réparée par la nomination du comte de Bristol, qui était, à la vérité, un gentilhomme non moins distingué par son rang que par ses talens, mais à qui il manquait cette connaissance des localités et du caractère espagnol, que son prédécesseur avait acquise au suprême degré par une longue expérience.

CHAPITRE LVIII.

1758 — 1759.

Mort de la reine Barbe. — Affliction de Ferdinand. — Sa maladie et sa mort. — Remarques sur son caractère et sur son administration. — Intrigues pour disposer de cette couronne en faveur du duc de Parme.

PAR malheur pour l'Espagne et pour l'Angleterre à la fois , le règne prospère et pacifique de Ferdinand était sur son déclin.

La maladie habituelle de la reine faisait chaque jour des progrès ; elle dépérissait à vue d'œil. Déjà à Madrid et dans d'autres capitales de l'Europe , on se livrait d'une manière peu décente à des projets pour la remplacer. L'ambassadeur français disait confidentiellement que madame Victoire, la fille cadette de Louis XV, lui succéderait. Les cours de Vienne et de Turin montraient moins d'empressement pour donner une reine à l'Espagne ; mais les politiques, non moins empressés que dociles à suivre les conseils de l'égoïsme , étaient loin de se douter de l'attachement vif et profond que Ferdinand avait pour sa femme. Sa mort, arrivée le 27 août 1758, agit

fortement sur un cœur trop faible pour supporter une véritable affliction. Il tomba dès ce moment dans la plus noire mélancolie ; il s'enferma dans le château de Villaviciosa , refusa de s'occuper des affaires du gouvernement , ne prononça plus un mot , et ne voulut consentir à prendre ni nourriture ni repos. L'art n'était pas assez puissant pour guérir cette maladie de l'esprit ; ses forces furent bientôt épuisées par un chagrin continuels aussi amer. Lord Bristol , ambassadeur d'Angleterre , va nous décrire l'état de maladie de l'auguste personnage.

« La situation extraordinaire dans laquelle ce pays-ci se trouve , par suite de l'indisposition du roi , fait que toutes les affaires sont paralysées. Il a gardé le lit pendant sept jours ; on l'a saigné deux fois en vingt-quatre heures. On lui a administré des médicamens ; mais son aversion pour les affaires augmente tous les jours ; il ne veut voir d'autres personnes que ses médecins. M. Arriaga se rendit à Villaviciosa ; mais le roi ordonna de ne pas le recevoir. On ne permit pas non plus à M. Eslava d'entrer , comme c'était la coutume. Il y a six jours que M. Wall n'a vu Sa Majesté. Le duc d'Albe est venu à Madrid le 23 , il y est encore ; mais le roi ne reçoit personne , et pendant ces trois derniers jours on a défendu l'entrée à l'infant don Louis même , par ordre de son frère. Le roi est tellement triste , que rien

ne peut le divertir, et telle est la taciturnité qui règne maintenant ici, que pas un rapport ne peut être fait, ni un ordre expédié. Il est impossible de prévoir ce qui résultera d'une situation si précaire. » (¹)

« Le roi catholique, disait lord Bristol dans une autre lettre, reste toujours à Villaviciosa sans qu'on ait aucun espoir de changement dans sa santé. Il serait difficile de décrire la situation actuelle du ministre espagnol. M. Wall ne nie point que la disposition mélancolique du roi ne soit parvenue maintenant à affecter sa tête; mais il ajoute qu'il n'a prononcé aucun mot qui annonce l'aliénation. Il ne veut pas qu'on lui fasse la barbe, et il se promène en robe de chambre et en chemise; celle-ci n'a pas été changée depuis un temps incroyable. Il ne s'est pas couché pendant dix nuits. On croit qu'il n'a pas dormi cinq heures depuis le 2 de ce mois, et encore ce n'a été que par divers intervalles d'une demi-heure chaque, assis dans son fauteuil. Il ne veut pas se coucher; car il s' imagine que quand il sera dans cette position, il mourra. » (²)

La mort vint délivrer Ferdinand de cette triste situation le 10 août 1759, dans la quarante-septième année de son âge, et la quatorzième de son règne.

(¹) Le comte de Bristol à M. Pitt, 25 septembre 1758.

(²) Le même au même, 13 novembre 1758.

D'après la relation d'un écrivain¹ contemporain, Ferdinand était petit de taille ; sa figure était expressive et prévenante sans être belle ; il avait les yeux bleus : toute sa physionomie était celle des Bourbons ; posé et calme par caractère, il tenait, quant aux manières et au maintien, plus de la vivacité et de la grâce des Français, que de la gravité et du flegme des Espagnols. (')

Ferdinand fut un prince doué de peu de capacité ; mais il fut naturellement ami de la justice et de la paix. Il adopta un système de politique très avantageux pour son pays, le suivit avec courage et intégrité, sans se laisser ébranler par des menaces, des tentations ou des promesses, et sans avoir égard aux liens de famille, ni au penchant des affections particulières. Il offre, par cette conduite, un exemple bien rare dans l'histoire des nations. Des personnes imbues des préjugés d'une politique intéressée, inspirées par l'esprit de parti et la passion d'un héroïsme extravagant, ont accusé ce bon roi de s'être livré à l'indolence, et d'avoir abandonné l'honneur national. La postérité plus équitable, parce qu'elle est impartiale et n'écoute pas la voix des passions, rend justice à la sagesse de ses mesures, et lui décerne le nom mérité de Ferdinand le Sage. Son règne tranquille offre la plus longue période de paix dont l'Espagne ait joui depuis Philippe II ;

(') BECCATINI, *Storia de Carlo III*, p. 191.

pendant que les nations voisines éprouvaient les horreurs de la guerre, son peuple faisait des progrès rapides dans l'agriculture, l'industrie et le commerce. Monarque philosophe et tendre époux, il gagnait, par une administration paternelle, une gloire mille fois préférable aux triomphes sanglans qui font le malheur des peuples, et il conquit par ses vertus l'amour de ses sujets, qui l'adoraient comme leur père, leur bienfaiteur, et le restaurateur de la patrie.

Ferdinand était économe sans être parcimonieux ; mais il se montrait libéral et généreux quand il s'agissait de secours publics ou particuliers. Un exemple, entre autres, de cette libéralité est rapporté dans la correspondance du ministre britannique. « Il faut, dit M. Keene, que je vous raconte un beau trait de charité de Sa Majesté Catholique. Les provinces de l'Andalousie éprouvent en ce moment la plus grande disette, causée par le malheur d'une sécheresse continue. Les habitans n'ont ni argent pour acheter leur nourriture, ni blé à semer pour la récolte prochaine ; ils sont sur le point d'abandonner le pays, et de se retirer dans la Vieille-Castille. Le roi, qui veut remédier à leur souffrance, et obvier à tous les désordres qui en proviendraient, a envoyé le corrégidor, magistrat civil de Madrid, avec une somme de cinq cent mille dollars, pour qu'ils soient distribués à ce peuple malheureux ;

de plus, un crédit pour une somme bien plus considérable encore a été ouvert dans les diverses trésoreries des provinces, pour l'employer à la même destination si on le juge nécessaire. » (1)

Malgré ces bienfaits, et une foule d'autres qu'il avait répandus, Ferdinand laissa des sommes considérables dans les coffres publics. Le principe d'une économie poussée trop loin fit naître sous ce règne, il faut l'avouer, une mesure aussi injuste qu'impolitique. Par suite des raisonnemens sophistiques du confesseur, et sur les représentations d'Ensenada, le roi consentit à faire suspendre le paiement des dettes contractées par son père, et donna par là un mauvais exemple, qui contribua à ruiner le crédit public et diminua considérablement les revenus de la couronne.

Le règne de Ferdinand fut signalé par un changement important de politique à l'égard de l'Eglise, dont la nécessité avait été depuis longtemps vivement sentie par ses prédécesseurs.

Avant cette époque, les papes avaient nommé à toutes les dignités ecclésiastiques et autres bénéfices qui venaient à vaquer pendant huit mois de l'année (2), qu'on appelait par cette raison mois apostoliques. Quant aux bénéfices de ceux qui décédaient à Rome, les papes avaient le droit d'y

(1) Dépêches de M. Keene.

(2) Ces huit mois étaient janvier, février, avril, mai, juillet, août, octobre et novembre.

nommer, n'importe le mois de l'année dans lequel ils devenaient vacans. Ils avaient aussi chargé tous les bénéfices en établissant des droits sous les différens noms d'expectations, réserves, indultes, annates et quinzième. Ils jouissaient aussi des biens appartenant aux évêques décédés, et du revenu de tous les bénéfices consistoriaux pendant une vacance. Enfin, ils expédiaient des bulles pour ceux du patronage ecclésiastique qui viendraient à vaquer pendant les huit mois réservés.

Des abus innombrables découlaient de ce système de patronage. Les bénéfices à la nomination du saint-siège étaient d'ordinaire conférés à des étrangers et chargés de pensions, souvent avec ce qu'on appelait *cedulas bancarias*, une sorte de contrat par lequel le candidat s'obligeait à contribuer à la chambre apostolique pour une certaine somme. Si cette somme n'était pas payée à l'époque convenue, la quittance de la chambre ne pouvait être obtenue ensuite que moyennant des sacrifices énormes, et des agens étaient envoyés en Espagne pour l'exécution du contrat. L'administration du revenu des bénéfices vacans et des biens des prélats décédés, appelés *spolios y vacantes*, était aussi confiée à une chambre composée d'Italiens qui, sous divers prétextes, en gaspillaient la principale partie. Des sommes très considérables sortaient tous les ans d'un pays déjà appauvri par l'effet des fautes de son gouverne-

ment et de sa mauvaise économie politique. On pourra évaluer le montant de ces sommes d'après la donnée suivante : les *cedulas bancarias* à elles seules retiraient des bénéfices espagnols le cinquième de leur revenu.

L'agent employé par Ferdinand pour affranchir sa couronne et son peuple de ce vasselage spirituel, fut l'abbé Figueroa, dont le caractère doux et conciliant le rendait propre à remplir cette tâche difficile. Grâce à son adresse, à sa discrétion, ainsi qu'aux larges concessions que fit le monarque, on réussit à signer un concordat avec Benoît XIV, le 11 janvier 1753, lequel fut ratifié par une bulle du pape dans le mois de juin suivant.

Par ce concordat, le pape confirma l'ancien droit que les rois d'Espagne ont de nommer à tous les bénéfices consistoriaux ; il renonça au patronage des mois apostoliques et au droit de charger les bénéfices avec des *cedulas bancarias*, et il donna son consentement pour qu'à l'avenir le revenu des *spolios y vacantes* fût administré par un ecclésiastique espagnol, et affecté à des dépenses religieuses, en accordant tacitement au roi la faculté de disposer de ces fonds et même d'en employer une portion à l'encouragement de l'industrie et à la récompense des services militaires.

La cour de Rome devait recevoir pour indem-

nité un million à peu près d'écus romains : elle conservait le patronage de cinquante-deux dignités ecclésiastiques ; elle devait continuer à percevoir le montant des droits sur les dispenses matrimoniales. La bulle de la croisade devait être perpétuelle. (')

Ferdinand, tout en encourageant, suivant l'exemple de son père, les progrès de l'industrie et l'augmentation des manufactures, donna aussi une attention spéciale à tout ce qui pouvait contribuer à l'amélioration de l'agriculture nationale.

Si l'on ne peut compter ce monarque au nombre des souverains qui ont le plus libéralement protégé les arts et les sciences, on ne peut disconvenir qu'il augmenta et ranima les institutions de Philippe V. Par lui l'école des arts libéraux, peinture, sculpture et architecture, fut érigée en académie royale, et dotée convenablement pour qu'elle pût envoyer à Rome, à l'effet d'y continuer leurs études, les élèves qui annonçaient les meilleures dispositions. N'oublions pas aussi qu'il fonda le jardin botanique du Prado, qui fut le premier établissement de ce genre en Espagne. N'eut-il pas encore le mérite de soutenir Ensenada dans les efforts qu'il fit pour naturaliser dans son royaume les arts, les sciences, et en général les inventions et perfectionnemens des nations étrangères ?

(') LA BORDE, vol. V, p. 23. BOURGOIN, ch. XII.

La reine, de son côté, se signala de même comme fondatrice du couvent de Las Salesas pour l'éducation des filles qui appartenaient à des familles distinguées. (')

Ferdinand fit un testament verbal qui fut rendu authentique par les grands-officiers de l'État, déclarant son frère Charles successeur à la couronne, et nommant régente la reine douairière, jusqu'à l'arrivée du nouveau souverain.

Pendant l'état chancelant de la santé du roi, et surtout tant que dura l'espèce d'inter règne occasionné par sa dernière maladie, on se remua beaucoup pour disposer de la couronne en faveur de don Philippe. Un parti puissant se forma par l'influence de la France, ou du moins de son consentement. Les intrigues, découvertes d'abord, lors de la prise des papiers d'Auguste III, en 1756, furent confirmées après par des avis que la cour d'Angleterre reçut des autres pays. Il est difficile, à la distance où nous sommes aujourd'hui du temps de ces négociations, assez mystérieuses d'ailleurs par leur nature, de bien connaître la vérité; mais ces avis présentèrent assez d'importance et d'authenticité pour être communiqués à la cour de Naples. Voici la lettre secrète et confidentielle écrite par M. Pitt à ce sujet, à sir James Gray, ministre de l'Angleterre près de cette cour.

(') IRIARTE, *Histoire d'Espagne*, p. 257.

Whitehall, 1^{er} décembre 1758.

« Le roi a reçu dernièrement un avis, venant de personnes de la plus haute considération ; le sujet en est aussi des plus importans, et le roi de Naples s'y trouve tellement intéressé, que Sa Majesté m'a ordonné de vous le transmettre pour votre instruction. Je dois vous faire observer d'abord qu'attendu l'extrême délicatesse de cette matière et le secret inviolable relativement au canal par où l'avis est parvenu, le roi ne peut donner une meilleure preuve de la confiance qu'il a dans votre prudence et dans votre discrétion, qu'en m'ordonnant de vous transmettre des renseignemens d'une nature aussi extraordinaire. Sa Majesté se plaît à croire que vous en ferez usage seulement dans le cas où une occasion favorable viendrait à s'offrir de les communiquer utilement. Elle espère qu'alors même vous le ferez avec le plus grand secret et beaucoup de circonspection. Voici la substance du contenu de l'avis :

« La cour de France, convaincue qu'elle ne doit plus compter sur le rétablissement de la santé du roi d'Espagne qui, outre ses infirmités corporelles, se trouve tant soit peu atteint dans ses facultés morales, s'est vue dans la nécessité d'abandonner les projets qu'elle avait formés lors de la maladie de la reine, et de revenir aussi sur les autres plans conçus après la mort de cette prin-

cesse. Maintenant, il est question d'un nouveau projet, savoir : depuis trois semaines ou un mois (la date de l'avis est du 14 novembre), on se donnait un grand mouvement pour engager le roi d'Espagne à abdiquer la couronne en faveur de don Philippe. Le projet demande pourtant les plus grands ménagemens de la part de la France pour don Carlos (c'est ainsi qu'on l'appelle); car on ne voudrait pas lui donner occasion du plus léger mécontentement, prévoyant le cas de son élévation à la couronne d'Espagne. Bref, l'attention de la cour de Versailles est absorbée par les affaires de ce royaume. Sous peu, il doit se passer de grandes choses en Espagne.

« J'ai à ajouter que, selon d'autres avis qui contiennent aussi des circonstances relatives à cette même affaire, il paraît très probable que des machinations non moins secrètes que dangereuses sont en jeu maintenant de la part des partisans de la France à la cour de Madrid. Dans cet état de choses, il n'est pas besoin de vous rappeler les ordres précédens du roi sur le soin que vous devez mettre à observer, avec toute l'attention et la vigilance possibles, tout ce qui se passe à la cour de Naples. Il faut surtout savoir jusqu'à quel point cette cour est inquiète et alarmée dans une position aussi critique et aussi précaire, et saisir ce moment favorable et peut-être unique, pour tirer parti de ses craintes et de ses espérances; il

importe de lui faire bien sentir tout l'avantage qui résulterait pour elle, et l'appui que trouverait sa fermeté, si elle voulait entrer dans les vues de Sa Majesté, dont le plus vif et le plus sincère désir est de donner au roi de Naples des témoignages éclatans de son amitié et de ses dispositions à embrasser la défense de son auguste famille. »

Cet avis, quelle que fût d'ailleurs la foi qu'il méritait, ne laissa pas que d'éveiller l'attention de Charles, et il fit sur la reine Amélie une vive impression qui devint favorable à la politique de l'Angleterre pendant le court intervalle qu'elle vécut, depuis l'avènement de son mari au trône d'Espagne. (*)

(*) La lettre suivante de lord Bristol au ministre Pitt, renferme quelques détails sur les derniers momens de Ferdinand VI, et sur les mesures qui furent prises dans cette circonstance critique.

Madrid, 13 août 1759.

« Avant que cette dépêche puisse parvenir en Angleterre, l'événement important qui vient d'avoir lieu en Espagne y sera déjà connu : je veux parler de la mort du roi catholique, qui décéda vendredi dernier 10 de ce mois, vers quatre heures un quart du matin. Je m'adressai sur-le-champ au général Wall pour obtenir l'ordre qu'on me fournit des chevaux de poste, afin d'expédier le courrier Potter; mais je reçus la réponse d'usage dans de semblables occasions, qu'il me l'enverrait aussitôt que la même communication aurait été faite aux ministres étrangers, et c'est ce matin

seulement que j'ai pu faire partir ce messenger. Voulant profiter de cette occasion si sûre, je vais vous raconter ce qui a précédé la dernière attaque éprouvée par S. M. C. Je vous donnerai en même temps quelques détails relatifs à sa maladie, ainsi qu'aux mesures adoptées dans cette occasion importante.

« L'avis des médecins sur le feu roi d'Espagne, avait été que Sa Majesté ne pouvait plus être rendue à la raison, mais que pour ce qui concernait sa maladie corporelle, on était fondé à espérer que Sa Majesté pourrait continuer encore à vivre pendant plusieurs mois. On fit part de cette opinion des médecins à la cour de Naples, à laquelle divers avis particuliers très pressans étaient également parvenus de différens endroits sur l'indispensable nécessité de ne pas laisser plus long-temps le royaume dans l'état d'anarchie où il se trouvait. En conséquence des ordres communiqués au prince Yaci par son auguste maître, Sa Majesté adressa, les 4 et 5 de ce mois, des lettres circulaires au gouverneur du Conseil de Castille, au conseil lui-même, à la plupart des membres de ce tribunal en particulier, aux capitaines généraux de diverses provinces, et aux commandans de plusieurs places fortes. J'ai l'honneur de vous en adresser ci-joint des extraits traduits en anglais sous les nos 1, 2, 3 et 4. Au milieu de la surprise et de la consternation que produisirent ces lettres parmi les personnes à qui elles avaient été adressées avec demande de réponses, on apprit de Villaviciosa, que le roi catholique avait eu une attaque d'apoplexie lundi soir (le 6), un peu après neuf heures, à laquelle il était impossible qu'il survécût long-temps.

Le dimanche 5, ce monarque fit venir le curé du palais, nommé Rada, et lui dit qu'il voulait se confesser. Au grand étonnement de ce prêtre, il parcourut sa vie passée avec autant de piété que de componction; et pendant la confession, il conserva tout son bon sens et toute sa raison. Le curé

donna l'absolution à Sa Majesté Catholique ; mais le jugement du monarque commençant peu après à se troubler, il ne crut pas convenable de lui administrer l'Eucharistie. Le roi continua d'être dans un état de convulsion et de fureur jusqu'au moment où il éprouva le coup d'apoplexie ; et après plusieurs accès plus forts les uns que les autres le mardi , le mercredi et le jeudi , il rendit le dernier soupir le vendredi à l'heure indiquée plus haut. Le nonce du pape s'était rendu à Villaviciosa le jeudi dans l'après-midi , avait donné à Sa Majesté la bénédiction apostolique et l'absolution accoutumées *in articulo mortis*. Des courriers furent aussitôt expédiés à Saint-Ildephonse ; deux autres furent dirigés vers Naples par terre, et un autre partit par mer de Carthagène, où se trouvait depuis quelques jours une frégate prête à mettre à la voile pour cette mission. L'escadre de Cadix , qui avait aussi depuis quelque temps ordre de passer le détroit de Gibraltar pour se réunir à celle de Carthagène, devait appareiller vers Naples au signal convenu , pour y attendre les ordres du roi Charles III.

Le prince Yaci se rendit à Saint-Ildephonse dans la matinée du vendredi , aussitôt après la mort du roi. Le testament de Sa Majesté Catholique , signé par le duc de Bejar, premier majordome de la maison du roi, en présence de plusieurs grands , et par ordre exprès du roi qui ne pouvait pas signer, renfermait ce que j'ai eu l'honneur de vous communiquer il y a quelques mois , aussitôt que j'eus connaissance des principales dispositions qu'il contenait , savoir : nommer la reine douairière régente de ces royaumes jusqu'à l'arrivée de don Carlos , le successeur légitime , que Sa Majesté avait institué son héritier universel , en lui recommandant seulement de payer les dettes de Philippe V, d'avoir soin des personnes attachées à son service domestique, et à celui de sa femme la reine Barbe de Portugal , et de faire célébrer un grand nombre de messes pour le repos de son

âme. Sa Majesté Catholique défendait expressément de faire embaumer son corps, et elle ordonnait qu'il fût déposé à côté de celui de la reine dans le couvent de las Salesas, bâtiment superbe élevé et doté par cette princesse à Madrid pour un certain nombre de religieuses.

En conséquence le corps du roi fut transporté hier de Villaviciosa, et arriva au couvent vers dix heures du matin. Il sera placé dans le caveau après les obsèques ordinaires qui durent pendant neuf jours : le convoi funèbre était accompagné d'un détachement de chacune des trois compagnies des gardes-du-corps. Le corps était placé sur une voiture de la cour trainée par six mules ; trois autres le suivaient de près ; venaient ensuite huit voitures occupées par les personnes attachées au service de la maison royale, et cinq par les vingt plus anciens valets de chambre ; les grands officiers ainsi que les grands qui vinrent au-devant du cortège à quelque distance de Madrid, étaient à cheval. La reine-mère régente du royaume (car c'est ainsi que tous les ordres sont maintenant expédiés au nom de Sa Majesté), quittera Saint-Ildephonse jeudi prochain 16 du courant ; elle couchera à Campillo, où Philippe V avait l'habitude de s'arrêter dans ses voyages de Madrid à la résidence royale ; elle arrivera au *Buen-Retiro* vendredi soir.

On ne peut se faire une idée du trouble et de la confusion qu'il y a ici, quoiqu'on s'attendit depuis long-temps à cet événement. Il règne partout un air de mystère réel ou apparent sur tous les visages. On ne sait pas si la reine n'a des pouvoirs étendus que provisoirement pendant la régence, ou si les ordres de Naples auront aplani pour cette princesse le chemin à cette autorité illimitée qui a toujours été l'objet de ses vœux. A peine sait-on la manière de lui rendre hommage, dans l'incertitude où l'on se trouve sur les intentions de la cour de Naples. Beaucoup de personnes craignent d'aller trop loin en dévouement à la reine douai-

rière, parce que son pouvoir devra cesser à l'arrivée de son fils, et cependant personne ne veut non plus rester en arrière dans les hommages et les protestations. Tous ceux qui ont négligé la reine Élisabeth pendant le dernier règne, sachant que c'était le moyen sûr de plaire au roi et à la reine, et d'obtenir des grâces, sentent maintenant le danger d'une conduite peu réfléchie. Mais quelle que puisse être la pensée de la reine régente à leur égard, on lui rend la justice de croire qu'elle finira par oublier l'ingratitude des courtisans malavisés, et que sa conduite extérieure ne trahira pas les secrets de son âme.

Il est à présumer que rien ne sera changé ici jusqu'à l'arrivée du roi catholique, comme il est très probable aussi qu'il y aura alors de grands changemens. Le duc d'Albe a parlé de son intention de quitter les affaires, à raison de sa mauvaise santé; il a fait préparer deux superbes châteaux, l'un dans la Vieille-Castille, et l'autre dans l'Estremadure; le plus près de Madrid est à trente lieues au moins (cent vingt milles anglais). Le comte de Valparaiso, secrétaire-d'état au département des finances, et qui a dû son élévation au duc, perdra sa place selon toutes les apparences. On est d'accord sur son honnêteté et ses bonnes intentions; quant à sa capacité pour cette sorte d'affaires, on la lui conteste. Quoi qu'il en soit, il a rempli les coffres du trésor par son économie, et sans imposer de nouvelles taxes sur la nation. (*History of the right honorable William Pitt, earl of Chatham.*) (*)

(*) On trouve dans d'autres lettres de cette correspondance, entre lord Bristol et le ministre Pitt, des détails fort intéressans sur la nouvelle cour, et sur les négociations entre les deux gouvernemens.

CHAPITRE ADDITIONNEL.*Essai sur le règne de Ferdinand VI.*

SECTION PREMIÈRE.

ADMINISTRATION.

Politique extérieure.

L'HISTOIRE ne peut qu'honorer à jamais la mémoire de Ferdinand VI. N'aurait-il eu d'autre qualité que son ardent amour pour la paix de ses peuples, ce sentiment seul suffirait pour lui assigner une place distinguée parmi les monarques espagnols. Deux siècles de guerres, la plupart entreprises dans des vues privées, et pour des intérêts de familles régnantes, quelquefois par des motifs encore bien moins excusables, avaient appauvri la nation et épuisé le trésor public. Le règne même du père de Ferdinand n'offrait qu'une continuation désastreuse de cette mauvaise direction ; il avait fallu, pour satisfaire l'ambition d'Élisabeth Farnèse, engager l'Espagne dans des guerres longues et ruineuses. Ferdinand, pacifique tout à la fois par caractère et par réflexion, fut à peine monté sur le trône qu'il s'empressa de signer la paix dès que l'occa-

sion s'offrit à lui de terminer la guerre sans manquer à l'honneur ni à la dignité de sa couronne. La reine Barbe, peu disposée à partager avec qui que ce fût son influence et son pouvoir, et à qui les démarches des ministres, tant nationaux qu'étrangers, portaient ombrage, seconda merveilleusement les dispositions pacifiques du monarque. Pendant les treize années que dura ce règne, toute la politique du cabinet espagnol se borna à conserver la plus rigoureuse neutralité entre les puissances de l'Europe.

La ligne de conduite des ministres d'un roi tel que Ferdinand était toute tracée; ils ne pouvaient remplir les intentions de ce prince qu'en caressant son heureux penchant pour le maintien de la paix, et en luttant sans cesse contre les efforts de cabinets étrangers pour l'entraîner dans leur querelle. On voit les deux ministres les plus influens sous ce règne, le marquis de la Ensenada et don Joseph de Carvajal, divisés d'opinions quant aux alliances qui pourraient convenir à l'Espagne, penchant l'un pour la France, l'autre pour l'Angleterre, et ayant néanmoins au milieu de cette opposition de sentimens un centre commun où ils se réunissaient, savoir, le maintien de la paix et de la neutralité de l'Espagne, l'objet des vœux de leur souverain. Comme ce fut là le système politique constamment suivi, dont aucun ministre ne dévia pas même après la

chute d'Ensenada, on ne saurait mieux faire connaître les vues du cabinet espagnol qu'en mettant sous les yeux du lecteur le rapport ci-après, adressé à Ferdinand par cet habile homme d'état. Il renferme toute la pensée du gouvernement sur la politique extérieure, et un grand nombre de détails importans sur les diverses branches de l'administration.

Rapport présenté à Sa Majesté Ferdinand VI par son ministre le marquis de la Ensenada, sur les moyens de faire prospérer la monarchie espagnole.

SIRE,

Les événemens extraordinaires qui ont eu lieu depuis que Votre Majesté occupe le trône de cette monarchie, démontrent bien évidemment qu'elle est destinée par la Providence à rétablir l'Espagne dans toute son ancienne splendeur, et à lui rendre sa première richesse. Convaincu de cette vérité, ainsi que des devoirs que j'ai à remplir comme ministre de Votre Majesté, je vais mettre sous ses yeux un rapport circonstancié à cet égard; j'y ferai voir l'accroissement qu'a reçu le revenu public, sous le gouvernement de Votre Majesté, et j'y exposerai mon opinion sur la nécessité d'augmenter l'armée et la marine, avec les moyens d'y parvenir, et de maintenir ces forces sans imposer de nouvelles charges aux contribuables. Je ferai mention en passant de quelques in-

ciens qui se rattachent à ces importantes affaires; je tâcherai d'être clair et précis pour ne point trop fatiguer l'attention de Votre Majesté.

Il résulte du tableau n° 1^{er} que le revenu public a obtenu dans l'année 1750 un accroissement de 5,117,020 écus de *vellon* (*), comparative-ment à celle de 1742, dans laquelle il s'éleva le plus haut. Le tableau n° 2 fait voir que le *Giro* (l'escompte des traites) a produit jusqu'à 1750, 1,831,911 écus de *vellon*. Je parlerai d'abord de cet article, pour n'être plus forcé d'y revenir lorsque j'exposerai la situation financière.

Ces deux tableaux sont on ne peut pas plus exacts. Ils ont été rédigés d'après les certificats des *contadurias generales* (bureaux de comptabilité), les seuls qui méritent qu'on y ajoute foi. Les rapports ou les états que les ministres des finances présentent chaque année à Votre Majesté, se trouvent parfois sujets à des inexactitudes.

Dans celui relatif au *Giro*, ou escompte des lettres de change, il y a quelques remarques dignes de fixer l'attention de Votre Majesté; j'ajouterai ici que le bénéfice n'est point compris dans le produit du revenu : d'après les données qu'on a recueillies à ce sujet, on est fondé à penser que cette négociation pourra produire de 500 à 600 mille écus de *vellon* par an.

(*) L'écu de vellon vaut 10 réaux de vellon et demi (2 fr. 50 c.).

Il est hors de doute, selon moi, qu'il convient de continuer ce moyen, qui fut adopté au hasard et dans des vues d'économie, car il laisse des bénéfices, ainsi que je viens de le dire; de plus c'est l'étranger seul qui y contribue. Quant aux sujets de Votre Majesté, ils ne sont plus forcés de recevoir la loi des banquiers. Les capitaux qui y sont employés ne courront aucun risque, même dans le cas d'une rupture inattendue avec les autres nations, puisqu'ils se trouvent sous la protection et surveillance immédiate des ministres de Votre Majesté dans les cours étrangères, et que de plus il y aurait toujours en Espagne des propriétés appartenant aux sujets du prince qui pourrait s'en emparer, lesquelles tiendraient lieu d'indemnité.

Je pense toutefois qu'il ne doit pas exister hors du pays plus de capitaux que ceux nécessaires pour continuer la négociation, ainsi qu'on l'a fait jusqu'à présent; car ils doivent s'accroître chaque année par les bénéfices. Votre Majesté aura ainsi créé un fonds considérable sans avoir grevé ni le trésor ni les contribuables.

On dira peut-être que cette banque (c'est ainsi qu'on l'appelle en Europe) pourrait être facilement détruite par la concurrence d'autres banques semblables établies par la France, l'Angleterre et la Hollande: je ne nierai point cette possibilité; mais on conviendra du moins que ces

puissances sont restées très endettées par suite de la dernière guerre. De plus elles avouent elles-mêmes que cette banque ne saurait être utile qu'à l'Espagne, par la raison que le commerce d'Europe en général se trouve favorisé par cette banque, dans le mode de son établissement, puisqu'elle facilite la circulation des capitaux avec promptitude, sécurité, et à moins de frais que les banquiers, regardés avec méfiance par les riches capitalistes qu'ils ont quelquefois trompés, attendu qu'en employant fort peu leurs propres capitaux, ces mêmes banquiers disposent beaucoup de ceux des autres.

Il existe encore une autre raison, à laquelle on a fait peu d'attention en Espagne, c'est que le principal bénéfice de cette banque vient de l'emploi de l'argent, marchandise qui, quoique provenant des domaines de Votre Majesté en Amérique, continuera d'être un objet de commerce pour les autres nations, tant que le trafic avec l'Amérique sera fait par d'autres que par les sujets de Votre Majesté, et qu'on n'aura pas assez de forces pour en défendre l'usage à toutes les puissances de l'Europe.

L'augmentation annuelle de 5,117,020 écus de *vellon* dans le revenu public est due à l'emploi de personnes douées d'intégrité, de zèle et de capacité pour l'administration. Je n'aurais pu faire par moi seul de grandes choses sans leur

coopération ; à cette augmentation a dû contribuer également la restitution volontaire de quelques *juros* et *alcabalas*, deux fortes charges dont les rentes *provinciales* surtout sont grevées.

On a évité avec soin toute dilapidation. On a enlevé les rentes aux fermiers qui en profitaient d'une manière scandaleuse ; créant des majorats et amassant de très grands capitaux dans leurs familles aux dépens de la fortune publique.

Les rentes *provinciales* ont eu également un grand accroissement malgré la douceur du mode de leur perception, et quoique Votre Majesté ait accordé aux contribuables plus de remises et de dispenses du paiement en un an, que dans plusieurs à la fois précédemment, ainsi que les sujets de Votre Majesté le publient avec reconnaissance.

Cette augmentation des rentes *provinciales* est un sujet de surprise pour des personnes peu versées dans cette sorte d'affaires, parce qu'elles la croient incompatible avec les grâces et les diminutions accordées, ainsi qu'avec les affranchissemens de plusieurs entraves qui paralysaient l'industrie ; mais elle est loin de surprendre les hommes instruits, encore moins les fermiers : ils savent que leurs profits étaient immenses, et que dans leur gaspillage ils cherchaient à corrompre les uns, attirer les autres et tromper le reste.

Les hommes faiseurs d'affaires, et leurs pro-

tecteurs, déclamaient sans cesse contre l'administration par régie; et il est vrai de dire que celle de l'Andalousie était très rigoureuse, lorsque je suis entré au ministère; mais on y mit bientôt des adoucissemens. Les fermiers ont vexé les villes par toute sorte de moyens. La preuve en est que Votre Majesté a diminué et diminuée encore tous les jours le prix des *encabezamientos* ou conventions faites par les fermiers avec les villes, et que chaque fois qu'on proposera aux fermiers de reprendre leurs fermages sous la condition de ne point altérer les règles équitables de la présente administration, ils n'y consentiront pas, même en diminuant un tiers de ce qu'ils payaient en dernier lieu.

Il n'y a qu'un surintendant général des finances sans capacité, voulant à tout prix se maintenir dans cet emploi, cachant au roi le véritable état des choses, qui pourrait, dans les besoins pressans d'argent du trésor, le prendre chez les contribuables, et contenter ceux qui lui feraient des avances par des remises ou des dispenses de faire d'autres versemens auxquels ils sont tenus. Un bon administrateur qui a de l'honneur et de la prévoyance, ne vivra pas au jour le jour; il semera au contraire pour récolter; il pensera à cet égard à ses successeurs, cherchant surtout à ne point vexer les peuples que les rentes provinciales ont appauvris. •

J'ai pensé qu'il fallait accorder quelques dégrèvemens dans les rentes provinciales, cette année et les années suivantes, parce que c'est la classe la moins aisée qui les paie, et plus généralement encore que les riches eux-mêmes; quant à l'Andalousie, il faut l'aider, afin qu'elle puisse se remettre. Pour compenser ces pertes que le trésor devait éprouver, j'ai augmenté les droits des douanes et des laines, payés en grande partie par l'étranger; la rente du tabac, fondée sur un besoin factice et qui peut encore faire contribuer l'étranger; enfin, le sel dont l'usage est commun.

Ainsi le revenu public administré avec un peu d'ordre présentera une recette annuelle de 26,707,649 écus de *vellon*, sans compter le bénéfice de l'escompte des effets négociables, pour pouvoir faire face aux obligations ordinaires et présentes de la monarchie, dans la forme suivante :

Pour l'armée (<i>écus de vellon</i>). . .	15,000,000
Pour la marine.	5,000,000
Maisons royales, écuries, domaines de la reine veuve, ministères, soit à Madrid, soit dans les provinces.	6,707,649

Avec ces sommes, toutes les charges de l'État seront couvertes; on pourra pourvoir aux

services ci-après , armée , fortifications des places , train d'artillerie , marine , construction des arsenaux , des vaisseaux , des bâtimens légers pour faire la guerre aux Africains , et enfin des gardes-côtes de l'Amérique.

Je n'ai point donné une destination spéciale au revenu des Indes qui se débarque à Cadix , estimé jusqu'à présent quatre millions d'écus , et que je crois devoir maintenant porter à six. On pourrait penser d'après cela que cette somme est un excédant ; pourtant on ne doit pas la regarder ainsi , quoiqu'elle ne soit pas affectée à un objet déterminé dans les dépenses ordinaires de la monarchie.

Le revenu des Indes est fort incertain ; il a été bien plus mal administré encore que celui de l'Espagne. La conduite ne peut se faire qu'à travers les dangers d'une longue navigation ; on ne peut pas non plus déterminer d'une manière fixe l'époque de son arrivée. Il peut se faire , ainsi que la chose a eu lieu parfois , qu'il y ait des troubles intérieurs qui réclament l'emploi d'une grande partie du revenu. Le Pérou absorbait et absorbe encore toutes ses rentes. Si quelque petite somme pouvait rester libre , il serait difficile de la faire venir en Espagne. D'ailleurs , il conviendrait peut-être au service de Votre Majesté de défendre l'envoi de ces trésors en Espagne ; car les étrangers s'y trouvant fortement intéressés ,

une manière de leur faire la guerre serait de les laisser en Amérique.

Par ces diverses considérations, mon avis serait (et la prudence le conseille) de ne compter sur le revenu de l'Amérique que pour des dépenses extraordinaires et pour les besoins de l'armée et de la marine; je vais les exposer à Votre Majesté en établissant au préalable les principes suivans.

1°. Depuis que l'Espagne a le bonheur d'être gouvernée par Votre Majesté, elle n'est pas déconsidérée en Europe, ainsi qu'elle le fut dans le dernier siècle et même dans une partie de celui-ci.

2°. Votre Majesté est appelée à la rétablir dans son ancienne splendeur, et à la faire respecter partout. Votre Majesté a déjà commencé une aussi haute mission en empêchant qu'elle ne fût totalement ruinée et en mettant fin à des guerres qui ne l'intéressaient en aucune manière; Dieu a voulu qu'après avoir dépensé d'immenses trésors, pour défendre des provinces éloignées et étrangères, il lui restât encore quelques ressources.

3°. Le principal soin de Votre Majesté est à présent de maintenir dans la possession de leurs États le roi de Naples et l'infant don Philippe, sans se laisser cependant entraîner pour cela dans des guerres ruineuses.

4°. Les vastes États de Votre Majesté ont besoin de la paix, pour que la population puisse s'accroître, et pour que les plaies encore saignantes de tant de guerres et de malheurs depuis Ferdinand-le-Catholique, puissent être fermées.

5°. Il faut songer à reprendre Gibraltar que les Anglais possèdent au grand préjudice et au grand déshonneur de l'Espagne. Il faut aussi obtenir la démolition de la forteresse de Bellegarde, puisque, contre la teneur des traités, elle se trouve située à moitié sur le territoire de l'Espagne et le domine. Il faut enfin faire abolir les honteuses entraves que la France et l'Angleterre imposèrent au commerce d'Espagne, malgré les vœux et la résistance du père de Votre Majesté.

6°. Il importe aussi d'épier le moment favorable de faire rendre à la couronne tout ce qui a été usurpé sur elle en Amérique par plusieurs souverains d'Europe.

Aucun de ces divers et importants objets ne saurait être atteint, si Votre Majesté n'a pas les forces nécessaires de terre et de mer, pour nous défendre ou pour attaquer, selon que la justice pourra le demander, dans des circonstances prévues. Il y aurait de la folie à proposer que l'Espagne ait sur pied des forces de terre aussi considérables que la France, et des forces de mer aussi grandes que celles de l'Angleterre; car, ni la population d'Espagne ne le permet, ni le trésor ne

peut supporter d'aussi énormes dépenses ; mais d'un autre côté aussi, vouloir que l'armée ne soit pas augmentée , et que l'on n'organise point une marine respectable , c'est demander que l'Espagne soit dépendante de la France sur terre , et de l'Angleterre sur mer.

L'armée de Votre Majesté compte cent trente-trois bataillons (huit bataillons de marine non compris), et soixante-huit escadrons (tableau n° III). Selon leur distribution dans des garnisons , places et côtes (tableau n° IV), il résulte qu'il ne reste de disponible pour entrer en campagne que cinquante-neuf bataillons , et quarante-trois escadrons.

La France, d'après la relation (n° V), a trois cent soixante-dix-sept bataillons et deux cent trente-cinq escadrons , ce qui fait dans le temps de paix deux cent quarante-quatre bataillons et cent soixante-sept escadrons de plus que Votre Majesté. En outre, elle compte sur une population passionnée pour la profession militaire , et elle peut par conséquent lever sur-le-champ un grand nombre de troupes , si besoin est. Au commencement de 1748 , son armée se composait de quatre cent trente-cinq mille fantassins , et cinquante-six mille chevaux.

L'armée navale de Votre Majesté n'est composée maintenant que de dix-huit vaisseaux et de quinze bâtimens légers (tableau n° VI) ; l'Angle-

terre compte cent vaisseaux de ligne et cent quatre-vingt-huit bâtimens légers (n° VII).

Votre Majesté ne pourra parvenir à se faire respecter par la France, tant qu'elle n'aura pas cent bataillons et cent escadrons prêts à entrer sur-le-champ en campagne. Votre Majesté ne peut pas compter non plus sur une grande considération de la part de l'Angleterre, tant qu'elle n'aura pas soixante vaisseaux de ligne, et soixante-cinq frégates et autres bâtimens (n° VIII).

Avec ces forces de terre et de mer, des places fortes et bien équipées, et en conservant une bonne harmonie avec le Portugal, Votre Majesté peut se défendre contre la France; car dans une ou deux campagnes, ses armées ne pourraient faire de grands progrès, et Votre Majesté aurait toujours le temps de se procurer des alliés, qui feraient ailleurs de puissantes diversions aux forces de cette nation.

L'armée navale ne pourrait se mesurer avec celle des Anglais, qui ont le double de vaisseaux, frégates et autres bâtimens. Mais la guerre ne doit être, de la part de Votre Majesté, que défensive; et l'Angleterre a trop de mers et de possessions à garder, pour qu'elle puisse espérer d'obtenir des avantages en Amérique et en Europe.

Par antipathie, comme par intérêt, les Fran-

çais et les Anglais seront toujours ennemis ; car les uns et les autres se disputent le commerce universel. Celui de l'Espagne et de l'Amérique intéresse beaucoup ces deux peuples.

Il s'ensuivra que les intervalles de paix seront très courts entre eux, et que Votre Majesté sera courtisée à la fois par ces deux puissances ; par la France, afin qu'elle unisse ses escadres avec les siennes, et que par leur réunion elles puissent avoir la supériorité sur celles de l'Angleterre ; et par cette dernière, qui verra dans les cent bataillons et les cent escadrons de Votre Majesté, une force utile pour attaquer la France du côté des Pyrénées, en même temps que les Anglais et leurs alliés la menaceront du côté de la Flandre, ce qui lui ferait perdre la supériorité qu'elle a comme puissance militaire en Europe.

Ce cas arrivant, Votre Majesté sera l'arbitre de la paix ou de la guerre. L'Angleterre se verra forcée à acheter la neutralité de Votre Majesté par la restitution de Gibraltar, et la France par la démolition de Bellegarde, et par la cession d'une partie de ses privilèges sur le commerce de l'Espagne.

Il est aisé de maintenir à présent le roi de Naples et l'infant don Philippe dans leurs États respectifs en Italie ; parce que la maison d'Autriche n'a aucun intérêt pour le moment de s'étendre en Italie, ce qu'elle ne pourrait faire d'ailleurs sans

y avoir des troupes qui absorberaient le revenu de ces provinces. Son but principal est de reconquérir la Silésie, et d'acquérir si elle le peut encore de nouvelles provinces en Allemagne : ce sont là des intérêts bien véritables pour elle, et qui l'occupent dans ce moment.

³⁸⁵ Le roi de Sardaigne, alors même qu'il pourrait s'entendre avec la maison d'Autriche, ne ferait point la guerre au roi de Naples, qui se trouve éloigné de ses États. De plus, il est à cet égard dans le même cas que la maison d'Autriche ; il n'a pas les trésors qu'il faudrait pour pouvoir lutter contre les secours en hommes et en argent que donnerait l'Espagne. Parme et Plaisance seules ne le détermineront point à manquer à ses engagements.

Il y a, au sujet de l'Italie, une observation très importante à faire : la maison d'Autriche serait peut-être disposée à défendre Naples et Parme en faveur des princes qui y règnent ; si, pour prix de ce service, elle venait à demander des subsides qui fussent compatibles avec les autres services de la couronne de Votre Majesté, il ne faudrait pas hésiter à les lui accorder ; car on serait par là débarrassé du soin de défendre les frères de Votre Majesté, et les intérêts de leurs États.

J'ai dit qu'il manquait, pour tenir l'armée au complet, quarante-un bataillons et cinquante-

sept escadrons ; voici comment on pourrait opérer cette augmentation.

Il ne sera pas difficile de remonter la cavalerie ; l'Espagnol aime à servir dans cette arme. D'ailleurs l'Andalousie et l'Estramadure produisent les chevaux dont on aura besoin ; car, quoique la stérilité de l'année dernière ait occasionné de grandes pertes, elles seront bientôt réparées s'il y a de la facilité pour la vente des chevaux.

L'augmentation de l'infanterie offre plus de difficultés ; mais elles ne vont pas jusqu'à l'impossible. Ce qui importe surtout, est de marcher sur des bases solides, de ne pas faire de bruit qui puisse alarmer ou faire manquer le plan, d'avoir des fonds toujours prêts, ainsi que de l'activité et de la vigilance pour réussir.

L'Espagne se trouve avoir peu de population ; les guerres étrangères et l'Amérique ont occasionné une grande consommation d'hommes. En outre, l'Espagnol n'aime pas l'infanterie. Par ces motifs réunis, il faut qu'il y ait le moins possible de bataillons vétérans nationaux.

Dans les deux Castilles, il y a à peu près le nombre de bataillons que comporte leur population (s'il faut prendre pour base la proportion adoptée par la France à ce sujet). Il n'est point difficile d'établir aussi la même proportion dans la couronne d'Aragon.

Nous avons vingt-huit bataillons étrangers.

Les autres princes de l'Europe n'en ont pas à leur service un nombre aussi considérable, eu égard à leurs forces respectives. Mais on doit considérer que l'Espagne est peu peuplée; elle se trouve donc dans le cas d'en employer davantage.

Voici la manière dont je complèterai les quarante-un bataillons : neuf de troupes de ligne espagnols, deux de milices de Castille, dix de milices et de chasseurs de la couronne d'Aragon, les vingt autres d'étrangers catholiques de toutes les nations.

Il n'y a pas d'inconvénient à lever tout de suite les bataillons de milices, puisque les soldats restent dans leur pays. Les Catalans seront bien aises que l'on forme chez eux quatre bataillons de chasseurs à pied, ainsi que l'a exposé le capitaine-général de cette province; ils seront utiles pour le service de l'intérieur du pays.

Pour lever les neuf bataillons espagnols de troupes de ligne, il faudra rétablir d'abord les compagnies réformées et organiser ensuite les troisièmes bataillons des régimens les plus anciens, pour qu'on puisse y employer quelques uns de leurs officiers, évitant par là les états-majors.

La grande affaire sera de lever vingt bataillons étrangers, ayant toujours un nombre convenable de recrues, pour maintenir au complet ceux qui y existent à présent; car autrement on aurait

beaucoup d'officiers sans soldats , ce qui est onéreux et , de plus , inutile.

Le régiment des gardes Wallonnes ne devrait être composé que de Flamands ; le service de Votre Majesté , et le régiment lui-même y gagneraient à la fois ; mais depuis quelques années l'usage a été introduit d'admettre des Allemands et des Français : on a trouvé par là , à la vérité , le moyen de le tenir toujours au complet.

Pour les autres corps étrangers , on les complète avec des recrues de toutes nations venant par l'Italie. L'affluence en est si considérable qu'on pourrait , si on voulait , former encore de nouveaux bataillons. Ceci rend aisé en apparence l'organisation des vingt bataillons étrangers proposés ; mais , en y réfléchissant , on voit que cette affluence de recrues est incertaine , et qu'elle cessera le jour où les princes de l'Italie prendront des mesures pour l'empêcher. Mon avis serait donc de donner à cette mesure plus de stabilité , en gagnant par des subsides quelques princes des petits États de l'Allemagne , afin qu'ils fournissent le monde nécessaire pour lever et maintenir le plus grand nombre de bataillons de cette nation qu'il sera possible , et de prendre en même temps des mesures convenables pour assurer les moyens de compléter les autres avec des recrues de l'Italie.

C'est ce que font la France , l'Angleterre et

autres puissances. Il faudra aussi s'entendre à ce sujet avec l'Autriche. L'Angleterre appuiera bien volontiers toutes les démarches du gouvernement de Votre Majesté, puisqu'il s'agit de former une armée. Il n'en serait pas de même s'il était question de marine : la France est à cet égard dans des dispositions diamétralement opposées.

Il y a une autre affaire d'une haute importance, c'est celle des places fortes. Votre Majesté a une nation puissante pour voisine, qui est en état de nous faire une guerre offensive, tandis que nous ne pouvons songer qu'à nous défendre contre elle.

La France a dans le Roussillon huit places situées dans des défilés, ou des avenues qui peuvent arrêter une nombreuse armée espagnole. Votre Majesté, au contraire, quoiqu'elle en ait beaucoup, ne peut compter que sur un petit nombre de forteresses utiles dans toute la Catalogne.

Les capitaines-généraux et les chefs du génie de cette province ont adressé au ministre des représentations réitérées à ce sujet, dans lesquelles ils émettent leur avis sur la nécessité de démolir celles qui ne sont pas en état de servir, ou qui demandent pour leur défense de trop nombreuses garnisons (Gironne se trouve dans ce cas), et de les remplacer par d'autres, élevées dans des situations avantageuses.

Il n'y a pas de souverain qui ne bâtit des

forteresses sur ses frontières selon sa convenance; la France et la Sardaigne usent dans ce moment d'un tel droit. Personne n'aura rien à dire si Votre Majesté fait de même de son côté; d'ailleurs, puisqu'il s'agit de fortifier le Ferrol et Carthagène, à cause des chantiers qui y sont établis, ainsi que d'autres ports de mer, on peut comprendre la construction des places dans un système général de défense du royaume.

On n'a pas fait dans la marine d'aussi grands progrès qu'il eût été à désirer; mais on a continué les ouvrages dans les chantiers de la Carraca, et l'on presse dans ceux du Ferrol et de Carthagène les travaux que Votre Majesté a approuvés. Les gens de l'art paraissent très satisfaits des plans qu'on a adoptés; on y a conservé tout ce qu'il y a de meilleur dans les autres chantiers de l'Europe, après avoir écarté avec soin tout ce qu'ils ont de mauvais.

On a déjà réuni une grande partie des bois nécessaires à la confection de soixante vaisseaux que l'on se propose de construire à Cadix, dans le Ferrol et à Carthagène. On transporte en ce moment celui qui manque tant pour lesdits vaisseaux que pour les vingt-quatre frégates. Tout sera prêt pour commencer cette construction en 1752.

Nous avons fait venir trois constructeurs d'Angleterre; car nous en manquions en Espagne.

Ils ont en ce moment sur les chantiers quatre vaisseaux, une frégate et un paquebot, que des officiers expérimentés examineront avec soin, afin de recueillir leurs observations et de déterminer une bonne fois l'organisation de notre marine, après avoir fait venir à Madrid les constructeurs et avoir entendu leur avis.

Avant cette époque vingt vaisseaux de ligne auront été mis sur les chantiers. Le bois qu'on y destine est déjà sec. Dix mois après ils peuvent être lancés à la mer.

On a fait venir également de l'étranger des maîtres habiles pour la fabrication des voiles, cordages, etc.; car, il faut bien l'avouer, la marine n'a existé jusqu'ici qu'en apparence, puisqu'il n'y avait ni arsenaux (base principale) ni ordonnances, ni méthode, ni discipline. Votre Majesté a droit de se regarder comme son fondateur, ainsi que de celle qui viendra après; car elle est entièrement neuve en totalité non moins qu'en partie.

Quant aux matériaux nécessaires pour la construction et l'équipement des vaisseaux, il ne manque dans les États de Votre Majesté que des mâts, puisque ceux de la Catalogne et des montagnes de Segura n'offrent point assez de sûreté ni de durée. Il faut toujours s'approvisionner dans la Baltique, ainsi que le font la France et l'Angleterre.

Il nous faudra des officiers ; on les formera graduellement : pour le moment les gardes-marine de Cadix suffiront, et pour l'avenir il sera nécessaire de former d'autres compagnies pareilles et d'augmenter les soldats. Nous ne devons pas être en peine sur cet article ; car on voit de toutes parts un penchant marqué pour le service de la marine.

Ici un grand obstacle se présente ; c'est la langue de notre commerce par suite des dernières guerres qui détruisirent les corporations *gremiales* pour la pêche , possédant à peine un reste de bâtimens de transport ; mais depuis deux ou trois ans, on voit un plus grand nombre de vaisseaux faire le voyage d'Amérique, et commercer avec la France et l'Angleterre. La pêche aussi a repris un certain essor dans plusieurs provinces. Ces mesures , accompagnées de celles de payer la solde avec exactitude , de secourir les familles de ceux qui servent dans la marine, et de bien traiter les étrangers qui demandent à y être employés , ont déjà produit d'importans résultats. Auparavant il n'y avait à bord des vaisseaux que des matelots employés par force ; aujourd'hui on y compte un grand nombre de volontaires.

Je ne prétends pas dire qu'on ne trouverait pas en Espagne une quantité suffisante de matelots pour servir soixante vaisseaux de ligne , et les autres bâtimens moins considérables que je pro-

pose; mais il me paraît évident que Votre Majesté doit employer les mêmes moyens dont se servent la France, l'Angleterre et la Hollande pour créer un corps d'équipages maritimes, non moins utiles au commerce qu'à l'armée navale; on y parviendra si l'on suit avec constance les règles que l'on vient d'établir.

Avec des armées terrestre et navale telles que je viens de les indiquer, et avec trente millions de piastres en réserve, je ne pense pas qu'il y ait un seul homme connaissant bien les intérêts des États qui ne voie dans Votre Majesté l'arbitre de la paix et de la guerre entre la France et l'Angleterre, et même dans toute l'Europe. Puisqu'on ne peut tout préparer avec promptitude, gagnons au moins du temps pour faire les fonds de réserve dont je viens de parler : il suffira de savoir seulement que Votre Majesté se trouve en mesure, pour en imposer aux puissances, et pour obtenir la tranquillité nécessaire; cela nous donne le temps de tout préparer.

C'est ici le lieu convenable d'établir que sans grever le trésor ni les sujets, il y aura assez de fonds pour parvenir à l'entretien des forces de terre et de mer, qu'on a proposé. J'ai déjà dit qu'avec le produit du revenu ordinaire on peut couvrir toutes les dépenses indispensables de la monarchie; j'ajoute maintenant qu'il faudra six ans pour remonter la marine, former vingt ba-

taillons étrangers en assurant leur recrutement, ainsi que celui des autres, et enfin pour mettre les places fortes en état de défense. Le même nombre de six années sera nécessaire pour organiser les finances, laps de temps propre à faire recueillir le fruit des mesures dont il sera question plus tard.

Il y aura assez de dix-neuf millions d'écus pour l'armée, de six pour la marine, et de neuf pour les autres obligations de la couronne, ce qui fait en tout trente-quatre millions : la recette étant maintenant de vingt-sept, il y a donc un déficit de sept millions.

On peut se procurer cette augmentation sans peine, à mon avis, si l'on établit *une seule contribution*, ainsi que la chose est proposée. L'accroissement de la population du royaume, et par conséquent le plus grand nombre de contribuables, le produit plus élevé du revenu du tabac, qui est infaillible, si la qualité en devient bonne et abondante, la plus grande consommation de sel, l'échange et le commerce des manufactures et des denrées, le remboursement des *juros* et des *alcabalas*; voilà, certes, des causes qui ne manqueront pas de produire le résultat qu'on s'est proposé.

J'ai avancé plus haut que le revenu liquide des Indes était estimé trois ou quatre millions d'écus de *vellon* chaque année, mais que j'avais lieu de

croire qu'il était de six. Maintenant je pense que d'après mes propres observations et des données que j'ai acquises, le trésor reçoit par an au-delà de douze millions. Ce revenu devrait être destiné, la moitié au remboursement des *juros* et à l'affranchissement des *alcabalas* dont les intérêts augmenteraient d'autant le trésor, et l'autre moitié à faire le fonds de réserve de trente millions de piastres que j'ai indiqué.

Il devra être toujours prêt et en sûreté, pour pouvoir y avoir recours en tout temps; mais néanmoins il sera en circulation dans l'intérieur du royaume pour favoriser l'économie dans la perception de l'impôt et dans sa distribution. Ainsi, tout en aidant et enrichissant les commerçans nationaux, il produira encore quelques intérêts; l'industrie ne peut que se bien trouver de ce puissant auxiliaire.

Je n'ai point parlé exprès de l'acquittement des dettes des règnes précédens, c'est aux théologiens à décider cette affaire, après avoir bien connu l'état de la monarchie, les forces nécessaires pour sa conservation, ainsi que la nature des diverses obligations contractées par la couronne. Quel que puisse être leur avis, Votre Majesté voudra bien, je l'espère, ordonner l'exécution des projets que j'ai l'honneur de lui soumettre.

En suivant l'idée qui m'a décidé à adresser ce

rapport à Votre Majesté, j'appelle votre attention souveraine sur les parties, soit du royaume, soit des Indes, qui réclament plus spécialement la protection bienveillante et éclairée de Votre Majesté, afin qu'elle daigne ordonner les mesures qu'elle croira convenables dans sa sagesse pour rétablir la richesse et la splendeur ancienne du vaste et puissant empire espagnol.

Je parcourrai rapidement les sujets dont j'ai à occuper l'attention de Votre Majesté, parce que d'abord je ne veux point la fatiguer, et que d'ailleurs je ne suis pas en mesure de remplir une tâche aussi difficile; on pourra s'occuper par la suite de chacun de ceux qui auront mérité l'approbation de Votre Majesté en demandant l'avis et les lumières des personnes instruites, et en imitant ce que les autres royaumes de l'Europe ont entrepris avec succès, de la même manière qu'ils prenaient naguère, pour exécuter bien des choses, exemple sur l'Espagne, lorsqu'elle était dans sa splendeur. Tous les empires sont exposés à éprouver les mêmes vicissitudes.

Je sais que Votre Majesté se propose de régler, d'accord avec Sa Sainteté, tout ce qui a rapport à l'état ecclésiastique du royaume, sa discipline, et tout ce qui s'y rattache. Les moyens que Votre Majesté a adoptés pour extirper les abus, mettre enfin un terme aux désordres et aux usurpations dont elle gémit, me paraissent très convenables.

Je n'aborderai donc pas cette affaire grave et délicate qui, d'ailleurs, est étrangère à ma profession. Votre Majesté me permettra seulement de lui rappeler que le nombre excessif des moines et des prêtres est très nuisible à l'État, que les conciles et même les papes ont déclaré que le seul moyen d'avoir de bons religieux des deux sexes est de ne tolérer qu'un petit nombre de moines et de nonnes.

En vertu de bulles de Sa Sainteté, tous les ecclésiastiques doivent payer le subside, l'*escusado*, et les dix-neuf millions. Si ces diverses contributions étaient exigées d'après toute la rigueur de leurs concessions, les ecclésiastiques paieraient deux fois autant que les laïcs. Il est juste, comme il est digne de la bienveillance de Votre Majesté de ne point permettre ces vexations, de concert avec le pape; mais les ecclésiastiques, à leur tour, devraient consentir à payer la somme qui leur est imposée pour soutenir les obligations de la couronne, dont l'affermissement les intéresse d'une manière directe. Il peut résulter du mode qui sera suivi pour acquitter cette somme, un avantage réciproque pour le présent et pour l'avenir; car on terminerait par là des altercations et des disputes toujours pénibles, en même temps que préjudiciables aux intérêts de tous.

Si la foi et la religion sont conservées dans une aussi grande pureté en Espagne, c'est sans doute

à l'Inquisition qu'on le doit : qu'elle subsiste donc ; mais que Votre Majesté ne la soutienne qu'autant qu'elle se tiendra dans les limites de son institution.

Plusieurs ministres ont échoué dans les finances. Quelque habileté qu'ils aient pu avoir, ils n'ont pu trouver le secret de payer quatre avec trois. Ceux-là même qui ont eu cette folle pensée n'ont pu faire avec quatre ce que d'autres faisaient avec trois. L'ambition, le désir des places et des honneurs est un vice très commun. Il est d'autant plus dangereux qu'il s'allie bien avec les apparences et les dehors d'une fausse vertu. C'est de là qu'est venu, à mon avis, le grand mal pour les finances ; car les ministres ne songeant les uns qu'à se maintenir, les autres qu'à favoriser et donner de l'éclat à leur famille, peut-être aussi par avarice, ou par ces trois motifs réunis, n'ont pas exposé le besoin et l'état réel des finances avec la vérité chrétienne qui est d'une si grande obligation pour eux, et qui est presque toujours méconnue, lorsqu'il s'agit de conserver le ministère. La vérité n'arrive pas jusqu'au monarque. On entend répéter à tout propos que les finances peuvent suffire à tout ; c'est le refrain des courtisans toujours empressés de cacher au roi tout ce qui pourra lui donner du chagrin. Les ennemis du ministre ont là un moyen de se venger de sa puissance. Ceux qui aspirent à le rempla-

cer, ne balancent pas à faire des promesses qu'ils s'embarrassent peu d'accomplir. Le monarque se trouvant dans cette position, et ne pouvant connaître les détails de l'administration, accorde facilement au ministre qu'il veut conserver la faculté d'hypothéquer les finances, ou de vendre quelques unes des branches dont elles se composent. Si au contraire il renvoie son ministre, le successeur se trouve dans les mêmes besoins que celui qu'il vient de remplacer. Je persiste toujours à croire que personne n'a trouvé la pierre philosophale, et qu'il n'y a point d'économie possible lorsqu'on ne paie pas avec exactitude : le désordre naît du désordre.

Le résultat de ces maux qui datent de deux siècles, et qui ont continué sans la moindre interruption, a été de charger la couronne avec des *juros*, avec l'aliénation des *alcabalas* et d'autres propriétés. On a affecté le crédit, on a donné enfin lieu à la destruction de notre commerce avec l'étranger. La pauvreté et la dépopulation s'en sont nécessairement suivies.

Aujourd'hui la monarchie commence à se relever. Il résulte de l'état n° IX qu'on a fait d'importantes améliorations sous mon ministère ; mais les finances de Votre Majesté ne sont pas encore tout-à-fait organisées avec cette stabilité qui leur est nécessaire.

En entrant au ministère, j'arrivais de l'armée,

sans rien entendre à ces matières. Dans les huit ans écoulés depuis que j'administre les finances, je n'ai pu apprendre autre chose, sinon qu'il me reste encore beaucoup de choses à apprendre. Dès le commencement je sentis qu'il était tout-à-fait inutile de travailler sans moyens dans les ministères de la guerre et de la marine, objets auxquels je me suis livré avec plus d'ardeur encore qu'aux finances.

J'ai dit plus haut que les accroissemens du trésor ont été dus au bonheur d'avoir employé des personnes capables et douées de probité, sans compter d'autres qualités essentielles : en effet, sans leur coopération, il y a long-temps que j'aurais prié Votre Majesté de vouloir bien agréer ma démission du ministère des finances. Je me plais à rendre justice à leur zèle et à leur intelligence.

Le décret de Votre Majesté qui défend au ministre des finances d'acquitter les créances arriérées mérite d'être loué ; car il est hors de doute qu'on a étrangement abusé de cette faculté.

Votre Majesté, par ce décret, ordonne d'abord d'acquitter toutes les dettes contractées pendant son règne ; ensuite elle assigne des fonds pour payer successivement les dettes des règnes précédens. Puisque les théologiens et les canonistes n'ont pu trouver encore moyen de les classer, on ne doit pas s'attendre, de la part des ministres

des finances, qu'ils fassent cette opération avec moins de difficultés.

Si Votre Majesté le voulait, je prendrais sur moi de retirer, avec deux millions d'écus, des créances sur le trésor, que les propriétaires offrent pour un sixième de leur valeur effective. Le trésor n'en a retiré aucune qui ne lui ait coûté la valeur entière. Des collusions, des scandales de tous genres ont dû exister, au grand préjudice de l'Etat et de ses créanciers.

L'Espagne est le pays le plus sec de l'Europe; ses habitans se trouvent par conséquent sans cesse exposés à des calamités par suite des mauvaises récoltes : or, il n'y a pas non plus de pays où l'on ait moins songé à ouvrir des communications entre les diverses provinces, et à empêcher que le numéraire ne passât dans la main des étrangers : point de rivières navigables, point de canaux pour les transports et l'irrigation, peu de routes bien construites.

Je n'ignore point que pour rendre les rivières navigables, et pour ouvrir de bonnes routes, on a besoin de temps et de trésors. Sire, il faut commencer; si le grand roi Louis XIV établit, à ce sujet, des réglemens qu'on a suivis et que l'on suit encore avec succès, qui pourra nous empêcher de les appliquer à l'Espagne sous le règne de Votre Majesté?

Les forêts, celles surtout qui sont éloignées

des côtes, sont dans le plus déplorable abandon. Il est urgent d'y remédier; car nous manquons à Madrid de bois de chauffage ainsi que de charbon. Votre Majesté, il est vrai, a rendu des ordonnances fort sévères pour la conservation des forêts; mais le succès n'a point répondu aux désirs de Votre Majesté, parce qu'il se trouve un grand nombre de personnes malintentionnées qui, tout en affectant un vif amour pour le bien public, emploient toutes sortes de faux raisonnemens et de déclamations pour jeter le blâme sur toutes les mesures du gouvernement, quelque évidente que puisse être leur utilité.

Que notre Seigneur protège la précieuse vie de Votre Majesté, pour le bien de l'État, et pour la splendeur de la chrétienté.

SIRE,

Aux pieds de Votre Majesté;

El marques de la ENSENADA.

Madrid, 1751.

Ainsi donc le désir du gouvernement espagnol était d'agir avec une entière indépendance soit de la France, soit de l'Angleterre. C'est vers ce but qu'étaient dirigées les vues éclairées et patriotiques du ministre marquis de la Ensenada; quant à son collègue Carvajal, si l'on en juge par celles qu'il a consignées dans son *Testament politique*, tout en montrant pour la France un éloignement qu'on pourrait nommer de la haine, il n'était

pas non plus tellement disposé en faveur de l'Angleterre, qu'il consentit à lui sacrifier les intérêts nationaux. « Pour que notre alliance avec les Anglais, disait-il, soit sincère des deux côtés, il faut aplanir les obstacles qui existent maintenant. Qu'ils nous rendent Gibraltar et Mahon. L'honneur de notre nation ne saurait tolérer une colonie étrangère sur les côtes du royaume. » En parlant de la marine, il ajoute : « Tant que l'Espagne n'aura pas cinquante vaisseaux de ligne, dont vingt-cinq de soixante canons, et vingt-cinq autres depuis soixante-dix jusqu'à cent vingt, et vingt-cinq ou trente frégates depuis vingt jusqu'à cinquante canons, elle ne pourra se faire respecter, selon moi : elle doit par conséquent s'occuper d'augmenter sa marine. » (1)

Ces sentimens de Carvajal ne purent que s'affermir plus tard, lorsqu'arrivé au ministère, il fut témoin de l'ardeur avec laquelle son souverain voulait l'indépendance de sa couronne et la paix de son peuple ; lorsqu'il vit surtout son désir de rester tout-à-fait étranger aux querelles qui agitaient les autres puissances. La dissidence entre Carvajal et Ensenada roulait plutôt sur des hypothèses que sur la politique à suivre par le gouvernement. Les questions sur lesquelles ils pouvaient être divisés étaient pour ainsi dire spéculatives :

(1) *Testamento político* de Carvajal, inséré dans l'*Almanaco de Frutos literarios*, tome I.

ils étaient d'accord sur la nécessité d'accroître les forces de l'Espagne, et de tenir la balance entre les puissances rivales, telles que la France et l'Angleterre.

A la cour de Ferdinand tout respirait la paix et la neutralité. Don Ricardo Wall, irlandais de naissance, dévoué à l'Angleterre, dont les agens le vantaient comme favorable à leurs intérêts, éprouva en arrivant à Madrid l'influence soudaine de cette atmosphère pacifique. A peine se vit-il chargé de la direction des affaires, qu'il adhéra à la politique sage et vraiment nationale qui dominait dans le cabinet de Madrid. Ce n'est pas sans une vive douleur que le ministre britannique annonçait à son gouvernement que Wall n'osait pas épouser ouvertement ses intérêts et qu'il devenait espagnol.

*Concordat entre Ferdinand VI et Benoît XIV, signé le
20 février 1753.*

§. 2. Les principales dispositions de ce concordat ont été rapportées dans le chapitre LVIII : nous ne les répéterons pas ici ; nous nous bornerons à remarquer que l'Espagne s'affranchit par ce traité du paiement d'énormes sommes qu'elle avait envoyées jusqu'à-là dans les États romains. Dans le rapport *canonico-légal* écrit en vertu d'un ordre du roi, en 1746, par le fiscal de la chambre de Castille, don Blas de Jover, à l'occasion de coad-

jutoreries (survivances de bénéfices), ouvrage attribué à don Gregorio Mayans, on établit que, d'après le témoignage de l'historien de Philippe II, Cabrera, dans l'espace de trente ans, le seul article des coadjutoreries et des dispenses matrimoniales et autres avait fait passer à Rome, de la couronne de Castille, un million cinq cent mille ducats romains. On y ajoute qu'au commencement du dix-huitième siècle, elles montaient encore, chaque année, dans tous les États de la monarchie espagnole, à cinq cent mille écus romains : c'était à peu près le tiers de ce que la cour de Rome retirait de toute la chrétienté.

Or, la diminution d'une somme aussi considérable était un bienfait pour l'Espagne, en ne regardant le concordat que sous les rapports purement financiers, et abstraction faite des avantages que la religion ne pouvait que gagner à ce que les choix des personnes investies du pouvoir spirituel fussent faits avec la connaissance nécessaire de leurs vertus et de leur savoir.

Les concordats passés avec la cour de Rome, sous Philippe V, avaient laissé subsister encore de grands abus qu'il était urgent de détruire; entre autres, celui qui méritait de la part du gouvernement une attention particulière, était la présentation des bénéfices ecclésiastiques, auxquels le pape prétendait avoir le droit de nommer, au mépris de cette prérogative de la

couronne, connue sous le nom de *patronato*. Le concordat de 1753 restitua ce droit au roi d'Espagne : cinquante-huit bénéfices ecclésiastiques seulement restèrent à la nomination du pape.

Cette transaction fit cesser aussi le trafic scandaleux des *cedulas bancarias*. Voici en quoi il consistait : la cour de Rome s'était pendant longtemps attribué la nomination aux évêchés de l'Espagne, ainsi qu'aux autres bénéfices; des étrangers en étaient souvent pourvus. Leurs familles s'enrichissaient ainsi de sommes considérables retirées de ce pays. On parvint à la fin à faire restituer à la couronne la nomination des évêques. On imagina alors de grever les évêchés et les autres bénéfices avec des pensions sur leurs revenus; cet expédient ne réussit pas plus, car les pensions furent abolies à leur tour : mais les Romains ne se rebutèrent point pour cela. Leur génie inventif trouva encore moyen de lever des impôts sur le clergé de l'Espagne, par des *cedulas bancarias*, nom qui répond exactement à celui d'obligations des banquiers, et qui exprime bien sous ce rapport la nature des engagemens que nous allons exposer.

La Daterie de Rome désignait un espagnol qui pût, dans cette qualité, obtenir des pensions sur les bénéfices. C'était d'ordinaire un homme peu considéré et qui vendait ses services; on l'appelait *testa ferrea*. On doit le regarder comme

l'agent confidentiel, comme le prête-nom pour les pensions accordées, il est vrai, ostensiblement à lui, mais dont les propriétaires étaient réellement les personnes désignées par le pape. La mort de celles-ci faisait cesser les pensions, et non pas celle du prête-nom ou *testa ferrea*; car la Daterie prévoyante désignait toujours une autre personne à laquelle elle déclarait les pensions subrogées dans le cas de la mort naturelle ou civile de la *testa ferrea*. Les pensions étaient accordées pour six ans.

Il arrivait parfois de ne point désigner les personnes auxquelles les pensions étaient destinées, d'où il résultait qu'un possesseur de bénéfice, qui avait fait d'abord la consignation du montant de la pension de six années, ne trouvait plus aucun moyen d'en réclamer le remboursement. Dans d'autres occasions, la personne qui se chargeait d'affranchir, dans la Daterie, le bénéfice de la charge de la pension, consentait à faire le sacrifice d'une année, et à ne recevoir que le montant de cinq seulement; il s'ensuivait que si cette personne venait à mourir, le possesseur du bénéfice n'avait pas non plus le moyen de rentrer dans les sommes qu'il avait déboursées.

Voici maintenant quelle était l'intervention des banquiers dans cette affaire. Lorsque la Daterie cassait les *cedulas* sous la condition de payer comptant la valeur de la pension annuelle de

cinq ans, on exigeait qu'un banquier répondit du paiement, et qu'il déposât une obligation de faire les versements en six ans. Telle était la *cedula bancaria* qui devait toujours précéder l'expédition des bulles. Comme le banquier ne consentait à se rendre caution qu'au moyen de gros intérêts, il payait avec ceux-ci le montant de la somme totale, et le capital tout entier lui restait pour bénéfice de son opération.

Ceux qui avaient été pourvus des bénéfices, très satisfaits de leur nomination, arrivaient souvent en Espagne sans s'être procuré aucun document qui pût leur servir de garantie : ils savaient seulement qu'ils avaient une pension à payer, mais ils ne savaient pas quelle était la personne qui devait en jouir. Si la personne en faveur de laquelle la pension avait été instituée venait à mourir, le banquier retirait son engagement de la Daterie, et gardait les sommes qui auraient dû en ce cas revenir au propriétaire du bénéfice. Lorsque les personnes ayant un revenu annuel par ces pensions, se trouvaient gênées, le banquier leur proposait de casser la *cedula*, et les contentait de la valeur de deux ou trois ans de leur pension. Si elles étaient âgées, ou atteintes d'une maladie grave et dangereuse, on écrivait au possesseur des bénéfices, en lui proposant de faire casser la pension pour la valeur de quatre années, et de lui remettre les deux autres.

L'offre était ordinairement acceptée, et il en résultait toujours un bénéfice de quatre annuités, assuré aux banquiers.

Nous passerons sous silence une foule d'autres spéculations semblables, non moins honteuses que contraires à la dignité du sacerdoce. Elles étaient en si grand nombre que Philippe III adressa à son ambassadeur à Rome un mémoire, pour réclamer contre les abus de la *testa ferrea*; les Cortès de 1632 s'étaient élevées aussi contre les *cedulas bancarias* et contre les scandaleux abus qu'on en faisait. (1)

Ce fut donc un des plus signalés bienfaits que l'Espagne dut au gouvernement de Ferdinand VI, que l'abolition de cet impôt levé sur le clergé, qui faisait passer chaque année dans l'étranger une partie considérable de la richesse nationale. Le concordat de 1753 maintint néanmoins la cour de Rome dans la possession où elle était d'accorder les dispenses des empêchemens canoniques du mariage, et dans d'autres prérogatives. Des sommes considérables sortent encore d'Espagne par suite de cet acquiescement. Selon le bordereau des sommes que l'Espagne a dû payer pour les bulles et les brefs de Rome dans les derniers temps, présenté par la commission des Cortès de 1821, à l'appui de son rapport sur la

(1) MAYANS, *Observations sur le Concordat de 1753*. Observation 1x^e.

nécessité d'empêcher la sortie de l'argent pour Rome, et qui était signé par l'agent général des expéditions, don Gabriel de la Vega et Castillo, et par l'agent de Sa Majesté, don Manuel Joseph de la Quintana, il résulte que, depuis le 15 septembre 1814 jusqu'au 2 septembre 1820, la somme déboursée par les Espagnols pour obtenir des dispenses et des brefs de Rome excéda vingt-quatre millions de réaux, sans compter cinq millions payés pour les bulles d'institution des archevêques et évêques, etc., ni trois cent cinquante mille réaux, chaque année, pour les fabriques de Saint-Pierre de Rome et de Saint-Jean de Latran; ni enfin cent mille réaux pour l'entretien du nonce à Madrid. (')

Finances.

§. 3. A l'amour de la paix, Ferdinand joignait une sévère économie et beaucoup d'esprit d'ordre en fait d'administration. Non seulement le pays ne fut point appauvri par des guerres étrangères ou des entreprises coûteuses, comme il l'avait été jusque-là sans interruption depuis deux siècles, mais les coffres de l'Etat se trouvèrent pour la première fois remplis. Malgré d'énormes dépenses faites pour relever la marine, et pour d'autres objets d'utilité publique, il resta encore à la mort de Ferdinand de fortes sommes

(') VILLANUEVA, *Vie littéraire*, tome II, page 262.

dans les caisses de l'État. Lorsque le comte de Valparaiso présenta à Charles III, aussitôt après son arrivée en Espagne, les comptes des finances, du temps qu'il les avait administrées, le trésor avait cent cinq millions cent onze mille huit cents réaux de *vellon*, sans qu'il y eût un seul paiement à réclamer de créances du règne de Ferdinand VI (*). Quelques étrangers, contemporains de ce monarque, ont cru voir dans sa parcimonie un sujet de blâme, et lui ont reproché d'avoir négligé des soins essentiels au bien de l'État pour se livrer aux calculs d'une économie mal entendue. Il entraînait peut-être parfois dans ces reproches un peu d'humeur. On se sentait disposé à juger avec sévérité un monarque dont l'attachement à son système favori, la neutralité, mécontentait tour à tour les puissances rivales qui briguaient son alliance. Sans doute l'économie, dont le seul but est d'entasser des trésors dans les coffres de l'État, ne saurait être vantée en général comme digne d'un gouvernement éclairé. Il en existe une autre plus prévoyante, plus patriotique, qui consiste à les rendre à la production, et à se ménager tous les moyens qui peuvent l'aider et l'encourager; mais dans le délabrement où se trouvaient les finances, et dans la nécessité de se procurer des ressources pour soutenir les vues du cabinet sur la politique ex-

(*) Documents officiels (*manuscripts*).

térieure, il y a des motifs plus que suffisans pour justifier Ferdinand d'avoir conservé le trésor toujours en état de remplir ses royales intentions.

L'administration par régie des *rentes provinciales* dans tout le royaume, fut l'ouvrage du gouvernement de Ferdinand. Philippe V avait déjà établi ce système dans quelques provinces vers la fin de son règne; mais ce ne fut qu'en 1749 que l'ordre fut communiqué à toutes celles de la monarchie pour qu'il commençât à être exécuté le 1^{er} janvier 1750. On suivit les précédens *encabezamientos* (conventions avec les municipalités). Le revenu public en éprouva un accroissement considérable. Le trésor eut par là des moyens pour amortir les cens, et pour tendre une main secourable à plusieurs villes qui étaient dans la plus grande détresse. Il en résultait d'ailleurs une grande épargne dans les frais de perception des rentes. Campomanes compte parmi les grands avantages qui se sont ensuivis de ce mode de perception des impôts, celui d'avoir mis cette perception sous la direction des municipalités, qui firent le recouvrement des rentes provinciales avec économie. Il ne coûtait que six pour cent après l'établissement de ce système. (*)

L'*alcabala* devint par ce même moyen moins onéreuse; l'industrie, le commerce, et l'agriculture elle-même, furent moins gênés. On s'occu-

(*) Appendice à l'*Éducation populaire*, tom. I, pag. 326.

paît déjà, il est vrai, sous le ministère de Campillo, de remplacer la multiplicité des impôts par un système uniforme de contribution en rapport avec la richesse des contribuables, plus favorable à l'agriculture et à l'industrie; mais les vues de ce ministre éclairé ne furent point mises à exécution. Sous le marquis de la Ensenada son successeur, on tenta ouvertement d'établir la *única contribucion*. Un décret royal fut rendu pour remplacer les rentes provinciales par un seul impôt, opération qui avait la plus grande difficulté; car il fallait entreprendre de longs et immenses travaux pour former le cadastre, qui devait comprendre le nombre des habitans, et les diverses natures des produits de l'agriculture et de l'industrie. Le trésor dépensa pour ces opérations préparatoires quarante millions de réaux. Il en existait cent cinquante volumes en 1808 dans la bibliothèque du département du *fomento general* (*); mais il ne fut pas donné au marquis de la Ensenada non plus qu'à Campillo de voir cette réforme réalisée. Leurs successeurs l'ont tentée avec aussi peu de succès, et sans d'autre résultat que la réunion d'utiles données statistiques. M. Canga Arguelles en offre le tableau suivant pour les vingt-deux provinces de Castille et de Léon.

(*) CANGA ARGUELLES. *Diccionario de Hacienda*, article *Catastro*.

Mesures de terre appartenant à des propriétaires laïques	<i>réaux</i> 61,000,196
Leur revenu annuel.	817,282,098
Artisans et journaliers.	1,374,100
Utilité annuelle de leur industrie	572,898,140
Bétail (nombre de têtes).	29,006,283
Leur utilité annuelle	197,921,871
Produit annuel de maisons, moulins, fabriques et bâtimens.	252,086,009
Utilité annuelle produite par l'industrie et le commerce.	535,921,798
Produit annuel des terres, moulins et bâtimens appartenant au clergé.	263,514,299
<i>Idem</i> des biens patrimoniaux, du même	47,000,063
<i>Idem</i> du bétail, du même	21,937,619
<i>Idem</i> des maisons, du même.	15,032,833
Appointemens fixes et autres émolumens du clergé.	12,321,441
Total de la richesse des laïques	2,827,296,750
<i>Idem</i> des ecclésiastiques.	359,806,241
TOTAL GÉNÉRAL.	3,187,102,991

Quoique la réforme fondamentale qui avait pour but de remplacer les diverses contributions par le seul impôt, ne pût avoir lieu, l'économie

de l'administration parvint cependant à régulariser les recettes et les dépenses, de manière à se procurer toujours un excédant, après avoir pourvu à l'acquittement des charges publiques. Le tableau suivant des finances de 1760 peut donner une idée exacte de leur état sous Ferdinand VI; car Charles III n'avait pas encore eu le temps de changer aucune des dispositions suivies sous son prédécesseur; l'administration était montée sur les mêmes bases. (¹)

(¹) Documens officiels (*manuscrits*).

TABIEAU CONTENANT LA DÉPENSE ET LA RECETTE DE L'ESPAGNE EN 1760.

REVENU ANNUEL.	RÉAUX villon.	ARGENT de France.
Produit du tabac	109,963,990	27,490,997 3
— des postes	33,175,990	8,293,980
— des fermes générales, c'est-à-dire des douanes, amirautés, droits des marchandises étrangères, etc..	127,726,500	31,931,625
— des fermes provinciales, c'est-à-dire impôts sur des vitres, et tributs levés sur les peuples.....	117,980,000	29,495,000
Aumônes fixées par S. M. C. aux archevêques, évêques et autres ministres ecclésiastiques. le jour de l'an, pour être distribuées aux pauvres dans tous ses royaumes; visitans dans des carcéz	3,660,000	915,000
TOTAL.....	392,506,410	98,126,602 3

Ce dernier article est placé dans les entrées des finances, parce qu'il provient de *las penas de camera*, et de ce qu'il en revient au fisc au bout de l'année.

DÉPENSE ANNUELLE.	RÉAUX villon.	ARGENT de France.
Pour l'entretien de l'armée de terre, 91,311 hommes de paie, y compris les officiers généraux de l'artillerie.....	90,490,640	22,622,660
Idem de l'armée navale, 45,810 hommes de paie.....	62,345,811	15,586,453 3
Idem des employés aux tribunaux de tout le royaume, en tout 18,000 hommes de paie.....	15,206,120	3,801,530
Idem des 7150 hommes qui sont aux présides.....	14,165,392	3,541,348
Idem des 26,000 hommes qui dépendent des fermes du tabac....	26,724,200	6,681,050
Idem des employés aux postes, en tout 14,800 hommes de paie.....	6,001,990	1,500,497 3
Idem aux fermes générales, 11,500 hommes de paie.....	12,147,590	3,036,897 3
Idem aux fermes provinciales, en tout 19,900 hommes de paie....	4,544,000	1,136,000
Idem des 3365 personnes de la maison du Roi, dépenses pour le palais et les maisons de plaisance de Sa Majesté.....	40,607,400	10,166,850
TOTAL.....	344,444,720	86,611,180
TOTAL.....	306,737,866	76,684,465 9

nâunt : Revenu annuel....	392,506,410 réaux,	= 98,126,602 francs 3 sous,
Dépense.....	306,737,866	= 76,684,465 9
Excédant.....	85,768,544	= 21,442,136 6

Outre les revenus compris dans ce tableau, il faut compter celui des Indes, estimé après la mort de Philippe V à cent vingt millions de réaux par an.

Par suite de l'ordre établi dans l'administration des finances, on se trouva à même d'entreprendre des travaux importans. Voici la désignation de quelques uns : On fit des dépenses considérables pour la construction du palais de Madrid; jusqu'au mois de juillet 1759, on avait dépensé trois cent quatre-vingt-dix-neuf millions cinq cent soixante-six mille sept cents réaux. L'année 1760, cette dépense monta à treize millions cinq cent quatre-vingt mille. Dans le port de Carthagène les ouvrages avaient coûté, sous Ferdinand, au-delà de cinq millions de piastres fortes; ceux de Rioseco, deux millions de piastres. Le château de Riofrio, que la reine Élisabeth Farnèse avait fait commencer pour son compte près de Saint-Ildephonse, et qui était bâti d'après le plan de celui de Madrid, fut continué ensuite par le roi à ses frais. Un certain nombre de fabriques avaient été établies pour le compte du trésor, entre autres celle de Talavera qui fut ruinée par la suite. (')

Une des branches du revenu public qui produisit beaucoup sous Ferdinand VI, fut celle des douanes. Dans les années 1758, 1759 et 1760,

(') Documens officiels (*manuscrits*).

le commerce étranger enregistra pour la valeur de quarante millions de piastres ; ce qui en donnait treize millions trois cent trente-trois mille trois cent trente-trois chaque année ; on estimait que la Hollande et les villes anséatiques fournissaient des marchandises pour cinq millions, l'Angleterre à peu près quatre, la France trois, et l'Italie un. Total, treize millions trois cent mille piastres. (1)

Voici les diverses mesures financières adoptées du temps de Ferdinand :

1. Un impôt de dix pour cent sur les revenus.
2. Cinquante pour cent sur les *sisas* et les *arbitrios* des villes.
3. Cinquante pour cent sur les compagnies des arts et métiers en raison de leurs capitaux respectifs.
4. Un emprunt de cinq cent mille piastres avancé par la compagnie de Guipuzcoa.
5. On alloua au trésor le tiers des rentes, appointemens, droits et charges aliénés naguère par la couronne.
6. Les ministres et les personnes attachées au service domestique de la maison du roi, contribuèrent au trésor avec le dixième (*la decima*) de leurs appointemens.
7. On demanda aux fermiers-généraux un don forcé selon leur richesse.

(1) Documens officiels (*manuscrits*).

8. On monnoya l'or et l'argent vendu à l'hôtel de la monnaie par des particuliers.

9. On défendit d'atteler plus de deux mules à chaque carrosse sous des peines pécuniaires.

10. Les pâturages de la Serena furent vendus.

11. La trésorerie escomptait des traites. (*)

A l'égard de cette dernière mesure, le marquis de la Ensenada se proposait le but de faciliter les opérations du commerce, et de payer dans les places étrangères les marchandises envoyées en Espagne. La circulation et l'échange se trouvant peu avancés, la couronne se vit dans la nécessité de se faire banquier : c'était par la même raison que le gouvernement était devenu manufacturier. Il y avait peut-être plus de bienveillance et de désir du bien dans ces démarches que de connaissance véritable de la science économique. Quoi qu'il en soit, le *giro* tomba bientôt dès que les banques particulières purent se multiplier.

Dettes publiques.

§. 4. De tous les monarques qui ont régi l'Espagne depuis trois siècles, Ferdinand VI a été le seul qui n'ait point légué des dettes à ses successeurs ; on lui reproche cependant de n'avoir point acquitté sous son règne les obligations que la

(*) CANGA ARGUELLES.

couronne avait contractées pendant les règnes précédens, non pas par mauvaise foi à la vérité, mais bien parce qu'effrayé du pesant fardeau légué par les administrations antérieures, il chercha à s'en débarrasser, en rendant cet affranchissement plausible par des raisons qui pussent calmer sa conscience; voici le fait :

Nous avons déjà fait voir ⁽¹⁾ les désordres auxquels les finances se trouvèrent livrées sous les monarques antrichiens, et que c'est là la source des nombreuses créances appelées *juros*. Philippe V avait non seulement réduit de moitié l'intérêt de ces obligations, mais il y eut sous son gouvernement plusieurs mesures prises pour leur amortissement, notamment en 1727 et 1732 ⁽²⁾. A son avènement, Ferdinand VI, effrayé des dettes nombreuses laissées par son père et par les rois qui l'avaient précédé, assembla une junte composée d'évêques, de ministres et de gens de loi, à qui il soumit la question suivante : Le roi est-il tellement tenu d'acquitter les dettes de ses prédécesseurs, qu'il n'y ait pas lieu à suspendre le paiement de ces obligations? On la décida négativement; la conscience du roi fut soulagée.

Par un décret de 1748, on ordonna la liqui-

⁽¹⁾ *Essai sur le règne de Philippe V.*

⁽²⁾ *Autos acordados*, 6, 7 et 8, titre xv, libro 5 de la recopilation.

dation de toutes les créances antérieures à l'avènement du roi, dont on prescrivait le paiement, à mesure que l'état du trésor le permettrait. On y destina d'abord soixante millions; une autre ordonnance du 2 décembre 1749, alloua un million de réaux par an pour le même objet. Cette somme fut portée, le 27 octobre 1756, à deux millions, dont on déterminait ainsi la distribution entre les différentes créances arriérées.

Armée	réaux de vellon. 500,000
Marine	50,000
Domestiques de la mai-	
son du roi.	600,000
Ministres et tribunaux.	500,000
D'autres créances.	750,000

Ainsi, le devoir d'acquitter les dettes de la couronne paraissait à Ferdinand toujours sacré; seulement il voulait acquitter de préférence celles de son règne. Il recommanda, par son testament, à son successeur Charles III, de payer d'abord celles-ci, et de ne point oublier celles des rois ses prédécesseurs aussitôt que les autres charges de la couronne pourraient le permettre.

Tels sont les faits concernant ce qu'on appelle la banqueroute de Ferdinand VI. On ne peut pas sans doute louer une mesure qui fit un si grand tort aux créanciers de la couronne, ni approuver cette classification de dettes qui rendit tout à

coup si diverse la condition des créances ; mais en principe, Ferdinand reconnut toujours que l'État devait les acquitter.

Marine.

§. 5. Le marquis de la Ensenada signala son administration par l'accroissement de la marine ; on a déjà vu, dans son *rapport*, les soins qu'il donnait à ce département, et les vues larges de cet habile homme d'état, au sujet de l'influence que la puissance maritime devait avoir sur les destinées de l'Espagne.

Voici l'état de l'armée navale sur la fin du règne de Ferdinand en 1758 :

Elle se composait de 85 bâtimens, savoir :

Vaisseaux de ligne.	44	{	2 de 80 canons
			36 de 70
			6 de 60
Frégates	19	{	2 de 50 canons
			3 de 30
			7 de 26
			2 de 24
			5 de 22
Chebecks.	14	{	1 de 30 canons
			3 de 18
			4 de 16
			2 de 14
			
Paquebots	4	{	1 de 16 canons
			1 de 14
			
Bombardes	4		de 8 canons

Cette force maritime coûta la même année.

En approvisionnement. 4,637,105

Le département du Ferrol. . . . 19,980,890

Celui de Cadix. 21,606,956

Celui de Carthagène 16,978,275

TOTAL (') 63,203,206

Industrie et Commerce.

§. 6. Les améliorations obtenues dans la perception de l'impôt facilitèrent les progrès de l'industrie et du commerce. Diverses ordonnances furent rendues dans l'intérêt de leur prospérité.

1°. On accorda une exemption totale de droits aux eaux-de-vie qui étaient transportées d'un point de la Péninsule dans un autre, ou qui seraient exportées pour l'étranger. On assujettit au paiement des droits ordinaires les eaux-de-vie importées en Espagne venant de l'étranger.

2°. On diminua les droits sur les étoffes de soie au moment de leur exportation.

3°. Diverses franchises furent accordées pour favoriser la pêche dans les ports de la Péninsule.

4°. L'exportation des peaux de lapin et de lièvre fut entièrement défendue.

5°. On ne permit plus l'introduction dans le

(') CANGA ARGUELLES.

royaume des étoffes fabriquées avec de l'or ou de l'argent faux dans l'étranger.

6°. On affranchit de tout droit le blé, le froment et le maïs, transportés par mer d'un port du royaume dans un autre.

7°. Les chiffons ne purent plus être exportés.

8°. On détermina les compagnies, fabriques et objets manufacturés qui devaient jouir de l'exemption de droits, et celles, au contraire, qui resteraient toujours sujettes au paiement.

9°. On permit l'exportation, libre de tous droits publics ou municipaux, des grains, vins et eaux-de-vie, sur des bâtimens espagnols : ces divers articles embarqués sur des navires étrangers, devaient payer les droits *reales* et non pas *municipales*.

10°. Tous les objets de fabriques étrangères, confectionnés avec de faux or ou de faux argent, furent défendus. On déclarait en même temps tous ceux de la même nature qu'il serait permis de fabriquer et de vendre dans l'intérieur du royaume.

On ne saurait dire, malgré ces ordonnances, que le gouvernement eut toutes les lumières qu'il aurait fallu avoir pour protéger l'industrie et le commerce. Il y avait même, parfois, dans ses concessions quelque chose qui décelait un système peu étendu et des vues rétrécies. En 1755, on permit bien à une compagnie de commer-

çans, formée à Barcelonne, de faire des expéditions pour Saint-Domingue, Porto-Rico et Marguerite; mais tant de restrictions furent attachées à ce privilège que la compagnie n'en voulut point faire usage.

La branche d'industrie et de commerce qui attira plus constamment l'attention du gouvernement, fut celle des pêcheries. Elles avaient éprouvé une grande décadence depuis que, par suite de la cession de Terre-Neuve à l'Angleterre par la France lors du traité d'Utrecht, les Espagnols ne furent plus admis à y faire la pêche. L'Espagne, s'il en faut croire Uztariz, consommait pour trois millions de piastres par an, en morue et en poissons étrangers; somme qui aurait suffi à elle seule, si elle eût été répandue dans les provinces maritimes du royaume, pour y augmenter le nombre des pêcheurs et de bateaux, ainsi que le commerce et la consommation de denrées et les revenus de l'octroi. Sous Ferdinand VI, on ne négligea aucune démarche pour chercher à affranchir cette branche d'industrie. On insista auprès du gouvernement anglais pour en obtenir la faculté de faire la pêche sur le banc de Terre-Neuve; mais les ministres de cette puissance s'y refusèrent; des notes diplomatiques furent échangées sans aucun résultat pour l'Espagne. Le cabinet britannique, forcé par le revers que ses armes avaient essuyé à demander avec

instance la coopération amicale de l'Espagne, et qui se relâcha, pour l'obtenir, jusqu'à proposer beaucoup d'autres concessions importantes telles que la restitution de Gibraltar, montra une inflexible opiniâtreté sur l'article de la pêche du banc de Terre-Neuve.

Le célèbre ministre Pitt, comte de Chatam, disait à ce sujet au comte de Bristol, dans une lettre datée de Whitehall, le 15 août 1758 : « Le Roi aime à croire qu'après tant de preuves et de faits incontestables, l'Espagne n'insistera plus sur son prétendu droit ; car il n'y a rien dans les traités d'applicable au cas en question, à moins qu'on ne veuille raisonner, comme le ministre espagnol, dans la lettre que M. d'Abren m'a lue de lui, où il dit que le *bacáloa* devenant très rare en Espagne, Sa Majesté Catholique a jugé convenable d'autoriser ses sujets à faire la pêche dans ces parages ; sur quoi je n'ai pu m'empêcher de demander à M. d'Abren ce qu'il dirait si le Roi, notre maître, jugeait la rareté d'or et d'argent un motif suffisant pour délivrer à ses sujets des lettres portant autorisation d'exploiter les mines du Mexique et du Pérou. »

Dans la lettre suivante du même ministre, il s'exprime de manière à ôter tout espoir d'accommodement sur ce point.

Whitehall, 26 septembre 1760.

« On a déjà transmis à Votre Excellence toutes

les instructions désirables au sujet de l'affaire en question. Elles renferment les preuves les plus évidentes et les plus valables sur le droit qu'a l'Angleterre de faire seule la pêche dans l'île de Terre-Neuve, à l'exception de la France seule qui a cette même faculté sous certaines réserves et restrictions établies par le traité d'Utrecht. Je n'ai pas besoin de répéter à Votre Excellence que l'amour de Sa Majesté pour son peuple et l'honneur de sa couronne l'empêcheront de consentir qu'on porte la plus légère atteinte à un droit aussi incontestable : elle ne souffrira pas qu'une branche d'industrie aussi profitable que la pêche de Terre-Neuve, la meilleure pépinière des marins, et presque le fondement du pouvoir maritime de la Grande-Bretagne, soit partagée.

« Faites entendre, je vous prie, à M. Wall, qu'il y a impossibilité absolue de consentir à cette demande si contraire aux véritables intérêts de la Grande-Bretagne; faites-lui entendre en même temps que nous estimons trop la justice et la droiture de ce ministre éclairé, pour ne pas espérer que la cour d'Espagne cessera de mettre un sacrifice impossible pour condition de la bonne intelligence qu'il est de son intérêt, autant pour le moins que du nôtre, de maintenir. » (*)

Par suite de ce refus obstiné, tout se borna donc

(*) *History of the right honorable William Pitt, earl of Chatham*, par M. Tackeray, vol. I. (Londres, 1827.)

de la part du gouvernement espagnol à favoriser cette industrie de quelques encouragemens accordés à la pêche sur ses propres côtes.

Chemins et Canaux.

§. 7. Parmi les travaux utiles commencés sous ce règne, il faut comprendre le canal de Castille ou de *Campos* : on en conçut le projet en 1752. On faisait entrer dans le même plan le Duero, le Pisuerga et autres rivières. Le canal devait parcourir quarante-six lieues en partant de Ségovie et L'Espinar jusqu'à Olivia, à une lieue et demie de Reynosa. On y travailla avec ardeur les premières années : le trésor y destina 3 millions 336,889 réaux de *vellon*. Les avantages qui résulteraient de ce canal pour la Castille, s'il était achevé un jour, sont incalculables, surtout traversant un pays qu'on appelle, à juste titre, *le grenier de l'Espagne*, et où l'abondance est pour le propriétaire presque aussi redoutable que la disette, faute de moyens faciles de transport et de communication. M. Canga Arguelles trace le tableau suivant des sommes dépensées pour ce canal.

Dépenses.

1753 à 1774.	22,340,000 réaux.
1774 à 1779.	47,460,000
TOTAL.	69,800,000

Profits et dépenses d'administration en 1779.

Produit de moulins et de <i>batanes</i> . . .	164,548
<i>Id.</i> de tanneries et de fabriques de papier.	232,406
	397,254

Dépense.

Appointemens des employés. . . .	231,531
Secours aux orphelins.	12,344
Paiemens aux employés dans les tanneries et pour l'achat des articles nécessaires.	186,190
<i>Id.</i> à ceux des fabriques de papier.	130,676
	560,741
DÉFICIT.	
	163,493

On ne peut que déplorer l'abandon où se trouvent les travaux nécessaires pour terminer et entretenir convenablement ce canal ; mais tant que le gouvernement n'adoptera pas d'autres principes d'économie publique et même de législation , on ne peut espérer de voir un si important ouvrage terminé. Tant de causes peuvent empêcher le succès de ces entreprises , que leur exécution n'est possible que dans les pays dont l'organisation sociale est bien entendue. C'est surtout la manie qu'ont les gouvernans de diriger ces entreprises, qui les rend coûteuses et interminables ;

car il suffirait d'engagemens contractés avec des compagnies pour arriver promptement au but que l'autorité n'atteindra pas dans des siècles : les capitaux n'ont besoin que de sûreté pour se porter vers ces spéculations. Là où les lois protégeront la propriété, on ne manquera certainement pas de fonds pour des établissemens auxquels se rattache la prospérité publique.

Les ministres de Ferdinand VI songèrent aussi à faire creuser un canal depuis Madrid jusqu'à Aranjuez, et à rendre le Tage navigable depuis cette résidence royale jusqu'en Portugal. Ce serait la seule manière, je ne dirai pas de réparer le tort des monarques espagnols, d'avoir bâti la capitale au milieu d'un désert aride, mais du moins de l'atténuer au moyen de ces communications. Philippe II étant maître du Portugal avait senti l'avantage de la navigation pour un fleuve qui arrose un grand nombre de provinces et qui se jette dans la mer devant Lisbonne; il donna des ordres pour écarter les obstacles qui s'y opposaient. Il aurait beaucoup mieux fait d'établir sa résidence dans cette ville; ses successeurs compteraient aujourd'hui, selon toutes les probabilités, le Portugal au nombre de leurs provinces. Quoi qu'il en soit, les Cortès destinèrent cent mille ducats pour commencer à mettre à exécution la grande entreprise de la navigation du Tage. L'ingénieur Antonelli la dirigea; en

1558 des barques parties de Tolède arrivèrent au bout de quinze jours de voyage à Lisbonne.

Depuis l'insurrection qui fit passer le Portugal sous la domination de la maison de Bragance, l'intérêt principal manqua pour continuer les travaux, puisqu'on n'était plus maître de déboucher dans la mer. Il fut cependant question en 1640, lors de la guerre contre le Portugal, qui rendait nécessaire l'envoi de l'artillerie et des munitions de toute espèce, d'ouvrir la navigation du Tage jusqu'à Alcantara : les ingénieurs Louis Carduchi et Jules Martelli reconnurent avec soin le courant du fleuve, dont ils tracèrent un plan fort détaillé, sans d'autres résultats. Sous Charles II, on eut aussi l'idée de rétablir l'ancienne navigation sur le Tage, et de creuser des canaux depuis Madrid jusqu'à Aranjuez, et depuis cette résidence royale jusqu'à Alcalá et autres villes : ce fut là le plan tracé par les ingénieurs flamands Grunemberg. Philippe V voulut reprendre ces projets ; son ministre, le marquis de Villarias, écrivit en 1740 à la ville de Tolède, par ordre du roi, pour demander les cartes et les plans levés par Antonelli, Martelli et Carduchi ; ces papiers, que la ville s'empressa d'envoyer, restèrent entre les mains du marquis de Scotti. (')

Carvajal voulut reprendre le projet de rendre

(') *Lettre du père Burriel à don Carlos Simon Pontero.*

le Tagè navigable jusqu'à Tolède; il trouva beaucoup de contrariétés. Un des principaux argumens contre son système, était la prétendue nécessité où l'on était de conserver un grand nombre de moulins établis sur le fleuve. Don Joseph de Carvajal, pour faire voir le vide de cette objection, fit construire des moulins sur des bateaux. Le succès démontra qu'on pouvait substituer ces moulins à ceux qui existaient, et qu'ils en offraient tous les avantages sans en avoir les inconvéniens. Ils étaient construits d'après le modèle tracé et décrit dans le 10^e volume du *Spectacle de la nature*, de l'abbé Pluche. Le père Burriel, qui s'entretint souvent avec Carvajal sur cet objet, et qui vit chez ce ministre les plans d'Antonelli, de Carduchi et de Martelli, affirme qu'il était pleinement convaincu de la possibilité de lever tous les obstacles pour établir la navigation; la mort de ce ministre fit encore avorter ce projet utile, qui n'a point été repris depuis cette époque. Bourgoïn remarque avec justesse⁽¹⁾ que c'est une négligence à peine concevable sous l'administration active et éclairée de Charles III.

On ouvrit sous Ferdinand VI la superbe route de Madrid à Castille, à travers le Guadarrama.

(1) *Tableau de l'Espagne moderne.*

SECTION DEUXIÈME.

SCIENCES, LETTRES ET ARTS. (1)

§ 1. En lisant l'histoire de la littérature espagnole du dernier siècle, on ne peut s'empêcher de gémir à l'aspect d'une des nations les plus éclairées et les plus spirituelles de l'Europe, plongée dans la stupeur et la superstition; mais, cette première impression passée, on ne peut voir, sans ressentir un vif plaisir, cette même nation essayer peu à peu de secouer des préjugés absurdes, que des intérêts particuliers étaient parvenus à accréditer généralement; on applaudit aux efforts et aux intentions bienveillantes des divers gou-

(1) Le lecteur remarquera que dans le tableau des auteurs et des ouvrages du règne de Ferdinand VI, nous anticipons quelquefois sur l'histoire du règne de Charles III. Plusieurs des hommes qui ont illustré la littérature espagnole dans le dernier siècle, ayant vécu sous divers règnes, il a été nécessaire de rendre compte de leurs écrits, n'importe l'époque à laquelle ils ont pu paraître; sans cela, il nous aurait été impossible de présenter des notices littéraires complètes.

Pour la rédaction de cette *deuxième section*, nous avons consulté les *Mémoires de l'Académie royale d'histoire de Madrid*; les ouvrages du père Feyjoo; Velazquez, *Histoire de la poésie espagnole*; les écrits du père Isla, et beaucoup d'autres ouvrages; mais nous avons puisé surtout un grand nombre de détails biographiques et littéraires dans la *Bibliothèque des meilleurs écrivains espagnols du règne de Charles III*, par M. de Sempère.

vernemens qui se sont occupés de l'avancement de la civilisation de ce peuple estimable. Il y a, en effet, dans ce beau spectacle de la raison qui triomphe avec calme, et graduellement, de l'empire funeste des erreurs, quelque chose de ce charme mystérieux et ineffable que nous éprouvons à l'aspect de l'éclat matinal de l'aurore, lorsque dissipant peu à peu les ombres de la nuit, elle chasse loin devant l'astre brillant qu'elle annonce, les nuages épais qui voulaient s'opposer à sa brillante clarté.

D'heureux résultats avaient couronné, à l'avènement de Ferdinand VI, les efforts du gouvernement de Philippe V, pour restaurer les sciences et les lettres. Le nouveau monarque, tout en suivant une politique diamétralement opposée à celle de son père, pour les affaires extérieures, n'eut qu'à marcher sur ses traces, quant à la protection souveraine accordée à la littérature. Aussi, voit-on sous son règne les sciences mathématiques et naturelles cultivées avec soin. La poésie et l'éloquence, quoique entichées encore des vices des temps antérieurs, commençaient à abandonner les fausses routes où elles avaient été engagées jusqu'à cette époque. Les principes de la législation civile et canonique étaient mieux compris; on sentait déjà assez généralement le besoin des réformes utiles, désir qui ne peut naître que dans des esprits

éclairés ou prêts à le devenir. Tout, en un mot, faisait présager la brillante époque du règne de Charles III, où les sciences et les lettres remises en honneur, compteraient pour protecteurs des hommes d'état qui en seraient eux-mêmes le plus bel ornement et le plus glorieux soutien. Il est vrai que l'ignorance était encore toute-puissante dans les universités, et qu'il fallait avoir beaucoup de ménagemens pour elle; car la plus petite démarche pour améliorer l'instruction publique, le mot seul de réforme l'effarouchaient. On continuait d'enseigner, comme par le passé, dans ces vastes et obscurs édifices, un petit nombre de notions vraies sur le dogme et la législation, mêlées à des subtilités et des abstractions inutiles, souvent même à de fausses doctrines; on appelait cela des sciences et des facultés, quoique le dialecte absurde qu'on y entendait eût fait presque regretter l'allure franche de la barbarie du moyen âge. Cependant, le gouvernement se voyait dans la nécessité de respecter ce qu'il ne pouvait pas abattre sans danger pour lui-même. S'il était d'un côté forcé de laisser à l'ignorance son sceptre de fer dans l'intérieur des universités, de l'autre il s'efforçait, avec toute l'énergie et l'action de son pouvoir, de multiplier dans le royaume les écoles et les établissemens utiles. C'était en évitant sagement d'attaquer de front

les retranchemens où l'erreur était inexpugnable pour le moment, qu'on pouvait espérer de l'en chasser un jour.

Pour exposer avec ordre la partie de l'histoire littéraire du règne de Ferdinand VI, je ferai d'abord mention des académies établies sous ce prince, en commençant par celle des beaux-arts, à laquelle il donna son nom.

ACADÉMIES.

Académie de San-Fernando ou des Trois nobles Arts, Peinture, Sculpture et Architecture.

§ 2. Quoique Philippe V ait été le vrai fondateur de cette académie, connue sous le nom de *Junta preparatoria*, les perfectionnemens qu'elle reçut sous son fils Ferdinand, l'affection particulière que lui voua ce monarque, font regarder cet utile établissement comme son œuvre spéciale. L'objet de cette institution est de conserver le bon goût dans les arts, et de le répandre partout chez les Espagnols. L'académie, placée immédiatement sous la protection du roi, a rendu déjà de grands services : elle distribue, tous les trois ans, des prix aux jeunes élèves qui ont donné les meilleurs morceaux de sculpture et de peinture, ainsi que les meilleurs modèles d'architecture. Depuis l'institution de l'académie, le roi entretient, à Rome, quelques uns des élèves qui se sont fait le plus remarquer par

leurs heureuses dispositions; ils coûtaient au Trésor, 136,000 réaux par an, sous Ferdinand. On avait aussi doté convenablement l'académie elle-même. Le roi allouait, pour l'entretien de l'académie de peinture, 60,000 réaux par an; la même somme était destinée à celle de sculpture et d'architecture. C'est ici le lieu de dire qu'une faveur égale était accordée aux académies de mathématiques de Cadix et de Barcelone.

Les nombreux tableaux peints par Murillo, Velazquez, Alonso Cano, Zurbaran et autres anciens peintres espagnols, font aujourd'hui l'admiration des connaisseurs les plus éclairés de l'Europe. Ils ont été étonnés de voir que les diverses écoles de Séville, de Grenade et de Valence, rivalisent avec le génie de celles de l'Italie elle-même. Or, il était digne de la gloire nationale d'affermir ce goût pour les bons modèles de l'école espagnole, au moyen de la création d'une académie chargée spécialement de le maintenir dans toute sa pureté, et de favoriser les dons que la nature a répandus avec une main aussi prodigue dans ce beau climat. On s'est proposé un but pareil pour l'architecture, qui compte aussi des ouvrages magnifiques en Espagne. L'académie est le tribunal suprême auquel doivent être soumis les plans de tous les édifices publics, sacrés et profanes, qu'on élève

dans toute l'étendue du royaume. Il a suffi de cette institution pour relever aussitôt l'architecture. Les édifices modernes attestent déjà la révolution qu'elle a éprouvée sous la dynastie des Bourbons. Outre le palais neuf de Madrid, on peut citer les portes d'Alcalá et de San-Vicente, le bâtiment de la Douane, celui de la Poste, et le superbe édifice placé le long du Prado, au-delà du jardin du Retiro, encore non achevé, et destiné à servir un jour de musée où l'on transportera le cabinet d'histoire naturelle, et où plusieurs académies tiendront leurs séances. Ce monument ajoutera, dit Bourgoin (*), à la réputation de l'architecte Villanueva qui l'a tracé, et dont il a commencé la construction.

L'église du couvent de *Las Salesas*, fondé par Ferdinand VI et par la reine Barbe, son épouse, a quelque chose d'imposant; mais on ne saurait la citer comme modèle de bon goût (*). Celle du couvent dit *San Francisco el grande*, en forme de rotonde, ornée de pilastres, frappe au premier coup d'œil; et quoique dépourvue d'élégance, son architecture ne manque pas de magnificence.

Nous aurons occasion de revenir encore sur les progrès que les beaux-arts ont fait en Espa-

(*) *Tableau de l'Espagne moderne.*

(*) *Tableau de l'Espagne moderne*, tome I, page 293.

gne, lorsque notre relation historique arrivera au règne de Charles III.

Projet d'une Académie générale des Sciences et des Lettres.

Nous avons déjà dit que Philippe V ne goûta pas la proposition que le marquis de Villena lui soumit, sur la création d'une académie générale, et qu'il s'arrêta provisoirement à la formation de *celle de langue espagnole*. Plus tard, il ordonna aussi celle de l'Académie royale d'histoire de Madrid. Dans l'ignorance où l'on est sur les motifs qui empêchèrent de créer une académie des sciences, à peine pourrait-on en trouver un seul qui offrît de la vraisemblance, si ce n'est la rareté des connaissances scientifiques parmi les Espagnols à cette époque. Les sciences avaient été autrefois en honneur en Espagne ; pendant le seizième siècle, l'astronomie et les sciences mathématiques étaient cultivées avec soin ; il y avait même existé une *Académie royale* des sciences, dont le comte de Puñonrostro, don Francisco Bobadilla et le marquis de Moya, avaient été membres. Don Gines de Rocamora, échevin de Murcie et député aux Cortès, y enseignait les mathématiques, ce qui lui donna occasion de publier son *Traité de la Sphère*. Ferrufino y commentait les quatre livres d'Euclide ; Jean Cedillo, professeur de mathématiques à Tolède, et Jean Angel y professaient, le premier cette

science; le second expliquait le traité d'Archimède, *De his quæ vehuntur aquis*. Le porte-étendard Muñoz traitait des *escadrons* et de la manière de les former, ainsi que des *Principes d'arithmétique et de la racine carrée*, pour l'usage des *sergens majors des armées*. Le capitaine Rojas démontrait le *Traité de la fortification*; don Bernardino de Mendoza, ambassadeur d'Espagne en France, suivait ce cours. M. Le-maure, dans son *Discours sur l'astronomie*, imprimé à Madrid en 1762, dit que l'Académie royale des sciences de cette capitale dut être créée en 1580 ou 1581, quatre-vingt-huit ans par conséquent avant celle de Paris, et la Société royale de Londres. Il ne restait plus de traces de cette académie sous le règne de Charles II.

Du temps de Philippe V, des écrivains éclairés firent bientôt remarquer que, faute d'avoir établi une académie des sciences, qui aurait cultivé toutes les branches des connaissances humaines, on voyait languir les sciences. Ils regrettaient les grands services que cette académie aurait pu rendre au pays, ainsi que l'avaient fait celles de la langue espagnole et d'histoire. Uztariz, dans son ouvrage (1), consacré à l'examen des moyens qu'il fallait employer pour relever l'industrie nationale, proposa l'établissement d'une académie des sciences : « Sachant, disait-il, par l'expé-

(1) *Théorie et pratique du commerce de marine*.

rience que j'ai acquise dans les pays étrangers, que les sociétés savantes y exercent une influence marquée sur la prospérité des manufactures et du commerce, puisqu'elles s'occupent constamment des découvertes que l'on fait chaque jour dans les sciences et les arts; et que c'est du sein de ces assemblées que jaillissent un grand nombre de connaissances utiles pour le perfectionnement des fabriques et pour la direction des opérations commerciales. »

On sentit, sous Ferdinand VI, la nécessité de réparer la faute du gouvernement antérieur. Luzan rédigea, par ordre du ministre Carvajal, le plan d'une académie générale des sciences, des lettres et des arts, qui serait établie à Madrid. Ce plan renfermait les réglemens, le nombre d'académiciens, leur classification en membres effectifs, associés et correspondans; les fonds dont l'académie devait être dotée et leur emploi; il allait même jusqu'à désigner les personnes qui lui paraissaient mieux mériter, par leur capacité et leur instruction, l'honneur de composer cette réunion littéraire. Le gouvernement, désireux de s'entourer de toutes les lumières possibles pour la formation de cette académie, chargea M. Ortega, savant naturaliste, de parcourir les pays étrangers et d'observer l'institution des autres sociétés de l'Europe. On envoya à Rome, à Paris, en Hollande, à Londres, à Bologne et

autres villes principales, des pharmaciens, des chirurgiens, des antiquaires et autres savans, sans oublier des littérateurs, afin de connaître les diverses méthodes suivies pour l'enseignement des sciences et des lettres dans les universités et les académies des autres pays. On acheta aussi, à Londres, pour l'usage de l'académie projetée, des instrumens de physique et de mathématiques. Mais le projet n'ayant pas été mis à exécution, le comte de Valparaiso, ministre des finances, les remit aux jésuites, qui se chargèrent de les conserver en dépôt dans le séminaire royal des Nobles.

On était généralement persuadé de la prochaine création d'une académie générale; et, en attendant son organisation à Madrid, on tint à Cadix quelques séances d'une société d'amis, dont les membres auraient composé, selon toutes les probabilités, celle de la capitale. Don Jorge-Juan, don Antonio Ulloa, et M. Godin y assistèrent pour la classe des mathématiques; le docteur Porcell, pour celle de médecine; don Pedro Virgilio, pour la chirurgie; don Joseph Carbonell, pour les langues orientales et les bonnes-lettres; pour l'histoire enfin et les antiquités, don Joseph Velazquez, marquis de Valdeflores.

Cependant, la fatalité voulut que le projet d'une académie générale manquât encore cette fois-ci d'exécution. Des obstacles vinrent s'y op-

poser aussi sous le règne de Charles III; et l'Espagne se voit ainsi privée d'un établissement utile, où tous les hommes distingués dans les diverses branches des connaissances humaines, se seraient trouvés réunis pour travailler d'un mutuel accord à la propagation des lumières et à améliorer l'état social, ainsi que la condition individuelle des Espagnols.

A la même époque, il exista à Madrid une académie ou réunion d'amis, que l'amour des lettres faisait rassembler chez la comtesse de Lemos, qui fut depuis marquise de Sarria. Le lieu des séances était l'hôtel de cette dame, rue del *Turco*. Ses premiers fondateurs furent tous des personnages de distinction. Les comtes de Salduña et de Torre-Palma, don Augustin Montiano y Luyando, du conseil du roi, secrétaire de la chambre de grâce et de justice, directeur de l'Académie d'histoire; les ducs de Bejar, de Medina-Sidonia, et d'Arcos. Plus tard, on admit dans l'académie, les marquis de Scotti, de Casasola, de Montehermoso et de la Olmeda; Nasarre, Santos de Leon; Villaroel, marquis del Palacio, Zamora, Porcel, Luzan, et Velasquez, marquis de Valdeflores. L'existence de cette association fut de courte durée. Elle commença le 3 janvier 1749, et finit au mois de mai 1751. (')

(') *Mémoire sur la vie de Luzan*, insérée dans la 2^e édition de sa Poétique.

Académie des Bonnes-Lettres de Séville.

Quelques personnes, excitées par l'amour des sciences et des lettres, se réunirent à Séville, en 1751; leur intention était de se livrer à toute sorte de travaux scientifiques et littéraires, dans la vaste région des connaissances humaines. Elles conçurent aussitôt le projet de former une encyclopédie, à laquelle on pourrait avoir recours pour puiser d'utiles renseignemens.

L'année suivante, le Conseil de Castille engagea la société à poursuivre ses travaux et approuva l'idée de la formation d'une encyclopédie universelle; le conseil recommandait de traiter les matières qui devaient en faire l'objet avec sagesse, discrétion, et une critique raisonnée, surtout de chercher toujours dans ce travail, l'alliance *du vrai et de l'utile*. Son premier directeur fut don Louis German.

Le roi érigea la société en académie, par un décret du 18 juin 1752, en l'autorisant à se constituer et à former ses réglemens organiques. Il témoignait au conseil sa royale reconnaissance, assurant qu'il serait toujours charmé des soins et des démarches dont le but serait de provoquer de si utiles institutions, « moyen le plus sûr pour que les sciences, ajoutait le monarque, fleurissent dans mes États. »

L'académie eut la faculté de se réunir dans

les beaux appartemens de l'Alcazar (palais du roi. ⁽¹⁾)

(¹) Les travaux qui nous sont restés de cette académie ne sont pas sans quelque importance, mais il s'en faut qu'ils aient cette universalité qui avait été l'objet des vœux de ses fondateurs. On publia le premier volume de ses *Mémoires littéraires*, en 1773, qui, dans tous les discours qu'ils renferment, ne traitent que des matières historiques d'un intérêt presque local. En voici le catalogue :

Discours sur l'utilité de l'étude des bonnes lettres, par M. Cortès.

Extrait d'une discussion écrite à l'occasion de la découverte faite à Séville d'une inscription sur *Flavius Valerius Constantius*, par M. Laso de la Vega.

Traduction et explication de l'építaphe hébraïque du tombeau du roi saint Ferdinand III, par don Thomas Antoine Sanchez.

Dissertation sur le vœu monastique du roi Wamba, par M. Sanchez Lopez.

Dissertation sur la célébration d'un concile national à Séville en 1478, par M. de Galbes.

Notice de deux inscriptions où l'on fait mention d'un ancien municipe nommé *Muniquensis*, par M. Cortès.

Deux *appendices* relatifs aux mêmes inscriptions, dont l'un de don Candido Maria Trigueros.

Notice sur l'histoire ancienne et moderne de la ville de Lora du Rio, en Andalousie, par Gusseme.

Explication d'une inscription romaine à Carmona, que le célèbre Muratori crut par erreur être à Séville, par Trigueros.

Notice et explication d'un monument antique romain, découvert dans la ville de Las-Cabezas de San Juan, ap-

SCIENCES PHYSIQUES.

Le gouvernement fit voyager en Europe Ortega (don Joseph), pharmacien en chef des armées du roi, sous-directeur du jardin Royal-Botanique de Madrid, pour acquérir des connaissances dans les sciences naturelles; car il s'agissait d'établir, à cette époque-là, une académie spécialement consacrée à leurs progrès. On dut au voyage de ce savant naturaliste la précieuse collection d'instrumens et de machines qui se trouvait, en 1787, dans le séminaire des nobles de Madrid. Ce fut lui qui attira en Espagne plusieurs savans étrangers, que l'administration s'empressa d'y fixer par toute sorte d'honneurs et de récompenses. Enfin, on établit, par les soins d'Ortega, dans la capitale, le Jardin-des-Plantes, dont le monarque lui confia la direction.

Ortega traduisit en espagnol le *Traité de l'Électricité*, de l'abbé Nollet. Il lut à l'Académie royale de Médecine de Madrid, le 30 mars 1748, l'éloge historique de don Joseph Cervi, premier

partenant à l'archevêque de Séville, par M. de Bruna et Ahumada.

Explication d'une inscription hébraïque que l'on lit sur la porte de la *Campanilla* de l'église cathédrale de Séville, par M. Trigueros.

Mémoires sur diverses inscriptions, sceaux et monnaies inédits, relatifs à la Bétique.

médecin du roi, où il laissa voir des idées fort lumineuses sur l'étude des sciences naturelles. Mais le service le plus important rendu par ce savant naturaliste, fut l'éducation de son neveu, don Casimiro Ortega, qu'il envoya dans l'université de Bologne, pour étudier les humanités, la philosophie, la médecine, la chimie et la botanique sous Monti, Beccari, Laghi, Bassi, et la célèbre physicienne doña Laura Bassi.

Parmi les savans étrangers attirés alors en Espagne par le gouvernement, nous devons nommer Bowles (don Guillermo), qui s'adonna avec un zèle tout particulier à l'étude des sciences physiques, et dont le talent et les vastes connaissances en font un des hommes les plus distingués de cette époque.

M. Bowles se trouvant à Paris, en 1752, en même temps que don Antonio Ulloa, ils se lièrent bientôt d'amitié. Ulloa parla de Bowles au ministre espagnol, comme d'un homme précieux par ses vastes et utiles connaissances, qu'il importait d'attirer en Espagne. Il consentit en effet à s'y rendre; on lui donna pour élève don Salvador de Medina, qui mourut par la suite dans la Californie, où il fut envoyé pour observer le passage de Vénus sur le disque du soleil; ainsi que don Pedro Saura, avocat, décédé à Madrid.

Bowles publia son *Introduction à l'histoire na-*

turelle et à la géographie physique, à Madrid. C'est un ouvrage tout-à-fait national, publié en Espagne et rédigé d'après des observations et des mémoires, recueillis aux frais de l'Espagne. Dans le *discours préliminaire*, on explique la signification de plusieurs mots dont on doit se servir dans l'ouvrage; on y donne un aperçu général sur la diversité des pierres et des mines qui existent en Espagne, en les comparant avec celles des autres royaumes; enfin, l'auteur y expose la méthode et l'économie qu'il a observées dans la disposition de son ouvrage.

Son travail comprend la narration de plusieurs voyages qu'il a faits dans la Péninsule, mêlés de descriptions et d'observations sur plusieurs points d'histoire naturelle.

Le premier voyage est celui de Madrid à l'Almaden, où il trace l'histoire de cette célèbre mine de cinabre, dont l'exploitation, ainsi que celle de la mine d'argent de Guacalcanal, enrichirent, pendant le dix-septième siècle, les deux frères allemands Fuggars, que les Espagnols appellent *los Fucares*. Il y combat l'opinion générale sur le venin des exhalaisons mercurielles, ainsi que la croyance où l'on était relativement aux souffrances des forçats qu'on y employait. « Chaque forçat, y est-il dit, coûte au roi 8 réaux (plus de 40 sols) par jour : ils sont mieux nourris que les laboureurs, vendent la moitié de leur portion

de vivres et jouissent d'une santé parfaite. Ils ne travaillent que trois heures par jour, et cependant on croit en général que leur travail est insupportable, et aussi pénible que la mort... Il n'y a pas de paysan de l'Almaden qui ne travaillât volontiers deux fois autant que les forçats, pour gagner leur salaire. »

M. Bowles décrit ensuite les fourneaux inventés par Alphonse de Bustamante, pour l'exploitation de la mine, dont le célèbre Bernard de Jussieu rendit compte à l'Académie des Sciences, à Paris, en 1719, dans un mémoire, et qui ont été plus tard adoptés dans les mines de la Hongrie, avec de grandes épargnes.

Quant au vif-argent que l'on retire de l'Almaden, M. Bowles dit qu'on en envoie cinq à six mille quintaux au Mexique, pour l'exploitation des mines de la Nouvelle-Espagne. « Il faut reconnaître, ajoute-t-il, que les Espagnols ont été les inventeurs de ce procédé, qui fut découvert en 1566, invention dont on aurait fait grand bruit ailleurs. »

Il parle de la mine d'argent du Mexique, connue sous le nom de *Voladora*; et il pense que si elle ne peut plus être exploitée, ce n'est pas précisément que les filons aient été épuisés, mais bien parce qu'on n'a pas su employer les moyens convenables d'exploitation.

Quant au salpêtre, il trouve que le sol de l'Es-

pagne peut en fournir assez pour devenir l'objet d'un commerce étendu et lucratif. Les Anglais et les Hollandais le font venir des Indes orientales. En France, il exige trois ou quatre préparations de plus qu'en Espagne.

En 1753, M. Bowles fit, par ordre du ministère, des expériences sur le platine; et nous voyons, par la dissertation qu'il inséra dans l'ouvrage concernant ce sujet, qu'il regardait le platine comme un métal nouveau, doué de propriétés spéciales et distinctes de celles des autres métaux connus, contre l'opinion émise par M. de Buffon à cet égard.

Il traite des plantes en général, et de celles de l'Espagne en particulier, parmi lesquelles se trouvent toutes celles que Bellonio et Vauwolfio décrivent en parlant des environs de Jérusalem.

Il s'occupe aussi de cette plaie qui afflige si souvent l'Espagne, et qui désola ses campagnes en 1754, 1755, 1756 et 1757, la *langosta* ou sauterelle du pays; et propose les moyens d'empêcher la propagation de cet insecte et de le détruire. (1)

Dans le *Voyage à Bayonne*, il fait une description détaillée de la Biscaye, des mœurs,

(1) Le deuxième volume des *Variétés littéraires*, Paris 1768, recueil estimable, donne la traduction française du savant mémoire de M. Bowles. (21 pages in-12.)

de l'industrie, et de l'aptitude des habitans pour le commerce, et de l'application des femmes au travail. Les circonstances lui font chercher une même origine aux Irlandais et aux Biscayens, dont les mœurs offrent le caractère d'une parfaite analogie.

L'ouvrage de M. Bowles est de la plus grande importance pour connaître la géographie de l'Espagne.

La physique, la médecine et l'anatomie, dont Martin Martinez avait fondé l'étude sur les bases de l'expérience et de l'analyse, trouvèrent un professeur distingué qui marcha sur les mêmes traces, dans le docteur Piquer, professeur de médecine à l'université de Valence. Il est très connu en Europe : l'Espagne lui doit la réforme de la médecine et la propagation des connaissances scientifiques.

A 23 ans, il avait déjà publié un ouvrage pour combattre les médecins systématiques, galenistes, avec ce titre : *Medecina vetus et nova continens Pharmaciam galenico-chimicam, et febrilogiam galenico-modernam, ad Tyrones*. Il lui mérita le titre de membre honoraire, que lui décerna l'Académie royale de Médecine de Madrid. Il fit ensuite successivement paraître plusieurs écrits, tous plus ou moins empreints

d'un talent créateur, et remplis de vues utiles. Voici le nom des principaux :

La Physique moderne, rationnelle et expérimentale. Valence, chez Garcia, 1745, in-4°. Il s'y montre opposé aux erreurs et aux subtilités de l'école peripatéticienne. Il raisonne toujours en philosophe éclectique.

Lettres apologétiques de la physique moderne, du docteur Piquer. Valence, 1745, in-4°. Cette défense est en forme de dialogue.

Carta joco-seria, adressée au docteur D. M. Segner, professeur de médecine de l'université de Valence, 1746.

Nouvelles du Parnasse, sur les écrits de D. L. Nicolau; transmises par D. Mathias de los Llanos, chirurgien-latiniste, au docteur Piquer, et lettre du 12 juillet 1747. Valence, chez Garcia, 1748.

Logique moderne, ou Art de saisir la vérité et de perfectionner la raison. Valence, chez Garcia, 1747, in-4°. On estime particulièrement, dans cet ouvrage, le *Traité sur les erreurs*. Il fut réimprimé en 1775.

Traité des fièvres. Valence, 1751. On en a fait plusieurs éditions; la meilleure est celle de 1768. C'est d'après elle qu'il rédigea les instructions qu'il fit paraître par la suite. Fouquet, dans son *Traitément de la petite vérole*, parle de ce traité avec éloge.

Philosophie morale, écrite pour la jeunesse espagnole. Madrid, 1755. L'auteur s'attache à faire voir que la religion ne pouvait que gagner à admettre la méthode d'observation, et les connaissances de la physique moderne, et que l'on peut bien mieux soutenir le dogme et ses vérités contre les incrédules, le livre de la nature à la main, qu'en suivant les errements du scholasticisme.

Discours sur l'application de la philosophie à la religion, adressé à la jeunesse espagnole, 1757. Goban, médecin célèbre de Montpellier, se plaignait, dans une lettre au docteur Piquer, de ce qu'il n'avait pas écrit ce discours et ses autres ouvrages en latin. « *Audivimus hic de te plurima circa medicinæ et philosophiæ applicationem, ad religionis nostræ miracula; opus pietate nec non sagacitate plenum. Tibi cum multis congratulor. O utinam in latinam linguam opuscula tua medica habemus, quia pauci natalem linguam audiunt.*

Les OEuvres choisies d'Hippocrate, avec le texte grec et latin, traduites en espagnol, avec des notes et des observations des anciens et des modernes. 1^{er} vol., Madrid, 1755. — 2^e vol., 1761. — 3^e vol., 1770. C'est la première traduction espagnole des œuvres d'Hippocrate.

Andreæ Piquerii archiatri, institutiones medicæ, ad usum Scholæ Valentiniæ. Matriti, 1762.

C'est un ouvrage très estimé, non seulement en Espagne, mais en Europe. M. Barthéz, chancelier de l'université de Montpellier, le faisait étudier par ses disciples; et il le cite avec éloge dans ses *Nouveaux élémens de la science de l'homme*.

Praxis medica Andreæ Piquerii archiatri, ad usum Scholæ Valentiniæ, Pars prior. Matriti, 1764. *Pars posterior*, 1769. On réimprima cet ouvrage à Amsterdam, en 1775, et à Venise, en 1776.

Discours sur le système du mécanisme. Madrid, 1778. (1)

(1) Le fils du docteur Piquer, prêtre aumônier du monastère royal de la Visitation de Madrid, fit paraître, en 1785, les œuvres posthumes de son père imprimées par Ibarra. En voici le catalogue :

Rapport de la junte supérieure de médecine au Conseil de Castille sur l'inoculation de la petite-vérole.

Opinion sur l'ouvrage intitulé Enbriologia sacra.

Rapport de la junte supérieure de médecine au Conseil de Castille, à l'occasion d'un projet présenté par l'université de Salamanque, pour la réforme de l'enseignement de la médecine.

Rapport sur la réforme des études de médecine en Espagne.

Oratio quam de medicinæ experimentalis præstantia et utilitate dixit in Academia medica Matritensi, D. Andreas Piquer catholicæ majestatis in cubiculo medici etc., die 17 aprilis, anno 1752.

Andreæ Piquerii archiatri, de Hispanorum medicina instauranda. Oratio ad Academiam medicam Matritensem.—

Recherches et Travaux historiques.

§. 3. On doit à l'Académie royale d'Histoire de Madrid, entre plusieurs autres travaux qu'elle a poursuivis avec une louable persévérance, le service signalé d'avoir excité le gouvernement de Ferdinand VI à ordonner des recherches dans les diverses bibliothèques, ainsi que dans les archives des villes, et des chapitres des églises cathédrales. Le premier soin d'une assemblée consacrée spécialement à l'étude de l'histoire, devait être en effet de bien connaître celle des lois, des usages et des événemens de l'Espagne. Ce fut vers ces recherches que l'académie porta toute son attention, en entrant ainsi dans la seule route qu'il lui fût donné de parcourir sans danger. Le gouvernement favorisa ouvertement le projet; le P. Burriel, don Francisco Perez Bayer et don Louis Velasquez, marquis de Valdeflores, furent chargés de parcourir, accompagnés de quelques employés subalternes, les provinces de l'Espagne et d'examiner toutes les archives du

Andreæ Piquerii archiatri, de procuranda veteris et novæ medicinæ conjunctione. Oratio ad Academiam medicam Matritensem.

Rapport de l'Académie de Médecine de Madrid, au Conseil de Castille, sur les censeurs des livres.

Discours sur la médecine des Arabes, lu par don Andrés Piquer à l'Académie royale de Médecine de Madrid.

royaume, publiques et particulières. Le fruit de ce voyage littéraire fut une précieuse collection de 13,664 documens originaux de l'histoire d'Espagne, y compris 439 historiens contemporains des faits qu'ils rapportaient; 7008 diplômes, 4134 inscriptions, 2021 médailles et 12 monumens de peinture, sculpture et architecture, sans compter plusieurs extraits d'auteurs anciens. Les circonstances de ce voyage, ainsi que le résultat des recherches, se trouvant exposés avec clarté dans les *Notices* sur chacun de ces savans, qui forment une partie considérable de l'histoire littéraire de cette époque, nous allons les insérer ici.

Bayer (Francisco Perez), précepteur de LL. AA. RR. les infants d'Espagne, membre du Conseil et de la Chambre du Roi, chanoine dignitaire de l'église de Valence, premier conservateur de la Bibliothèque du Roi.

Lorsque le gouvernement de Ferdinand VI ordonna, en 1750, le voyage littéraire dans les provinces de l'Espagne, M. Bayer, déjà avantageusement connu par son savoir dans les langues orientales, qu'il enseignait aux élèves de l'université de Salamanque, eut la commission de copier et de mettre en ordre les inscriptions et autres documens hébraïques. Il s'en occupa jusqu'en 1752 à Tolède, époque à laquelle il fut

chargé de faire un voyage en Italie, pour recueillir des manuscrits, des monnaies et autres monumens anciens.

M. Bayer eut occasion, en parcourant l'Italie, de voir toutes les bibliothèques, et de faire connaissance avec les hommes les plus éclairés de ce pays; il réunit, pendant ce voyage, plusieurs monnaies fort rares, et autres objets précieux pour la littérature. Lorsqu'il se trouva enfin établi à Rome, il forma une collection très nombreuse d'inscriptions, d'épithaphes et de mémoires de plusieurs espagnols, qui de tout temps ont habité cette capitale. Autorisé à examiner la bibliothèque du Vatican, il eut la permission de consulter plusieurs manuscrits rares, et de prendre les notes qui pouvaient servir à atteindre le but de sa mission, ou pour ses desseins particuliers. S'étant proposé comme un des objets de son voyage, de recueillir et coordonner les mémoires des Espagnols qui avaient été à Rome, et saint Damase et saint Laurent étant de ce nombre, il publia une dissertation savante avec le titre *Damasus et Laurentius asserti, et vindicati, Romæ* 1756, contre ceux qui avaient prétendu que ces deux personnages n'avaient point été Espagnols.

La pureté du style, l'érudition exquise, la facilité avec laquelle il s'exprimait dans les diverses langues, ainsi que la nouveauté et la solidité des

raisonnemens que l'on remarque dans cet ouvrage, firent connaître le mérite de l'auteur.

De retour en Espagne, Bayer fut chargé par l'Infant don Gabriel, dont il avait été le précepteur, d'illustrer ce passage de Salluste (l'Infant venait de faire paraître la traduction de cet historien) : *Ejus civitatis (Leptis) lingua modo conversa connubio Numidarum* ; ce qui donna lieu à une dissertation de M. Bayer, sur l'alphabet et la langue des Phéniciens et de leurs colonies. Il y cherche à établir que le langage phénicien était un dialecte de la langue hébraïque, surtout celui de Sidon et de sa colonie *Leptis*. Il rend compte de la controverse entre MM. Barthélemy et Swinthon, sur l'alphabet des Phéniciens ; il examine plusieurs médailles et monnaies du temps des colonies des Phéniciens dans la Sicile, à Malte, Costerra, Carthage, la Numidie, et la Mauritanie ; ce qui le conduit à parler des médailles espagnoles, bartulo et bético-phéniciennes. En parlant de cet ouvrage de Bayer, dans les *Éphémérides de Rome*, on dit que son auteur s'est montré le premier dans ce genre de littérature.

Francisci Perezii Bayerii, archidiaconi Valentini ser. hispa. Infantium Caroli III regis filiorum institutoris primarii de nummis hebreo-samaritanis. Valentiae edetanorum ; ex officina Benedicti Monfortis. MDCCLXXI.

Voici quel était le but de cet ouvrage : M. Bayer voulant frayer la route pour l'intelligence des monnaies très anciennes de l'Espagne , réputées inconnues , parce que personne ne s'était cru assez instruit pour en aborder l'explication jusqu'à ce que don Louis Velasquez eût publié *son Essai*, et convaincu que pour bien expliquer les monumens anciens hispano-grecs et hispano-phéniciens , surtout ces derniers , il fallait s'occuper auparavant des médailles *hebraïco-samaritaines*, sujet qui n'avait encore été traité , ni par les Rabbins , ni par les écrivains modernes , songea à réunir sur cette matière tous les monumens qu'il pourrait trouver. Ce ne fut pas sans peine, et après bien des années de travail et de recherches , qu'il parvint à se procurer trente-une médailles, dont il dut douze *hebraïco-samaritaines* à M. Savorgnani, qui, avec une rare générosité, lui en fit cadeau, sans consentir à accepter d'autres monumens qu'on lui offrit en échange.

Cet ouvrage fut accueilli par les savans antiquaires de l'Europe avec une faveur extraordinaire. « *Quis non te magnificaret*, dit M. Woide dans sa réponse, *vir reverendissime, qui cum eruditione consummatâ tantam modestiam morumque mansuetudinem conjungis, ut ab iis velis discere, quos docere, et eruditionis tuæ thesauris potes ditare?* » M. Barthélemy lui écrivit dans des termes aussi flatteurs.

On doit aussi à l'érudition et au travail assidu de M. Bayer, le Catalogue ou *Index complet des précieux manuscrits de la Bibliothèque de l'Escurial*, dans la partie concernant les manuscrits castillans, latins et grecs, qui forme trois volumes in-folio, et dont il accompagne les notices de plusieurs notes et observations, ainsi que des échantillons de caractères des plus anciens d'entre eux. M. Casiri avait été chargé du catalogue relatif aux manuscrits arabes.

Une secte de faussaires de documens publics, de monumens sacrés et profanes, de caractères, de traditions, de reliques et de livres anciens, avait paru à Grenade; leur chef était don Christophe Medina Conde. Ils furent dénoncés devant le tribunal ecclésiastique de cette ville. Le savant Bayer était le juge naturel dans cette discussion; on déféra à son avis. Medina Conde se rendit à Tolède pour plaider sa cause devant le savant antiquaire; il fit plus, il écrivit au P. Tassin, supérieur de la congrégation de Saint-Maure, très versé dans les connaissances numismatiques, en lui demandant son avis sur les antiquités de Grenade: mais les dessins des médailles n'étant pas encore parvenus au P. Tassin, il écrivit à Bayer pour le prier de les lui faire parvenir, ce que ce savant s'empressa de faire, en y joignant une note renfermant quelques uns des motifs qui lui faisaient croire qu'elles étaient controuvées.

Le P. Tassin confirma dans sa réponse toutes les remarques de M. Bayer : « J'ai fait voir, dit-il, à messieurs de l'Académie royale des Inscriptions et à M. Barthélemy, vos remarques sur les monumens de Grenade. Elles leur ont paru très judicieuses, et ils en ont inféré, que l'Espagne, comme la France, avait d'excellens antiquaires.

Outre les ouvrages déjà publiés, et les matériaux qu'il avait réunis pour la formation de son grand travail des *antiquités espagnoles*, dont la dissertation de *Nummis hebraico-samaritanis*, peut être regardée comme l'introduction, il en avait préparé plusieurs autres, tels qu'une dissertation de *Auctore sacramentarii Veronensis*, et une autre de *Toletano hebræorum templo*; les origines des mots espagnols dérivés de l'hébreu, en trois volumes in-4°; la réponse à l'apologie de Medina Conde; des notes à la bibliothèque de don Nicolas Antonio; sans compter une foule de lettres aux premiers savans de l'Europe, et autres travaux.

La traduction de la *Conspiration de Catilina* et la *Guerre de Jugurtha* par *Caius Sallustius Crispus*, ayant été faite par Bayer, quoiqu'il l'ait publiée sous le nom de son auguste élève, rend nécessaires quelques détails pour cet éclaircissement.

Charles III avait mis un soin tout particulier

à confier l'éducation de ses augustes enfans à des précepteurs éclairés, qui pussent leur inspirer à la fois le goût des lettres et des sentimens élevés. Celui nommé pour l'enfant don Gabriel fut le savant Bayer, dont nous venons de faire connaître l'érudition et le goût sévère pour s'exprimer dans les diverses langues qu'il possédait. L'auguste élève partagea l'esprit de travail et le goût de son maître; ce fut pour affermir ce goût que Bayer entreprit la traduction de Salluste, connue de toute l'Europe savante, et que le luxe typographique a rendue tout-à-fait digne du nom illustre qu'elle porte.

Salluste a été de tout temps un auteur favori pour les Espagnols, qui lui ont accordé la préférence sur les autres historiens latins. Don Diego Hurtado de Mendoza, Jean de Mariana, et Solis, l'ont pris pour modèle dans les divers travaux historiques dont ils se sont occupés. Pierre Chacon et Hiéronyme de Zurita l'ont enrichi de *notes* que l'on conserve manuscrites dans la Bibliothèque royale de l'Escurial. Les Grecs n'avaient pas encore restauré les belles-lettres dans l'Occident, que Vasco de Gusman, parmi les Espagnols, sur la demande de Fernan Perez de Guzman, seigneur de Batres, avait déjà fait une traduction de cet auteur latin, qui est conservée également dans la même bibliothèque. Elle donna même lieu à celle publiée en 1529, par *François*

de *Vidal y Noya*, qui eut trois éditions dans l'espace de trente ans, et à celle de *Manuels Sueyro*, publiée à Anvers en 1615.

Celle de l'enfant don Gabriel se fait remarquer, entre autres choses, par la pureté du langage; le traducteur ayant cherché à suivre les bons modèles de la langue espagnole au 16^e siècle, et à éviter avec soin l'introduction des mots et des phrases étrangères.

On a suivi, pour la traduction, le texte de l'édition des Elzevirs, faite à Leyde en 1634; ce texte n'étant pas correct en tout point dans plusieurs passages, on a eu devant les yeux deux manuscrits de la Bibliothèque de l'Escorial, un autre manuscrit appartenant à S. A. R., et plusieurs autres éditions anciennes, notamment une de 1475, sans nom d'imprimerie ni de lieu.

Bayer naquit à Valence en 1711, et mourut à Madrid en 1794.

Burriel (Andres Marcos).

Ce jésuite commença ses travaux par l'examen des manuscrits de la cathédrale de Tolède, occupation qui dura deux ans, depuis 1750 jusqu'en 1752; M. Bayer l'accompagna dans ses recherches. Le P. Burriel était chargé de la direction de cette importante entreprise littéraire; les commissaires nommés pour faire des recherches dans toutes les archives des provinces du royaume

lui communiquaient le résultat de leurs investigations et lui adressaient les copies des documens, dont il disposait le classement en rendant compte au ministère des progrès de la commission.

Il se proposait de former une collection de tous les documens anciens relatifs à l'histoire ecclésiastique de l'Espagne, surtout des Conciles et de la Lithurgie. Dans sa lettre au P. Ravago, en 1752, deuxième année de sa commission, on voit les richesses littéraires qu'il avait déjà amassées dans cette courte période. Il avait réuni plus de deux mille documens authentiques sur l'histoire ecclésiastique et civile, de dates postérieures à la conquête de Tolède. Il donne des détails très précieux sur la collection canonique dont se servait l'Église d'Espagne sous les Goths, en démontrant que celle d'Isidore Mercator était tout-à-fait inconnue en Espagne avant l'invention de l'imprimerie; il parle aussi d'autres collections qui avaient été faites en Espagne, dont il avait pris copie. Celle du Code gothique, en 4 volumes in-fol., fut comparée par le P. Burriel avec les manuscrits originaux qui existaient. Outre cette précieuse collection, que Loaysa ni Aguirre n'avaient point connue, il trouva des documens de conciles et autres également inédits. Il annonce aussi avoir découvert une ancienne Bible fort rare, qu'il croit avoir été écrite avant l'invasion

des Sarrasins ; et , à cette occasion , il hasarde quelques conjectures sur l'ouvrage *De obitu et interitu Patrum*, attribué à saint Isidore.

Dans une lettre à don Pedro de Castro, qui lui avait demandé des renseignemens historiques sur saint Isidore pour les envoyer au P. Zacharias, bibliothécaire du duc de Modène, occupé d'une réimpression des ouvrages de ce docteur de l'Église, il explique avec beaucoup de détail le *Codex veterum canonum Ecclesiæ Hispanicæ*, auquel saint Isidore prit une si grande part, et il marque un grand nombre d'erreurs dans lesquelles le cardinal Aguirre et de Cenni étaient tombés. Il y parle aussi des anciennes liturgies espagnoles, auxquelles travailla encore saint Isidore ; de plusieurs manuscrits anciens de la Bible auxquels il mit des préfaces ; d'autres exemplaires du *Fuero Juzgo* et de divers anciens manuscrits existant en Espagne, sur lesquels travailla le même docteur de l'Église.

On conserve aussi, de Burriel, une lettre remplie de faits très intéressans sur la navigation du Tage, d'où il résulte que de tout temps on a fait des tentatives pour rendre ce fleuve navigable. A cette occasion il parle de beaucoup d'autres projets de canaux, pour favoriser l'agriculture et le commerce de l'Espagne.

Il existe de même une lettre du P. Burriel au docteur Amaya, laquelle est insérée dans l'*Heb-*

domadaire des Savans, n° 23, sur la découverte d'un concile national tenu à Séville du temps des rois catholiques.

Quant aux ouvrages du P. Burriel, aucun ne porte son nom ; les voici :

Le *Prologue*, qui précède la relation du Voyage sous l'Équateur, de don Jorge Juan et don Antonio Ulloa.

La *Paléographie espagnole*, publiée par le P. Terreros en 1755, à la fin du 13^e volume de la traduction espagnole du *Spectacle de la Nature* ; elle parut avec quelques additions d'une autre main, en 1758.

Rapport de la ville impériale de Tolède au Conseil de Castille, sur l'uniformité des poids et des mesures dans tous les États de la monarchie espagnole, selon les lois ; Madrid, 1758. Cet ouvrage renferme plusieurs faits et des considérations d'une haute importance, relativement au droit ancien de l'Espagne, au gouvernement et à la police de Tolède ; sur la valeur comparée des métaux, et sur plusieurs autres points de législation et d'économie.

Notice sur la Californie, rédigée d'après l'histoire manuscrite écrite par le P. Venegas, au Mexique en 1739, et sur d'autres relations anciennes et modernes ; le tout publié à Madrid en 1757 ; 3 vol. in-4°.

Le P. Burriel, le premier des savans anti-

quaires de l'Espagne au dernier siècle, mourut à l'âge de quarante-deux ans, dans l'année 1762. (1)

Velasquez de Velasco, marquis de Valdeflores, chevalier de l'ordre militaire de Saint-Jacques, membre de l'Académie royale d'Histoire de Madrid, de celle des Bonnes-Lettres de Séville, et de celle des Inscriptions et Belles-Lettres de Paris.

Le marquis de la Ensenada, qui avait pris le marquis de Valdeflores sous sa protection, lui fit

(1) Dans la collection des canons de l'Église gothique espagnole faite par le père Burriel, se trouve le *Codex Emilianensis*, le plus ancien de tous ceux de ladite église, ainsi que ceux des églises de Gironne et d'Urgel. Cette collection de manuscrits se trouvant vers la fin du siècle dernier à Bruxelles entre les mains de don Carlos de la Serna, qui en avait hérité de son oncle don Juan de Santander, le gouvernement espagnol conçut l'idée de se la procurer, ou d'en ordonner la publication, dont l'utilité était évidente pour faire connaître le véritable esprit de l'ancienne discipline de l'Église espagnole avant l'introduction des fausses décrétales d'*Isidore Mercator*.

Le prince de la Paix dirigeait alors le gouvernement de la monarchie espagnole; comptant sur l'appui et la protection de ce ministre tout-puissant, le bibliothécaire Blanco, son compatriote et son protégé, proposa l'impression et la publication du Code Émilien. Beaucoup de personnes s'en alarmèrent. Il y avait en effet du danger pour des intérêts que la discipline moderne avait créés, dans la publication des canons et des réglemens de l'ancienne discipline ecclésiastique de l'Espagne. On mit donc tout en œuvre pour faire accroire à Charles IV, que l'ancien *codex* contenait des faits

obtenir la croix de Saint-Jacques et le désigna en 1752, sur la proposition de l'Académie d'Histoire, pour le voyage littéraire que le roi avait ordonné dans les provinces de l'Espagne, dans le but de recueillir des notions exactes sur la chronologie et la géographie péninsulaires. On lui assigna trois mille réaux par mois pour payer le dessinateur qui devait l'accompagner, ainsi que pour

et des doctrines peu favorables à la dignité et à la sûreté de la couronne, puisqu'il y était souvent question de l'élection des monarques goths et de leur destitution, ce qui pouvait fournir de funestes exemples. On crut généralement que sous ce prétexte spécieux, pour un gouvernement effrayé par la tendance des esprits, pendant la révolution française, vers les institutions démocratiques, on cachait le véritable motif, qui était d'empêcher la publication des principes de droit ecclésiastique contraires aux prétentions de la cour de Rome. Quoi qu'il en soit, la tentative réussit complètement auprès du monarque. Charles IV conçut quelques inquiétudes à ce sujet; mais son ministre de grâce et justice le marquis Caballero demanda un rapport sur cette matière à M. Sierra, alors fiscal du Conseil de Castille, dont les conclusions furent tout-à-fait rassurantes et propres à lever tous les scrupules du pieux monarque. Cependant l'impression ne marcha que lentement; et lors du bouleversement politique de 1808, on était aux dernières feuilles de l'ouvrage. L'impression de la collection fut tout-à-fait terminée en 1820, sous les Cortès à qui elle fut présentée par don Francisco Gonzalez, bibliothécaire du roi. (*)

* *Vie littéraire* de M. de Villanueva, publiée à Londres en 1825, vol. I, page 135.

les frais de fouilles, et de divers objets qu'on lui ordonnait d'acheter. La correspondance devait être adressée au directeur de l'Académie d'Histoire.

Velasquez commença son voyage le 1^{er} décembre 1752, par la ville de Merida, d'où il envoya des médailles et des dessins des bas-reliefs du temple de Mars, avec un mémoire qui en renfermait l'explication. De là il se rendit à Salamanque, pour reconnaître l'ancienne route (*via*), vulgairement appelée de *la Plata*. Il parcourut ensuite les royaumes de Cordoue, Jaen, Grenade et Séville, d'où il adressa également plusieurs dessins d'antiquités. Il se rendit ensuite à Malaga, sa ville natale, pour rédiger ses notes et observations; et il envoya, au commencement de 1755, à l'Académie, un volume qui contenait ses mémoires sur les antiquités des divers pays qu'il avait parcourus (*). Velasquez fut plus tard

(*) Voici ses divers ouvrages : *Essai sur les alphabets des caractères inconnus des médailles les plus anciennes, et des monumens d'Espagne*. L'auteur y parcourt les divers alphabets par lesquels on pourrait tenter d'expliquer les médailles non connues : savoir les alphabets grecs anciens, formés par Édouard Bernard, et corrigés plus tard par Spanhemius, que Velasquez lui-même avait augmentés de quelques caractères grecs, tirés des différens monumens anciens; l'alphabet étrusque de Louis Bousquet, augmenté de celui de Gori; le pelasgique et arcadique par le même Bousquet, et publié par l'Académie étrusque; le latin ancien

arrêté chez la marquise de la Vega Santa-Maria, chez laquelle il demeurait; et il fut conduit d'abord au château d'Alicante et ensuite à celui d'Alhucemas. Il fut rendu à la liberté en 1772,

et gothique de Bernard, publié par Spanhemius; le runique d'Olaüs Wormius, tiré des anciens monumens danois, augmenté par Velasquez; les Phéniciens et Samaritains de Scaliger, Nochars, Walton, Bernard, Montfaucon, Rabb-Azarias et Jean Swinthon; le punique, publié par Guyot de la Marne avec les observations de M. Fourmont. Velasquez compare ensuite entre eux les caractères de ces divers alphabets, et fait remarquer leur ressemblance, surtout ceux grecs, phéniciens, et hébraïques. Il termine en faisant l'application des principes établis par lui aux médailles et monumens anciens de l'Espagne.

Origine de la poésie castillane. On y trace l'histoire du Parnasse espagnol, que l'auteur a divisée en quatre époques : c'est un ouvrage important sur cette partie de la littérature.

Annales de la nation espagnole depuis les temps les plus anciens, jusqu'à l'entrée des Romains, d'après des écrivains originaux et des monumens contemporains.

Conjectures sur les médailles des rois goths et suèves de l'Espagne. L'auteur y fait preuve de ses vastes connaissances dans la numismatique.

Notice du voyage fait par ordre du roi, et d'une nouvelle histoire générale d'Espagne jusqu'en 1516, rédigée sur les écrivains et les monumens recueillis dans ce voyage.

Il existe aussi une production légère et badine de Velasquez sous ce titre : Collection de divers écrits relatifs au Cortejo (Sigisbée). C'est une satire contre les travers et les mœurs du temps, et sur les abus du pouvoir. Ce fut cet

et en arrivant dans son pays, il mourut la même année. (¹)

Le père Florez, de l'ordre de Saint-Augustin, professeur de théologie à l'université d'Alcalá, et membre correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de Paris.

Le père Florez fut un des hommes qui rendirent, sous Ferdinand VI, le plus grand service à l'histoire de la nation espagnole.

Il avait atteint l'âge de 35 ans, et publié plusieurs volumes sur la Théologie scholastique, lorsque son esprit lui fit apercevoir qu'il existait des études bien plus utiles. La lecture de la *Somme des conciles*, par Cabasucio, lui fit sentir qu'il pourrait se consacrer à d'autres matières plus en rapport avec les intérêts de la religion, et il conçut l'idée de se livrer à l'étude de l'histoire, et particulièrement de la *numismatique* et des *antiquités*.

Son premier ouvrage en ce genre fut la *Clave historial* (la Clef de l'histoire), ou introduction à l'histoire ecclésiastique et politique, à la chro-

écrit qui lui occasionna les persécutions qu'il éprouva par la suite; car lors de l'émeute de Madrid en 1766, on le crut l'auteur des pamphlets séditieux qui circulèrent.

Velasquez laissa un grand nombre d'ouvrages commencés, qui étaient dans son porte-feuille.

(¹) Mémoires de l'Académie royale d'Histoire; *Noticia historica de la Academia*.

nologie des papes , des empereurs , des rois d'Espagne , d'Italie et de France ; avec l'origine de toutes les monarchies , conciles , hérétiques , saints , écrivains , ainsi que des événemens mémorables de chaque siècle. On a fait au moins dix éditions de cet abrégé d'histoire , qui parut pour la première fois en 1743 (in-4°.). Le P. Florez avait emprunté l'idée de ce livre à l'abbé de Vallemont ; mais en se l'appropriant , il l'améliora par la méthode qu'il y introduisit et par les diverses additions dont il sut l'enrichir.

Le grand ouvrage historique de Florez fut son *Espagne sacrée* , ou Théâtre géographique et historique de l'Église d'Espagne ; origine , divisions et limites de toutes les provinces ; ancienneté , translation et état passé et présent de ses évêchés dans tous les États de la monarchie espagnole , ainsi que du Portugal , avec plusieurs dissertations critiques , pour illustrer l'histoire ecclésiastique d'Espagne ; 29 vol. in-4°., réimprimés plusieurs fois et dans différentes villes.

On se méprendrait d'une manière étrange si l'on cherchait dans ce vaste travail historique , autre chose qu'une précieuse collection d'anciens documens ; mais n'est-ce pas déjà un grand service rendu à l'histoire que la réunion de pièces authentiques qui seraient restées inconnues et par conséquent perdues au fond des archives ? Ce travail d'ailleurs suppose une vaste érudition et

un zèle à toute épreuve pour les recherches historiques.

Un autre ouvrage qui fait beaucoup d'honneur au talent investigateur du P. Florez est celui désigné ci-après :

Médailles des colonies, municipales et peuples anciens de l'Espagne; collection de celles qui se trouvent dans divers auteurs, ainsi que d'autres non encore publiées, avec l'explication et le dessin de chacune; par le P. Florez. Madrid, imp. d'Antoine Marin, 1757—1758. 2 vol. in-4°.

L'étude des médailles avait été peu en honneur jusqu'à Alphonse V d'Aragon, au commencement du quinzième siècle : ce monarque n'épargna aucune démarche pour s'en procurer dans toute l'Italie; il les fit placer dans une boîte d'ivoire qui l'accompagnait dans tous ses voyages. Ant. Panormitanus dit, en parlant de la passion de ce prince pour les médailles, qu'il regardait celles des empereurs illustres, et surtout celles de César, comme un encouragement à la gloire et à la vertu : *Inflammari ad virtutem et gloriam, inquiebat*. Les dialogues d'Antoine Augustin sur les médailles, furent le premier ouvrage de mérite publié sur cette science. Enfin plusieurs autres Espagnols ont fait des découvertes importantes dans cette partie.

Le P. Florez dit dans son *introduction* qu'il avait consulté trente-huit cabinets de médailles

pour la formation de son ouvrage ; aussi son travail fut accueilli en Europe avec une faveur méritée. M. Pellerin, dans son recueil de médailles des peuples et des villes, *qui n'ont point encore été publiées, ou qui sont peu connues*, dit en parlant du P. Florez : « Il a accompagné la description de toutes ces médailles, de dissertations et de remarques judicieuses et savantes : c'est tout ce qui a paru de meilleur dans ce genre jusqu'à présent. A un recueil aussi complet et fait avec autant de soins et de recherches, il doit rester peu de médailles à ajouter et encore moins d'observations à y joindre. »

L'empereur d'Allemagne, à qui le cardinal Migazzi, archevêque de Vienne, avait fait voir l'ouvrage de Florez, en garda l'exemplaire ; et pour honorer l'auteur il lui envoya une médaille en or avec son buste. Le comte de Caylus, président de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres de Paris, proposa à cette société savante de nommer le P. Florez membre correspondant : ce qu'elle agréa le 1^{er} janvier 1761.

Médailles des colonies, municipales et peuples anciens de l'Espagne, non encore publiées, avec celles des rois goths ; 3^e partie. A Madrid, de l'imprimerie de D. Ant. Sanchez, 1773. 1 vol. in-4°.

De nouvelles découvertes de médailles, faites depuis 1758, et l'inspection de nouveaux cabi-

nets, entre autres celui de l'infant don Gabriel, donnèrent lieu à ce supplément du premier ouvrage du P. Florez.

Mémoires des reines catholiques; Histoire généalogique de la maison royale de Castille et de Léon; Costumes des reines représentés dans des gravures; Aspect nouveau de l'Histoire. Madrid, imprimerie de Marin. Deuxième édition, la première 1761, la deuxième 1770; 2 vol. in-4°.

Le nombre des *nobiliaires* et des *généalogies* était si considérable en Espagne, que la *Bibliothèque héraldique* de Gerard Ernest de Franckeneau, ou bien de D. Lucas Cortés, ne renfermait que des notices de ce genre; mais il manquait une bonne *généalogie* de la maison royale. Le P. Florez, que ses études et sa vaste correspondance mettaient à même de remplir cette lacune, réunit une foule de documens, et marqua avec soin les noms et les événemens plus importans, relatifs aux reines, maitresses des rois, et aux enfans qui naquirent d'elles. On y trouve des faits curieux et peu connus; les gravures ou planches qui représentent les diverses costumes des reines, à des époques différentes, contribuent à relever le mérite de cette *Histoire nobiliaire chronologique*.

Voyage d'Ambroise de Morales, fait par ordre de Philippe II, dans les royaumes de Léon, Galice et la principauté des Asturies, pour examiner

les reliques des saints , les tombeaux des rois , et les livres manuscrits des cathédrales et des monastères ; publié par le P. Florez , avec des notes , accompagné de la vie de l'auteur avec un portrait. Madrid , Ant. Marin , 1765. 1 vol. in-fol.

De Formando theologiæ studio, libri IV, collecti ac restituti per R. P. M. Fr. Laurentium a Villavicencio, Doct. Theolog..... concionatorem ordinis eremitarum S. Augustini. Tertia editio, ex autographo postrema autoris manu concinnato. Curante R. P. M. Henrico Florez. Matriti : apud Joachim Ibarra, 1768. In-4°.

Le P. Florez publia aussi la même année un autre ouvrage de Villavicencio, intitulé : *De sacris concionibus, seu de interpretatione sacrarum scripturarum populari, libri III.* Chez Ibarra : il joignit au premier de ces deux ouvrages une notice sur la *vie* et les *écrits* du P. Villavicencio.

Rapport fait sur la demande du P. Ravago, sur la question de savoir s'il conviendrait de faire imprimer les codes gothiques des conciles qui existent dans la Bibliothèque de l'Escorial (manuscrit).

Rapport fait sur la demande du Conseil de Castille, touchant la méthode de conserver les livres (manuscrit).

Le P. Florez forma un cabinet de médailles et d'objets d'arts assez considérable; il le conservait, ainsi que sa précieuse bibliothèque, dans le

couvent de Saint-Philippe *el Real* de Madrid.

Ce n'est pas un petit mérite que d'avoir acquis ce goût exquis pour les monumens anciens et une érudition aussi vaste que solide dans les matières historiques, en dépit de la barbarie et du scholasticisme dont le P. Florez avait sucé le lait dans les écoles monastiques de ce temps-là. Par une de ces heureuses compensations que l'on observe dans la destinée des peuples, l'Espagne, que la multiplicité des couvens avait plongée dans l'ignorance, est redevable à des moines de quelques bons ouvrages. On voyait de temps à autre sortir de la solitude des cloîtres des hommes éclairés qui paraissaient chargés par la Providence de l'honorable mission de répandre les lumières parmi leurs compatriotes : on eût dit que le ciel, apitoyé sur le sort de la malheureuse Espagne, voulait faire tourner au profit de ce peuple ces mêmes institutions qui l'avaient rendu ignorant et qui l'avaient dépeuplé et appauvri.

Une autre circonstance non moins remarquable de la vie du P. Florez, c'est que malgré les honneurs que Benoît XIV lui accorda dans son ordre, pour le récompenser des immenses recherches de son *España sagrada*, au milieu de l'estime particulière que son souverain lui témoignait, et nonobstant le concert unanime de tous les savans nationaux et étrangers pour rendre justice à

son rare mérite, il aima toujours la retraite, et la vie consacrée à l'étude, sans se laisser jamais séduire par les conseils trop souvent perfides de l'ambition.

Le P. Sarmiento.

Parmi les savans Espagnols de l'époque dont nous traçons l'histoire littéraire, on doit compter le P. Sarmiento, bénédictin. Il publia la *Démonstration critico-apologétique du Théâtre critique universel du P. Feyjoo*. Madrid, chez la veuve de François del Hierro, 1732. 2 vol. in-4°.

Le P. Sarmiento, un des élèves chéris du P. Feyjoo, avait signé les approbations qui se trouvaient en tête des ouvrages de son savant instituteur; il ne put rester spectateur indifférent dans la lutte acharnée que les préjugés généraux soulevèrent contre le *Théâtre critique* de cet écrivain éclairé, contre lequel il y eut plus de cent pamphlets ou livres de publiés. Sarmiento ne fit point paraître d'autres écrits de son vivant : on publia ses œuvres posthumes peu après son décès. Le tome premier comprend des Mémoires pour l'histoire de la Poésie et des poètes espagnols, imprimés par les soins du monastère de Saint-Martin de Madrid, dédiés à S. E. le duc de Medina Sidonia. Madrid, 1775, chez Ibarra. In-4°.

Le P. Sarmiento travaillait à amasser des ma-

tériaux pour l'histoire de la littérature ; mais ne se proposant pas de les publier encore, il se contentait de lire la relation de ses découvertes à quelques uns de ses amis. Ses manuscrits n'offrent pas, par conséquent, l'ordre ni l'enchaînement qu'il faudrait pour former un ouvrage ; cependant ces mémoires sont un peu plus soignés que les autres manuscrits, parce qu'il les envoya à son ami le cardinal Valenti Gonzaga. Ils auraient été perdus pour la littérature sans la vigilance de don Clemente d'Arostegni, qui les introduisit en Espagne ; car l'auteur n'en avait pas même conservé une copie.

Le marquis de Valdeflores avait déjà entrepris la même tâche que le P. Sarmiento ; mais il n'avait pas eu connaissance de la lettre du marquis de Santillana, écrite dans le XV^{me} siècle, et qui a singulièrement contribué à éclaircir les premiers temps de la poésie castillane. (1)

(1) Dans le *Semanario erudito*, on a imprimé les fragmens ci-après du père Sarmiento.

Catalogue de quelques livres curieux et choisis, pour la bibliothèque d'un riche particulier qui désire acheter trois ou quatre mille volumes.

Discours critique sur l'origine des Maragatos (district dans le royaume de Léon).

Le Pourquoi oui et Pourquoi non, sur sa conduite et sur sa répugnance à écrire pour le public.

Origine des Villanos (Vilains.)

LÉGISLATION.

§. 4. On commençait à sentir vivement la nécessité d'opérer une classification dans les nombreuses lois que renfermaient les Codes des temps passés et présens. Au lieu de contribuer par leur multiplicité à éclairer les juges dans la discussion des procès, elles donnaient lieu, au contraire, aux interprétations et au désordre dans l'administration de la justice. En 1748, Mora y Jarava publia son estimable ouvrage sur la jurispru-

Trois lettres au duc de Medina Sidonia sur la *Loi salique*, sur l'*Électricité*, et sur l'*Étymologie du nom Aranjuez*, l'*arbrerion* et *ceetzeria*.

On a imprimé séparément la *Dissertation sur les vertus et l'usage de la plante appelée carqueixa*, et sur l'*ancienneté des bubons*.

Il y a trois choses sur lesquelles on ne doit pas se permettre de donner des conseils : aller à la guerre, naviguer et se marier.

Dans le *Courrier littéraire* de l'Europe, on a publié les fragmens et les lettres ci-après du père Sarmiento :

Opinion sur cette question : La culture des terres est-elle préférable, pour la prospérité du royaume, à celle des forêts et des bois, et surtout en Galice ?

Réponse adressée au Conseil de Castille sur l'opinion qu'il lui avait demandée au sujet de l'ouvrage intitulé : l'*Espagne primitive*.

Histoire naturelle de l'arbre *Betula*.

Plusieurs lettres sur diverses matières de littérature et d'histoire naturelle.

dence, dont le titre annonce clairement le but : *Des erreurs dans le Droit civil*. Le marquis de la Ensenada déplorait, dans sa représentation adressée à Ferdinand VI, l'inexécution des sages instructions communiquées par le Conseil de Castille aux universités, relativement à l'enseignement de la jurisprudence. « Celle qu'on y apprend, ajoute-t-il, a peu ou point de rapport avec la pratique; car la justice ne devant être administrée que conformément aux lois nationales, et celles-ci n'ayant aucune chaire destinée spécialement à leur enseignement, il en résulte que les juges et les avocats, après avoir assisté pendant plusieurs années aux cours dans les universités, se trouvent fort peu en état de remplir les fonctions de leur ministère, forcés qu'ils ont été d'apprendre partiellement et sans méthode les matières dont la connaissance est généralement nécessaire.

« On n'enseigne dans les universités que le droit romain, tandis que, pour les tribunaux du royaume, il n'y a d'utile que l'*Abrégé du Droit*, avec des principes appliqués à nos lois, considération qui déterminait Antoine Perez à entreprendre la rédaction de son *Instituta* (Institutions). »

Le ministre proposait la formation d'un nouveau Code de lois nationales avec leur *Instituta*, en réduisant les trois volumes de la collection à un seul volume, attendu qu'il y avait plusieurs

lois tombées en désuétude, et qui n'avaient plus aucun rapport avec les mœurs actuelles; qu'il y en avait aussi de très compliquées; enfin qu'il en existait d'autres qu'il fallait expliquer et éclaircir. Il s'agissait de donner à ce nouveau Code le nom de *Fernandino*, en l'honneur du monarque qui se chargerait de le créer.

On finissait cet exposé en disant : « Qu'il régnait en Espagne une ignorance absolue sur le droit public, base de toutes les lois; qu'il fallait songer à la rédaction d'une nouvelle *Instituta*, si l'on ne voulait pas se contenter de celle d'Antoine Perez : quant à ce qui regardait le droit canon, il faudrait l'enseigner désormais d'après les principes de l'ancienne discipline de l'Église, et des conseils généraux et nationaux; car l'ignorance est aussi profonde et universelle à cet égard, que nuisible à l'État et aux intérêts du trésor. »

Vers cette même époque, on traduisit en espagnol *la véritable méthode des Études* de Barbadiño, où l'on trouve des vues très saines sur la réforme de la législation, ainsi que de toutes les autres branches de la littérature.

ÉLOQUENCE SACRÉE. — POÉSIE.

§. 5. A peine peut-on se faire une idée exacte du mauvais goût introduit parmi les prédicateurs vers la fin du dix-septième siècle, et de la dégradation dans laquelle l'éloquence de la chaire était

tombée à cette époque. Les poètes eux-mêmes, donnant dans toutes les extravagances du *gongorisme*, faisant un usage déplorable d'hyperboles, d'antithèses et de concetti, paraissent presque raisonnables à côté des prédicateurs. Ils outrageaient beaucoup moins la raison et le goût. Ce n'est point assez, pour connaître toute l'étendue de la corruption de l'éloquence sacrée, que de lire les sermons qui nous restent de ce temps-là ; car ayant dû nécessairement être corrigés au moment de les livrer à l'impression, cette circonstance n'a pu qu'atténuer le jargon barbare, quelquefois même impie, qu'on y parlait.

Outre les causes générales de la décadence de la littérature, dont l'action dut contribuer plus ou moins à cette corruption, il en existait d'autres spéciales et d'une influence plus directe sur l'éloquence évangélique. Autant dans les beaux siècles du christianisme, l'érudition et les grâces du style avaient été nécessaires pour défendre avec avantage la religion contre ses doctes adversaires, autant on négligea de tels moyens de persuasion dès que le clergé, assuré de son pouvoir par l'intolérance civile, comptait sur l'obéissance et l'asservissement des esprits. Quel besoin pouvait-on avoir de persuader ni d'instruire, puisque sur le moindre soupçon de contradiction ou d'hétérodoxie, on s'empressait d'allumer les bûchers, et d'y précipiter les hommes peu dociles ? Par suite

de cette domination non contestée, le clergé négligea presque entièrement l'instruction de ceux qu'on destinait au ministère de la prédication. Pour comble de malheur, les moines s'en étaient emparés presque exclusivement. Au mépris des lois établies par l'ancienne législation canonique, les bulles des papes avaient affranchi les Instituts religieux de la dépendance des évêques; ils dirigeaient seuls les études dans leurs monastères; et ce qui était bien plus encore à regretter, les corps enseignans nationaux, les universités elles-mêmes étaient aussi sous leur direction. La nécessité des connaissances acquises, pour bien remplir le ministère de la prédication, était si peu sentie dans les couvens, qu'on ne destinait pour l'exercer devant des auditeurs ignorans ou soumis, que des jeunes moines, montrant peu de capacité pour l'administration intérieure, ou pour remplir les emplois de leur Institut. C'est cette pratique si funeste aux intérêts de la religion que le P. Isla exprima si bien et avec tant de malice dans l'intitulé d'un des chapitres de son *Gerundio* : *Deja F. Gerundio los estudios, y se mete a Predicador*. De la hardiesse, une collection de métaphores insaisissables et de sentences obscures et ampoulées, avec un organe sonore et retentissant, voilà les seules qualités qui donnaient aux jeunes moines le droit de monter en chaire. Elles les autorisaient à jouer devant un peuple, courbé

sous leurs lois, une sorte de parade, qui finissait quelquefois par des scènes risibles et tout-à-fait bouffonnes. Lorsque l'on n'était pas sûr de la faconde des orateurs, ou, pour mieux dire, de leur verbiage, on leur faisait apprendre par cœur trois ou quatre sermons tout aussi absurdes, composés par d'autres moines aussi ignorans qu'eux, et on les envoyait les débiter ensuite au hasard dans les provinces, en leur disant comme Jésus-Christ à ses apôtres : *Ite in universum mundum, prædicate evangelium omni creaturæ.*

Quelques efforts furent tentés inutilement pour ramener le ministère évangélique à sa dignité primitive. Vers la fin du dix-septième siècle, on avait traduit en espagnol les ouvrages du P. Senesi; mais ce premier pas vers la réforme de la chaire n'avait produit aucun imitateur d'un aussi digne modèle. Ce fut vers le milieu du siècle suivant que le P. Isla attaqua, avec le succès le plus complet, par son *Gerundio*, les extravagances et les aberrations de l'éloquence de la chaire, qui avait tout-à-fait perdu de vue chez les Espagnols les beaux modèles du seizième siècle, et était tombée dans un mélange absurde du sacré et du profane, de textes d'auteurs ecclésiastiques, de sentences des poètes et des philosophes de l'antiquité. Le triomphe que Cervantes avait remporté, jadis, sur les auteurs de mauvais romans, par son immortel *Don Quichotte*; celui que, dans des temps

postérieurs, Moratin obtint sur les mauvais poètes dramatiques, par sa *Comedia nueva*, le P. Isla le remporta sur les prédicateurs de son temps. Le F. Gerundio parut en 1758, à Madrid : employant sans cesse le ton d'une raillerie fine et d'un badinage spirituel dans cette production, l'auteur accabla d'épigrammes les mauvais prédicateurs ; et comme l'empire de l'erreur est partout éphémère, il suffit du talent d'un seul écrivain hardi pour le renverser. Il s'en faut bien cependant que le F. Gerundio soit un ouvrage de génie quant à l'invention ; l'action est en même temps faible jusqu'à la trivialité : mais le service qu'il rendit fut immense, et il est juste de lui tenir compte de l'importance de ses résultats.

L'ignorance démasquée s'empressa de se révolter contre son redoutable adversaire. Elle eut recours à son genre d'argumentation habituelle, la dénonciation au Saint-Office, devant lequel l'ouvrage fut accusé comme impie et détracteur de l'état ecclésiastique, suspect de toutes les hérésies, puisqu'on y parlait avec mépris des religieux mendiants, connus sous la dénomination générale de *Frayles*. Les qualificateurs furent d'avis que l'ouvrage méritait d'être défendu, sous prétexte qu'il faisait lui-même un mauvais usage du texte sacré, tout en voulant jeter du ridicule sur les mauvais prédicateurs, et que son héros prêchait des sermons fourmillant de ces mêmes défauts

qu'il voulait censurer : l'ouvrage fut défendu en en effet. Le Saint-Office, qui jusque-là n'avait pas songé à empêcher la lecture des sermons remplis d'allusions indécentes et grossières sur ce que la religion a de plus sacré, frappait ainsi de sa réprobation le seul livre qui avait osé en faire justice. L'impression fut néanmoins continuée à Bayonne. Mais, quoique le véritable auteur eût eu la sage précaution de garder l'anonyme, il ne put éviter d'être traduit comme son livre devant l'Inquisition. Il ne fut pas difficile au P. Isla de justifier son ouvrage par les absurdités que l'on entendait débiter chaque jour du haut de la chaire. L'affaire n'eut pas de suite. Quelques écrits furent aussi lancés contre le *Gerundio*, auxquels le père Isla répondit par diverses lettres qui n'offrent plus aujourd'hui d'intérêt. (1)

(1) Le *Gerundio* n'est pas la seule production littéraire du père Isla. Voici ses autres ouvrages : *El día grande de Navarra*, le Grand jour de la Navarre ou Relation des réjouissances solennelles improvisées et glorieuses à l'occasion du serment de fidélité prêté au roi catholique Ferdinand II de Navarre, et VI de Castille, dans la capitale impériale et royale de Pampelune, par les soins de sa noble députation, le 21 août 1746. Dédié au vice-roi et capitaine-général S. E. le comte de Maceda. Il reste encore aujourd'hui fort peu avéré si, dans cette production légère et badine, le père Isla se proposa de s'égayer aux dépens des Navarrois, et de faire rire ses lecteurs par des éloges démesurés et hyperboliques des fêtes de leur pays lors du couronnement de

C'est ici le cas de faire observer que ces vices de l'éloquence de la chaire firent place à d'autres non moins contraires aux intérêts de la religion qu'au génie de la langue castillane. En fuyant les

Ferdinand VI. On serait disposé, sur la simple lecture de sa relation, à penser que tel avait été son but; toutefois, la députation du royaume de Navarre elle-même, objet apparent des plaisanteries du père Isla, eut le bon esprit d'écrire au supérieur du convent des Jésuites, où demeurait l'auteur, pour le justifier des reproches auxquels il se voyait sans cesse en butte. C'était une démarche fort adroite de sa part, que d'écarter par cette assurance le soupçon d'avoir été tournée en ridicule. Quoi qu'il en soit, l'écrit du père Isla a un mérite singulier, celui d'une plaisanterie fine et délicate; c'est par sa grâce qu'il a pu désarmer la haine que, sans elle, il aurait infailliblement encourue de la part de ceux aux dépens de qui il voulait s'égayer. Le *Dia grande de Navarra* sera toujours un modèle en ce genre.

Lettres de Jean de la Encina contre un écrit de Joseph Carmona, chirurgien de Ségovie, intitulé : *Méthode pour guérir les engelures*. La seconde édition parut à Madrid en 1764; c'est un badinage léger et ingénieux contre ce chirurgien latiniste.

Réflexions chrétiennes sur les grandes vérités de la religion, et sur les mystères, 1785, Madrid, chez Ibarra.

Lettres à sa sœur.

Abrégé de l'histoire d'Espagne, écrit en français par le père Duchesne, traduit en espagnol par Isla. Il fit également la traduction de la *Vie du grand Théodose*, par Fléchier, et de l'Année chrétienne du père Croisset.

La traduction la plus remarquable du père Isla, parce qu'elle présentait en effet plus de difficultés que les ou-

défauts des prédicateurs nationaux, on n'évita pas de les échanger contre la servile imitation des orateurs étrangers. Il y eut un débordement de sermons traduits du français; de graves inconvéniens en furent la suite. On ramenait, sans doute, dans les ouvrages de bons prédicateurs français, les esprits vers la méditation des vérités et des devoirs de la religion; mais, celle-ci se trouvant alors engagée en France dans une lutte continue contre les philosophes, les sermonnaires français abondèrent en discussions polémiques, presque aussi inintelligibles que l'ancien jargon des prédicateurs, pour la plupart des auditeurs espagnols, hors d'état de comprendre ces matières. De plus, ces discussions étaient dangereuses en ce qu'elles portaient le trouble dans des esprits jusque-là convaincus de la vérité de leur croyance. Il est fâcheux pour la religion que ce

vrages indiqués, fut celle de *Gil-Blas de Santillane*, de Le Sage. Il y émet l'opinion que l'auteur français avait été traducteur lui-même, et que le roman avait été originellement écrit en espagnol. M. Llorente a cherché à rendre de nos jours cette même opinion plausible dans un écrit intitulé : *Observations critiques sur le roman de Gil-Blas de Santillana*, qu'il fit paraître en 1822 à Paris, dans lequel il s'attache à prouver que le roman de *Gil-Blas* n'est point un ouvrage original, mais un démembrement des *Aventures du Bachelier de Salamanque*, manuscrit espagnol alors inédit, que M. Le Sage dépouilla de ses qualités les plus précieuses. M. Llorente y montre une rare érudition.

soit du haut de la chaire évangélique qu'on ait ainsi ébranlé les croyances, en mêlant mal à propos aux vérités de la religion des controverses faites pour porter atteinte aux opinions généralement reçues.

Quant à la langue, comme les bonnes traductions des modèles même d'éloquence sont très rares, celles des sermons français portèrent l'empreinte d'une imitation tellement servile, que le nouveau langage pouvait paraître tout aussi digne de blâme que l'ancien jargon des prédicateurs : on y faisait usage d'un langage espagnol *francisé*, dans lequel la syntaxe castillane, le génie, la beauté de cette langue, tout en un mot était altéré. La corruption n'avait fait que changer d'objet. Il fallut de la part des bons auteurs espagnols beaucoup d'efforts pour garantir leur idiome harmonieux de l'allure efféminée qu'on cherchait à lui faire adopter, et pour lui rendre la correction et le naturel qu'on cherchait à lui ravir par un alliage funeste. Ce n'est pas que la littérature française n'ait rendu des services réels à la langue espagnole, en lui montrant la route qu'elle a parcourue elle-même avec tant de succès et de gloire, en signalant les sources du beau, en offrant des modèles qu'elle a dus à l'exécution fidèle des préceptes de la raison et du goût; mais il arriva malheureusement qu'un grand nombre d'Espagnols, ne se bornant pas à profiter des

bons conseils, ou à imiter sans servilité les bons modèles, crurent faire merveille, en copiant tout sans discernement et en voulant faire passer dans la langue espagnole jusqu'aux phrases et inversions que son génie ne saurait comporter. Il en est résulté, dans quelques ouvrages, une allure étrangère qui la gêne et la défigure au point d'être méconnaissable.

Au milieu de cette corruption universelle d'un nouveau genre, quelques prélats distingués, aussi bons dépositaires de croyances orthodoxes, que de bonnes traditions en matière de goût, ont pris à tâche de soutenir, dans les derniers tems, l'honneur de l'éloquence nationale dans leurs sermons, et de préserver le langage castillan de la contagion produite par l'imitation servile des sermons français. Les évêques Climent, de Barcelone; Beltran, de Salamanque; Bocanegra, de Guadix; Tavira, évêque successivement des Canaries, d'Osma et de Salamanque; le P. Gallo et autres, ont beaucoup honoré l'éloquence sacrée espagnole.

Pour ce qui regarde la poésie, elle quittait peu à peu les écarts des imaginations déréglées, pour rentrer dans le domaine de la raison et du goût. Peu d'ouvrages remarquables sont dignes d'être cités. En poésie comme dans toutes les autres parties des connaissances, il fallait, après un laps de temps aussi malheureux et aussi prolongé, marqué par des aberrations de tout genre,

renverser avant tout les mauvaises doctrines qui avaient prévalu; il était nécessaire d'abattre d'abord pour rétablir ensuite sur un nouveau plan. C'était là le besoin le plus urgent. Velasquez, qui, à l'époque dont nous parlons, publia l'histoire de la poésie castillane, ne jugeait dignes d'être comptés parmi les bons poètes de son temps que Luzan et don Aquilin Montiano y Luyando. Nous avons déjà parlé du premier : quant à Montiano il existe de lui deux tragédies, *Virginie* et *Ataulphe*, qui ne furent jamais représentées sur les théâtres publics; leur mérite principal consiste dans l'imitation des poètes dramatiques français, ainsi que dans l'exécution des règles et des unités, auxquelles il se conforma, et qui avaient été généralement méconnues en Espagne jusqu'alors. Du reste ces tragédies manquent de mouvement et de chaleur; bonnes tout au plus à signaler les anciens écueils de la poésie dramatique, elles ne peuvent être présentées comme des modèles parce qu'elles sont dénuées des deux premières qualités essentielles à la poésie, la verve et le génie.

PHILOGIE.

§. 6. Nous avons à faire connaître ici deux des littérateurs les plus distingués de l'Espagne dans le dix-huitième siècle, savoir : *don Grégoire Mayans y Siscar* et *don Juan d'Iriarte*. Le premier, né à Oliva dans la province de Valence, fut nommé

bibliothécaire de Philippe V en 1732 ; mais cette place ne lui laissant pas assez de temps pour travailler aux ouvrages qu'il avait commencés, il la quitta pour s'y livrer entièrement dans le silence du cabinet : c'était là son bonheur. L'auteur du *Nouveau voyage en Espagne*, en 1777 et 1778, l'appelle le Nestor de la littérature espagnole, et vante son esprit laborieux. Il finit en disant : « Voltaire lui a donné avec raison le titre de *célèbre*. Robertson l'a consulté pour son histoire du Nouveau-Monde, et il a été en relation épistolaire avec tous les savans de l'Espagne. »

Le catalogue des ouvrages qu'il publia est très nombreux. Ils roulent sur la grammaire, la rhétorique, l'éloquence de la chaire, la philosophie morale, l'histoire littéraire, la critique, la jurisprudence ; et il a fait preuve dans chacune de ces branches d'un goût remarquable, soit qu'il ait écrit en latin ou en espagnol. On trouve son style sinon tout-à-fait pur, du moins fort au-dessus de celui qui régnait à cette époque dans les productions de la littérature castillane. On peut voir le catalogue de ses écrits dans la *Bibliothèque* de M. Sempere. Nous en citerons seulement quelques uns.

Plusieurs dissertations et commentaires sur les lois.

Discours sur la véritable éloquence espagnole.

La république littéraire de Saavedra y Fa-

xardo corrigée, dans laquelle Mayans fait preuve d'une critique judicieuse. Valence, 1730.

Lettres morales, militaires, civiles et littéraires de plusieurs auteurs espagnols. Madrid, 1734.

Dialogues sur les armoiries et les généalogies, écrits par don Antonio Augustin, accompagnés de la vie de cet auteur. Madrid, 1734.

Règles de l'orthographe de la langue castillane, par le maître Antoine de Lebriza, avec quelques réflexions de Mayans y Siscar. Madrid, 1735.

Les Épîtres de don Manuel Marti, doyen d'Alicante, avec sa vie écrite par Mayans, en latin. 1735.

Vie de Miguel Cervantes Saavedra. Madrid, 1737.

Origine de la langue espagnole. 1737.

Lecture chrétienne d'Arias Montano, traduite en espagnol par Pierre de Valence. Madrid, 1739, avec un grand nombre de pièces ajoutées par Mayans.

Rhétorique, publiée en 1757.

Éditions de J. Louis de Léon, avec sa vie. 1761.

Édition des ouvrages de Sanchez de las Brozas, connu sous le nom de *Brocense*. Genève, 1766.

Édition des ouvrages de Louis Vives, avec la vie de ce savant espagnol, en latin. Valence, 1782.

Le mérite principal de Mayans a été d'avoir, au moyen de travaux continuels et importants, répandu le goût des lettres et des sciences parmi les

Espagnols , par les réimpressions et l'illustration des meilleurs ouvrages des écrivains nationaux, concernant la grammaire, la philosophie, l'histoire, la législation, et en général toutes sortes de connaissances, en facilitant par ce moyen la lecture des auteurs les plus remarquables de la littérature espagnole du seizième siècle, dont il peut être, à juste titre, appelé un des principaux conservateurs. On lui doit aussi des écrits fort lumineux, pour la défense de l'autorité civile contre les prétentions de la cour de Rome. Le fiscal de Castille, Jover, le consulta sur cette matière; il lui adressa, en réponse, des écrits propres à affermir les vrais principes de droit public, qui établissent l'indépendance de l'autorité temporelle de la puissance ecclésiastique. (¹)

(¹) Nous ne pouvons nous dispenser de faire mention du frère de Mayans (don Juan Antonio), chanoine de l'église métropolitaine de Valence.

Ayant passé cinquante-cinq ans dans la société de son frère, il profita de ses conseils. Un de ceux qui lui fut le plus utile, d'après Ximeno, dans son ouvrage intitulé : *Écrivains du royaume de Valence*, tome II, fut de faire toujours ses lectures ayant une plume à la main, et écrivant les choses dignes de remarque, par ordre alphabétique et chronologique, seule manière de les retrouver, et de les classer selon les temps et les matières. C'est ainsi que les savans en général, Muratori, Heinneius et Genovesi en particulier, ont fait leurs écrits.

Voici les ouvrages publiés par le chanoine Mayans :

Description d'Ilici, aujourd'hui Elche, avec plusieurs

Don Juan d'Iriarte, premier conservateur de la Bibliothèque du roi à Madrid, interprète dans la secrétairie d'état, et membre de l'Académie royale espagnole, naquit au port de la Orotava, dans l'île de Ténériffe, le 15 décembre 1702. Jeune encore, il fut envoyé faire ses études à Paris, où il apprit avec une rare perfection les langues française et latine, d'abord dans un pensionnat, et plus tard dans le collège du Cardinal-Lemoine. Il passa ensuite à Rouen où il demeura chez le consul de France aux Canaries, et termina ses études grammaticales sous la direction de M. Maudit et du père Joanin. Revenu à Paris

discours. Valence, chez François Burguète, 1771; vol. in-4°. On y trouve des détails assez curieux sur l'ancienne Ilici, sur son étendue et sa grandeur, d'après l'histoire et quelques médailles, et surtout d'après la chronologie de ses évêques. ●

Catéchisme ou Exposition de la doctrine chrétienne; par M. de Fitz-James, évêque de Soissons, traduit en espagnol. Valence, chez Benoît Monfort, 1770; 2 vol. in-8°.

Remarques sur la division des évêchés d'Espagne, attribuée au roi Wamba. On y cherche à prouver la fausseté de cette division, et on y explique plusieurs points difficiles sur la chorographie ecclésiastique d'Espagne.

Remarques sur la description de l'Espagne; par Mahomet Ben Mahomet, *sherif al-edrissi*, plus connu sous le nom du géographe de la Nubie.

Le but que l'auteur se proposa dans cet ouvrage fut de démontrer que les écrits historiques attribués à Rhasis étaient divisés en trois parties: la première, sur la géographie

il suivit le cours du père Porée au collège de Louis-le-Grand et fit des progrès étonnans dans les langues orientales.

Son éducation étant terminée, il se rendit à Ténériffe en passant par Londres. Son père étant venu à mourir, il s'embarqua pour l'Espagne en 1724, avec l'intention d'étudier le droit dans une des universités; mais arrivé à Madrid, il se sentit entraîné par son penchant irrésistible vers la littérature; il fréquenta la Bibliothèque royale, où il fit connaissance avec le premier conservateur don Juan Ferreras, et le père Clarke, confesseur de Philippe V, dont la bienveillance lui obtint une place de commis dans cet établissement. Bientôt la réputation de son savoir et de ses autres qualités lui valut l'emploi de précepteur du duc de

de l'Espagne; la deuxième, sur l'entrée et la domination des Romains et des Goths; la troisième, sur l'entrée et la domination des Maures jusqu'à la mort d'Alacan, fils d'Abderamen. Le chanoine Mayans affirme que la partie relative à la géographie de l'Espagne est aussi fabuleuse que les deux autres, et que cela est démontré jusqu'à l'évidence, en la comparant avec le géographe de la Nubie.

Remarques sur le Chronicon de Barcelone, imprimé par Lucas d'Acheri, et par le cardinal Aguirre.

Remarques sur le Chronicon de Coimbre.

Remarques sur les fastes de Valence.

Traité sur la chrétienté mozarabe en Espagne.

Le père Florez parle avec éloge des deux frères Mayans dans l'*España sagrada*, 4^e tome.

Bejar, du duc d'Albe et de l'infant don Manuel de Portugal. En 1732 il fut nommé bibliothécaire du roi.

Iriarte avait toute l'instruction qu'il fallait pour remplir les fonctions de la place qu'il venait d'obtenir dans la Bibliothèque royale; il était très versé dans les langues, il connaissait parfaitement l'histoire littéraire, la critique et la bibliographie. Aussi, il copia de sa propre main plusieurs livres manuscrits dont il prépara les index. Nous devons à son esprit laborieux le catalogue des manuscrits grecs de la Bibliothèque royale, imprimé avec ce titre : *Regiæ bibliothecæ Matritensis codices M. H. Joannes Iriarte, ejusdem custos, manuscriptorum museo olim præpositus, idemque regis interpres intimus, excussit et recensuit, notis, indicibus, anecdotis pluribus evulgatis illustravit. Opus regiis auspiciis et sumptibus in lucem editum. Volumen prius. Matriti typographiâ Antonii Perez de Soto, anno 1769; in-folio.*

Ce premier volume renferme les notices de près de soixante manuscrits copiés de la propre main de Constantin Lascaris, enrichis de notes et d'additions; ces notices appartenrent d'abord au duc d'Uceda don Francisco Pacheco y Mendoza, vice-roi de Sicile sous Philippe V, et passèrent ensuite à la Bibliothèque royale. On y explique le sujet de chaque manuscrit, le nombre

des pages dont il se compose, les caractères, et l'année où il fut rédigé, avec tous les autres détails nécessaires pour le bien apprécier. On y insère le commencement et la fin avec son index. Quelques uns sont imprimés en entier ; plusieurs sont collationnés avec d'autres déjà imprimés, avec le rapport de leurs variantes : on y ajoute des détails sur l'étymologie, et un grand nombre d'anecdotes. Quelques dissertations littéraires, et un index des ouvrages du fécond Vicent Mariner, terminent ce travail.

Les catalogues des livres de la Bibliothèque royale de Madrid, en deux volumes in-folio, sur la géographie, la chronologie et les mathématiques, sont encore l'ouvrage de don Juan d'Iriarte, sous ces titres : *Matritensis bibliotheca geographica*, anno 1729. *Matritensis bibliotheca mathematica*, anno 1730.

Il travailla aussi aux *corrections* et *additions* de la *Bibliotheca hispana* de don Nicolas Antonio, à la Paléographie grecque, dont il rédigea un volume in-4°, et à l'examen du Cabinet des médailles du roi, comme associé du célèbre antiquaire Paul Lucas.

Le 21 février 1742 il fut nommé par le roi Ferdinand VI, interprète de la secrétairerie d'état. En 1754, il reçut l'ordre de rédiger un *Dictionnaire latin et espagnol, et espagnol et latin*, pour lequel il termina plus de six cents ar-

ticles de la lettre A, remarquables par la clarté et la précision.

Devenu membre de l'Académie royale espagnole, le 6 août 1743, il contribua beaucoup, par ses remarques, à la rédaction du traité de l'orthographe, de celui de la grammaire castillane, ainsi qu'à la correction et augmentation de celui de la langue.

Ses poésies latines, épiques et épigrammatiques sont assez généralement connues. A la distribution des prix de l'Académie royale des *trois nobles arts*, dont il était membre honoraire, il lut, en 1754, un poème intitulé : *Novus artium orbis a Ferdinando VI rege repertus*; en 1759, *Caroli regis in regiam urbem ingressus ab ingenuis artibus exornatio*; en 1762, *Velasco et Gonzalides ingenuarum artium monumentis consecrati*. Il écrivit aussi en latin les deux ouvrages suivans : *Taurimachia Matritensis, sive Taurorum ludi Matriti, die julii 30 anno 1725 celebrati. Merididum Matritense, sive de Matriti sordibus carmen affectum*.

Don Juan d'Iriarte est auteur d'un grand nombre d'épigrammes dont il a enrichi les langues latine et espagnole. Il y a aussi de lui plusieurs articles dans le *Diario de los literatos*.

Il aimait beaucoup les proverbes, dont il fit une collection de vingt-cinq à trente mille, en espagnol. Pour les recueillir il cherchait à se

glisser parmi les gens du peuple ; parfois il donnait à ses domestiques une récompense pour chaque proverbe qu'ils lui rapportaient, et qui n'était pas compris dans le nombre de ceux qu'il avait déjà recueillis.

Il travaillait avec zèle à la rédaction d'une *Bibliothèque générale* d'auteurs qui se sont occupés de l'Espagne, soit sur la géographie, soit sur l'histoire politique et littéraire, les hommes illustres, son commerce, etc. Cette bibliothèque n'a pas été rendue publique. Jaloux de la gloire de son pays natal, il avait recueilli un grand nombre de matériaux pour écrire l'*Histoire des Canaries*, avec une *Bibliothèque des auteurs qui en ont parlé dans tous les temps*.

Mais l'ouvrage auquel Iriarte travailla avec un zèle particulier pendant sa vie entière, est la *grammaire latine*, qu'il commença lors de ses études à Paris, et continua pendant quarante ans au milieu d'une foule d'autres occupations littéraires. Ce fut sous la protection spéciale du roi que commença l'impression de ce travail, qu'on peut à juste titre appeler le premier et le dernier ouvrage d'Iriarte ; car il était déjà très malade lors de cette impression, et hors d'état de la surveiller comme il l'aurait désiré. Son neveu, don Thomas Iriarte, cher aux muses espagnoles, la dirigea. Elle parut en 1771, sous ce titre : *Grammatica latina escrita*, etc., avec une méthode

nouvelle en vers castillans et des explications en prose, dédiée à LL. AA. RR. don Gabriel et don Antonio. On en a fait depuis plusieurs éditions.

Don Juan d'Iriarte mourut à Madrid, le 23 août 1771, âgé de soixante-huit ans.

Don Casimiro Gomez Ortega fit l'építaphe latine suivante sur Iriarte, mort au moment de l'impression de sa grammaire :

*Hic licet et græcè doctus, doctusque latinè
Et Musis carus jam Iriarte jaces;
Librorum custos, librorumque optimus auctor
(Bibliothecæ instar namque loquentis eras),
Cantasti moriens linguæ præcepta latinæ:
Dulcius, heu! moriens sic quoque cantat odor.*

Journaux littéraires.

§. 7. Après le *Diario de los literatos*, dont nous avons mentionné l'existence passagère sous Philippe V, on commença à publier à Madrid, en 1757, les *Mémoires pour l'histoire des sciences et des beaux arts*, que faisaient paraître en français les PP. de Trévoux : on traduisait chaque numéro en espagnol aussitôt qu'il paraissait à Paris. On imprima deux volumes de cette production périodique, dont le traducteur s'appelait Rustant.

Discours mercuriaux. Mémoires sur l'agriculture, le commerce et les arts tant libéraux qu'industriels, par don Juan Enrique Graef; il parut vingt-deux numéros seulement de cet ouvrage, dont on en publiait deux par mois.

Journal curieux, savant, commercial et économique ; par don Manuel de Vribe (le véritable auteur était Nifo). Les matières étaient ainsi classées : la première partie renfermait l'histoire et la littérature nationale et étrangère ; la seconde, des notions de commerce et d'économie , des annonces, des ventes, les arrivées des marchandises , etc.

Ce journal eut peu de succès : il changea souvent de rédacteur , jusqu'à ce que, en 1784, le privilège fût vendu pour une somme modique , à M. Thévenin, libraire à Madrid, qui lui donna une nouvelle forme.

CHAPITRE LIX.

1759 — 1760.

Avénement de Charles III. — Il règle l'ordre de succession aux trônes de Naples et d'Espagne. — Exclusion de son fils aîné pour cause d'imbécillité. — Disgrâce de Farinelli, et rentrée en grâce d'Eusebada. — Arrivée de Charles à Madrid, et organisation de son gouvernement. — Description de la cour d'Espagne et du ministère, accompagnée d'un état de l'armée et de la marine, d'après les dépêches du comte de Bristol.

Ferdinand n'ayant pas laissé d'enfans, la couronne d'Espagne revenait à Charles III, roi de Naples, qui était son frère du second lit. Aussitôt que Charles apprit la mort de Ferdinand, il s'empressa de prendre le titre de *roi d'Espagne*, et confirma la nomination de sa mère pour la régence jusqu'à son arrivée; mais il différa d'aller prendre possession de son nouveau trône, jusqu'à ce qu'il eût réglé la succession à la couronne de Naples, règlement qui n'était pas sans quelques difficultés.

Par la paix de Vienne, les Deux-Siciles avaient été accordées à Charles, à condition qu'elles seraient à jamais séparées de l'Espagne. Cependant,

par le traité d'Aix-la-Chapelle, les duchés de Parme et de Plaisance furent garantis à don Philippe, sous la réserve que si Charles était un jour appelé au trône d'Espagne, et que Philippe vint à lui succéder dans celui de Naples et de Sicile, les duchés de Parme et de Guastalla reviendraient à la maison d'Autriche, et le duché de Plaisance, excepté les capitales et le district au-delà de la Nura, serait cédé au roi de Sardaigne.

En vertu de cette convention, l'Autriche et la Sardaigne se trouvaient également intéressées à faire monter don Philippe sur le trône de Naples : aussi Charles s'y était-il constamment opposé ; car il se doutait bien que si ce cas arrivait, il éprouverait une forte résistance pour transférer la couronne des Deux-Siciles à un de ses propres enfans. Heureusement pour ses desseins le roi de Sardaigne, qui était le mieux disposé pour susciter des troubles en Italie, se trouvait dans l'impossibilité de s'opposer seul à quelque arrangement que ce fût ; les cours de France et de Vienne, de leur côté, étant alors engagées dans la guerre contre la Prusse, avaient intérêt de ménager le nouveau roi d'Espagne. En conséquence un arrangement eut lieu, en vertu duquel l'on remettrait au roi de Sardaigne une somme d'argent spécifiée ; la cour d'Autriche abandonnerait ses réclamations ; l'union, qui avait eu lieu récemment entre la cour d'Autriche et celle des Bour-

bons, serait encore plus étroite par une alliance entre les familles d'Autriche et d'Espagne. L'archiduc Joseph devait épouser une princesse de Parme; et Léopold, désigné pour successeur dans le grand-duché de Toscane, devait être uni à une infante d'Espagne.

Cependant une autre difficulté se présentait; c'était l'incapacité du fils aîné de Charles, don Philippe, qui était l'héritier présomptif de la couronne d'Espagne. Sujet, depuis son enfance, à des accès d'épilepsie, il était réduit à un véritable état d'imbécillité. Dans cette situation malheureuse, Charles ne montra pas moins d'affection pour son fils que de justice envers son peuple. Les médecins et le conseil royal déclarèrent le jeune prince dans un état d'incapacité mentale, hors de possibilité de gouverner, sans offrir le plus léger espoir qu'il pût un jour recouvrer la raison. D'après ces considérations, le roi jugea nécessaire d'écarter son fils aîné, et de nommer son second fils Charles, successeur au trône d'Espagne, et de déclarer en même temps le troisième, don Ferdinand, roi de Naples et de Sicile. Pour éviter toutes les objections, et obvier aux embarras qui pourraient naître dans un temps éloigné, il donna la plus grande publicité à ces résolutions. Après avoir réuni autour de lui tous ses ministres, les principaux seigneurs de sa cour, les députés de la ville de Naples, les ambassa-

deurs des cours étrangères et un membre du Conseil de Castille, il monta sur son trône, et exerça son autorité, comme roi d'Espagne et de Naples, en créant plusieurs grandesses, et en distribuant les ordres de la Toison-d'Or et de Saint-Janvier. Ce fut alors que, ceint du diadème espagnol, il fit proclamer publiquement et avec solennité l'acte de succession qu'on va lire :

« Parmi les soins et les graves attentions qui m'occupent depuis que, par le décès de mon auguste frère Ferdinand VI, je me trouve appelé à la couronne d'Espagne, l'imbécillité notoire de mon fils aîné fixe particulièrement toute ma sollicitude. L'esprit des traités conclus pendant la dernière centurie prouve que toute l'Europe désire l'éloignement de la puissance espagnole de l'Italie, autant que cela pourra avoir lieu sans blesser sa justice. En me considérant donc dans le cas de nommer un successeur pour mes États d'Italie, au moment d'entreprendre mon voyage en Espagne, et de choisir parmi les enfans qu'il a plu au ciel de m'accorder, je suis obligé de décider lequel d'entre eux peut être considéré comme le second en naissance, capable de diriger le gouvernement de mes États d'Italie, séparés de l'Espagne et des Indes. Cette conjoncture qui, pour la tranquillité de l'Europe, m'impose l'obli-

gation d'écarter tout soupçon de vouloir conserver dans ma propre personne les États de l'Espagne et de l'Italie, me décide à prendre aujourd'hui une ferme résolution à cet égard. Un nombre considérable de mes conseillers d'état, un membre du Conseil de Castille, un autre de la chambre de Santa-Clara, le lieutenant de la Sommaria de Naples, et la junte entière de la Sicile, représentée par six députés, m'ont unanimement exposé qu'après avoir tenté tous les moyens possibles, ils n'ont pu parvenir à découvrir chez le malheureux prince, mon fils aîné, aucune trace de jugement, d'esprit ni de réflexion, et que cet état n'ayant pas changé depuis son enfance, il est non seulement incapable de sentimens religieux, et privé de tout usage de la raison, mais que la plus petite lueur d'espérance n'apparaît point pour l'avenir. Ils sont donc tous d'avis que ce prince ne peut avoir la destination à laquelle il était appelé par la nature, ainsi que par le droit et l'amour de son père. Dans cette malheureuse situation, voyant que, par la disposition divine, les droits de mon second fils se trouvent dévolus à mon troisième, don Ferdinand, encore mineur, il est de mon devoir, comme souverain et comme père, en lui transférant les États d'Italie, d'adopter les mesures convenables pendant le temps de sa minorité, et de régler sa tutelle que je ne pourrais plus exercer sur un fils aussi indépendant comme sou-

verain en Italie, que moi-même comme monarque de l'Espagne. » (1)

Charles régla donc la succession en y appelant d'abord les enfans mâles de Ferdinand, puis les femmes ; à défaut des uns et des autres, chacun de ses enfans puînés et leurs descendans dans le même ordre ; et, dans le cas où sa propre descendance s'éteindrait totalement, il appelait à la succession ses frères Philippe et Louis et leurs successeurs. Il signa alors et scella cet acte ; puis, présentant son épée à son fils, il lui dit : « Louis XIV, roi de France, donna cette épée à Philippe V votre grand-père. Je l'ai reçue de lui, et je vous la rends. Maintenant ne la tirez jamais que pour la défense de votre religion et de vos sujets(2). » La cérémonie se termina par les complimens d'usage adressés au nouveau souverain. Charles confia la direction des affaires pendant la minorité de son fils à une régence, à la tête de laquelle se trouvait le marquis Tannucci.

Ce soir-là même, accompagné de la reine et de toute sa famille, excepté Ferdinand, il vint au lieu de l'embarquement où se trouvait une escadre de seize vaisseaux de ligne, qui l'attendait pour le conduire dans ses nouveaux États. A son

(1) DESORMEAUX, tome V, page 258. BECCATINI. MURATORI.

(2) Le feu roi de Naples fit présent de cette épée à lord Nelson.

passage dans les rues de la ville, toutes les maisons furent illuminées. A mesure qu'il approchait de la rive, une foule immense se précipitait au-devant de ses pas, en le saluant par des acclamations et des vœux sur son avènement au trône d'une aussi grande monarchie, vœux mêlés de regrets et de douleur à cause du départ d'un monarque qui s'était montré le père de son peuple, et qui, ayant trouvé la ville de Naples dans la décadence, et traitée comme la capitale d'une province éloignée de la monarchie espagnole, exposée aux caprices et aux vexations des administrations passagères, lui avait restitué son ancienne splendeur. C'était avec un vrai chagrin qu'ils voyaient le départ d'un souverain bien-aimé qui avait réformé les lois, ranimé le commerce, avancé le progrès des arts et des sciences, discipliné l'armée, rétabli l'honneur du pavillon napolitain dans les mers voisines; qui rappelait enfin par ses vertus et son administration, ces temps heureux des princes normands, et la mémoire glorieuse de Frédéric II.

La nature souriait aux vœux de Charles pendant son voyage. Une brise favorable le porta sur la côte de la Catalogne en quatre jours. Il débarqua à Barcelone au milieu de l'allégresse et des acclamations de ses nouveaux sujets. Pendant le court séjour qu'il fit dans cette ville, il donna une preuve de sa clémence, en restituant aux

Catalans plusieurs droits et prérogatives dont ils avaient été privés à l'époque de leur rébellion, en 1640, et lors de leur résistance à Philippe V. Ayant pris la route de Madrid par Saragosse, il arriva le 9 décembre dans cette capitale, où il débuta par montrer une honorable sollicitude, en s'empressant d'aller aussitôt voir la reine-mère dont il avait été séparé depuis vingt ans. Il prit ensuite les rênes du gouvernement. Les premiers mois de son règne furent employés aux dispositions et aux arrangemens qui sont indispensables après un changement de souverain.

Il est à remarquer que le premier acte de Charles, comme roi d'Espagne, ait été un décret rendu sur la demande de la reine-douairière relatif à Farinelli, par lequel on lui enjoignait de quitter l'Espagne sur-le-champ, en lui conservant toutefois la pension qu'il devait à la bonté du feu roi. (1)

(1) Le départ de Farinelli d'un pays qui lui était devenu cher après une si longue résidence, et surtout la précipitation ordonnée par le décret, l'affectèrent extraordinairement. Il faisait très souvent la remarque, que n'ayant jamais abusé de son influence auprès de la reine, il ne méritait pas un renvoi aussi brusque. Retiré à Bologne il y fit bâtir une belle maison, où il vécut avec luxe et magnificence; il aimait beaucoup à recevoir des voyageurs anglais, par un sentiment de reconnaissance pour le pays où il avait amassé une fortune considérable. Il conservait le plus grand

Ensenada et ses partisans se réjouirent de l'avènement du nouveau souverain. Il espérait de rentrer dans le pouvoir sous le gouvernement d'un prince auquel il avait témoigné un si vif attachement. Lui et ses adhérens ne furent pas long-temps à s'apercevoir que Charles se proposait de suivre d'autres vues, et qu'il avait d'autres ambitions à contenter. La seule faveur accordée au ministre disgracié et à son confident Ordeñana fut un pardon, et la faculté de reparaitre à la cour (13 mai).

Charles donna un témoignage de respect pour la mémoire de son frère, en conservant presque tous les ministres, surtout le général Wall. Il congédia seulement Valparaiso, pour confier les finances au marquis de Squilace, dont il avait eu occasion d'éprouver les talens et l'intégrité dans les États napolitains. Il nomma le duc de Losada, gentilhomme attaché à sa personne, respect pour la mémoire de sir Benjamin Keene, et disait que sa mort avait été une grande calamité pour les cours d'Angleterre et d'Espagne. Un des appartemens de sa maison était orné des portraits de ses illustres protecteurs, Philippe V, Élisabeth Farnèse, Ferdinand et Barbe, Charles-Emmanuel roi de Sardaigne, et le pape Benoît XIV. Étant retiré à Bologne, il encouragea le père Martini à écrire son *Histoire de la Musique*, et l'aïda, de sa fortune, à former la plus belle collection d'ouvrages de musique qu'on ait encore vue. Farinelli mourut le 15 juillet 1782, âgé de 78 ans. (*Voyage de Burney en France et en Italie*, vol. 3, pag. 222.)

écuyer de la reine, emploi de haute considération au palais; et il accepta la démission du duc d'Albe, tout en lui conservant les mêmes honneurs et les mêmes appointemens. Quand ces divers arrangemens furent terminés, il fit son entrée le 16 juillet. La cérémonie fut couronnée par la fête nationale du combat de taureaux. Le lendemain, après la messe, qui fut célébrée par le primat, l'archevêque de Tolède, il reçut les sermens accoutumés et les hommages de ses sujets. L'incapacité et l'exclusion de son fils fut encore annoncée, à Madrid, avec la même solennité qui avait eu lieu à Naples; et Charles, son second fils, fut reconnu prince des Asturies et successeur à la couronne d'Espagne.

Charles, qui avait fait pendant long-temps une étude particulière de la théorie du commerce et des finances, et avait appris par expérience les avantages qui découlaient d'une agriculture bien dirigée, dans ses États d'Italie, signala la première période de son règne par de sages opérations d'économie politique. Il voulut réparer les torts occasionnés par la parcimonie malentendue du feu roi, adopta des mesures pour payer les dettes de son père, et créa des reconnaissances portant 6 pour 100 d'intérêt, qui commencèrent en 1762. Il établit en même temps une liquidation pour les dettes antérieures au temps de Philippe V, dont les intérêts

absorbaient les principaux revenus de la couronne. Ensuite il porta son attention vers l'agriculture, qui avait été l'objet de sa prédilection dans ses États d'Italie. Il donna quittance aux fermiers de l'Andalousie, de Murcie et de la Vieille-Castille, de toutes les sommes avancées par le trésor-royal, pendant les dernières années de disette; et permit de fortes importations de blé, pour ranimer la culture dans ces provinces, où elle languissait faute de semence (').

Le lecteur trouvera ici un portrait du nouveau souverain et de sa cour, tracé par le comte de Bristol, dans une dépêche qu'il adressa à M. Pitt, aussitôt après être entré en fonction comme ambassadeur d'Angleterre.

« Il faut vous donner une idée complète du gouvernement espagnol : je saisis donc cette occasion de vous faire connaître non seulement les caractères des divers personnages qui composent cette cour, mais leurs relations et leurs amitiés. Il vous sera facile après cela de juger de l'état des choses.

« Je commence par le très respectable roi catholique, qui a de la capacité, une mémoire heureuse, et un grand empire sur lui-même dans toutes les occasions; comme il a été souvent trompé, il est devenu méfiant. Il préfère toujours de traiter les affaires par la douceur, et il

(') BOURGOIN, BECCATINI.

a la patience de répéter ses exhortations plutôt que de se servir de son autorité, même pour des choses insignifiantes. Néanmoins, avec ses belles manières et sa douceur, il tient toujours ses ministres dans le respect, peut-être dans la crainte.

« Comme issu de la famille des Bourbons, le roi catholique a de l'attachement pour la France ; mais, comme espagnol et monarque puissant, qui occupe un trône non moins recommandable, il ne veut pas que ses Etats, pendant son règne, soient gouvernés par les conseils des Français, comme cela se pratiquait sous Philippe V. Ce qu'il souhaite avant tout, c'est d'affermir son fils, le roi de Naples, sur le trône où il l'a placé. Chaque vue et chaque négociation, pour procurer la tranquillité à l'Espagne, a pour but d'aider le jeune monarque sicilien, dans le cas où quelque puissance chercherait à le troubler dans la possession tranquille de son royaume.

« On a accordé à la reine-mère bien plus de capacité qu'elle n'en a. Autant qu'on peut en juger par les petites menées auxquelles on a eu recours, elle n'a pas renoncé à l'idée de prendre part aux affaires du gouvernement. Elle se moque publiquement de trois personnages principaux qui marquent ici, le général Wall, le marquis de Squilace et le duc de Losada : j'étais moi-même présent dernièrement à une conversation

où elle les tournait en ridicule d'une manière peu convenable à la dignité de Sa Majesté et à son élévation.

« Le marquis de Squilace est plus grand travailleur qu'homme brillant; jamais il ne se plaint d'avoir trop d'affaires, malgré les divers départemens qui lui sont confiés. Vous pouvez compter qu'il sera toujours opposé à la guerre; et, comme le trésor est loin d'être garni, et que les mesures prises jusqu'ici pour le remplir, ont fait jeter les hauts cris contre lui, il est persuadé qu'il ne pourrait pas se soutenir si les besoins de l'État rendaient nécessaire une demande de subsides, et qu'il fallût imaginer de nouveaux moyens pour lever des impôts extraordinaires. Je crois Son Excellence incapable de recevoir aucun présent; mais je n'oserais répondre du désintéressement de sa femme. On la soupçonne de recevoir des dons considérables de la France; cependant, comme ces choses-là sont difficiles à prouver, je ne fais que rapporter les bruits publics. La conduite du marquis d'Ossun pourrait toutefois donner quelque poids à ces rumeurs.

« Le duc de Losada n'est pas doué d'une grande force de tête; mais il a le caractère le plus noble et le plus estimable qu'on puisse connaître. Il suffit de dire que Sa Majesté Catholique l'a constamment distingué depuis trente ans; certes, si ce gentilhomme avait commis la plus petite faute,

la pénétration de son souverain l'aurait aisément découverte, et il lui aurait aussitôt retiré sa confiance. Le duc ne se mêle pas des affaires de l'Europe, et je ne parle de lui qu'à cause de l'emploi éminent qu'il exerce au palais.

« Plusieurs personnes ayant eu l'occasion de parler au roi d'Espagne, à raison des places qu'elles occupent auprès de lui, et pouvant, par cette raison, glisser de temps à autre quelques mots sur les affaires, sans avoir l'air de vouloir donner un avis, la connaissance que j'ai d'elles m'engage à vous faire aussi le portrait de quelques uns de ces personnages dont les noms ne sont peut-être pas inconnus en Angleterre.

« Le marquis de Monteval, majordome major, est un véritable espagnol ; il ne s'occupe que de bien remplir les fonctions de sa place. Il est assez disposé à la paix ; mais sa bigoterie le porterait à faire la guerre à ce qu'il appelle les hérétiques, plutôt qu'à ceux de sa communion.

« J'ai déjà dit, dans une autre occasion, que le duc de Medinaceli était un personnage illustre par sa naissance, dont le grand nom lui a valu, avec l'emploi de grand-écuyer, l'honneur d'accompagner tous les jours le roi catholique à la chasse. Mais l'aptitude de ce grand seigneur ne va même pas jusqu'à savoir gouverner les écuries du roi, ni les hommes qui se trouvent sous ses ordres. Je crois que ce serait perdre son temps

que de lui demander l'endroit que l'Angleterre occupe sur la carte ; mais il est si bon courtisan qu'il se prononcerait ouvertement en faveur de la guerre contre nous, dès qu'il s'apercevrait de quelque disposition de son souverain à l'entreprendre.

« Don Pedro Stuart, petit-fils du dernier maréchal de Berwick, est attaché au service de Sa Majesté Catholique, en qualité d'écuyer ; et, en l'absence du duc de Medinaceli, il remplit les fonctions de grand-écuyer. Il est lieutenant de marine, et passe pour être le meilleur officier de mer au service espagnol. Il a une grande vivacité d'imagination, et en général de très bonnes qualités ; mais il manque d'instruction et de lumières. Il est très bien vu du roi ; son avis, qu'il a exprimé sans détour, est qu'en tout temps une guerre avec l'Angleterre ne peut qu'être funeste à l'Espagne.

« Le prince de Masserano, les ducs de Bournonville et de Baños, tous les trois capitaines des gardes-du-corps, ont des occasions très fréquentes de parler au souverain. Le premier, italien d'origine, est entièrement attaché à la France. Le duc de Bournonville possède de grands talens, mais sa morale est très relâchée. Il est flamand ; et quoiqu'il paraisse aimer beaucoup la France, il sera disposé à suivre tour à tour ou à abandonner toutes les causes, dès qu'il s'agira de son intérêt personnel. Le roi catholique ne s'affectionne aucun des deux ; mais il distin-

gue le duc de Baños, espagnol, de l'ancienne famille de Ponce de Léon, qui ne s'occupe que de ce qui concerne sa profession, et qui, sans être un aigle, à beaucoup près, se conduit cependant de manière à mériter la considération de tous les partis.

« M. Arriaga, secrétaire d'état au département de la marine, est un très aimable homme, mais il se laisse trop mener par les jésuites. Il est convaincu que la marine espagnole n'est pas en état de lutter contre la marine de la Grande-Bretagne et qu'elle ne le sera encore de long-temps; il croit fermement par principes ainsi que par expérience, que l'Espagne ne peut rien gagner à interrompre l'heureuse tranquillité dont elle jouit maintenant.

« Je ne puis passer sous silence don Joseph Augustin de Llano, neveu de don Sébastien de la Quadra, ci-devant secrétaire d'état des affaires étrangères. Il est le premier secrétaire de M. Wall et fait presque tout dans le ministère de Son Excellence. M. Wall fait le plus grand cas de ses opinions et de ses avis. Quoique jeune encore, il y a déjà plusieurs années qu'il est attaché au ministère; il est aussi habile que qui que ce soit dans ce pays : par cette raison, je désirerais qu'il fût plus favorable à l'Angleterre que je ne le suppose. M. Wall, qui n'écrit pas très correctement, confie à la plume de M. Llano toutes les dépê-

ches et les notes qui ont quelque importance. J'ai appris que la fameuse note, conçue dans des termes si durs, qu'on m'a remise au commencement de cette année, était écrite de sa main.

« Je ne dois pas oublier de parler du marquis de la Ensenada. Il est vain et avantageux; il a quelque expérience, mais il a toujours manqué de tenue et d'application. Quand il avait les trois secrétaires à la fois, c'était sur les premiers commis respectifs de ces départemens que roulait toute la besogne. Ils lui préparaient des notes dont il se servait au *despacho*, et ils lui faisaient la leçon, parce qu'il n'entendait rien aux affaires d'une si haute importance, et que d'ailleurs il ne voulait pas se donner la peine d'en prendre une connaissance approfondie. Cependant cet homme se flatte de l'espoir d'être encore employé. Il est très empressé auprès du duc de Losada, qu'il est parvenu à intéresser en sa faveur; et on le voit très assidu au palais, soit à Madrid, soit dans les maisons royales où la cour a l'habitude de se rendre (*). Il vise à remplacer tôt ou tard le marquis de Squilace, ce que celui-ci n'ignore pas. Dans la crainte d'en venir à un

(*) Il est sans doute inutile de rappeler au lecteur que cette peinture du caractère d'Ensenada est faite évidemment d'après les renseignemens donnés par des personnes avec lesquelles, dans l'état où se trouvait la cour d'Espagne, un ministre anglais devait être en rapport.

éclat, il évite Ensenada, qui, d'un autre côté, n'a jamais été bien avec le général Wall, parce qu'il ne peut oublier que l'ordre pour l'arrêter passa par les mains de ce ministre.

« Le général Wall et le duc de Losada sont bien ensemble en apparence; mais il n'existe pas d'intimité entre eux, à raison de l'inexplicable partialité du duc pour M. de la Ensenada. Le duc de Losada et le marquis de Squilace sont entre eux sur le même pied, et par le même motif; M. Wall, don Julian d'Arriaga et le marquis de Squilace, sans être liés particulièrement, souhaitent que chacun d'eux reste dans son emploi, car aucun n'empiète sur les attributions des autres. Par conséquent ils sont en bonne intelligence, et disposés à s'obliger réciproquement dans toutes les occasions. Cela est au point que malgré la faveur du marquis de la Ensenada auprès du duc de Losada, ce triumvirat sert d'une forte digue contre l'ambition d'Ensenada, passion qui le porterait à se jeter indistinctement entre les bras des Français ou des Anglais, pourvu que cela lui ouvrit les portes du ministère; sauf à se montrer, quand il y serait installé, ce qu'il a toujours été, c'est-à-dire le très humble serviteur de tout ministère français quel qu'il fût (*).

(*) Ces portraits, tracés par le ministre anglais, doivent être lus avec méfiance; l'attachement des personnages à

« Il est surprenant que parmi le grand nombre d'ambassadeurs étrangers qui sont dans cette cour, il n'y en ait pas un, excepté le marquis de Sylva, ambassadeur de Portugal, qui ne soit aveuglément dévoué à nos ennemis. Ce digne ministre nous est attaché de cœur ; mais M. Wasenaar, ambassadeur de la Hollande, et le comte de La Tour, qui a le même caractère auprès de la cour de Turin, sont des partisans de la France, quoique non aussi ouvertement à la vérité que les ministres de Naples, de Vienne, de Pologne, de Suède, de Danemarck, de Venise et de Gènes.

« Je viens de rapporter de mon mieux ce que j'ai pu recueillir d'après de longues observations et de scrupuleuses recherches. C'est à vous à tirer maintenant les conséquences naturelles, et des inductions de ce que je vous ai énoncé. Connaissant bien le terrain sur lequel je suis appelé à manœuvrer, vous vous apercevrez sans peine des obstacles que je dois rencontrer. Je vous prie d'avoir de l'indulgence pour moi si je ne réussis pas à bien exécuter les ordres de Sa Majesté. Je puis vous assurer qu'il n'y a que mon zèle pour

l'Angleterre en est le mérite principal à ses yeux, comme l'éloignement pour la politique de son cabinet suffit pour frapper de réprobation quiconque s'en rendait coupable. Dans cette disposition d'esprit, on ne peut voir les hommes et les choses qu'à travers un prisme trompeur.

son service qui soit capable de me faire lutter contre tant de difficultés que je rencontre à chaque pas dans l'exercice de mes fonctions. » (1)

Peu de temps après le ministre britannique transmet à sa cour le tableau très intéressant, quoique succinct, de l'armée espagnole, de la marine et des finances. Quand on compare cet état des forces de l'Espagne avec celui des époques précédentes, même long-temps avant l'avènement de Philippe, on voit que les efforts du gouvernement espagnol avaient obtenu quelques résultats satisfaisans. Voici comme s'exprime le comte de Bristol :

« Après la soigneuse investigation que j'ai faite des forces espagnoles, je trouve qu'en comprenant tous leurs vaisseaux de guerre, le nombre va jusqu'à cinquante-huit de ligne, avec vingt-sept frégates et seize chébecs. Plusieurs d'entre ces bâtimens ne sont pas en état de servir; quelques uns sont construits depuis fort long-temps, d'autres ont éprouvé des avaries par leur mauvaise construction, et quelques autres sont mis depuis peu sur le chantier pour être réparés. Il n'y a donc pas au-delà de quarante-neuf vaisseaux de ligne et de vingt et une frégates qui puissent être considérés comme se trouvant en état de servir; ils ne peuvent même pas tous

(1) Le comte de Bristol au ministre Pitt; Ségovie, 13 août 1761. (*Très réservé.*)

mettre à la voile , faute de marins. Les noms de tous les marins inscrits sur les contrôles des divers départemens de la marine, vont jusqu'à cinquante mille ; mais en retranchant les invalides, les vieillards et les enfans, le nombre des marins sur lesquels on peut compter n'excède pas vingt-six mille.

« Si les forces de terre étaient au complet d'après les ordonnances , elles consisteraient en quatre-vingt-huit bataillons d'infanterie , tant espagnole qu'étrangère, formant un nombre d'à peu près soixante-deux mille hommes , et trente-trois bataillons de milice , s'élevant à vingt-trois mille hommes ; les invalides et les compagnies franches forment un corps de huit bataillons , qui consiste en sept mille hommes à peu près ; la cavalerie de ligne et de dragons, composée de soixante-deux escadrons, monte à huit mille hommes. La maison militaire du roi se compose de deux régimens des gardes espagnole et wallonne ; chacun de ces régimens est composé de six bataillons. Elle a trois compagnies de gardes-du-corps , l'Espagnole , l'Italienne et la Flamande ; chacune est composée de trois escadrons et forment , tant la cavalerie que l'infanterie , un total de près de neuf mille six cents hommes. Toute l'armée se compose de cent quarante et un bataillons et de soixante-onze escadrons, qui, au grand complet , monteraient à cent neuf mille six

cents hommes. Cependant leurs rangs se trouvent éclaircis ; car on ne doit compter aujourd'hui que sur quatre-vingt mille hommes, quoiqu'il soit vrai de dire que le roi vient d'expédier des ordres à tous les régimens pour se compléter.

« J'ai eu dernièrement l'occasion de savoir d'une manière précise à combien se montait le revenu public. Il peut être estimé à douze millions cinq cent mille piastres. Ceci comprend tout ce que les flottes de l'Amérique et les bâtimens *registros* font entrer au trésor. (1) »

(1) Le comte de Bristol au comte d'Égremont; 6 décembre 1761.

CHAPITRE LX.

1761.

Avantages remportés par les armes britanniques dans les diverses parties du globe. — Situation et dispositions du roi et de la cour d'Espagne. — Origine et cause de l'alliance entre la France et l'Espagne. — Négociation avec l'Angleterre. — Le pacte de famille signé. — Démission de M. Pitt. — Continuation des négociations entre l'Espagne et l'Angleterre. — Guerre entre les deux peuples. — Déclaration de la part de la France et de l'Espagne contre le Portugal.

CHARLES monta sur le trône à une époque qu'on pouvait regarder comme extrêmement critique : on en verra la preuve dans ce chapitre.

Le ministère était changé en Angleterre, mais la lutte n'en continuait qu'avec plus d'ardeur; la guerre avait pris un caractère nouveau et tout-à-fait national. Les revers qu'on avait essuyés à plusieurs reprises dans l'étranger, avaient réveillé le courage du peuple, et les menaces d'invasion avaient rallié tous les partis autour du trône pour le défendre. Des subsides furent votés par le parlement; et l'énergie nationale, qui prend sa source dans l'amour de la vraie liberté, cette pierre de touche d'un bon gouvernement, était

dirigée par la main puissante de M. Pitt qui tenait les rênes de l'administration.

Ce fut alors qu'on s'aperçut que l'esprit de ce grand ministre planait avec une vigueur égale sur toutes les parties du globe. Des renforts de troupes et des subsides furent envoyés sur-le-champ en Amérique, dans les Indes Occidentales et Orientales ; les troupes étrangères, qui avaient été rappelées aux premières nouvelles d'une invasion, furent envoyées de nouveau sur le continent : au moyen de la milice qu'on avait sagement établie, la nation avait appris à se suffire à elle-même. Une expédition contre l'île d'Aix et la ville de Rochefort fit voir que le système méticuleux d'une guerre défensive avait été abandonné, pour adopter celui d'une prompte agression partout où l'on pourrait atteindre l'ennemi. Le désir de conserver sa popularité et un attachement trop rigoureux aux principes qu'il avait soutenus sur les bancs de l'opposition parurent d'abord éloigner M. Pitt de l'idée de porter la guerre sur le continent. Mais aussitôt que la bataille de Rosback (novembre 1757), remportée sur les Français, eut fait échouer leurs projets hostiles contre la Saxe, et que le roi de Prusse se trouva en mesure de tomber avec plus de forces sur les corps ennemis qui menaçaient tous les points de son territoire, le ministre anglais se mit au-dessus de toutes les considérations personnelles et ne tint

aucun compte des calculs ou combinaisons de l'esprit de parti. Il entra avec zèle et satisfaction dans le système de la guerre continentale, dirigea ses attaques partout où il pourrait joindre le plus promptement l'ennemi et le combattre avec le plus de succès, et, pour nous servir de sa propre expression, *il conquit l'Amérique en Allemagne*. Des subsides considérables vinrent relever les finances de la Prusse ; des renforts de troupes anglaises furent envoyés sur le continent, afin de soutenir l'armée hanovrienne qui s'était levée pour venger les dévastations et les excès commis par les troupes françaises. Le commandement de ces forces fut confié au duc de Brunswick, l'ami et le pupille du roi de Prusse.

Les résultats de ces mesures énergiques furent aussi rapides qu'extraordinaires. Le roi de Prusse, non moins inébranlable dans la défaite que terrible dans la victoire, surmonta, par son courage, sa persévérance et son habileté, les efforts d'une coalition redoutable. Il rendit son petit royaume le théâtre d'un grand nombre d'événemens singulièrement remarquables à raison de leur rapidité, leur importance et leur variété. Le prince Ferdinand, à la tête d'un corps allemand et anglais, chassa les Français de Hanovre, de Hesse et de Brunswick, les refoula vers le Mein, affaiblit leurs forces par des combats continuels, et il réussit, en dépit de quelques revers, à occuper toute leur

armée de manière à éloigner la guerre des frontières de la Prusse, et de ces principautés. Au milieu de cette lutte acharnée, des débarquemens répétés sur leurs côtes septentrionales appelèrent leur attention vers ce point, et accrurent les maux qu'ils éprouvaient déjà par la guerre extérieure et par la détresse qui les tourmentait au dedans.

Dans l'indignation qu'ils éprouvaient, les Français firent une tentative désespérée pour attirer les forces britanniques à la défense de leur propre pays. Vingt-cinq mille hommes furent rassemblés sur les côtes de la Bretagne. Des forces furent aussi réunies à Dunkerque; enfin, le Prétendant reparaissait à Vannes pour encourager cette tentative. On équipa à Toulon une escadre de douze vaisseaux, et une autre de vingt et un à Brest. Elles devaient se réunir et protéger le passage de leurs bâtimens de transport à travers le détroit, tandis qu'une petite escadre devait être dirigée de Dunkerque sur les côtes de l'Écosse, et opérer un débarquement en Irlande en trompant la vigilance du gouvernement anglais.

Il n'était plus temps de menacer impunément les côtes d'Angleterre. Un armement considérable, sous les ordres de l'amiral Rodney, se présenta à la vue du Havre-de-Grâce; et par un bombardement bien soutenu, occasionna des pertes

considérables dans les magasins français , et dans leurs bâtimens de transport. En même temps des escadres plus nombreuses que les leurs , sous les ordres de Boys, Hawke et Boscawen, bloquaient les ports de Dunkerque , de Brest et de Toulon. Les ennemis profitèrent du moment où les orages d'une saison déjà avancée, forcèrent les escadres du blocus à quitter leur station respective. Mais ils eurent bientôt l'occasion de reconnaître l'habileté de la manœuvre anglaise pour résister à la fureur des élémens. L'escadre de Toulon, commandée par M. de la Clue, fut poursuivie dans le détroit , et défaite par Boscawen près de la côte du Portugal. Deux vaisseaux furent détruits, on en prit trois, le reste fut dispersé et se sauva non sans quelque difficulté. (¹) (Août 1759.) (²)

(¹) *Relation officielle de la gazette extraordinaire.*

(²) Nous apprenons par la relation de M. de la Clue , datée de Lagos , le 28 août 1759 , adressée à l'ambassadeur de France à Madrid , qu'il avait passé ce détroit la nuit du 16 au 17 avec douze vaisseaux de ligne et trois frégates ; qu'on ne sait par quelle fatalité cinq de ces vaisseaux et trois frégates se séparèrent de lui dans la nuit ; le lendemain au jour il ne se trouva qu'avec sept vaisseaux ; heureusement que c'étaient les plus gros.

Le combat contre des forces très supérieures fut infiniment honorable pour les armes françaises ; car tous les vaisseaux combattirent avec un courage et une opiniâtreté extraordinaires. Cependant , le lendemain du combat , l'escadre se trouvant dispersée , et deux vaisseaux , dont l'un

Le grand armement de Brest sous les ordres de Conflans, éprouva un revers encore plus terrible. A peine avait-il quitté la côte de France que déjà l'escadre anglaise était signalée dans une direction qui indiquait la résolution de l'amiral anglais de risquer le combat. En vain Conflans se flattait que la fureur des élémens, les sables et les bas-fonds de la côte mettraient un frein à l'ardeur de son adversaire. L'attaque fut aussi prompte et déterminée que si elle eût été faite dans les circonstances les plus favorables du vent et de la marée. Deux heures après l'affaire était engagée; deux des vaisseaux plus séparés furent coulés bas, un autre fut pris, et le combat devint général sur toute la ligne. Une nuit orageuse et de la plus

était l'amiral, étant poursuivis de très près par les Anglais, l'amiral, qui crut sa perte inévitable, plutôt que de rendre les deux vaisseaux, se détermina à les aller brûler sur la côte du Portugal où il se trouvait alors. Il fit échouer l'*Océan* qu'il montait, à deux lieues de Lagos, sous le fort nommé *Almadava*. Un autre vaisseau vint aussi échouer au même endroit; deux autres mouillèrent le plus près qu'ils purent des forts Écharias et Sagres, espérant que les Anglais les respecteraient; mais ils ne tinrent aucun compte de cette position, et les combattirent de manière à les forcer de se rendre.

M. de la Clue fut blessé, pendant le combat, par un biscayen qui lui fit une blessure considérable à la jambe droite et lui cassa la jambe gauche; ce qui le força à remettre le commandement à M. le comte de Carné. (*Manuscrits de la Bibliothèque du Roi à Paris.*)

noire obscurité sauva les vaisseaux français d'une destruction certaine ; mais le lendemain le jour éclaira de nouveaux désastres. Le vaisseau amiral et un autre furent jetés à la côte et détruits. Sept s'étaient réfugiés dans la Vilaine après avoir jeté leur artillerie à la mer , et un nombre égal , en prenant le large , s'était réfugié non sans peine à l'île d'Aix.

Le petit armement de Dunkerque même ne put échapper au désastre général. Cinq frégates ayant à leur bord un petit nombre de troupes de terre , profitèrent d'une nuit très obscure pour passer à travers l'escadre de blocus , et prirent leur direction vers la côte de Suède en côtoyant l'Allemagne. Après avoir essuyé de fréquentes et horribles tempêtes , une des frégates fut abandonnée , les autres réparèrent leurs agrès et doublèrent la côte septentrionale de la Suède. Elles louvoyèrent pendant trois mois entre les îles occidentales avec des équipages harassés de fatigues et de misère. Il ne restait plus que trois frégates sur les sept. Ces marins intrépides , poussés par la faim et un esprit aventureux , tentèrent un débarquement près Carrikfergus , et forcèrent les districts à pourvoir immédiatement à leurs besoins. A peine avaient-ils quitté le port , qu'ils furent attaqués par trois vaisseaux anglais contre lesquels ils se battirent en désespérés. La perte de cette petite expédition com-

pléta le triomphe de la marine britannique et la ruine de celle de France. (¹) (26 février 1760.)

Les malheurs répétés que les Français éprouvèrent en Europe firent échouer leurs efforts dans les contrées éloignées. Après une lutte longue et sanglante, les armes britanniques triomphèrent dans les Indes Orientales. Le parti que les Français s'étaient fait parmi les naturels du pays perdit tout-à-fait courage. La prise de Pondichéri, centre de leurs forces, et le dernier établissement qui leur restait, renversa entièrement leur pouvoir dans ces parages.

En Amérique, les Anglais ne tardèrent pas à se relever des désastres qu'ils avaient éprouvés au commencement de la guerre. Des expéditions considérables partirent à la fois de la mère-patrie et des colonies pour attaquer les établissemens des Français dans le Nord. Louisbourg fut forcé de se rendre (22 juillet 1758). L'expédition anglaise remonta le fleuve Saint-Laurent, tandis qu'un corps considérable, composé de colons et de troupes réglées, s'ouvrit un passage par terre pour le Canada, où les Français avaient concentré leurs principales forces. Par un coup de main bardi du général anglais, une partie considérable de l'armée française essuya une défaite à la bataille de Québec, devenue célèbre par la mort de ce même général vainqueur, Wolf,

(¹) Relations officielles.

et de son héroïque adversaire Montcalm (13 septembre 1759). Le résultat de cette affaire fut la reddition de la place. L'année suivante, les Français tentèrent un dernier effort pour surprendre Québec; mais ils furent battus, et Montréal, où ils avaient réuni le reste de leurs forces; fut obligé de se soumettre. (1) (Septembre 1760.)

Dans la mer des Antilles, une expédition anglaise, après avoir attaqué la Martinique, s'empara de la Guadeloupe et des îles qui en dépendent (janvier 1759). Les Français furent de même chassés de la côte d'Afrique par la perte de Gorée et du Sénégal. La prise de Belle-Île, à la vue de leurs côtes, intercepta les communications entre leurs ports de l'Ouest : on leur fit craindre, à leur tour, l'invasion dont ils avaient menacé les îles britanniques. (Avril, 10 juin 1761.)

Des revers si multipliés firent en France une impression profonde et accablante. La population était affaiblie considérablement par les renforts qu'on ne cessait d'envoyer en Allemagne; le commerce souffrait beaucoup; ses ressources étaient presque anéanties par la perte des colonies qui ne pouvaient plus l'alimenter, sans compter la supériorité navale de l'Angleterre. Toutes les opérations financières réussissaient mal; tous les systèmes inventés pour venir au secours du gouvernement, tournaient au détri-

(1) Relations officielles tant anglaises que françaises.

ment de leurs auteurs. On abhorrait également la guerre et l'alliance autrichienne. Cette fière nation, qui trois ans auparavant faisait la loi à l'Europe, se voyait réduite, pour assurer son salut, à la nécessité de diviser les puissances ennemies et de chercher l'appui de nouveaux alliés.

Ce fut au milieu de cette époque si glorieuse pour l'Angleterre que George II termina sa carrière. Il eut pour successeur son petit-fils George III, qui était dans la fleur de l'âge, et qui ne partageait pas la prévention contre les étrangers à laquelle avaient été sujets ses prédécesseurs, soit par habitude ou par éducation. Le changement de souverain amena d'autres acteurs sur la scène politique. De nouvelles circonstances contribuèrent également à affaiblir le pouvoir qu'un grand ministre avait su déployer avec tant de succès contre les ennemis de l'Angleterre. Le peuple, toujours extrême dans sa confiance comme dans ses craintes, oublia bientôt, ainsi qu'il avait fait avant l'ignominieuse paix d'Utrecht, les dangers auxquels il venait d'échapper nouvellement. Il était presque fâché du succès; au lieu de pourvoir à sa sûreté pour l'avenir, et de considérer que sa grandeur tenait à l'abaissement de la France, il ne vit que les charges et les sacrifices, et ne fit nullement attention aux avantages réels qui devaient résulter de la continuation de la lutte

avec son ennemie. Accoutumé depuis long-temps à regarder l'Autriche comme son alliée naturelle, ce peuple n'avait pour la Prusse ni dévouement ni affection ; et de même qu'en France la plainte universelle avait été que le pays s'épuisait pour servir les intérêts d'un ancien ennemi ; ainsi , en Angleterre, le mécontentement général s'exprimait par des clameurs contre les alliances germaniques : on murmurait tout haut de ce que la richesse de l'État était sacrifiée pour la défense d'un ami dont l'attachement était au moins douteux.

Ces maximes trouvaient leur appui chez plusieurs personnages marquans que le changement de souverain avait élevés au pouvoir, surtout chez le comte de Bute, précepteur et confident du nouveau monarque. Ses intentions étaient droites et désintéressées ; mais il n'avait pas ces grandes vues qui embrassent tout ce qui doit fixer la sévère attention d'un ministre à la hauteur de ses devoirs : ajoutez qu'il était incapable de souffrir un collègue dont la réputation eût pu éclipser la sienne. Il était d'ailleurs plus propre à vaquer aux occupations pacifiques des sciences et des lettres qu'à combiner des projets politiques ou à être l'âme et le régulateur d'une guerre générale, effrayante et pleine de complication. Aussi chercha-t-il à capter l'opinion populaire, qui se trouvait parfaitement en rapport avec son caractère

/

pacifique , et surtout avec ses maximes sur la manière de gouverner.

Au commencement du nouveau règne , on ne s'aperçut presque pas de ce changement. Le monarque, dans son premier discours adressé au parlement , annonça sa résolution de suivre l'exemple de son prédécesseur , en poursuivant la guerre qui avait produit de si heureux résultats. Il se félicita avec son peuple des triomphes que les armes britanniques avaient obtenus ; mais la nomination du lord Bute au poste de secrétaire d'état pour le département du Nord , à la place de lord Holderness , fut suivie d'une preuve encore plus positive de son influence ; et quoiqu'il fût retenu d'abord par l'énergie et la capacité de son collègue , il fut aisé de prévoir qu'une révolution politique était imminente. Les cours de l'Europe , qui étaient effrayées de la puissance de l'Angleterre , apprirent avec joie les changemens qui avaient lieu dans son gouvernement , surtout celle d'Espagne , qui avait vu avec une véritable anxiété tous les succès qu'elle avait eus sur l'un et l'autre continent. (1)

Les effets produits de part et d'autre par le changement de souverain , n'eurent pas moins d'importance pour l'Espagne que pour l'Angle-

(1) ADOLPHUS, *Histoire de George III : Journal de lord Melcombe ; Vie de lord Chatham* , et autres recueils anglais tant historiques que périodiques.

terre. Ferdinand avait suivi son système de neutralité avec autant d'avantage pour le commerce que pour le bonheur de ses sujets. Uniquement jaloux de conserver son indépendance, il avait constamment mis de côté les embarras de la guerre, et, depuis l'avènement de la dynastie autrichienne, c'était le seul monarque qui n'eût pas augmenté les dettes de la couronne.

L'Espagne n'avait certes d'autre intérêt plus pressant que la continuation du même système; mais malheureusement le nouveau souverain ne suivit pas ce principe, et se laissa entraîner dans un autre ordre de choses par des considérations particulières et par des motifs personnels. Charles nourrissait une ancienne inimitié contre les Anglais; il se rappelait la manière impérieuse avec laquelle ils l'avaient forcé à désertier la cause de sa famille pendant la guerre d'Italie (¹). Ce ressentiment ne l'avait pas abandonné à son avènement au trône d'Espagne. Ses rapports avec la cour de France et ses adhérens prouvèrent dans le temps sa fidélité aux principes de famille, auxquels il n'était pas moins profondément attaché que son père. A son arrivée en Espagne, il éprouva encore de nouveaux motifs d'éloignement pour les Anglais, tels que ces interminables contestations relatives aux établisse-

(¹) Voyez le chapitre XLV.

mens britanniques et au commerce de contrebande dans les Indes Occidentales, ainsi qu'aux fréquentes vexations des croisières anglaises sur les vaisseaux espagnols dans leur commerce avec la France. Un autre sujet de mécontentement naquit des réclamations des Espagnols pour faire la pêche à Terre-Neuve ; concession qui n'avait jamais été reconnue par le gouvernement anglais, malgré la clause un peu ambiguë, il est vrai, comprise dans le traité d'Utrecht.

Pendant quelque temps ces sentimens de haine furent atténués par le bon esprit de la reine Amélie, sa femme, princesse de la maison de Saxe, qui était personnellement favorable à l'Angleterre ; mais à sa mort, ils reprirent une nouvelle force par les circonstances de la guerre et par la situation des puissances belligérantes. Charles fut alarmé de la ruine de la marine française ; il craignit que les avantages remportés par les Anglais contre les établissemens des Français, dans les deux Indes et dans l'Amérique du Nord, ne leur inspirassent le désir d'attaquer ceux de l'Espagne, depuis si long-temps l'objet de leur convoitise. Il n'ignorait pas que la partialité et les vexations des officiers, gouverneurs et ministres espagnols, avaient donné lieu à des plaintes répétées ; et il ne lui paraissait pas vraisemblable qu'une nation grande et victorieuse oubliât aisément ces griefs.

La cour de France, à l'aide de ses agens, mit à profit avec beaucoup d'adresse cette disposition particulière de Charles, et les autres motifs d'éloignement dont nous venons de parler. Elle renouvela le leurre de Minorque, surtout le projet de reconquérir Gibraltar. A entendre la France et ses agens, les Anglais n'étaient que des tyrans de la mer, les ennemis naturels de toutes les puissances maritimes et commerciales. Ils réveillèrent la jalousie nationale au sujet des colonies, et confirmèrent le souverain espagnol dans ses craintes par rapport à ces possessions. Comme ils savaient que c'était un sûr moyen d'intéresser Charles en leur faveur, que de lui parler de la gloire de la maison de Bourbon, ils lui firent un tableau de ses malheurs, et lui montrèrent la nécessité de rompre avec l'Angleterre. Forcés cependant d'ouvrir une négociation avec cette puissance, ils cherchèrent à mettre Charles dans leurs intérêts, en lui communiquant toutes leurs démarches, et en déférant toujours à son avis. Ils réussirent si bien, que Charles approuva les conditions qui devaient être soumises à l'Angleterre; il permit même, ou plutôt il engagea la cour de France, à joindre toutes ses prétentions et réclamations à celles de l'Espagne. Il déclara que, si l'Angleterre refusait d'admettre ces réclamations ainsi réunies, il était prêt à régler les intérêts des deux cours de la dynastie de Bour-

bon par un pacte de famille. Il n'attendait plus que l'arrivée des galions de l'Amérique : on pressa par ses ordres tous les préparatifs de guerre, pour prendre part sincèrement à la querelle. Cette négociation fut conduite par Grimaldi, ambassadeur d'Espagne à Paris, et concertée avec Choiseul, premier ministre de France, le tout sans la connaissance de Wall et peut-être sans celle de l'ambassadeur français à Madrid.

Cependant la cour de France poursuivait sa négociation particulière avec le cabinet anglais. Il fut convenu qu'on ouvrirait un congrès à Augsbourg pour arranger les différends élevés entre les diverses puissances de l'Allemagne et du Nord. M. Stanley fut envoyé à Paris, et le comte de Bussy reparut à Londres : des deux côtés on proposa des préliminaires. Les offres de la France comprenaient la cession du Canada, avec quelques restrictions; la restitution de Minorque en échange de la Guadeloupe et de Marie-Galande; Dominique et Saint-Vincent resteraient neutres; toutes les conquêtes anglaises dans l'Orient seraient restituées; la cession de Gorée ou du Sénégal, au choix de la Grande-Bretagne, et la restitution de Belle-Ile auraient lieu. Quant aux Allemands, ils offraient d'évacuer le pays qu'ils occupaient dans le Hanovre, ainsi que Hesse et Hanau; mais ils voulaient garder les acquisitions faites en Prusse, jusqu'à la paix.

L'Angleterre ne devait pas aider la Prusse; la France retirerait du théâtre de la guerre un nombre de troupes double de celui que retirerait l'Angleterre. (Juillet 23.)

Une note confidentielle accompagnait ces préliminaires, par laquelle les Français proposaient de terminer les différends avec l'Espagne, comme étant le seul moyen d'éviter une nouvelle guerre en Europe et en Amérique, et de lui demander la garantie du traité de paix qu'il s'agissait de conclure. On joignait à cela trois demandes en faveur de l'Espagne, savoir : la restitution de quelques vaisseaux espagnols pris sous prétexte de contrebande; le privilège de pêcher au banc de Terre-Neuve, et la démolition des établissemens anglais dans le golfe de Honduras. Tout cela se terminait par la menace de la part du roi de France, de se croire obligé d'aider l'Espagne dans le cas où ne pouvant s'entendre sur ces points en litige, la guerre vint à éclater.

M. Pitt n'ignorait pas les motifs de cette démarche inusitée jusqu'alors dans les négociations diplomatiques : on voyait pour la première fois une nation belliqueuse introduire dans une discussion de cette nature les griefs des puissances qui étaient en paix, et cela pour parvenir à terminer la guerre dans laquelle elle était engagée. Il fit donc pour sa part des contre-propositions, si l'on peut parler ainsi, en échange de celles

présentées par la France. Il demanda la cession absolue du Canada, du Sénégal et de Gorée; la restitution mutuelle de toutes les conquêtes des Français en Amérique, dans les Indes Occidentales et en Europe; la démolition de Dunkerque conformément au traité d'Utrecht; l'évacuation immédiate d'Ostende et de Nieuport, qu'ils occupaient en contravention à la neutralité avec les Pays-Bas. Les affaires de l'Inde restaient réservées pour une négociation qui devait s'ouvrir entre les deux compagnies; enfin, les deux puissances conservaient la liberté de soutenir leurs alliés mutuels en Allemagne. Il ajouta à ces propositions la déclaration que le roi d'Angleterre ne consentirait jamais à mêler ses différends avec l'Espagne, dans une négociation pour la paix entre les deux couronnes, et qu'il regarderait comme une insulte à sa dignité, aussi-bien que comme une démarche incompatible avec la sincérité de la négociation, toute mention ultérieure de cette affaire.

Cette réponse fut suivie d'une démarche directe près de la cour d'Espagne; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Bristol, fut autorisé à déclarer que l'union intime du cabinet de Madrid avec la France ne pourrait jamais servir pour arranger les affaires à la satisfaction de l'Espagne, quoique la modération du roi le portât sans cesse à désirer un accommodement équitable. Quant à la

première demande, on faisait observer que les tribunaux établis pour connaître cette sorte d'affaires restaient toujours ouverts à ceux qui demanderaient le redressement de leurs griefs; la seconde était rejetée comme tout-à-fait inadmissible; et sur la troisième on pourrait s'entendre par la suite, dès que Sa Majesté Catholique voudrait faire des propositions plus équitables, autrement que par *l'entremise de la France*. Enfin, sur les bruits que l'on avait répandus à dessein, d'une rupture imminente avec l'Espagne, lord Bristol reçut l'ordre de demander une explication claire et précise, sur les préparatifs maritimes que l'on faisait dans les ports espagnols.

La réponse à cette note diplomatique mit en évidence les sentimens des deux cours de la maison de Bourbon. M. Wall déclara que la note concernant l'Espagne avait été présentée par la France, avec le consentement exprès de Sa Majesté Catholique, et qu'aucune considération ne serait suffisante pour s'écarter de l'union de son cabinet avec celui de la France, ni empêcher les deux monarques de la famille de Bourbon de fournir des preuves de leur bonne foi mutuelle et de leur bonne intelligence.

M. Wall, à la demande sur les préparatifs maritimes, répondit verbalement qu'il y avait seulement vingt vaisseaux de guerre, y compris les frégates; qu'on les employait pour des services

qu'il désigna, et que les dispositions et professions de Sa Majesté étaient restées constamment les mêmes, savoir : d'affermir et de cultiver l'amitié si heureusement établie entre l'Espagne et l'Angleterre. Quant à ce qui concernait la réponse aux trois demandes, il faisait l'observation que l'Espagne ne pouvait pas comprendre le sens que l'Angleterre attachait à sa déclaration, de ne point regarder les ministres français comme un tribunal compétent, devant lequel il consentirait à porter ses réclamations. Quant au second et au troisième article, il ajoutait que les Espagnols regardent leur droit commun incontestable, et il finissait en comparant peu convenablement la conduite de l'Angleterre avec ce que l'on regarderait dans le commerce privé comme un outrage et un vol. (1)

Pendant que l'on échangeait ces notes, les conventions des cours de France et d'Espagne parvinrent à leur maturité; une alliance, sous le nom de *Pacte de famille*, fut solennellement signée à Versailles (15 août) incontinent après la réponse donnée par Wall à la note de lord Bristol.

Dans un préambule conçu dans des termes d'une obscurité calculée, on donna pour motifs de la conclusion de ce traité, les liens de famille et d'une estime réciproque. On assigna pour

(1) Extrait de la négociation présentée au parlement.

objet celui de donner de la stabilité à ces devoirs qui prennent leur source dans la parenté et dans l'amitié, et d'établir un monument durable de cet intérêt mutuel qui doit former la base des vœux des deux monarques et de la prospérité des deux familles royales.

Les deux monarques convenaient de considérer à l'avenir toute puissance ennemie de l'un comme ennemie de tous les deux, et de se garantir leurs États respectifs dans toutes les parties du globe, tels qu'ils les posséderaient à la conclusion de la paix. Des secours mutuels par terre et par mer furent stipulés dans la forme ordinaire; les guerres dans lesquelles la France pourrait être engagée par suite de ses stipulations du traité de Westphalie, ou de ses alliances avec les princes et les États de l'Allemagne, seraient exceptées. L'Espagne ne devrait fournir des secours que dans le cas où quelque puissance maritime viendrait à prendre une part active dans ces guerres, ou si la France était envahie par terre.

Aucune proposition de paix ne pourrait être faite à leurs ennemis communs, sans une communication mutuelle et sans un consentement préalable en temps de paix aussi-bien qu'en temps de guerre. Chaque souverain devait considérer les intérêts de son allié comme les siens propres, faire des compensations pour ses pertes

et ses désavantages, agir enfin comme si ces deux puissances ne faisaient qu'une seule et même nation. Les sujets des deux couronnes devaient jouir dans leurs États d'Europe, de tous les avantages accordés aux naturels du pays réciproquement. Enfin une clause fut introduite pour l'adhésion du roi des Deux-Siciles, ainsi qu'une autre stipulation d'après laquelle aucun autre prince ne pourrait être admis dans le traité, que ceux de la famille de Bourbon.

Dès lors, la question de la guerre ou de la paix était évidemment décidée par les deux cours de la dynastie de Bourbon ; mais les galions de l'Amérique n'étant pas encore arrivés, ni les préparatifs de l'Espagne achevés, les ministres espagnols employaient encore un langage pacifique, quoiqu'ils ne désavouassent pas l'union entre les deux couronnes. La France se conduisit avec la même affectation ; et presque huit jours avant la signature de ce fameux traité, on fit à l'Angleterre une offre nouvelle qui différait très peu des précédentes, sans qu'il y fût nullement question des réclamations de l'Espagne. Cet incident donna lieu à une autre proposition de la part de l'Angleterre.

Pendant que l'on cherchait à éblouir le cabinet anglais par cette comédie de négociation, et avant même que la réponse des Français eût pu parvenir à Londres, la vigilance de M. Pitt décou-

vril des traces du traité secret passé entre les cours de Madrid et de Versailles. Ce parti fut considéré par lui comme la preuve décisive d'un commencement d'hostilité : il rompt sur-le-champ la négociation , et avec cette promptitude qui était le cachet de toutes ses mesures, ce ministre résout de prévenir l'Espagne par une déclaration de guerre. Il avait l'espoir de lui ôter ses secours les plus pressans, en interceptant la flotte de l'Amérique à son retour, et de lui enlever, en attaquant ses colonies, les moyens d'assurer ses opérations ultérieures. Après avoir soumis les îles françaises des Indes Occidentales, l'expédition destinée pour cette conquête, augmentée des renforts de troupes de l'Amérique du nord, devait se porter contre la Havane, qui n'était pas préparée à se défendre contre une agression subite ; une seconde attaque devait être dirigée contre l'isthme de Panama. Ces points, qui lient les possessions orientales et occidentales de l'Espagne entre elles, et le grand corps des colonies avec la mère-patrie, étant occupés de cette manière, une autre expédition devait se porter aux Philippines et intercepter les communications entre le Nouveau-Monde et les régions opulentes de l'Orient.

Cependant le ministre ne fournissait pas des preuves de cette union suffisamment concluantes pour vaincre les scrupules de ses collègues, dont

l'incrédulité se trouvait fortifiée par leur rivalité politique. Indigné de cette opposition, et non moins irrité des obstacles que l'on avait déjà suscités contre ses desseins salutaires sur d'autres sujets, il quitta le gouvernail, ne se souciant pas, comme il le dit lui-même, « d'être responsable des mesures qu'il ne lui était plus permis de diriger. » Le comte d'Égremont le remplaça, mais le véritable dépositaire du pouvoir de l'administration fut le comte de Bute.

La retraite soudaine de M. Pitt, et la nécessité dans laquelle l'administration s'était placée volontairement de soutenir le principe en vertu duquel elle avait rejeté sa proposition, non seulement sauva l'Espagne d'un danger contre lequel elle n'était pas préparée, mais elle lui donna encore la facilité de gagner du temps, jusqu'à ce qu'elle fût en mesure de commencer les hostilités avec plus d'avantage. La cour de Madrid pressa donc ses préparatifs; et tout en continuant sa négociation, elle prit par degrés le ton haut de la remontrance et de la plainte.

L'événement prouva bientôt la sagesse et la prévoyance de M. Pitt : les ministres anglais, malgré leur crédulité impolitique à l'égard des protestations de l'Espagne, furent enfin tirés d'erreur par le ton arrogant de la cour de Vienne, par l'activité des préparatifs espagnols, et par les avis authentiques qui commençaient à cir-

culer sur la conclusion et les termes du nouveau pacte de famille. Avec la même délicatesse déplacée, ou plutôt avec la timidité qui avait jusque-là servi de motif pour patienter, ils cherchèrent encore à empêcher l'Espagne, au moyen d'une négociation, de prendre part à la guerre, et à trouver du moins dans l'aveu du monarque la justification de cette hostilité, pour laquelle ils montraient une aussi forte répugnance. Les ordres transmis à lord Bristol devaient mener à la décision définitive de cette affaire.

M. Wall répondit à ces demandes par une longue série de déclamations plus offensantes les unes que les autres : « Mon maître, disait-il, n'a jamais pu obtenir une réponse aux réclamations qu'il vous a adressées; vos succès vous ont tourné la tête, et vous voulez ruiner la France pour pouvoir tomber ensuite sur l'Espagne. » Il ajouta d'un ton très animé en apparence : « Puisque les États de Sa Majesté Catholique doivent être accablés, je serai le premier à lui conseiller d'appeler ses sujets sous les armes, plutôt que de devenir votre victime. Vous avez rendu méfiante la puissance espagnole; vous avez attaqué et pillé ses vaisseaux, vous avez insulté nos côtes, vous avez violé notre neutralité; vous avez méconnu nos droits dans nos domaines de l'Amérique, en coupant des bois et en formant de nouveaux établissemens dans le golfe de Honduras. Ce n'est

pas tout : vous avez privé les sujets du roi d'Espagne du droit qu'ils avaient de faire la pêche sur le banc de Terre-Neuve. J'ai fait espérer à mon auguste maître que quelque satisfaction lui serait donnée pour des griefs aussi souvent répétés; et j'ai ordre de demander, quand, comment, et où cette réparation sera faite. »

Les instances réitérées de l'ambassadeur anglais furent tour à tour éludées ou rejetées, jusqu'à ce que les trésors attendus depuis si longtemps de l'Amérique fussent enfin arrivés. Aussitôt que ce secours fut hors de danger de tomber entre les mains des marins de la Grande-Bretagne ⁽¹⁾, le ministre espagnol s'exprima dans des termes non équivoques sur les rapports de l'Espagne avec la France : « Il est temps, disait-il, que vos yeux soient dessillés, et de ne pas souffrir qu'un voisin, un allié, un parent et un ami, courre davantage le risque de recevoir la loi sévère dictée par un vainqueur insolent. Le roi de France, ajoutait-il, après avoir communiqué au roi catholique les plus petits détails de la dernière négociation, a résolu de rendre publi-

(1) « Deux vaisseaux sont arrivés dernièrement à Cadix avec de grandes richesses des Indes Occidentales; toutes les sommes que l'on attendait de l'Amérique espagnole sont maintenant en sûreté en Espagne. »

Dépêche du lord Bristol, 2 novembre 1761. *Anecdotes de lord Chatham*, vol. III, page 335.

ques les conditions humiliantes auxquelles il se soumettait pour obtenir la paix, et de faire connaître les demandes arbitraires et injustes de l'Angleterre, qui ont empêché l'accomplissement des vœux qu'il a formés, et ses bonnes intentions en faveur de l'humanité. »

Lord Bristol persista à demander une réponse catégorique sur le pacte de famille; on se reporta, à cet effet, à une dépêche adressée au comte de Fuentes, ambassadeur d'Espagne à Londres, qui devait la communiquer au secrétaire d'état. Cet écrit était dans un style qui décelait une aigreur singulière; on y parlait avec dédain de la proposition de renouer les discussions qui avaient été si souvent et si inutilement agitées; on y prenait la défense des conditions offertes par la France, que l'Angleterre avait rejetées; on y représentait les vues du gouvernement anglais comme étant hostiles contre toutes les nations qui possédaient des colonies dans des mers éloignées; enfin, on y justifiait l'intervention de la France dans les disputes entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, comme convenable, obligeante et nécessaire, n'ayant pour but que d'empêcher la guerre d'éclater.

En réponse à la demande relative au traité avec la France, on disait dans cet écrit : « Voici notre réponse claire et positive : *oui*, et nous croyons que nous avons très bien fait. » Après quelques

autres expressions dédaigneuses, on terminait ainsi : « Votre Excellence étant maintenant informée de tout, d'après ce que je viens de lui exposer, pourra éclairer le ministère de vive voix ou par écrit, afin qu'il ne nous accuse pas de ne point répondre à la note de lord Bristol, et qu'il puisse sentir qu'il serait au-dessous de la dignité du roi de satisfaire à tout moment la curiosité du cabinet britannique, tandis qu'aucune satisfaction n'a encore été donnée à ses justes réclamations. (1)

Wall, qui ne voulait pas annoncer la résolution définitive de sa cour, essaya par des voies de conciliation et de prudence de détourner des malheurs qu'il craignait autant qu'il les déplo-rait. Non seulement il écouta les raisonnemens du ministre anglais avec une complaisance qui donnait l'espoir d'arriver encore à un accommodement, mais il ajourna la conclusion de la conférence jusqu'au jour suivant; peut-être se flattait-il de produire pendant ce délai quelque impression sur l'esprit du roi. Toutefois son attente fut vaine, et il reçut au contraire l'ordre de prendre un plus grand ton d'assurance. D'après cette injonction, lorsqu'il parla à l'ambassadeur, il fit l'observation suivante : « J'ai reçu de mon auguste maître l'ordre de vous répéter que, quant

(1) Extrait d'un écrit reçu par lord Egremont, du comte de Fuentes, décembre 6, 1761.

au traité et aux intentions de l'Espagne, ma dépêche au comte de Fuentes est la seule réponse que je sois autorisé à faire. » Lord Bristol insista encore pour obtenir une réponse positive, en ajoutant : « Que le refus de donner une explication sur ce point serait considéré comme une déclaration de guerre. » M. Wall s'écria alors avec une émotion qui trahissait ses sentimens : « Qu'en résultera-t-il? vous avez donc des ordres pour partir? » Comme on lui répondit affirmativement, il reprit : « La demande renferme une attaque si directe contre la dignité du roi catholique, que je n'oserai pas donner un avis quelconque à mon souverain, dans une affaire de cette gravité. » Cependant, voulant saisir tous les prétextes d'excuses ou de délai, il demanda qu'on lui remît cette réclamation par écrit. En conséquence lord Bristol écrivit sur-le-champ en ces termes : « La cour de Madrid se propose-t-elle de finir avec les Français, et d'agir hostilement contre l'Angleterre, ou de s'écarter de quelque manière que ce soit de sa neutralité? Le refus d'une réponse catégorique sera considéré comme une déclaration de guerre. »

Après avoir reçu cette lettre, Wall quitta lord Bristol en lui faisant de sincères protestations d'amitié et de regret. Quarante-huit heures après, il annonça la déclaration des hostilités par une lettre qu'il n'eut sans doute pas le cou-

rage de remettre lui-même ; en voici la substance :
« Votre Excellence n'ayant dit avant-hier de vive voix et par écrit qu'elle avait des ordres pour demander une réponse catégorique à la question de savoir si l'Espagne a l'intention de s'unir à la France contre l'Angleterre , déclarant en même temps qu'elle regarderait le refus de répondre comme une déclaration de guerre , et qu'en conséquence elle quitterait cette cour ; je suis autorisé à déclarer que l'esprit d'orgueil et de discorde qui a dicté cette démarche inconsidérée , et qui , pour le malheur de l'humanité , règne encore dans le gouvernement anglais , rend en ce moment la déclaration de guerre inévitable , car cette démarche attaque la dignité du roi. Votre Excellence peut partir quand il lui plaira , et de la manière qui lui sera plus convenable ; c'est la seule réponse que Sa Majesté me charge de lui faire. » (')

Il joignit à cette lettre un billet d'adieu exprimant pour la dernière fois ses regrets et son estime.

Après quelques délais écoulés , et même quelques insultes reçues , lord Bristol quitta Madrid , et , dès le même jour qu'il reçut la réponse de M. Wall , un ordre fut expédié aux commandans espagnols d'arrêter les bâtimens anglais et de

(') M. Wall au comte de Bristol ; Buen-Retiro , 10 décembre 1761.

mettre l'embargo dans les différens ports de la monarchie espagnole.

Pendant que ces événemens se passaient à Madrid, Londres devenait aussi le théâtre de disputes et de contestations diplomatiques qui finirent par une déclaration de guerre des deux côtés. Le 25 décembre, le comte de Fuentes remit à lord Égremont la dépêche qu'il était chargé de lui communiquer ; il l'accompagna d'une note qui pouvait être regardée comme un appel à la nation anglaise ; il cherchait dans cet écrit à jeter le blâme de cette rupture sur *l'orgueil insupportable et l'ambition démesurée de celui (M. Pitt) qui avait tenu les rênes du gouvernement et qui paraît les tenir encore , quoique passées dans d'autres mains.* Il justifiait son souverain, de son refus de répondre à la réclamation relative au traité avec la France, en disant que l'Espagne avait été traitée d'une manière insultante pendant le cours de la négociation. Il déclarait que le malencontreux traité était parfaitement inoffensif, et qu'il n'avait aucun rapport avec la présente guerre. On avait d'avance, disait-il, démontré à lord Bristol que la manière d'agir de la France, blessée par l'orgueilleux ministre, n'altérerait en aucune manière les lois de la neutralité, ni la sincérité des rois de France et d'Espagne. Son auguste maître, poursuivait-il, avait offert d'abandonner le pacte de famille, si l'on

pouvait le regarder comme un obstacle pour la paix; mais quand le gouvernement français reprit la négociation sans qu'il y fût mention de l'Espagne, et proposa des conditions très avantageuses et même très honorables pour l'Angleterre, ce ministre orgueilleux les avait rejetées avec dédain et avait montré son aversion pour l'Espagne, au grand étonnement des membres du conseil britannique.

Vers ce même temps, un extrait du traité ou du *pacte de famille* parut à Paris, accompagné de notes dont le but était de jeter le blâme de l'agression sur l'Angleterre. De son côté, le roi d'Espagne rendait un témoignage public de son contentement à l'occasion de la nouvelle alliance, en accordant la grandesse au duc de Choiseul, principal instrument de sa conclusion.

Le cabinet anglais publia une réponse énergique à la note espagnole, repoussa le reproche d'agression, et chercha surtout à démontrer qu'il n'avait eu d'autre tort que de s'être laissé tromper par les deux cours de la famille de Bourbon, et d'avoir permis à l'Espagne de se mettre dans un état respectable de défense. ⁽¹⁾

L'Angleterre fut la première à publier son

(1) La relation de cette négociation mémorable a été faite sur les pièces officielles publiées de chaque côté, et d'après quelques dépêches de lord Bristol, non publiées. Les historiens nationaux et étrangers ont été aussi consultés.

manifeste (2 janvier 1762); il était fondé sur l'approbation avouée par le roi d'Espagne de la note présentée par Bussy dans la négociation précédente, sur la déclaration de ce monarque de professer les principes et les sentimens qu'elle contenait, et sur son refus de donner une explication satisfaisante relative à ses préparatifs hostiles et à ses engagemens avec la France. D'une autre part le roi d'Espagne, en affectant encore d'écarter les apparences d'agression, ne rendit publique sa contre-déclaration de guerre que lorsque l'Angleterre eut lancé son manifeste (janvier 18); il passait sous silence les discussions qui avaient amené la rupture, il censurait avec amertume l'ambition du gouvernement anglais qui aspirait à s'agrandir sur les deux continens et à dominer sur les mers; il représentait la réclamation impérieuse de l'ambassadeur anglais comme une déclaration de guerre, et finissait en affirmant que par amour pour la paix il avait patienté jusqu'à ce que la menace eût reçu son exécution; car il lui coûtait beaucoup d'adopter une mesure si horrible par elle-même et si contraire à l'humanité, que celle d'avoir recours à l'épée.

L'égoïsme, la prévention et l'artifice n'avaient pas manqué jusqu'à un certain point de commentaires plausibles sur les discussions élevées entre Charles et l'Angleterre; mais la conduite

du premier envers le roi de Portugal, son allié et son ami, ne saurait être expliquée que par sa résolution bien arrêtée de susciter, à quelque prix que ce fût, des ennemis à l'Angleterre, et d'employer la force pour y parvenir.

Quoique sous le ministère de Carvalho, l'alliance qui existait entre le Portugal et l'Angleterre eût perdu peu à peu son caractère primitif d'amitié intime, les cours de Bourbon étaient trop animées de l'esprit de vengeance pour laisser dans l'alliance ennemie un pays qui, nullement en état de se défendre, semblait leur offrir l'appât d'une conquête aisée. Tandis que l'on faisait des préparatifs sur la frontière, les ambassadeurs français et espagnol présentèrent, d'un commun accord, à la cour de Lisbonne, une note qui fut suivie de plusieurs autres. On exigeait du roi qu'il eût à coopérer dans la guerre contre l'Angleterre qui était l'ennemie commune de toutes les nations maritimes. Après une menace indirecte, mais mal déguisée, ils offraient une armée considérable pour occuper et défendre le Portugal contre une invasion, et ils demandaient une réponse positive dans quatre jours, déclarant que tout délai après ce terme serait considéré comme un refus. Mais sur la réponse ferme et plusieurs fois répétée du monarque portugais, qu'il ne se soumettrait jamais à l'esclavage qu'on lui proposait sous prétexte de le protéger, les

ministres quittèrent Lisbonne, et leur départ fut le signal d'une invasion imminente. (*)

Dans le *Mémoire* ci-après (remis le 14 avril 1762), rédigé d'après les ordres du ministère français, on voit les projets dont les deux puissances s'occupaient avec ardeur pour attaquer l'Angleterre.

Si les deux couronnes, y disait-on, veulent faire passer une armée en Angleterre, il faut nécessairement qu'elles combinent ce projet de façon à s'assurer le domaine de la Manche, et la supériorité dans cette mer pour l'espace au moins de cinq semaines. Mais si l'on compare les escadres disponibles des deux puissances à la quantité de vaisseaux que les Anglais tiennent toujours armés, on s'apercevra qu'il n'est pas aisé d'acquérir une telle supériorité, ou du moins celle qu'il faudrait pour en imposer à l'ennemi.

La France et l'Espagne, suivant mon calcul, comptent actuellement six vaisseaux de ligne à Brest, dix à Rochefort, huit au Ferrol, quatorze à Cadix, quatre à Carthagène, et dix à Toulon. Cette marine réunie composerait une escadre de cinquante-deux vaisseaux de ligne; mais leur situation n'est pas telle qu'elle devrait être, pour pouvoir se réunir et pour tomber en forces dans la Manche.

Les dix vaisseaux de Toulon peuvent sans risque venir jusqu'à Carthagène; leur jonction avec les quatre vaisseaux qui sont dans ce département, formeraient une escadre de quatorze vaisseaux. Ils ne sauraient cependant tenter le passage du détroit sans engager un combat, qui mettrait vraisemblablement cette partie de notre marine hors de service. Nos vaisseaux de la Méditerranée seraient obligés de combattre contre des vaisseaux supérieurs en nombre

(*) Documents officiels ci-dessus indiqués.

et en échantillon, ils en seraient écrasés; et on se priverait d'une ressource qui, tant qu'elle subsiste, fixera d'une certaine façon notre supériorité dans toute l'étendue de la Méditerranée.

Il faut donc compter sur les seules forces qui sont réparties dans les ports de l'Océan; elles consistent, suivant notre supposition, en trente-sept vaisseaux de ligne, desquels il faut rabattre les neuf vaisseaux qui sont à Rochefort, dont la sortie et l'armement paraît impossible, tant que les Anglais boucheront la Charente et seront mouillés à l'île d'Aix.

Toutes les forces possibles, et à portée de pouvoir faire route vers la Manche, se réduisent donc aux escadres de Cadix, du Ferrol, et de Brest qui en formeraient une de vingt-huit vaisseaux de ligne; mais comme il ne serait pas prudent de dégarnir de tous ses vaisseaux la baie de Cadix, qui se trouve entièrement ouverte, il faudrait y en laisser six, de sorte que l'escadre d'exécution se réduit en tout et pour tout à vingt-deux vaisseaux de ligne.

On voit que si les Anglais pénètrent l'usage de ces vingt-deux vaisseaux, il leur est aisé de rassembler une escadre capable de nous observer continuellement, et de faire en conséquence échouer notre entreprise. Malgré la dispersion de leurs forces maritimes, on a pu remarquer dans toute cette guerre qu'ils se sont trouvés toujours prêts à parer aux différens dangers dont ils ont été menacés de la part de la France; on en doit conclure qu'ils emploieront les mêmes moyens, et qu'ils observeront la même conduite. Mais pour tirer tout le parti possible de l'escadre de vingt-deux vaisseaux, il faudrait donner le change aux Anglais, et combiner l'opération d'une descente de façon à les éloigner entièrement de notre objet. On peut présumer que si l'escadre combinée pouvait tomber tout d'un coup

dans la Manche , sans que les Anglais s'en fussent doutés , il leur faudrait au moins cinq semaines pour rassembler dans cette mer une escadre supérieure à celle des deux couronnes.

Pendant cet intervalle on peut avoir déjà exécuté le passage des troupes , et s'être rendu maître d'un point d'appui sur la côte d'Angleterre , capable de protéger les secours qu'on fera passer sans cesse des ports de France , surtout dans les longues nuits d'hiver.

La position actuelle des forces anglaises semble favoriser ce projet , leurs escadres se trouvant dispersées , partie en Amérique , partie à Gibraltar , et partie sur les côtes de France , dont la plus considérable est mouillée à l'île d'Aix. Sur l'avis que nos ennemis auraient de l'apparition d'une escadre de vingt-deux vaisseaux de ligne dans la Manche , ils ne sauraient tirer aucun avantage des forces qu'ils ont en Amérique ; tous leurs soins se réduiraient à rassembler avec la plus grande célérité les escadres de Gibraltar , de Quiberon , et à faire sortir des ports d'Angleterre les vaisseaux qui peuvent s'y trouver armés. Mais avant que les ordres nécessaires soient parvenus aux différens chefs de ces forces dispersées , qu'elles se soient jointes pour chercher l'escadre des deux couronnes , on peut calculer qu'il leur faut près de cinq semaines , temps que nous avons supposé plus que suffisant pour exécuter le débarquement , et pour donner aux troupes la sûreté nécessaire , lorsque les ennemis reprenant la supériorité de la mer , elles se trouveront privées et dénuées de la protection et du secours de notre escadre.

Mais on ne saurait se procurer ces cinq semaines de supériorité dans la Manche sans garder , 1°. le plus grand secret : c'est d'où dépend essentiellement la négligence que nous voulons inspirer à nos ennemis sur le coup que nous

leur préparons ; et 2°. dans des démonstrations capables de leur donner le change , dirigeant toutes nos manœuvres de façon à leur inspirer la plus grande sécurité pour leur continent , et à leur persuader que nous sommes occupés de tout autre objet.

Comme celui que nous avons en vue tend principalement à engager les Anglais à éloigner de leurs côtes la plus grande partie de leurs vaisseaux , et à dégarnir l'Angleterre de la plus grande quantité de troupes qu'il sera possible , il faut que la guerre que nous leur faisons dans différens endroits soit bien réelle et bien active pour les déterminer à y transporter toutes leurs forces de mer et de terre.

Le plan actuel de guerre fournit des moyens assez naturels pour attirer l'attention des Anglais loin de leurs côtes.

1°. La guerre d'Allemagne ; 2°. la guerre de Portugal ; 3°. les menaces que l'on peut faire en Amérique pour les chasser de la Martinique et de la Guadeloupe , ou pour leur enlever la Jamaïque ; les deux couronnes ayant actuellement une escadre de trente vaisseaux de ligne dans ces parages ; 4°. enfin le siège de Gibraltar. Ce dernier poste est d'une si grande conséquence pour l'Angleterre , surtout après la perte de Mahon , qu'on peut présumer qu'elle emploiera toutes ses forces de mer pour en soutenir la possession.

Voilà assez de moyens pour attirer l'attention des Anglais loin de leurs côtes ; mais il faut que la guerre que nous ferons dans ces différens endroits soit chaude et active , afin de détourner leur attention des escadres armées à Cadix , au Ferrol et à Brest ; le seul soupçon un peu fondé qu'ils auraient de notre dessein sur leur continent , les engagerait à retirer de tous côtés leurs forces afin de les réunir au centre , et de les faire veiller continuellement devant les ports où nos vaisseaux seront rassemblés.

La place de Gibraltar est l'endroit de l'Europe le plus éloigné des côtes de l'Angleterre ; les démonstrations réelles qu'on peut faire contre cette place , devront y clouer l'escadre anglaise , précisément dans le temps qu'on choisira pour pratiquer la descente en Angleterre. M. de la Vallière , qui a été chargé de reconnaître cette place , peut y avoir trouvé des difficultés insurmontables , ou avoir formé un projet d'attaque susceptible de succès ; mais soit d'une façon ou d'une autre , il convient toujours de former ce siège , afin d'attirer les forces des Anglais de ce côté-ci , et leur faire accroire que toutes nos forces de mer et tous nos préparatifs y sont destinés. La seule réputation de M. de la Vallière , qui devrait être chargé de cette expédition , sans cependant le rendre responsable du succès , suffirait pour en imposer aux Anglais , et pour les déterminer à ne rien négliger pour la défense de Gibraltar ; mais l'Espagne se trouvant actuellement occupée avec toutes ses forces en Portugal , ne saurait avoir assez de troupes pour fournir à ce siège. Il conviendrait de faire passer de Marseille trente bataillons , qui , en rangeant la côte sur ces longues barques de Provence , pourraient défilér peu à peu , et venir débarquer à Estegone ; avec une égale facilité on pourrait y faire passer l'artillerie nécessaire : on pense que celle qui a servi pour la conquête de Mahon , doit exister tout entière sur la côte de Provence. Les troupes françaises trouveront en Espagne , et dans les cantonnemens qu'on leur destinera aux environs de Gibraltar , les magasins nécessaires pour leur subsistance. Les officiers n'ont pas besoin de chevaux ni de grands équipages , puisque ce corps de troupes n'ayant à faire que de petites marches , le pays , avec quelque précaution , fournirait aisément le plus nécessaire. Ainsi on économiserait beaucoup sur une expédition qui , heureuse ou malheureuse , attirerait inmanquablement toutes les forces

des Anglais vers le détroit. Mais afin de les y engager davantage, il est essentiel de faire faire quelque mouvement aux escadres de Toulon et de Carthagène; elles peuvent passer à Mahon, venir ensuite à Carthagène, en ressortir, toujours avec un air de mystère et de secret qui puisse engager les Anglais à attendre de pied ferme dans le détroit l'effet de ces mouvemens. On fera répandre en même temps un bruit mystérieux que toutes les forces de mer de la France et de l'Espagne vont se réunir au Ferrol, pour se présenter ensemble devant Gibraltar, et y opérer, de concert avec l'escadre de la Méditerranée. Nous détaillerons plus bas l'effet que doivent produire sur les Anglais ces alarmes et la conduite que nous proposons.

En attendant, la France doit préparer à la sourdine tout ce qu'elle croit être nécessaire pour le transport de ses troupes en Angleterre. On doit présumer que la France ayant fait plusieurs fois les préparatifs pour une pareille expédition, elle retrouvera sans beaucoup de peine et de bruit, entre Dunkerque et Calais, une partie des articles les plus essentiels pour l'exécuter : on pense que quatre-vingts bâtimens sont plus que suffisans pour le transport des troupes, de l'artillerie, et des autres munitions de bouche et de guerre nécessaires. Comme notre plan se dirige à procurer aux escadres des deux couronnes la supériorité dans la Manche pendant quatre ou cinq semaines, cet espace est plus que suffisant pour employer les quatre-vingts bâtimens de transports plusieurs fois dans le court trajet d'aller et de retour; et cette quantité de bâtimens est en même temps si petite qu'elle ne méritera pas sûrement la moindre attention des Anglais. Les autres préparatifs doivent se faire avec les mêmes soins et les mêmes précautions, tandis que ceux contre Gibraltar se feront avec le plus grand éclat; cette conduite engagera les Anglais à

prendre l'ombre pour le corps, et c'est justement ce que nous nous sommes proposé dans ce plan. On ne saurait porter assez d'attention sur le but de ces deux différens objets : la réalité est de tenter le succès de tous les deux ; mais celui d'une expédition en Angleterre doit être conduit de façon à ne pas occasionner la moindre alarme à nos voisins, ni le moindre soupçon aux peuples même chez lesquels doivent nécessairement se pratiquer ces préparatifs.

Le plus difficile consiste à cacher et à masquer les corps de troupes qui seront destinées pour cette entreprise. On pense que le meilleur expédient serait de les placer sur les derrières du Bas-Rhin, entre la Meuse et ce fleuve, comme si elles étaient en réserve, ou faisaient partie de notre armée de Westphalie. Il serait aisé de les faire replier, dans le temps marqué, sur l'Escaut, sur la Lys, et de là à Dunkerque. On peut calculer le temps qu'elles emploieront dans cette marche ; mais il faut toujours la combiner de façon que les troupes arrivent sur la côte en même temps que les bâtimens de transport y seront rassemblés, et que les vingt-deux vaisseaux de ligne se seront montrés dans la Manche.

En supposant que la France veuille employer dans cette expédition cent bataillons, il conviendrait de simplifier autant qu'il sera possible les embarras ; les chevaux sont peut-être le plus considérable. Je pense que faisant payer argent comptant aux paysans d'Angleterre ceux qu'ils nous voudraient bien vendre, il serait possible de s'en procurer en peu de jours cinq ou six mille ; ils pourraient être montés par les cavaliers qu'on aurait joints à notre infanterie, les ayant fait embarquer avec les équipages nécessaires.

Reste présentement à combiner la sortie de l'escadre. On

a remarqué ci-dessus que le port du Ferrol est le plus propre et le plus à portée pour donner aux Anglais de l'inquiétude sur Gibraltar, et en même temps pour nous laisser les maîtres de transporter l'escadre dans la Manche. Il y a déjà dans ce port huit vaisseaux bien armés; la France doit y faire passer les six que nous avons à Brest, et l'Espagne une division de huit vaisseaux de l'escadre de Cadix. Il serait essentiel que les vaisseaux de Brest et de Cadix pussent remplir leur objet sans être rencontrés par les vaisseaux ennemis; les officiers de marine doivent être consultés là-dessus. Ils ne devraient pas manquer de moyens pour tromper la vigilance des ennemis; mais il y a tout lieu de croire, que si l'on a eu bien soin de persuader aux Anglais que la réunion de ces forces est destinée à protéger l'entreprise qu'on aura déjà entamée devant Gibraltar, et que l'on est déterminé à se donner la main avec l'escadre de la Méditerranée, forte comme on sait de quatorze vaisseaux de ligne (*), il est presque impossible que les Anglais ne prennent pas le change, et qu'ils ne préfèrent pas de se tenir devant le Ferrol. Cette manœuvre doit leur faire craindre que l'escadre de la Méditerranée, trouvant le détroit désarmé, n'en profite pour se jeter dans l'Océan, ce qui opérerait une différence énorme pour toute la marine anglaise; elle est moralement sûre qu'avec vingt-deux ou vingt-quatre vaisseaux de ligne qu'elle tient continuellement postés dans le détroit, elle contient l'escadre de la Méditerranée, qui ne saurait s'approcher de ce passage sans tenter un combat désavantageux, et qu'en même temps elle peut disputer dans le même endroit la bravade de l'escadre du Ferrol, qui ne saurait lui être supérieure; mais si les quatorze vais-

(*) Les vaisseaux de chaque département devraient sortir séparément, et se réunir en pleine mer à la hauteur et au rendez-vous qu'on leur aurait donnés.

seaux de la Méditerranée se trouvaient tout d'un coup dans l'Océan, les Anglais devraient s'attendre de voir revenir sur eux une escadre de trente-six vaisseaux de ligne, et craindre avec vraisemblance un échec dans un combat où ils auraient affaire à des forces de plus d'un tiers supérieures à celles qu'ils ont devant Gibraltar. On doit donc conclure que les Anglais se tiendront constamment sur les caps de Gatte et de Sainte-Marie, à portée d'attendre l'effet des mouvemens des escadres de l'Océan et de la Méditerranée, et y combattre avec avantage la première des deux qui oserait s'y engager. Cette position est si belle que les Anglais, en la gardant, sont sûrs, avec vingt-deux ou vingt-quatre vaisseaux de ligne, d'en contenir trente-six des deux couronnes. Ils doivent donner d'autant plus aisément dans ce panneau, que tandis qu'ils verront former des préparatifs devant Gibraltar, et pousser avec activité les ouvrages devant cette place, ils n'auront observé aucun mouvement à Calais et à Dunkerque, capable de leur donner la moindre alarme. Par cette même raison, il est essentiel de faire retirer toutes les troupes que Sa Majesté Catholique a actuellement en Galice, sauf les garnisons d'usage, et nécessaires en temps de guerre. Une escadre de vingt-deux vaisseaux, réunie au Ferrol, et des troupes sur cette côte seraient capables de faire soupçonner une descente en Irlande, et de faire découvrir le projet qu'on aurait tant travaillé à cacher à nos ennemis (*). Ils porteraient inmanquablement toute leur attention sur le Ferrol, et ils s'y posteraient de façon que l'escadre des deux couronnes n'en pût sortir sans rendre un combat. Le nombre de leurs vaisseaux serait proportionné aux forces qu'ils voudraient détruire ;

(*) Cet article est fait pour combattre le projet que M. le chevalier de Boutteville avait été chargé de faire agréer à la cour d'Espagne.

et une fois que l'escadre du Ferrol serait obligée de combattre avant de se transporter dans la Manche, on pourrait regarder son entreprise comme manquée, puisque, outre l'échec formidable que nous recevriions, les moindres forces suffiraient aux Anglais, comme il leur arrive présentement, pour garder la Manche, et pour se rassurer contre les effets d'un débarquement. Je conseillerais, dans ce cas-là, d'ordonner à l'escadre du Ferrol de se tenir tranquille et de remettre son expédition à un temps où elle pût sortir sans combattre.

Tout le secret d'une expédition contre l'Angleterre consiste donc à lui en dérober la connaissance, et à diverter ses forces dans des objets dont la défense lui soit aussi essentielle, quoique éloignés de son continent. On aurait un double avantage, en ce que l'Angleterre devant nécessairement rapprocher ses forces, et les réunir pour chasser de la Manche notre escadre, il faut de toute nécessité qu'elle emploie les escadres de Quiberon et du détroit. Cette manœuvre peut faciliter la sortie de nos dix vaisseaux de Rochefort, et mettre l'escadre de la Méditerranée en état de prendre pour quelque temps la supériorité dans le détroit; cette dernière pourrait se faire rejoindre par les six vaisseaux qu'on avait laissés à Cadix, ce qui formerait une escadre de vingt vaisseaux de ligne, capable de se faire respecter, et de favoriser le siège de Gibraltar, qu'il faudrait brusquer dans cette heureuse circonstance.

Les dix vaisseaux de Rochefort, en se joignant à notre escadre dans la Manche, l'augmenteraient d'un renfort considérable; et je pense que les Anglais ayant affaire dans le détroit à vingt vaisseaux de ligne, et dans la Manche à une escadre de trente-deux, ils ne sont pas en état de résister efficacement et en même temps dans ces deux endroits. La facilité que nous avons de pouvoir rentrer dans nos

ports lorsque la partie n'est pas égale, me fait conseiller d'enjoindre à nos chefs de mer d'éviter de combattre, et de laisser les Anglais par des sorties et des rentrées, qui doivent les tenir dans un mouvement perpétuel depuis le détroit jusqu'à la Manche.

Je soumets mes réflexions aux lumières supérieures des ministres qui m'ont chargé de donner mon avis sur l'objet d'une descente en Angleterre; mais je les prierai, en cas qu'elles puissent leur être de quelque utilité, de confier toutes ces combinaisons à des sujets dont l'intelligence et la probité leur soient bien connues, et de porter surtout un soin particulier sur le choix des officiers de terre et de mer qu'on voudra charger de la plus importante expédition qui se soit jamais faite.

J'ai relu ce mémoire le 27 août, et je n'ai pu m'empêcher d'y joindre une réflexion qui est frappante : on aura pu soupçonner, dans la lecture de ce mémoire, que j'ai mal calculé les forces de mer des Anglais; cependant nous devons observer qu'ils ont eu connaissance avant nous du ravage et de la destruction que le chevalier de Zernay pouvait faire sur leurs pêches et dans leurs établissemens à l'île de Terre-Neuve, et dans la baie de Plaisance; ils ont su également que toutes les forces de cet officier se réduisaient au vaisseau de ligne le *Robuste*, de soixante-quatorze canons; l'*Éveillé*, de soixante-quatre; la *Garonne*, de quarante-quatre; la *Licorne*, de trente, avec neuf cents hommes de débarquement. S'il faut en croire la liste de leurs forces de mer, rien n'aurait été plus facile que de détacher, sur les traces de M. de Zernay, cinq ou six vaisseaux, qui auraient pu l'écraser ou l'obliger du moins à se sauver; ils connaissent l'importance de cet objet, ils évaluent même à un million sterling annuel, le tort que cet officier peut leur faire. Cependant nous voyons dans les rapports publics,

qu'ils sont actuellement occupés à former l'armement qui doit dégager leurs possessions attaquées par des forces aussi peu considérables , et ils espèrent , par l'activité de leur travail , que cet armement sera prêt en quinze jours ; il se réduit cependant à quatre vaisseaux de ligne et à deux frégates. D'après cet essai n'est-il..... de s'en laisser imposer par l'étalage de leurs forces , et de manquer de combiner, par une fausse crainte de leur marine..... (*Manuscrits de la Bibliothèque du Roi, à Paris.*)

CHAPITRE LXI.

1762 — 1763.

État de la guerre en Allemagne. — Revers éprouvés par l'armée espagnole. — Prise de la Havane. — Reddition de Manille. — Les Espagnols se rendent maîtres de la colonie de Sacramento, et repoussent une attaque contre Buenos-Ayres. — Campagne contre le Portugal sans succès. — Alarmes du peuple espagnol. — La noblesse de l'Aragon offre au roi ses services, dans une adresse remplie d'enthousiasme national. — Détresse de la France et de l'Espagne. — Changement du ministère en Angleterre. — Ascendant de lord Bute. — Paix de Paris.

LE changement du système d'administration en Angleterre avait été justement regardé à Madrid et à Paris comme un des plus heureux événemens qui avaient pu arriver; mais, malgré le résultat qu'il promettait, la guerre ne continuait pas moins à être peu favorable à la cause de la France et aux vues de son cabinet sur l'Allemagne. Affligée par des calamités au-dedans, découragée par de fréquens revers au-dehors, ce fut avec beaucoup de peine qu'elle réussit à empêcher le prince Ferdinand de porter le théâtre de la guerre au-delà du Rhin. En deçà de ce fleuve, le roi de Prusse s'était tiré d'une position critique,

et se trouvait délivré de quelques uns de ses nombreux ennemis. La mort de l'impératrice Élisabeth et l'avènement de Pierre lui donna pour alliée la Russie qui avait été jusque-là son ennemie. Bientôt une révolution eut lieu dans cet empire. Pierre fut déposé, Catherine II fut portée au trône des czars. Frédéric se vit déçu dans son alliance : la nouvelle autocrate était pour lui une ennemie redoutable; mais le temps n'était pas encore venu de se mesurer avec elle. Après donc qu'il se fut relevé par son habileté et son courage, il put reprendre l'offensive contre les Autrichiens, et se préparer à porter la guerre en Bohême dont la frontière restait à découvert par la défaite de Freyberg. Aussitôt après, la Suède, par l'acceptation d'un armistice, affranchit les États prussiens du danger d'une invasion du côté du nord; et l'irruption de l'armée prussienne en Franconie (7 avril) priva la cause chancelante de la maison d'Autriche des secours provenant du corps germanique. L'armée autrichienne se trouvait en même temps réduite à l'état le plus déplorable par les maladies, et le manque de secours et de subsistance.

L'Espagne ne fut pas plus heureuse, et ne retira aucun avantage d'une guerre à laquelle elle ne parut prendre part que pour partager les malheurs de la France. Les désastres qu'elle éprouva surpassèrent ceux qu'elle avait essuyés jusqu'alors

sous la dynastie des Bourbons. Dans la crainte que l'île de Cuba ne fût le premier point de mire des opérations hostiles des Anglais, le gouvernement espagnol ne négligea pas de mettre cette île en état de défense, et surtout la Havane sa capitale. Une escadre de douze vaisseaux de ligne et quatre frégates, sous les ordres du marquis de Real Transporte, fut réunie dans ces parages; les fortifications qui défendent l'entrée du port furent augmentées, et la garnison, commandée par don Juan de Prado, montait à quatre mille hommes de troupes régulières. On crut la forteresse inexpugnable; on se fiait surtout à la nature de ce climat meurtrier pour les Européens. Enfin les Espagnols ne craignaient pas de provoquer l'attaque contre cette île si bien fortifiée, dont ils faisaient le dépôt de leurs trésors, et le principal magasin de leurs établissemens militaires et maritimes du Nouveau Monde.

Mais un grand changement s'était opéré dans la situation politique, dans la force, et jusque dans le caractère de la nation anglaise. M. Pitt avait introduit dans toutes les branches du système politique, un tel ordre, un si grand ensemble, une si belle régularité, chose inconnue jusqu'alors, que tous les ressorts du gouvernement avaient reçu de sa main puissante et vigoureuse une impulsion tout-à-fait nouvelle. Les conquêtes faites dans l'Amérique du Nord, et dans les Indes

Occidentales, avaient fourni de nouvelles ressources et frayé le chemin à de nouvelles victoires; tandis qu'une suite de succès aussi rapide que brillante avait inspiré à l'armée et à toute la marine anglaise un enthousiasme extraordinaire.

Les plans d'attaque contre l'Espagne étant arrêtés depuis long-temps, la rupture des négociations fut le signal immédiat des hostilités. Six semaines après que la nouvelle en fut parvenue dans les Indes Occidentales, une escadre anglaise de vingt-neuf bâtimens, sous les ordres de l'amiral Pocock, ayant à bord un corps de quatorze mille hommes commandés par lord Albemarle (juin 2), traversait déjà le canal de Bahama sans que le gouverneur de Cuba pût soupçonner l'attaque que l'on méditait contre lui, et même sans qu'il imaginât que l'ennemi fût si proche.

Quatorze mille hommes de milice avaient été levés pour agir de concert avec les troupes régulières, et coopérer à la défense du port. Le débarquement eut lieu en dépit de toutes ces précautions, du côté de l'est, entre les rivières de Nao et de Coximar (7 juin), pendant que l'escadre anglaise attirait l'attention des Espagnols par une fausse démonstration contre la partie occidentale du port. Une autre division anglaise profitait de ces opérations pour faire son débarquement et cerner la Havane du côté opposé.

Les avant-postes furent forcés de se retirer, le fort fut investi. Malgré la difficulté des communications et les obstacles qu'opposait un terrain rocailleux, des batteries furent placées en peu de jours, et commencèrent à jouer contre le Morro du côté de terre. Les batteries des trois ou quatre plus grands vaisseaux de l'escadre firent de même du côté de la mer. (1^{er} juillet.)

Le gouverneur don Louis Vélasco, officier commandant d'un des vaisseaux de guerre, repoussa ces attaques avec autant de courage que d'habileté. Les vaisseaux anglais prirent le large non sans avoir éprouvé des pertes considérables, et l'on répondit au feu des batteries des assiégés par un feu supérieur et mieux nourri; en sorte que, pendant plusieurs jours, les efforts de ceux-ci furent balancés par la vigueur et l'obstination courageuse des assiégés. Le feu prit par hasard à un des ouvrages les plus importants élevés par les Anglais; des désordres s'ensuivirent; des maladies qui se déclarèrent, la soif, la faim exercèrent de grands ravages parmi leurs troupes peu accoutumées à se battre dans des climats aussi brûlans. Déjà les assiégés se flattaient de l'espoir d'un triomphe complet; ils se rappelaient avec joie la malheureuse expédition des Anglais contre Carthagène dans la guerre précédente.

Le courage que montrèrent les troupes britan-

niques et les dispositions savamment ordonnées par leurs chefs surmontèrent tous les obstacles. Leurs attaques qui furent renforcées par quatre mille hommes arrivant de l'Amérique du Nord, recommencèrent avec une nouvelle vigueur et décidèrent le succès. Des batteries fraîches remplaçaient celles que détruisait le feu de la place. Les feux du fort furent éteints (22 juillet), les fortifications détruites, le chemin couvert occupé, et une sortie de la place fut repoussée avec une perte considérable. Une mine à laquelle on mit le feu, rendit la brèche praticable (30 juillet), et cette dernière et décisive attaque fut digne de la défense qui l'avait précédée. On monta à l'assaut; quatre cents hommes de la garnison périrent ou furent jetés à la mer; une partie se rendit aux Anglais. Le second commandant Gonzalez fut tué sur la brèche, et le brave Vélasco, après avoir vaillamment combattu contre des forces supérieures tant qu'il put réunir quelques soldats autour du drapeau espagnol, reçut une blessure mortelle au milieu de ses vainqueurs qui admirèrent son courage.

Les assiégeans devenus maîtres de cette position importante, dirigèrent tous leurs efforts contre la Havane, et contre le fort Puntalès opposé à celui du Morro. Neuf batteries et un égal nombre de retranchemens furent établis à l'est et à l'ouest du port; la place fut assaillie par une

canonnade épouvantable à laquelle se joignait un bombardement soutenu.

Une ville riche, très peuplée et commerçante comme l'était la Havane, put à peine tenir contre la frayeur d'une si terrible attaque. On fit cependant assez bonne contenance pendant les premiers momens ; mais lorsque le feu de la plupart des batteries de la place fut éteint, et que les troupes se virent chassées de leurs positions, on se hâta d'arborer le pavillon de paix sur divers points du rempart et sur les vaisseaux du port. Une négociation fut entamée sur-le-champ pour la reddition de la place. Le gouverneur se fondant sur les pertes qu'avaient essuyées les assiégeans, et sur l'approche de la saison des orages, fit de vains efforts pour sauver l'escadre, et obtenir la déclaration de la neutralité du port. On lui accorda une capitulation honorable, d'après laquelle neuf cents hommes qui restaient de la garnison devaient être envoyés en Espagne : la forme du gouvernement et la religion seraient maintenues telles qu'elles étaient ; les officiers et gouverneurs appartenant à d'autres départemens coloniaux, seraient aussi conduits en Espagne, et on aurait pour eux tous les égards dus à leur qualité. C'est ainsi qu'après une lutte qui avait duré deux mois et dix jours, les Anglais étaient maîtres de la Havane et d'un district de cent quatre-vingts milles vers l'ouest, avec un butin de quinze

millions de piastres, montant des propriétés appartenant au gouvernement espagnol, sans compter qu'ils s'étaient emparés d'une quantité immense de munitions militaires et navales, et de tous les vaisseaux de l'escadre qui n'avaient pas été détruits pendant le siège, et dont le nombre s'élevait à neuf vaisseaux de ligne et trois frégates. (¹) (★)

(¹) Lettres officielles de l'amiral Pocock et de lord Albemarle dans la *Gazette*. Rapports des feuilles périodiques. *Histoire de la guerre*, par ENTICK. *Mémoires sur la guerre et la marine*, par BEATSON. Beccatini, page 220.

(★) Je dois à la bienveillante amitié dont M. le général don Gonzalo Ofarril m'honore, les détails qu'on va lire sur l'attaque de l'île de Cuba par les Anglais. Les réflexions de ce général expérimenté méritent d'autant plus de confiance, qu'il est né dans cette île, et qu'il a été à même d'y recueillir les renseignements les plus authentiques et sur l'attaque et sur la défense de la Havane.

« Le nombre de quatorze mille hommes de milices levés pour la défense de l'île est exagéré; on peut compter à peine sur la moitié de ce nombre, mal armés et mal organisés au moment du danger; ces milices d'ailleurs n'ont été organisées dans l'île et même dans la capitale qu'après l'an 1763, par les généraux comtes de Riela et d'O-Reilly. Quant aux troupes régulières, il n'y avait pas au-delà de deux mille hommes.

« La position du *Morro* est certainement très forte; mais ses ouvrages de défense n'étant pas bien entendus, son enceinte ne pouvait pas opposer des feux de flanc à l'ennemi: les fortifications de la *Cabaña*, ajoutées depuis la paix de 1763, manquaient alors au système de défense de ce fort.

La nouvelle de ce désastre était à peine parvenue à Madrid qu'on y apprit la perte de Ma-

« Il est vrai aussi que, pour garantir les vaisseaux renfermés dans le port, on fit couler bas à son entrée les carcasses de plusieurs navires; mais cette opération tourna à l'avantage de l'ennemi, qui se trouvant par là sans crainte d'être inquiété par mer, employa pour son attaque du côté de terre la plus grande partie de ses moyens maritimes, armes, troupes et équipages.

• L'île était loin de se trouver préparée pour sa défense; l'Espagne se trouva engagée dans la guerre avant d'avoir arrêté les mesures militaires nécessaires pour mettre cette importante colonie à l'abri de toute attaque. Lorsque le gouverneur de la Havane reçut, par un individu arrivé des États-Unis, le premier avis des forces terrestres et maritimes qui venaient l'attaquer, il n'en voulut rien croire; quelques jours après la place fut investie. »

• Le mépris de cet avis figure parmi les charges que l'on produisit contre ce gouverneur lors de son jugement; on lui reprocha aussi le petit nombre de sorties faites par la garnison, leur peu d'énergie, l'incertitude et les tâtonnemens du corps de troupes de l'intérieur destiné à intercepter les communications de l'ennemi et ses approvisionnemens, et surtout la funeste négligence du commandant du *Morro*, qui dédaigna de prendre les précautions ordinaires lorsqu'il fut averti que le mineur ennemi avançait ses travaux. La valeur brillante de Vélasco n'aurait pas pu dispenser cet officier, disait le comte d'Aranda, d'être traduit devant le conseil de guerre à raison de cette négligence, si une mort glorieuse ne fût venue imposer silence à toutes les accusations.

• Le gouverneur de la Havane fut condamné à la peine de mort : le roi la commua en celle d'emprisonnement. »

nille, capitale de l'île de Luzon, place non moins importante dans l'est que la Havane dans la partie de l'ouest. Une force de deux mille trois cents hommes commandés par le général Draper fut détachée de Madras, arriva à Luzon avant même que les Espagnols eussent reçu la nouvelle de la déclaration de guerre (24 septembre). Ce renfort débarqua sous la protection de l'escadre, occupa le faubourg de la ville et se prépara à l'attaque.

L'archevêque, qui faisait par intérim les fonctions de gouverneur, déploya un plus grand courage et des talens militaires plus distingués que ceux qu'on devait attendre de sa profession. N'ayant pu empêcher le débarquement, il appela sous les armes les indigènes pour harceler les assiégeans, pendant qu'une garnison de huit cents soldats cherchait à empêcher qu'on n'approchât du front de la place. Mais ni les orages de la mauvaise saison, ni les efforts des Espagnols et des Indiens leurs alliés, ne purent venir à bout de retenir la fougue des troupes anglaises. Les Indiens furent repoussés avec une perte considérable. On commença les travaux du siège, et douze jours après le débarquement, les fortifications furent prises d'assaut. Après plusieurs jours de pillage et de désordre qu'il fut impossible d'éviter, l'archevêque et le commandant qui s'étaient enfermés dans la citadelle furent admis à

conclure une capitulation. La ville fut sauvée d'une destruction totale par la générosité du vainqueur, pour ne pas dire son avarice. Il accepta pour rançon deux millions de dollars et une traite pour une somme pareille sur le trésor espagnol. On s'empara de plusieurs bâtimens qui étaient à l'ancre, et d'une grande quantité de munitions de guerre. Ce succès fut bientôt suivi de la prise des vaisseaux *Manilla* et la *Santissima Trinidad*, évalués à trois millions de dollars. (1)

La seule compensation pour tant de désastres fut la prise de la colonie de Sacramento, l'objet de tant de querelles avec le Portugal. Les Espagnols s'y emparèrent de vingt-six bâtimens anglais richement chargés, ainsi que de beaucoup de marchandises et munitions de guerre et maritimes, estimées à quatre millions de livres sterling. Ils paralysèrent par-là les efforts de quelques aventuriers, tant anglais que portugais, lesquels, attirés par l'espoir du pillage, se proposaient d'attaquer Buenos-Ayres. L'expédition arriva en effet dans le fleuve de la Plata peu de temps après la reddition de Sacramento; mais privés des secours qu'ils attendaient de cette colonie, les attaquans se bornèrent à de vaines tentatives, dans lesquelles ils perdirent néanmoins le com-

(1) Lettre officielle de sir William Draper. BECCATINI, page 225.

mandant et une partie considérable de l'armement. Ce fut avec peine que les restes de l'expédition purent arriver à Rio-Janeiro. (1)

Les efforts que fit l'Espagne n'eurent pas plus de succès en Europe, et cependant elle avait à combattre un ennemi dont la situation rendait sa conquête aisée et très probable.

Le Portugal ne s'était pas encore relevé des suites désastreuses du terrible tremblement de terre qui avait, en 1755, converti un tiers de la capitale en un amas de ruines. Le mécontentement du peuple, occasionné par les sanglantes exécutions des nobles qui avaient conspiré contre le roi, et par l'expulsion des jésuites, n'était pas encore apaisé. Tous ceux qui, par amitié ou par des liens de famille, étaient attachés aux personnages qui avaient péri, ou qui, par des préjugés religieux, étaient partisans des jésuites, ceux enfin qui étaient opposés à l'administration de Pombal n'étaient certes pas disposés à s'immoler pour la défense d'un gouvernement qu'ils abhorraient, et qu'ils regardaient comme coupable d'un despotisme atroce et sanguinaire. L'armée avait été négligée, par l'opiniâtreté du ministre à maintenir son système favori de politique. Toutes les forces militaires n'excédaient pas le nombre de vingt

(1) *Histoire d'Angleterre*, par ADOLPHUS, ch. 4. ENTICK, vol. V. Relations officielles dans les feuilles périodiques.

mille hommes mal armés et sans discipline; les officiers subalternes s'étaient vus forcés de se livrer à des occupations mécaniques. Nulle forteresse ne se trouvait en état de soutenir un siège; enfin , on s'était attiré l'éloignement de l'Angleterre , la constante et naturelle alliée de la maison de Bragance , par une foule de violences et de vexations que son commerce avait éprouvées de la part du Portugal.

Le roi eut recours aux principales puissances avec lesquelles il était lié par des traités ou par intérêt; mais ce fut l'Angleterre seule qui lui témoigna dans sa détresse une amitié généreuse, sans mélange d'aucun intérêt particulier ou politique. Cependant avant qu'il n'eût reçu des secours efficaces, ses États furent envahis par l'armée espagnole. Un corps de vingt-deux mille hommes commandés par le marquis de Sarria pénétra dans les provinces qui sont au nord du Duero, soumit Bragance, Miranda, Torre de Moncorvo, et jeta une telle épouvante dans Oporto, que l'on se disposait déjà à retirer la factorerie anglaise. Les progrès de l'armée espagnole furent arrêtés dans les pays de montagnes où la population, brave et courageuse, courut sur le champ aux armes, et fit, sous le commandement des officiers anglais, une guerre de poste continuelle et terrible contre les envahisseurs. Mais cette résistance prompte et courageuse ne

put empêcher qu'un corps de huit mille hommes ne pénétrât jusqu'à la province de Beira au sud du Duero , ne prit position près d'Almeida , et n'y restât pendant les grandes chaleurs de l'été. Ce fut alors que les cours de la famille de Bourbon jugèrent qu'il était convenable de justifier leur agression par une déclaration de guerre. Au mois d'août, le comte d'Aranda prit le commandement de l'armée, investit Almeida , et, après un siège de neuf jours, força la garnison de quinze cents hommes à se rendre prisonnière de guerre.

Pendant ces opérations, des secours et des subsides arrivèrent de l'Angleterre. Le comte de La Lippe, officier allemand, d'un talent reconnu, fut désigné pour commander ces secours; il réunit la partie la plus considérable de ses forces à Ponte-de-Marcella , afin d'empêcher les ennemis de s'avancer dans le nord. Pendant qu'ils étaient occupés au siège d'Almeida, il détacha le brigadier-général Bourgoyne à travers les montagnes par Castel-da-Vida , pour attaquer une division qui se formait à Valencia-de-Alcantara , dans le but d'opérer une invasion sur la rive du Tage. L'expédition fut dirigée avec courage et habileté; Bourgoyne fit une marche forcée de cinq jours, à travers un pays coupé et montagneux, surprit le détachement espagnol dont il s'empara, détruisit une quantité considérable d'armes et de munitions, et continua, par cet avantage, à diviser

l'attention des Espagnols, et à les forcer de changer leur plan de campagne.

Après la prise d'Almeida, le comte d'Aranda renonça à tout mouvement du côté de cette ville; il y laissa une garnison ainsi qu'à Ciudad-Rodrigo, et dirigea sa marche vers Castel-Franco par Alfayates, dans l'intention évidente de passer le Tage et de pénétrer dans l'Alentejo; mais il fut devancé par son vigilant adversaire, qui se porta avec le corps principal de l'armée à Abrantès, qu'on peut appeler la clef du Portugal sur le Tage, et établit des détachemens considérables à Alvite et Niza pour empêcher le passage de ce fleuve à Villavelha. Le général espagnol attaqua et enleva la position d'Alvite; mais tandis qu'il s'occupait à poursuivre les Portugais dans les montagnes vers Codigos, Bourgoyne, qui commandait à Niza, envoya un détachement de ses troupes au-delà du Tage, et surprit un corps d'Espagnols à Villavelha. Les Espagnols se trouvèrent ainsi engagés dans une guerre de postes, dans un pays montagneux et difficile. Les pluies de l'automne arrêtaient bientôt leurs projets ultérieurs; ils se replièrent alors sur leurs frontières, en attendant l'arrivée des renforts français qui étaient en marche. Les Anglo-Portugais encouragés par ce succès, et renforcés par de nouvelles troupes, s'établirent sur une ligne qui se prolongeait de Guarda à Abrantès; le corps de

Bourgoyne resta à Niza pour couvrir le pays au sud du Tage. (1)

L'Espagne connaissait trop bien le caractère hardi et entreprenant de ses ennemis pour ne pas s'attendre, après cette campagne inutile, à des représailles sur ses côtes et sur ses frontières. Dans une occasion si marquante, le peuple se rallia sous l'étendard de son souverain, et déploya toute l'énergie et la fermeté du caractère national. Les Aragonais, de concert avec les provinces de Murcie, de Grenade, de Valence et de Catalogne, présentèrent au roi une adresse qui rappela cet esprit chevaleresque qu'ils ont montré de tout temps dans les grands dangers qui ont menacé leur pays. Nous faisons connaître ici ce beau monument du patriotisme.

« SIRE,

« La noblesse de votre royaume, soutien de la couronne d'Aragon, un des plus beaux fleurons de la vôtre, supplie Votre Majesté de lui confier la défense des côtes de ce pays; elle demande à combattre les Anglais qui, par des écrits publics et insolens, ont outragé vos sujets, les vaillans Espagnols. Si une longue paix ou des guerres de peu d'importance ont empêché jusqu'ici les nobles castillans de montrer cette bravoure dont

(1) Rapports officiels espagnols, portugais et anglais. ENTICK, feuilles périodiques.

ils ont donné, dans les temps anciens et modernes, des preuves si éclatantes, tant dans l'ancien que dans le Nouveau-Monde, bravoure, nous osons le dire, qui fut souvent funeste à ces mêmes Anglais qui osent maintenant nous insulter; la lutte dans laquelle l'Espagne est engagée aujourd'hui, a fait voir que leur courage sous les armes n'est pas éteint, et qu'ils sont encore animés des mêmes sentimens. Sire, il ne mérite pas d'être appelé noble, il ne l'est pas, celui qui n'a pas gagné ce beau titre par des exploits et de hauts faits d'armes entrepris pour la défense de la patrie.

« Nous brûlons tous du désir de nous battre pour cette belle cause, et de voler à la défense de notre pays. Nous prions Votre Majesté d'agréer la moitié de nos forces pour porter la guerre dans les pays ennemis, au lieu d'attendre qu'ils viennent jusqu'en nos foyers; nous avons assez de l'autre moitié pour les repousser de nos côtes s'ils ont la témérité d'en approcher. Nous ne nous embarrassons pas de la nature des postes auxquels il plaira à Votre Majesté de nous destiner, encore moins des pays où nous pourrions être envoyés; nous ne demandons pas de récompenses; c'est assez pour nous de montrer notre bravoure à l'ennemi, et qu'il éprouve combien nous aimons notre pays. Vos ennemis, Sire, reconnaîtront que l'Espagne est un vaisseau soutenu par deux

ancres dans la tempête, savoir, sa religion et ses mœurs. A l'exemple de ces Romains qui obtinrent la paix de nos ancêtres, nous conjurons Votre Majesté de ne l'accorder jamais qu'au sein de la victoire. Sire, voici le moment de porter bien haut la gloire de la nation ; humilions, sous vos auspices, l'orgueilleuse Angleterre, qui ne se propose rien moins dans sa folie que la ruine de toute l'Europe. Comme son seul but est le commerce, c'est-à-dire son gain sordide et illicite, elle fait la guerre à regret à une nation guerrière qui ne connaît pas la bassesse, et n'a d'autre sentiment que l'amour de son roi et de sa patrie. On peut avoir besoin d'argent à Londres, comme jadis on en avait besoin à Carthage ; mais la vertu, la constance et la bravoure ne manqueront jamais chez nous, comme elles ne manquèrent jamais chez les anciens Romains. Vos ennemis, Sire, s'anéantiront d'eux-mêmes par les efforts violens qu'ils seront forcés de faire pour pouvoir se défendre contre nous. » (')

Si le malheur n'avait pas abattu le courage de cette nation magnanime, les désastres précédens avaient épuisé les ressources des deux monarchies des Bourbons. L'Espagne n'était plus alimentée par ses sources tant vantées de richesses ; les communications avec ses colonies étaient fermées ; sa

(') BECCATINI.

marine était détruite ; son armée se trouvait diminuée et surtout découragée après tant d'efforts inutiles faits dans la dernière campagne , qui avait cependant commencé avec une si belle apparence de succès. La France , menacée à l'extérieur par un ennemi implacable , harcelée par des débarquemens continuels , sans commerce et sans crédit , offrait le même aspect de détresse et de découragement qu'elle présenta à l'époque où la puissance de Louis XIV succomba sous les efforts de la grande alliance. A tant de calamités publiques il faut ajouter les déréglemens d'un monarque trop livré à ses plaisirs , la cupidité , pour ne pas dire plus , de sa maîtresse et de ses affidés , et l'impopularité d'un ministre qui ne manquait pas sans doute d'une certaine élévation dans les idées , mais dont l'inquiétude remuante déparait ses bonnes qualités. Enfin , on déplorait l'alliance de l'Autriche comme un malheur public ; on mettait même dans cette classe l'union avec l'Espagne , quoique appuyée par les liens de famille et par la conformité des opinions nationales. Elle était considérée comme un fardeau plutôt que comme un avantage. Dans une situation aussi désastreuse , la paix était l'objet des vœux des deux souverains , qui l'appelaient avec une sincérité et une sollicitude qui égalaient leur commune détresse. Heureusement pour eux qu'ils n'avaient pas à craindre de trouver dans le conseil britan-

nique un homme fier et hautain, un homme d'État qui, dans ses vues étendues et élevées, aurait senti et apprécié les avantages qui pouvaient résulter de cet état de choses pour son pays, et eût été disposé à en tirer un grand parti. Au contraire, ces deux monarques avaient affaire à un ministre ami de la paix par caractère et par principes, qui se sentait lui-même au-dessous de la tâche immense de diriger avec succès la machine compliquée confiée à ses soins. Il est vrai qu' aussitôt après la démission de M. Pitt, lord Bute avait fait des propositions à l'Autriche et à la Prusse, dans l'intention évidente d'arranger leurs différends; mais il avait laissé voir une froideur marquée envers ce dernier royaume. Il retira le subside fourni à la Prusse pour empêcher que la lutte ne se prolongeât en Allemagne, faisant voir clairement, par la manière dont il dirigeait la guerre, et par sa politique intérieure, qu'il désirait la conclusion de la paix. Sa conduite envers la Prusse donna lieu à la démission du duc de Newcastle, qui avait consenti à la disgrâce de son grand ami, et avait continué de rester dans le ministère malgré sa faible santé, dans l'espoir de recouvrer l'ascendant dont il avait joui autrefois (26 mai). Lord Bute lui ayant succédé dans la trésorerie, concentra dans sa personne tout le pouvoir de l'État; et par l'effet des dernières démissions des membres du parti *wigh*, il se trouva

enfin sans rival dans le conseil. Dès-lors il lui fut aisé de suivre l'exécution de ses plans avec une nouvelle vigueur et une égale activité.

Ces circonstances amenèrent une communication directe entre la France et l'Angleterre (septembre). Leur mutuelle inclination pour la paix les engagea de part et d'autre à ordonner l'envoi de deux commissaires pris parmi la noblesse la plus distinguée de chaque pays. Le duc de Bedford fut envoyé à Paris, et le duc de Nivernois à Londres. Il ne fut pas difficile de se mettre d'accord relativement aux premiers points qui avaient amené la rupture; mais les affaires d'Allemagne donnèrent lieu à une discussion assez compliquée, quoique de courte durée, par la raison que l'Autriche et la Prusse étaient toutes deux mécontentes de leurs alliés respectifs, et également animées du désir de continuer la guerre. On les laissa donc arranger elles-mêmes leurs différends, et les deux cours de la famille de Bourbon et l'Angleterre convinrent avec une égale satisfaction de hâter leur accommodement.

(10 février 1763.) Par le traité définitif qui fut signé à Paris, la France céda à l'Angleterre la Nouvelle-Écosse, le Canada, avec le pays à l'est du Mississipi jusqu'à Ibbeville, qui jusque-là avait fait partie de la Louisiane, l'île du cap Breton avec les îlots et côtes du fleuve Saint-Laurent, conservant seulement le privilège de la pêche sur

le banc de Terre-Neuve, avec certaines restrictions spécifiées. Dans les Indes Occidentales, elle céda la Dominique, Saint-Vincent et Tabago; sur la côte d'Afrique, la rivière du Sénégal. Elle abandonnait dans l'Orient les acquisitions qu'elle avait faites sur la côte de Coromandel et Orixá, depuis 1749; elle ne conservait pas de troupes dans le Bengale; Dunkerque devait être replacé dans le même état déterminé par le traité d'Aix-la-Chapelle et autres traités subséquens; toutes les autres conquêtes devaient être rendues des deux côtés.

L'Espagne eut aussi à racheter la restitution des conquêtes des Anglais par la cession de la Floride, et des territoires à l'est et à l'ouest du Mississipi. Elle reconnut aux sujets du roi d'Angleterre le droit de couper du bois à Honduras et dans les autres parties du territoire espagnol; mais elle eut l'adresse d'éluder cette concession, en stipulant que toutes les fortifications élevées dans ces districts seraient démolies. Elle abandonna aussi formellement le droit, pendant longtemps réclamé, de faire la pêche au banc de Terre-Neuve. Les troupes françaises et espagnoles devaient quitter le Portugal, et la colonie de Sacramento devait être restituée une seconde fois.

Par un arrangement particulier, l'Espagne obtint de la France ce qui lui restait de la Louisiane

en compensation de la perte de la Floride. (*)

La dispute qui régnait entre l'Autriche et la Prusse, après une contestation très vive, mais

(*) La cession de la Floride à l'Angleterre était une grande faute politique de la part du gouvernement espagnol; car elle aurait rendu tôt ou tard les Anglais maîtres du golfe du Mexique; et si la possession de la Jamaïque leur donnait déjà la faculté de ruiner le commerce de Cadix sur la côte de Yucatan, Honduras, Guatemala et la Terre-Ferme, leur établissement dans la Floride leur donnait le pouvoir de détruire celui de la Vera-Cruz.

La cession de la Louisiane par la France n'obvialt pas à cet inconvénient; seulement l'Espagne avait à soumettre une population mal disposée pour son administration, sans qu'elle pût éviter, dans le cas d'une guerre, de se trouver aux prises avec sa terrible rivale, l'Angleterre, devant le port même de la Vera-Cruz, compromettant ainsi la sûreté du continent de l'Amérique, de sa marine et de son commerce.

L'Espagne avait regardé, il est vrai, avec jalousie la possession d'un point aussi important que la Louisiane pour la France. Elle ne voulait pas même permettre aux bâtimens français provenant de ce pays d'arriver dans l'île de Cuba, ainsi que nous le voyons par la réponse de M. Wall à M. le marquis d'Aubeterre, datée de Villaviciosa, le 20 juillet 1759 (Manuscrits de la Bibliothèque du Roi à Paris). Après lui avoir rappelé la réponse de don Joseph Patiño, en 1735, à M. le comte de Vaulgrenant, concernant les plaintes portées par cet ambassadeur contre les autorités militaires de la Havane, sur ce qu'elles ne permettaient point l'arrivée des bâtimens français venant de la Louisiane: « Il est certain, lui disait-il, que l'admission de tout bâtiment étranger dans les ports de l'Amérique est prohibée par les

de courte durée, fut arrangée par la paix d'Hubertsburgh, qui laissa les deux parties dans le même état où elles étaient avant la guerre. Les

lois des Indes, cédules et ordres généraux qui ont été particulièrement renouvelés plusieurs fois; à l'égard de ceux qui proviennent de la Louisiane, et comme on n'y a point dérogé, Votre Excellence comprendra qu'on ne saurait condamner les procédés du gouvernement de la Havane, etc. »

Mais par la cession de la Floride aux Anglais, l'Espagne avait bien plus à craindre de leur influence que de celle des Français possédant la Louisiane, soit en temps de paix, soit en temps de guerre. Depuis long-temps, le but des efforts des Anglais était d'avoir un pied de terre pour ainsi dire sur les côtes du golfe du Mexique, ce qui leur donnerait la facilité de faire leur commerce de contrebande avec tout le reste des Indes; c'était la seule partie qui leur avait été fermée, et où ils ne pouvaient aborder. Ils avaient donc surmonté cet obstacle, et la paix qu'ils venaient de conclure les rendait maîtres d'une bonne partie du golfe : on devait s'attendre qu'ils en profiteraient pour faire un commerce immense avec la Nouvelle-Espagne, et qu'ils formeraient dans ces possessions du golfe des établissemens assez forts pour y acquérir la supériorité et la soutenir. Ils avaient pour cela toutes sortes de facilités : la population nombreuse de la colonie septentrionale ne pouvait manquer de fournir des habitans qui seraient attirés en foule par la fertilité de ces provinces et par l'appât d'un commerce lucratif avec les Espagnols; bientôt ces établissemens devaient balancer et même surpasser les forces de l'Espagne. La Jamaïque ne faisant pour ainsi dire qu'un avec le golfe, ils pouvaient tenir en échec, de ces deux points, toute cette partie des Indes espagnoles.

princes d'Allemagne furent compris individuellement et collectivement dans le traité. (')

(') Sur la négociation et la conclusion de la paix, on a consulté BECCATINI, page 225; ADOLPHUS, chap. v; *Vie de lord Chatham*, vol. I; ENTICK, vol. V; *l'Annuaire* et autres ouvrages périodiques des années 1762 et 1763; *Paix de Paris*, dans la collection de CHALMER et autres; KOCK, *Histoire des Traités. Paix de Paris*, tome II.

CHAPITRE LXII.

1764.

Démission de Wall. — Le marquis de Grimaldi nommé ministre des relations extérieures. — Description de la cour et du ministère de l'Espagne par le comte de Rochfort. — Mesures de Charles pour affermir son alliance avec la France. — Alliances matrimoniales entre les maisons d'Autriche et de Bourbon. — Refus d'admettre l'impératrice-reine dans le pacte de famille.

Aussitôt que la paix eut été conclue, M. Wall se disposa à quitter tout-à-fait le ministère. Contraint de sacrifier ses principes à la politique dominante de la cour, en butte à la jalousie nationale, constamment exposé aux intrigues des partisans du système français, et aux sourdes menées des Napolitains qui entouraient Charles III, il était depuis long-temps dégoûté de ses occupations. Tout son désir était de quitter un poste où il se voyait chargé d'un travail pénible, et de toute la responsabilité ministérielle, alors même qu'il n'avait plus de pouvoir. Il demanda en conséquence à plusieurs reprises au monarque la permission de se retirer; mais il ne put pas l'obtenir, car, outre que Charles III avait une aversion marquée pour tout changement, il se

trouvait trop satisfait de son intégrité et de son mérite pour pouvoir se passer de ses éminens services. Ne pouvant réussir dans sa demande, il crut devoir employer la ressource d'une petite ruse, bien pardonnable sans doute, pour obtenir une bonne fois sa délivrance, et ce cher repos auquel il aspirait. Il commença à se plaindre de vertiges qu'il éprouvait, et d'un grand affaiblissement de vue. Afin de mieux prouver cette prétendue infirmité, un peu avant de se présenter devant le roi, il frottait ses yeux avec un onguent qui produisait une inflammation momentanée. Paraissait-il en public, il portait toujours une ombrelle. Cette ruse eut l'effet qu'il en attendait, le roi accepta, quoiqu'à regret, sa démission. Il quitta avec joie un ministère incommode, et se retira chargé d'honneurs et de récompenses, prix de ses longs et fidèles services.

Il était trop au-dessus des calculs de l'ambition et trop aise d'avoir échappé aux orages de la vie politique avec un rare bonheur pour ne pas renoncer à tout désir de conserver une influence quelconque après être sorti de place. Il borna ses relations avec la cour aux témoignages de respect et de reconnaissance qui étaient dus au souverain, et sut mériter par sa conduite sage et mesurée l'estime et les égards de ceux-là même qui naguère avaient cabalé contre son autorité. Après sa démission il résida tantôt au Soto de

Roma, château royal dans la vallée de Grenade, tantôt à Mirador, belle maison de campagne à peu de distance de la ville. Il se fit aimer des habitans de ce royaume par sa politesse, l'élégance de ses mœurs, ses manières affables, ainsi que par des secours charitables qu'il se plaisait à distribuer. Il mourut en 1778. (1) (*)

(1) *Voyage en Espagne*, 1764 et 1765. *Magasin géographique de Buschins*, vol. II, page 68. Renseignemens particuliers.

(*) On lit les détails suivans sur M. Wall, dans le *Voyage en Espagne* de Swinburne.

* Nous allâmes dîner au *Soto de Roma*, où nous avions déjà fait une visite. C'était originairement une maison de chasse de Charles-Quint; elle fut habitée dans quelques circonstances particulières par ses successeurs; elle est maintenant donnée à vie au lieutenant-général don Ricardo Wall, qui a été, il y a quelques années, premier ministre d'Espagne. Elle était tout-à-fait en ruines lorsqu'il vint l'habiter. Il en a rebâti une partie, et fait raccommoder le reste; il l'a meublée et décorée absolument dans le genre anglais, ce qui fait qu'elle ressemble beaucoup à nos maisons de campagne. Les eaux de quatre rivières s'y réunissent, ce qui cause de fréquentes inondations pendant l'hiver. En été, l'air y est très malsain, parce que dans cette saison, les bois et les fossés sont remplis de reptiles et d'insectes de toute espèce. La forêt qui l'environne contient quatre mille arpens; Ferdinand-le-Catholique la réserva pour la couronne, lorsqu'il fit le partage de ce pays, qu'il avait conquis, à ceux qui l'avaient suivi. Les ormes, les peupliers et les chênes sont les espèces d'arbres qui y croissent en plus grande quantité; on les coupe pour les réparations

Le duc de Choiseul était à cette époque tout-puissant auprès de la cour d'Espagne, par son influence. Wall fut remplacé dans son ministère par Grimaldi, ambassadeur d'Espagne à Paris, autre étranger entièrement différent de son prédécesseur par caractère et par principes. Don Geronimo, marquis de Grimaldi, était le fils cadet d'une famille illustre de Gènes. Destiné d'abord à l'Eglise, il fit les études propres à cet état, et se présenta à Rome tant pour compléter son éducation que dans l'intention de figurer sur ce grand théâtre des affaires religieuses et diplomatiques. Il paraît qu'il reçut les ordres mineurs et n'alla pas plus avant dans la carrière ecclésiastique.

nécessaires au château, et pour les arsenaux du roi.

« M. Wall, avec beaucoup de goût et de jugement, a fait des saignées dans la plus grande partie de ces bois, afin de les dessécher. Il y a ouvert de charmantes promenades ; il a planté, dans les endroits dépouillés, des arbres utiles pour la charpente, et éclairci les anciens bois. C'est presque le seul endroit de l'Espagne où les faisans naissent et se multiplient ; cette demeure champêtre est très agréable à habiter au commencement du printemps, à la fin de l'automne et pendant l'hiver. M. Wall habite ordinairement le *Soto* depuis le mois d'octobre jusqu'au mois de mai : alors il va à Aranjuez, pour faire sa cour ; il y reste un mois, après quoi il vient passer l'été à Grenade. Le roi lui a donné tous les revenus de ce domaine : il les emploie à améliorer et à embellir cet endroit, et il y réussit parfaitement. Ce fut avec le plus grand regret que nous primes congé de ce très aimable ministre. »

Vers la fin du règne de Philippe V, sa petite république l'envoya en Espagne avec une mission diplomatique. Il était dans toute sa personne d'une élégance remarquable. On le nommait *le bel abbé*. L'aménité de son commerce et ses manières agréables ne firent pas moins d'impression que la beauté de sa physionomie. Ces avantages lui gagnèrent la faveur et la protection de quelques personnes qui jouissaient d'une grande considération à Madrid. Il trouva l'occasion de déployer ses talens et son amabilité dans une cour où tout étranger doué d'un peu de capacité et d'heureux dehors était sûr de recevoir un bon accueil. Au bout de quelque temps il quitta l'habit ecclésiastique et le service d'une petite république pour occuper une place importante dans les départemens civils de l'administration espagnole.

Il paraît que c'était à cause de ses principes politiques et de son attachement à la France qu'Ensenada l'avait pris sous sa protection pendant le règne de Ferdinand. Cette même cause l'avait fait employer dans diverses missions à Vienne, dans le Hanovre, à La Haye et à Stockholm. Ensenada chercha même à obtenir pour lui l'ambassade d'Angleterre à la place de Wall; plus tard il fut nommé ambassadeur à Paris par Charles III, aussitôt après l'avènement de ce monarque. Il parvint à avoir toute la confiance du ministre

Choiseul, et devint l'agent principal du changement politique opéré par le pacte de famille. Il conserva cette place importante pendant la durée de la guerre, Il l'occupait encore, lorsque par la démission de Wall il fut appelé au ministère où il était à même de remplir à souhait les vues des deux monarques de la famille de Bourbon.

Il n'est pas hors de propos d'offrir ici aux yeux du lecteur le portrait aussi animé que véritable des principaux personnages de la cour d'Espagne au moment où ce changement avait lieu dans l'administration. Il servira de pendant à celui que nous avons donné de cette même cour à l'avènement de Charles. Le nouvel ambassadeur d'Angleterre à Madrid écrivait ce qui suit :

Lord Rochfort au comte d'Hallifax.

Madrid, 13 janvier 1764.

MILORD,

« Comme depuis long-temps il n'y a pas eu d'ambassadeur d'Angleterre près de cette cour, il est assez naturel de penser que Sa Majesté sera curieuse de savoir quelques détails sur son état présent. Depuis que je suis arrivé à Madrid, j'ai non seulement cherché à me procurer les meilleurs renseignemens possibles, mais j'ai été aussi constamment à la cour de Sa Majesté Catholique ; j'ai d'ailleurs fréquenté la société des personnes qui sont consultées directement sur les affaires

publiques, ainsi que celle de bien d'autres personages qui par eux-mêmes, ou par des moyens indirects, mais sûrs, ont des facilités pour être parfaitement au fait de tout ce qui se passe.

« Eu commençant par Sa Majesté Catholique, qui, je le sais, a souvent été représentée comme un prince faible, il s'en faut de beaucoup, selon mon jugement, que ce soit là la vérité. S'il voulait prendre sur lui de vaincre sa passion désordonnée pour la chasse, et s'occuper un peu plus des affaires du gouvernement, je vous assure qu'il les traiterait et les dirigerait mieux que tous ses ministres. Mais le grand malheur est que ce divertissement favori lui prend tout son temps. C'est ce qui fait que se débarrassant le plus promptement possible de ses ministres pour aller à la chasse, il ne prend point une connaissance approfondie des affaires : cependant sa manière de voir l'état de l'Europe et les intérêts politiques de l'Espagne, est bonne et juste, et il serait difficile de lui en imposer à cet égard. Sa persévérance, on peut même dire sa ténacité dans les principes qu'il a une fois adoptés, empêcheront ses ministres de faire aucune démarche contraire à ceux que leur maître a posés. Certainement il était loin de vouloir rompre avec nous. Ceux qui le connaissent bien, m'ont assuré qu'ils furent dans le plus grand étonnement quand il s'y réso-

lut , et que c'était pour la première fois qu'ils le voyaient changer d'avis.

« J'ai appris de la même source, et on peut bien s'en rapporter à cette autorité, que l'on a entendu plusieurs fois l'ambassadeur français dire à ses confidens que la révélation du pacte de famille fut une finesse du duc de Choiseul, pour pousser cette cour à la guerre, ce qui prouve évidemment que lui (l'ambassadeur) y avait eu une bien petite part, et surtout que Grimaldi en fut le principal instrument. Sa Majesté Catholique le savait si bien, que quand elle rappela Grimaldi, elle écrivit de sa propre main à Sa Majesté Très Chrétienne, et nomma le successeur de Grimaldi, pour ôter tout prétexte de le retenir plus long-temps, tant elle était persuadée de l'influence que le cabinet français avait sur Grimaldi. On peut dire avec vérité que Sa Majesté Catholique a une très grande opinion de son habileté pour les affaires étrangères.

« Les vœux du roi d'Espagne sont maintenant de rester en paix. S'il n'a pas une conviction entière d'avoir été trompé par la cour de France, il le soupçonne au moins assez fortement pour que son attention soit sur le qui-vive, et il lui échappe de temps à autre quelques propos à cet égard. Il faut qu'à cette occasion je raconte à votre seigneurie ce qui s'est passé dernièrement. Quoique la chose ne soit pas bien importante, on peut

néanmoins entrevoir la manière de penser de ce souverain. Comme il était à inspecter le nouveau palais qu'il fait bâtir, Grimaldi, qui est bien loin d'être discret, trouva quelque chose à dire sur certain point d'architecture. Le roi, s'adressant alors au duc de Losada, lui dit : *« On voudrait me faire faire tout à la mode française, moi je veux faire à la mienne. »*

« Par beaucoup d'autres observations semblables dont je fais grâce à votre seigneurie, il est évident pour moi que Sa Majesté Catholique n'est pas personnellement disposée en faveur des Français, et que celui qui voudra le mener par ce chemin doit être bien sur ses gardes, car Sa Majesté a beaucoup de finesse; elle feindra d'entrer dans les vues de ses ministres jusqu'à ce qu'elle pénètre leur façon de penser. Il lui est arrivé plus d'une fois de leur dire, à leur très grande surprise, qu'ils n'entendaient rien à telle ou telle affaire, et qu'elle se chargeait de la diriger elle-même.

« Le roi sait très bien que le pays est épuisé. Il trouvera bientôt qu'il n'a plus de ressources. Ses dépenses particulières pour la chasse, pour les constructions, les routes, etc., sont très considérables. Squilace est aux abois pour trouver des fonds. C'est pour cela que l'on donne tant d'encouragement à l'introduction des marchandises étrangères, parce que les droits prélevés à

leur entrée procurent un fonds immédiat et disponible, Il en résulte que les manufactures de l'intérieur tombent tous les jours faute de capitaux pour les employer ou pour les soutenir.

« Le roi, les ministres et toute la nation, ne se font pas illusion sur leur faiblesse, depuis l'expérience de la dernière guerre, et d'après leur situation présente. Il est donc évident (et ils me le répètent assez souvent) qu'ils passeront par les termes et les conditions du dernier traité définitif.

« Votre seigneurie connaît bien le caractère de Grimaldi; il n'est pas sans un certain mérite, mais il ignore absolument tout ce qui a rapport au commerce, ou plutôt il se méprend sur les vrais intérêts de l'Espagne en cette matière. Dans mes entretiens avec lui, il lui est arrivé de se vanter d'avoir ébloui les Français, et d'avoir obtenu des avantages considérables pour le commerce espagnol, par le pacte de famille. Quant à nous, il déclare très positivement qu'il ne demande rien, sinon que les traités passés entre l'Espagne et l'Angleterre soient religieusement exécutés : sur cela je partage tout-à-fait son opinion.

« A son arrivée à Madrid, Grimaldi se conduisit d'une manière hautaine et insolente au-delà de toute expression, particulièrement envers les ministres étrangers, y compris l'ambassadeur

français. Ils lui faisaient en général une cour servile, mais ils ont très sagement changé depuis, et on l'a mis à sa place. Pour ce qui me regarde, depuis le commencement il me traite d'une tout autre manière : il me fait les plus grandes protestations d'un attachement particulier; il n'y a sortes d'attentions qu'il n'ait eues pour moi; mais je trahirais mon devoir si je ne disais à votre seigneurie que sa prédilection pour la France devient tous les jours plus forte. Il faut qu'elle le soit beaucoup pour rendre jaloux l'ambassadeur français lui-même, qui, sachant que Grimaldi entretient une correspondance particulière avec le duc de Choiseul, est maintenant bien plus réservé qu'autrefois dans ses rapports avec le ministre espagnol devenu français. Je tiens cependant de bonne part qu'il a reçu l'ordre de sa cour de coopérer avec Grimaldi à renverser Squilace, ce qui rend sa position encore plus désagréable. A la vérité il est tout-à-fait indifférent pour l'ambassadeur français, le duc d'Ossun, que les affaires de sa cour soient dirigées par telle ou telle personne, pourvu qu'il reste encore ici trois ou quatre ans; c'est tout ce qu'il désire.

« La dernière chose que fit le général Wall fut de faire passer ses amis du côté de Grimaldi, et ils forment le seul parti que ce dernier ait ici. Les principaux d'entre eux sont Fuentes, qui a été employé près de notre cour; le prince de

Masserano, et le comte d'Aranda, que l'on crut un moment destiné pour occuper la place de Grimaldi, mais qui cherche maintenant à entrer dans le département de la guerre, en faisant renvoyer Squilace. Il faut aussi compter dans ce nombre, don Agustin de Llano, premier secrétaire du ministère de Grimaldi : quoiqu'il ait occupé cette même place sous le général Wall, il a toujours été un des plus prononcés partisans des Français.

« Le conseil n'avait pas été assemblé depuis long-temps ; mais Grimaldi a fort adroitement obtenu une réunion avec Squilace et Arriaga, le ministre de la marine, une fois par semaine. Il s'est fait donner un ordre du roi à cet effet, ce qui ne plaît pas du tout aux deux autres ministres : sans cela il n'aurait pu avoir connaissance que de ce qui regardait les affaires étrangères, au lieu que par ce moyen il sera au fait de tout ce qui concerne l'intérieur, ainsi que de ce qui a rapport au commerce. Il sera par ce moyen en état de parler au roi de ces objets. »

« M. de Squilace, ministre des finances et de la guerre, est un homme d'une humble extraction, infatigable au travail, ou plutôt passionné pour les affaires : malgré les cris qui s'élèvent de toutes parts contre lui, il se croit parfaitement assuré dans sa place. Cependant ses amis ne sont pas tranquilles sur son compte ; je lui ai entendu

dire dernièrement à l'un d'eux : « Le roi me connaît, je connais le roi, n'ayez donc pas la plus petite inquiétude. » Les protestations d'amitié qu'il me fait me paraissent sincères, et il sera de plus en plus attaché à l'Angleterre, ne fût-ce que pour agir d'une manière diamétralement opposée à celle de Grimaldi. Depuis quelque temps il fait la cour à Ensenada, à la disposition duquel est le duc de Losada. La capacité du duc ne va pas au-delà de la médiocrité, mais c'est un parfait honnête homme ; le roi l'estime plus que qui que ce soit, et il jouit de la confiance de son souverain depuis un grand nombre d'années, sans qu'il s'y soit mêlé le plus petit nuage. Squilace fait donc sa cour à Losada par l'entremise d'Ensenada ; et c'est à cela qu'il doit, selon moi, d'être plus avant dans la faveur du roi que Grimaldi lui-même. Tout son système se borne seulement à conserver l'amitié de son auguste maître ; cette conduite est bien plus agréable à Sa Majesté Catholique que toutes les maximes que Grimaldi voudrait lui faire épouser.

« Don Julian d'Arriaga, ministre de la marine et des Indes, est un homme bien intentionné, mais entièrement mené par les jésuites ; et quoiqu'il se réunisse souvent avec les deux autres ministres, on ne lui demande jamais son avis que sur ce qui regarde son département. Je dois ajouter que, d'après mes observations, Grimaldi

tâche de lui inspirer plus d'énergie; mais, soit indolence ou bigoterie, il n'entrera pas dans les vues de ce dernier. (*)

« La personne dont je vais vous entretenir maintenant est la reine-mère, qui borne tous ses désirs à jouir de la tendre affection et de l'amour filial que le roi lui témoigne. Elle voit assez, et à son grand regret, que son fils ne lui demande jamais son opinion. Elle cherchera à sonder Grimaldi, qui est un ministre nouveau; et si par hasard il pouvait se laisser aller jusqu'à épouser sa manière de voir et prendre ses avis, je crois qu'il se perdrait dans l'esprit de son maître; car il lui faudrait bien plus de finesse que je ne lui

(*) M. de Choiseul, dans une lettre à M. Grimaldi, prenant occasion du grand âge et des infirmités de M. le Bailli d'Arriaga, qui rendraient bientôt nécessaire sa séparation du ministère de la marine, et désirant voir placée à la tête de ce département important une personne dont les sentimens politiques et la capacité inspirassent une égale confiance, indiquait d'abord le marquis de la Ensenada. « On ne peut dissimuler, dit-il, que cet homme a relevé en quatre ou cinq ans la marine espagnole, presque anéantie après la paix de 1748, et que les Anglais firent des réjouissances publiques à Londres, lorsqu'ils apprirent que le roi d'Espagne l'avait éloigné de son service. » Il nommait ensuite le comte de Fuentes. « J'avais, dit-il, déjà conçu une très bonne opinion de lui et de ses lumières pendant son ambassade en Angleterre; mais l'occasion que j'ai eue depuis de le connaître plus particulièrement, m'a démontré que cet homme a un esprit tourné aux affaires, un génie vaste, ayant fait

en accorde pour tromper sur ce point Sa Majesté.

« Je ne puis vous dire grand'chose, ainsi que je le voudrais, sur le confesseur du roi, parce que cet homme est très réservé avec tout le monde, et particulièrement avec les ministres étrangers. Il jouit, à la vérité, d'une grande considération auprès du roi, et votre seigneurie pourra en juger par le trait suivant : il fit observer au roi que le même jour, un an auparavant, où le grand-inquisiteur avait été envoyé en exil, la Havane avait été prise; en conséquence de ce rapprochement le grand-inquisiteur a été rappelé.

« Par cette esquisse, qui, vu le peu de temps

une étude particulière des forces, des ressources et des projets de nos ennemis, sans négliger de réfléchir aux moyens que nous pourrions prendre pour les faire échouer. Il est en outre foncièrement persuadé qu'il n'y a que l'union des deux couronnes qui puisse nous mettre en état de triompher de nos ennemis, ce qui est un point bien essentiel pour mériter notre confiance, et pour établir la bonne harmonie qui doit régner entre les ministres des deux cours. » En troisième lieu il nomme le comte d'Aranda, dont, ajoute-t-il, « on m'a dit beaucoup de bien; mais comme je ne le connais pas personnellement, je ne puis en juger. Je voudrais, dit M. de Choiseul en terminant sa lettre, un homme de génie et de travail avec lequel je pusse combiner les opérations de mon département, et nous entraider réciproquement de nos lumières. »

4 *Manuscrits de la Bibliothèque du Roi à Paris.*)

écoulé depuis mon arrivée, est aussi exacte que mes propres observations et mes recherches ont pu le permettre, votre seigneurie voit sur quel terrain je me trouve. Grimaldi est le ministre avec lequel je dois m'entendre; sa conduite envers moi m'annonce qu'il compte sur ma confiance. Mais j'ai soin de voir souvent Squilace; et, dans la crainte que Grimaldi ne rapporte pas toujours fidèlement ce que je lui ai dit, j'instruis le premier sur les points principaux. Quant aux affaires commerciales, il est de toute nécessité que j'agisse de même, parce que tout doit passer par les mains de Grimaldi. Du reste, il a l'air très franc et très rond avec moi; il m'a même assuré que quand j'aurais à demander une permission pour exportation d'argent, si mes demandes étaient modérées, quelque fréquentes qu'elles fussent, je n'éprouverais aucun refus. Il m'a accordé en dernier lieu une permission, en faveur de MM. Walpole, pour 200,000 piastres fortes.

« Je ne puis que déplorer l'avantage que l'ambassadeur français obtient ici sur tout autre ministre étranger; car étant considéré comme *ambassadeur de famille*, il entre le premier au lever, et par ce moyen il a, quand le prince de La Catholica, ambassadeur de Naples, est absent, l'occasion d'être seul avec Sa Majesté Catholique : plus d'une fois il en a profité avec un grand avantage. »

Charles avait eu souvent à souffrir de son adhé-

sion au système politique de la maison de Bourbon; mais il avait trop de caractère et trop de tenue pour se désister de ses principes et abandonner l'attachement qu'il portait à sa famille; aussi sa conduite fut-elle d'accord avec ses sentimens. Non seulement pendant le cours de la guerre, mais aussitôt après la conclusion de la paix, les principales opérations de sa politique eurent pour but d'augmenter et d'affermir les liens qui l'attachaient à la branche aînée de sa maison, en les étendant jusqu'à l'Autriche, qui se trouvait déjà unie à la France par le sang et par des alliances.

On s'occupa des préparatifs des mariages déjà arrangés d'avance avec la famille d'Autriche; cependant un obstacle vint arrêter ces dispositions. L'archiduc Joseph s'opposa au transfert de la Toscane à son frère Léopold, sur le motif que, tout successeur qu'il était à l'Empire, il resterait, si son père venait à mourir, sans posséder un pouce de terre. Il chercha donc à différer la réversion de ce duché jusqu'à ce qu'il devînt le successeur de la monarchie autrichienne.

Le roi d'Espagne, de son côté, refusa péremptoirement de donner sa fille à Léopold, à moins qu'on ne donnât la Toscane à ce prince, comme un apanage; mais l'impératrice-reine leva toutes les difficultés par la promesse qu'elle fit de nommer Joseph co-régent des États autrichiens, si

elle survivait à son mari. Joseph déclara qu'il était satisfait de cet arrangement. Porto-Longone avec Presidi fut agrégé à la Toscane, et Léopold épousa l'infante en 1765.

La mort de l'empereur François acheva bientôt l'exécution des arrangemens projetés; Joseph prit le titre d'Empereur, et fut déclaré co-régent des États d'Autriche. Léopold prit possession de la Toscane⁽¹⁾ vers le même temps (18 août 1765). Un nouveau mariage fut conclu entre le prince des Asturies et la seconde fille du prince de Parme, par les conseils de la reine-mère, ou plutôt par ceux de la cour de France, à qui elle était entièrement dévouée. D'autres mariages furent aussi concertés par le roi de Naples et Ferdinand avec deux archiduchesses: ce dernier était devenu duc de Parme. Un autre mariage fut proposé entre l'archiduc François et l'héritière de Modène, dans le but d'augmenter la puissance de l'Autriche en Italie.

Ces alliances matrimoniales s'étendirent plus tard à la maison de Savoie, par les mariages de deux princes français, Monsieur et le comte d'Artois, avec deux filles du roi de Sardaigne. Ces alliances dénotent assez le principe des cours de la famille de Bourbon, d'affermir l'établissement des princes espagnols en Italie, et de for-

(1) Dépêches de lord Rochfort au comte d'Hallifax, 8 octobre 1764.

mer par là une masse assez forte pour résister aux puissances maritimes et au reste de l'Europe.

A cette époque la cour de Vienne fit un effort pour s'unir intimement avec la maison de Bourbon, en obtenant d'être admise dans le pacte de famille. Mais ce vœu était contraire à la politique secrète du cabinet de Versailles, qui, malgré ces relations connues, n'avait jamais cessé de regarder l'Autriche comme une puissance qui deviendrait un jour sa rivale (1); aussi la demande fut-elle éludée. Le même motif, auquel se joignait la crainte d'exciter des alarmes, décida la cour de Madrid à la même opposition. Grimaldi fit en conséquence une déclaration solennelle et authentique des sentimens de son souverain, et dit de son plein gré à lord Rochfort : « Rien ne peut nous mettre plus dans l'embarras que le désir de la cour de Vienne de prendre part au pacte de famille. Nous voulons par plusieurs raisons être bien avec cette cour, la seule qui puisse soutenir les fils et le frère de Sa Majesté en Italie; mais le pacte de famille est une *affaire de cœur et non de politique*. Du moment que d'autres puissances que celles de la famille viendraient à y être admises, il deviendrait une affaire politique et pourrait alarmer l'Europe, ce dont nous ne nous soucions en aucune manière; car je veux

(1) BECCATINI. *Politique de tous les cabinets de l'Europe. Maison d'Autriche*, vol. II, chap. xli.

que nous ayons la paix au moins pour vingt ans , si cela se peut. Vous pouvez compter que ni la cour de France , ni Sa Majesté Catholique ne consentiront à admettre la cour de Vienne dans le traité du pacte de famille. » (1)

(1) Lord Rochfort au comte d'Hallifax ; Madrid , juin 25, 1764.

CHAPITRE LXIII.

1764 — 1765.

Plans de Choiseul et de Grimaldi pour renouveler les hostilités contre l'Angleterre. — Disputes relatives aux établissemens anglais dans le golfe du Mexique et avec le Portugal sur la colonie de Sacramento, ainsi que sur les frontières du Brésil. — Causes qui empêchèrent une nouvelle rupture. — Arrangement de ces différentes négociations. — Rançon de Manille. — Introduction d'un nouveau système d'impôts dans l'Amérique espagnole. — Mouvemens populaires dans le Mexique, au Pérou et à Cuba.

Il serait naturel de penser qu'après avoir obtenu une paix qu'on peut appeler avantageuse, eu égard à la position dans laquelle on se trouvait, le roi d'Espagne aurait saisi cette occasion favorable pour rendre à ses peuples une tranquillité dont ils avaient si grand besoin, et qu'il aurait cherché à réparer les maux causés par une guerre sans objet, et par les projets ambitieux de son père. Mais ce prince, tout en témoignant qu'il avait le désir de maintenir l'indépendance de sa couronne et de rendre son peuple heureux, était trop engagé dans la politique de famille pour écouter ses vœux personnels et ses intérêts comme monarque. La paix était signée, les for-

mes et les dehors d'une communication amicale avaient été rétablis avec l'Angleterre ; cet état de choses n'empêcha pas que les mêmes causes de mécontentement qui avaient amené les guerres précédentes, ne se reproduisissent à chaque instant, et ne menaçassent de troubler cette douce tranquillité qui commençait à renaître. La nation espagnole fut, pendant un assez long espace de temps, à la veille d'une rupture sans avoir les moyens ni les ressources nécessaires pour soutenir la lutte : tel était l'effet de l'influence française dans un cabinet sur lequel le duc de Choiseul se vantait avec raison d'exercer un plus grand ascendant à Madrid qu'à Versailles. (*)

Vaincu, humilié même dans l'exécution de ses desseins hostiles contre l'Angleterre, le remuant ministre français ne songeait, dans son dépit, qu'à préparer une attaque plus réelle et plus prompte contre l'objet de sa vengeance. Au moment même de signer le traité, il pensait déjà à prendre sa revanche, lorsque l'Angleterre divisée par les partis intérieurs ou livrée aux travaux de la paix, serait peu préparée à se défendre : cependant trop impatient pour temporiser encore un peu plus long-temps, son ardeur s'exerça dans de petites entreprises, dans des tracasseries frivoles qui ne pouvaient avoir d'autre résultat que de nourrir sans cesse la méfiance et le res-

(*) Mémoires de Besenval, tome II, page 15.

sentiment contre les deux nations. Il imagina, de concert avec Grimaldi, une nouvelle alliance offensive entre toutes les branches de la maison de Bourbon et les maisons adoptées d'Autriche et de Sardaigne ('). Il excita les Indiens à exercer leurs déprédations accoutumées sur les établissemens anglais en Amérique. Il n'y eut pas un coin du globe où il ne montrât sa disposition de renverser les stipulations du dernier traité; et par l'activité de ses préparatifs tant sur terre que sur mer, il fit voir sa résolution bien arrêtée de reprendre les hostilités.

Un ministre ambitieux ne manque jamais de moyen pour fomenter et exciter des troubles. Aussi Choiseul employa-t-il son influence sur Grimaldi pour presser la cour de Madrid, et l'entraîner dans des mesures semblables. Dans le même moment des contestations éclatèrent entre la France et l'Espagne d'un côté, et l'Angleterre et le Portugal de l'autre. Elles en vinrent au point qu'un an après la conclusion de la paix, les principales puissances qui avaient pris part à la guerre précédente montraient déjà de nouveau une attitude guerrière.

Les interminables disputes entre l'Angleterre et l'Espagne relatives aux établissemens et au commerce anglais dans le golfe de Honduras s'accrurent par les articles même du traité qui

(') Lord Rochfort au comte d'Hallifax, 9 juin 1765.

avait eu pour but de les terminer. Le consentement impolitique de l'Angleterre à la démolition de toutes les fortifications sur cette côte ⁽¹⁾ livra les colons à la merci des Espagnols. Tant que des limites n'étaient pas bien spécifiées, cette négligence donnait lieu à de fréquentes violations du territoire espagnol et à des vexations de part et d'autre. Le mal devenait encore plus grand par les efforts continuels que faisaient les colons pour porter leur commerce interlope dans l'intérieur jusqu'au Mexique même, et par la protection donnée par les Espagnols aux nègres fugitifs, par qui le pénible travail de la coupe des bois était principalement supporté.

En vertu des ordres transmis par le ministre Arriaga, pour astreindre les colons à s'en tenir à la lettre du traité, le gouverneur de Yucatan et le commandant de Bacalaar empêchèrent toute communication en général, et exigèrent des colons de présenter une permission formelle, soit de leur propre souverain, soit du roi d'Espagne. A cette interruption succéda l'expulsion des colons de la côte, considérés comme non compris dans les limites déterminées par le dernier traité (décembre 1763); ils furent sommés de quitter *Rio-Hondo* dans le terme de deux mois : on les

(1) Remarques manuscrites sur l'article du traité de 1783, relatif aux établissemens du golfe du Mexique, par un colon anglais.

confina à la rive méridionale de *Rio-Nuevo*, et tant à *Rio-Nuevo* qu'à *Rio-Wallis* on leur défendit de monter à la distance de plus de vingt lieues au-delà de la mer. Au moyen de ces dispositions, plus de cinq cents colons furent chassés de leurs habitations avec la perte de leurs biens, montant à cent huit mille piastres. (1)

Vers la même époque, l'inimitié secrète qu'on nourrissait contre le Portugal, se manifesta par la répugnance de l'Espagne à restituer la colonie de *Sacramento*, par des plaintes relatives au commerce de contrebande à *Buénos-Ayres* et dans l'intérieur du *Paraguay*, et par la dispute sur les frontières mal délimitées des deux colonies.

Des représentations furent adressées immédiatement à la cour d'Espagne; et, pendant que le ministre espagnol cherchait à éblouir la cour d'Angleterre par une négociation apparente, des troupes furent rassemblées dans la *Galice* et dans l'*Estramadure*, et on pressa les préparatifs pour recommencer les hostilités. Dans le même temps un plan infernal (2) fut conçu ou approuvé par

(1) Collections de lord Auckland.

(2) Nous aurions hésité de rapporter un fait aussi horrible, si la relation de lord Rochford n'était pas accompagnée de circonstances qui fournissent une preuve trop démonstrative à ce sujet. Ces circonstances étaient telles, que le gouvernement anglais ajouta foi à l'avis qui lui en fut

Choiseul pour incendier les chantiers et les arsenaux de Plymouth et Portsmouth. Des ingénieurs français étaient déjà chargés de surveiller et d'exécuter ce funeste dessein; Grimaldi était initié dans le secret, et les deux ministres seuls (car

donné, et qu'il prit les précautions nécessaires pour empêcher l'exécution du projet.

La première annonce de la découverte du complot se trouve dans une dépêche *la plus secrète*, datée du 17 septembre 1764, de lord Rochfort à lord Hallifax. « J'ai appris, dit le lord, qu'il y a à peu près trois semaines, Grimaldi reçut une lettre de Choiseul, pour lui annoncer que tout était prêt; et dans sa réponse envoyée par le dernier courrier espagnol qui partit pour Londres, Grimaldi, après avoir approuvé le plan, ajoute ces mots : le plus tôt qu'on le mettra à exécution, sera le mieux.

« Voici quel était ce plan diabolique : deux ingénieurs français furent envoyés en Angleterre dans le mois de juin dernier; ils se rendirent à Portsmouth et à Plymouth, y séjournèrent quelque temps et revinrent en France. Ils sont retournés ensuite en Angleterre où ils sont encore. Ils dirent à M. de Choiseul, qu'ils étaient parvenus à corrompre les personnes nécessaires pour les aider, et dont quelques unes sont des anglais; en un mot, que dans les nuits obscures entre le 1^{er} et le 15 novembre, les vaisseaux du port et les arsenaux de la marine de Portsmouth et Plymouth seraient détruits infailliblement, et qu'ils avaient inventé une nouvelle espèce de feu pour cet effet. J'aurais bien de la répugnance à croire à un projet aussi diabolique; mais il ne m'est pas permis de douter de l'avis de mon ami. Il entendit tout raconter par Grimaldi à son intime ami Massones, qui a été autrefois ambassadeur à Paris : plus tard il

nous n'entendons pas accuser les souverains de France et d'Espagne) attendaient impatiemment le signal de la conflagration qui devait anéantir la force maritime de l'Angleterre, pour pouvoir

m'a annoncé qu'il avait eu occasion de s'assurer de nouveau de la réalité du projet. »

Dans une autre dépêche *secrète et privée*, du 25 février 1765, il ajoute d'autres particularités. « Un Anglais nommé Milto fut le premier auteur de ce projet, et n'ayant pu l'exécuter, il retourna en France, et resta trois jours chez le prince de Masserano : il va envoyer, m'a-t-on dit, ou plutôt il a déjà envoyé de Portsmouth quelques autres personnes qui trempent dans la machination. Mais ce qui jette un plus grand jour sur cette affaire, ce sont les noms de deux personnes, l'une à Portsmouth et l'autre à Plymouth, qui ont des maisons et qui y demeurent habituellement; c'est chez elles qu'on peut trouver, j'en suis assuré, assez de preuves pour les convaincre de leurs intentions à ce sujet. Leurs noms, autant que l'on peut se fier à une prononciation française, sont Worley et Leymt. Mais mon ami n'a eu ni le temps ni l'occasion de s'informer qui d'entre eux demeure à Portsmouth et qui à Plymouth. Il écrivit leurs noms lorsqu'il les entendit prononcer. » *Papiers de Rochfort* (manuscrits).

Les senilles publiques, au commencement de 1795, parlèrent de l'alarme qui eut lieu à cette occasion dans les deux ports, et des précautions prises pour déjouer le complot. Il n'est pas besoin de rappeler au lecteur qu'on reprit ce projet diabolique, lors de la guerre d'Amérique, avec un succès funeste, et qu'il fut en partie exécuté par l'incendiaire *John*, le peintre, qui fut convaincu d'avoir été employé comme émissaire par la France.

recommencer les hostilités, et relever la gloire humiliée de la maison de Bourbon. Heureusement que la vigilance de lord Rochfort découvrit le complot et que les précautions du gouvernement anglais firent échouer ce projet funeste.

Les négociations entre l'Angleterre et l'Espagne se ressentirent de la trame et de la non-réussite de cet infâme projet. Grimaldi chercha à gagner du temps, il affecta d'attendre des rapports de la part des gouvernemens accusés d'agressions non provoquées; il éluda plus tard les instances de lord Rochfort en renvoyant la discussion au prince de Masserano, ambassadeur d'Espagne à Londres. Mais son dessein fut traversé par le refus positif du gouvernement anglais de prêter l'oreille à la proposition de la moindre transaction sur des droits incontestables, et par sa demande péremptoire de rétablir les colons, de punir les gouverneurs et de faire la réparation des dommages. Les dépêches ci-après de notre ambassadeur feront mieux sentir l'impression que produisirent ces mesures décisives.

(17 septembre.) « Connaissant cette cour, et persuadé, comme je le suis, qu'il n'y a rien qu'elle ne craigne autant qu'une rupture en ce moment, je vois que plus je les effraierai, plus je serai sûr de réussir. Je commençai d'abord par reprocher à Grimaldi de m'avoir tendu un piège

en ayant donné l'assurance à votre seigneurie que le prince de Masserano se prêterait à tout.

« Ensuite je lui appris les derniers ordres que j'avais reçus de votre seigneurie, et pour lui marquer ma confiance je lui lus les parties les plus essentielles de votre lettre; lorsqu'il entendit que vous n'entreriez dans aucune discussion avec le prince de Masserano, il joignit ses mains et les larmes lui vinrent aux yeux. Mon Dieu! me dit-il, si vos ministres ne veulent pas traiter avec l'ambassadeur du roi, quel moyen reste-t-il donc d'arranger aucune affaire?

« M'apercevant que c'était agir trop fortement, je pris un ton plus doux. Je désire, lui dis-je, que vous vous mettiez à notre place, et que vous jugiez alors si nous pouvons consentir à ouvrir la discussion sur une affaire déjà terminée; mais, répliqua-t-il, en m'interrompant, ce que vous auriez demandé vous serait et vous sera encore accordé. Vous serez maîtres d'aller à Rio-Hondo, à Rio-Nuevo et tout le long de la côte dans le golfe d'Honduras: bien loin de modifier votre traité, nous voulons lui donner plus d'étendue. Mais puisque vous n'avez pas le droit et que vous ne prétendez pas l'avoir, d'aller au Mexique, quel inconvénient peut-il résulter pour vous de le déclarer; car si vous vouliez élever des prétentions à cet égard, malgré mon aversion pour la guerre, je serais le premier

à conseiller au roi mon maître de tout sacrifier avant que ce point ne fût parfaitement éclairci.

« Ceci m'a fourni, milord, l'occasion de lui dire que le premier pas pour négocier sur cette affaire ou sur toute autre, devrait être de commencer par faire une réponse complète et satisfaisante à mon mémoire du 27 juillet, ce qui ne saurait souffrir la moindre difficulté, étant déjà d'accord sur le point le plus essentiel, savoir, d'accorder que les sujets du roi ne seraient pas inquiétés désormais dans leur opération de la coupe de bois dans le *golfe de Honduras* et dans les autres parties du territoire espagnol de cette partie du monde.

« Après midi, il me fit entrer dans son cabinet; il reprit tout de suite la conversation qui avait été interrompue le matin, en disant que tout disposé qu'il était à nous accorder ce que nous lui demanderons, il y avait une grande différence, très essentielle pour eux, entre faire une concession nouvelle à présent, et reconnaître un droit antérieur; car si nous voulions, ajouta-t-il, nous arrêter à l'esprit et non pas à la lettre du traité, nous pourrions bien avoir la prétention d'aller au Mexique, puisqu'il était territoire de l'Espagne dans cette partie du monde. Il continua en disant que quand même notre interprétation serait juste et conforme au sens naturel du traité, elle n'était certainement pas littérale; et combien,

poursuivit-il, le roi d'Espagne ne serait-il pas injuste aux yeux de ses sujets, s'il punissait un gouverneur pour avoir adhéré strictement aux termes d'un traité, ou s'il rendait satisfaction pour une injure imaginaire ou qui n'en était pas une au moment où l'action avait eu lieu. Cependant il était prêt à déclarer qu'elle serait regardée comme telle si elle venait à se répéter; il termina par me dire que nos vaisseaux pourraient retourner dans ces mers avec la plus parfaite sécurité.

« Nous en étions à cette partie de notre conversation, lorsque je me suis levé en lui disant que j'étais fâché de le voir s'arrêter à des bagatelles; mais que si l'on ne donnait pas une satisfaction, le roi se verrait dans la nécessité de prendre des mesures pour réinstaller ses sujets offensés, et qu'il devait voir que cela serait sonner le tocsin de la guerre. Vous avez raison, répondit-il, et j'atteste Dieu que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour l'éviter. Comme je lui proposais de lui envoyer mon mémoire le lendemain pour qu'il pût y faire une réponse, et l'adresser à votre seigneurie, il me pria de lui donner auparavant un extrait précis des ordres que j'avais reçus, dont il me promettait de faire un bon usage. Dans une affaire d'aussi grande importance, ajouta-t-il, je ne prendrai rien sur moi; demain, 14, je ferai au roi mon maître un rapport exact sur cette affaire; le 15, je réunirai

le conseil, et le 16, je ne perds pas de temps comme vous voyez, vous pouvez venir me trouver. Faisons mieux encore, préparez le mémoire, et portez-le avec vous pour me le remettre; vous aurez alors tout de suite une réponse définitive.

« 15. — Sa Majesté Catholique a dîné à dix heures pour aller à la chasse; je n'ai pas eu le temps de lui faire ma cour à Saint-Ildephonse; mais je suis allé à la secrétairerie de Squilace, et je l'ai trouvé en tête à tête avec Ensenada, qui le quitta aussitôt après mon arrivée. Après m'avoir parlé de sujets tout-à-fait indifférens pendant quelques minutes, voyant qu'il ne venait pas à la matière en question, je lui dis que l'occasion se présentait maintenant de voir si ses intentions pacifiques étaient aussi sincères qu'il l'avait toujours dit. Alors je commençai à l'informer exactement de ce qui s'était passé; sur cela il me prit la main et me dit : Vous verrez à présent si je saisis bien vos intentions ou non; il faut que vous sachiez que le roi s'est fort alarmé de vos demandes, mais je l'ai calmé. Comme je sais que je puis avoir en vous une entière confiance, dites-moi, je vous prie, qu'est-ce que vous demandez? que nous désavouions nos gouverneurs, et que les sujets du roi votre maître soient rétablis dans leurs droits? Ce premier pas une fois fait, comptez-vous vous opposer plus tard à la discussion de

cette affaire, et fixer les endroits où vous devez aller, afin que vous ne vous arrogiez pas le droit illimité de parcourir toute l'Amérique? Je répondis que quand même nous ne fixerions rien ensemble par la suite, il ne pouvait y avoir aucun inconvénient pour eux à convenir maintenant de ce premier point; car si plus tard ils étaient mécontents de nos procédés, ils pourraient, quand ils le voudraient, agir de la même manière qu'à présent, et nous chasser de nouveau de Rio-Hondo, puisqu'ils en sont toujours les maîtres; mais que je pouvais lui assurer que notre intention n'était et ne serait jamais d'agir de manière à justifier le renouvellement des mêmes scènes, et que tout ce qui s'est passé ayant eu lieu sans provocation de notre part, ce n'était pas à eux à soupçonner notre conduite future. Allez, dit-il, voir demain matin Grimaldi; il ne tiendra pas à moi que cette affaire ne soit arrangée. Il me fit alors les plus solennelles et les plus vives protestations qu'il n'y avait rien qu'il ne fût disposé à faire pour être bien avec nous.

« 16. — Je fus le matin de très bonne heure à la cour. En sortant du lever de Sa Majesté, j'allai trouver Grimaldi; après un long et vif débat, pendant lequel il me dit que, dans le conseil tenu la veille, on lui avait donné ses instructions, il ne me parla que de deux seuls points de mon mémoire, savoir, le désaveu des procédés des gou-

verneurs, et la réinstallation de ceux qui allaient couper des bois sur la côte de la baie de Campêche. Lorsque j'allais lui présenter mon mémoire que je portais sur moi, et qui était conçu, à la vérité, dans les termes les plus énergiques, il me pria de ne pas le lui remettre, puisque nous avions tous deux l'intention d'accommoder l'affaire et de ne pas aigrir les esprits; que d'ailleurs, puisque je n'avais pas d'autres propositions à faire que celles déjà faites, il n'était pas besoin d'un nouveau mémoire. Comme je lui en avais donné un extrait la veille, je ne fis point de difficulté à y consentir; alors il prit la plume et rédigea la minute de la lettre qu'il allait faire transcrire et envoyer sur-le-champ au gouverneur de Yucatan; il devait m'en remettre un duplicata, et m'assurait qu'elle serait envoyée directement à son adresse; il modifia ensuite quelques passages de la lettre; j'y ajoutai moi-même les trois dernières lignes, et fûmes tous deux d'accord sur ce point.

« Lorsque je vins à parler de réparations, ce qui était la troisième partie de la note, il dit ce qu'il jugea convenable pour me rassurer, et témoigna une disposition sincère pour la paix de la part des prétendus offensés; mais faire réparation pour ce que nous appelons une injure, que cependant ils ne veulent pas juger telle, était, selon lui, un peu fort; et, pour me servir de ses propres expressions, c'était tellement fort qu'il n'avait pas osé

en parler à son maître. Je lui dis alors que mes ordres étaient précis, et que j'avais raison de croire que notre cour ne serait pas satisfaite sans l'insertion de cette clause.

« J'eus l'autre jour (1^{er} décembre) une longue conférence avec Grimaldi au sujet de votre lettre du 23; je lui appris qu'aussitôt que votre seigneurie serait informée des pertes que nos vaisseaux avaient éprouvées par l'obligation forcée de quitter la baie de Honduras, le roi attendait et espérait de l'équité de Sa Majesté Catholique qu'elle donnerait des ordres pour que des indemnités convenables aient lieu. La langue n'offre pas des expressions plus fortes que celles dont Grimaldi se servit pour m'assurer de la résolution constante et bien arrêtée de Sa Majesté Catholique d'être en parfaite amitié avec le roi; mais il ajouta ces paroles remarquables : Vous ne savez pas à quel monarque j'ai affaire; lorsqu'il a pris une résolution, rien ne pourrait la lui faire changer, surtout s'il est persuadé que la demande n'est ni juste ni raisonnable, et qu'en y accédant cela donnerait lieu à une plus ample interprétation de l'article 17 du traité définitif ('). Jugéant tous les raisonnemens inutiles, je ne dis plus rien; c'était assez de cette explication pour renouveler la demande quand j'y serai dûment autorisé, ce

(1) Relatif au droit de couper des bois.

que je lui annonçai devoir arriver infailliblement. (') »

Lord Rochfort connaissait aussi bien que Grimaldi le caractère inflexible du roi, et qu'il refuserait toujours de punir les gouverneurs, puisqu'ils n'avaient fait autre chose que remplir ses ordres; il n'ignorait pas non plus qu'il était très difficile de tirer de l'argent d'un trésor appauvri. Il laissa donc là les demandes de punition et d'indemnité, en les reléguant dans la liste des griefs qui s'accumulaient sans cesse entre les deux nations, et il reçut l'ordre du ministre pour rétablir les colons, accompagné d'une lettre particulière dans laquelle on censurait la conduite légère des officiers, et on défendait à l'avenir toute violence contre les planteurs, quand même ils agiraient illégalement, sans en prévenir à l'avance le gouvernement. Cette transaction fut terminée par une audience dans laquelle l'ambassadeur anglais fut accueilli très gracieusement par le roi, qui lui témoigna son contentement et sa bienveillance envers l'Angleterre. Lord Rochfort, de son côté, sans faire aucune mention des points qui blesaient si vivement la susceptibilité du monarque, se borna à manifester la résolution de son souverain d'empêcher le commerce de contrebande,

(') Dépêches de lord Rochfort depuis septembre jusqu'en décembre 1764.

ainsi que l'abus des privilèges dont les sujets anglais jouissaient. ⁽¹⁾

Quoique cette fâcheuse altercation parût terminée à l'amiable par la concession que faisait l'Espagne d'une part, et de l'autre par l'indulgence et la douceur qu'avait montrées l'Angleterre, l'irritation ne tirait pas encore à sa fin. Le gouvernement espagnol ne mit point de ralentissement à ses préparatifs militaires, et Grimaldi reprit de plus belle un ton peu en harmonie avec ses protestations d'amitié. « Les Anglais, dit-il avec humeur dans une conférence qu'il eut avec notre ambassadeur, sont une nation trop entreprenante; ils ont des vues que l'on ne saurait souffrir. ⁽²⁾ »

Pendant ce temps-là, la dispute avec le Portugal avait été agitée avec une plus grande ardeur que celle avec l'Angleterre. Les réponses équivoques et l'aspect menaçant de l'Espagne, ainsi que l'idée évidente conçue par Grimaldi de faire traîner les négociations en longueur, irritèrent la cour de Portugal. Pombal, ministre altier, dédaignant de temporiser, regarda la rupture comme inévitable, et réclama l'assistance de l'Angleterre, que le Portugal était en droit de demander en vertu de son alliance.

⁽¹⁾ Dépêches de lord Rochfort à lord Hallifax, 27 octobre 1764.

⁽²⁾ Lord Rochfort à lord Hallifax, 27 octobre 1764.

Le gouvernement anglais, mêlant la douceur à la fermeté, calma le ressentiment du Portugal ; mais il signifia en même temps à l'Espagne la résolution de ne pas souffrir la moindre agression contre les États de son allié. Il annonça que le premier coup de canon tiré contre le Portugal serait considéré comme une déclaration de guerre. Les iustigations et sourdes menées de Choiseul entretenirent l'animosité du gouvernement espagnol ; mais toutes les démarches pour obtenir l'assistance de la France ayant été éludées par des promesses vagues et équivoques , et l'horrible projet tenté contre la marine de l'Angleterre ayant avorté par la vigilance et les précautions de son gouvernement, le ministre chercha à se tirer de la situation dangereuse dans laquelle il s'était placé, surtout avec un trésor épuisé, une armée et une marine qui se ressentaient de l'effet d'une guerre malheureuse. Pour surcroît d'embarras, Grimaldi se voyait en butte à la haine populaire, à raison de son titre d'étranger.

Le changement dans les sentimens et la conduite du ministre français n'échappa point à l'œil pénétrant de lord Rochfort. « J'ai lieu de croire, écrivait-il, à en juger par la conduite actuelle, comme par le changement subit dans le langage et les manières des ministres ici, que les Français soupçonnent que leur grand plan a été découvert, et qu'ils ont fait part de leurs soupçons à cette

cour. En effet, les troupes espagnoles qui se préparaient à marcher se sont arrêtées, et les colonels de plusieurs régimens qui étaient en congé jusqu'au mois de février, ont obtenu une prolongation jusqu'au mois de mai. Trois courriers sont arrivés de Paris dans les dix derniers jours; l'un d'eux, valet-de-chambre de Choiseul, a été, pendant son séjour ici, tenu enfermé chez Grimaldi, et on ne lui a pas permis de causer avec aucun de ses domestiques. » (1)

Les égards les plus flatteurs furent en conséquence prodigués à la cour de Portugal, et enfin la querelle se termina à peu près de la même manière que celle avec l'Angleterre. Les points en litige furent arrangés en partie; on laissa le reste aller grossir les germes de négociations et de guerres à venir (2).

Une autre cause d'irritation était la rançon de Manille. On se rappelle que lorsque cette ville se rendit, le gouverneur acheta l'exemption du pillage par la promesse de quatre millions de dollars, et qu'il donna des traites sur le trésor espagnol pour la moitié de cette somme. Quand on fit la réclamation formelle, Grimaldi la rejeta hautement sous le prétexte que la somme avait été extorquée par la force, et que le pillage, avant la

(1) Lord Rochfort à lord Hallifax, 12 novembre 1764.

(2) Dépêches de lord Rochfort de 1764-1765, etc.

capitulation, était une violation de l'arrangement.

Les conquérans avaient certainement agi avec plus d'humanité que de politique en acceptant une compensation sujette à tant de difficultés ; mais la clameur populaire, toujours puissante chez les Anglais, força les ministres à faire des réclamations réitérées et très menaçantes pour obtenir le paiement de la somme stipulée. La cour d'Espagne, qui se doutait bien qu'un gouvernement sage ne courrait pas les risques et ne ferait pas les frais d'une guerre par un motif comparativement d'aussi peu d'importance, regarda ces réclamations avec indifférence ou avec légèreté. « L'archevêque, dit Grimaldi en réponse à une des instances de lord Rochfort, aurait pu aussi stipuler au nom du roi la cession de la province de Grenade, ou être convenu de remettre la ville de Madrid. Mon maître ferait plutôt la guerre éternellement que de consentir à payer une seule pistole d'une si déshonorante réclamation, et, pour ma part, je veux être coupé par morceaux plutôt que de faire une proposition semblable. » Squilace n'était pas plus traitable sur cet article ; il dit avec un ton un peu ironique : « Rendez-nous les deux millions de dollars que vous avez déjà reçus, et, en revanche, nous vous rendrons Manille avec toutes ses dépendances (1). » Les ré-

(1) Dépêches de lord Rochfort à lord Halifax, 6 septembre 1765.

clamations faites postérieurement s'exprimèrent dans un langage plus modéré; mais aucune démarche ne put arracher de l'Espagne la plus légère marque de condescendance. Pendant tout le règne de Charles III cette réclamation peu importante, mais fâcheuse par ses suites, fut faite à plusieurs reprises, et toujours éludée ou rejetée. Le gouvernement anglais n'eut d'autre moyen que de récompenser sir William Draper avec une pension, et apaisa les autres réclamans par des promesses d'indemnité qui ne furent jamais remplies. Les soldats eux-mêmes, partie lésée en cette affaire, finirent par la traiter avec leur légèreté caractéristique; ils se consolèrent de leur désappointement en disant qu'à l'avenir ils ne se laisseraient pas attraper par un général *lettré* dont le *latin* les avait frustrés de leur *butin*. (1)

La jalousie et l'humeur que ces transactions développèrent contre l'Angleterre, ainsi que les instances pressantes du ministre français, afin de réunir des fonds pour l'exécution des desseins concertés par les deux cours de Bourbon, firent naître des mesures qui aggravèrent la détresse du pays et augmentèrent les embarras du gouvernement.

Choiseul et ses partisans, convaincus que les

(1) Sir William Draper, qui avait la prétention d'exceller dans les études classiques, avait signé la capitulation avec l'archevêque de Manille en *langue latine*.

sources du revenu public étaient épuisées dans la Vieille-Espagne, mais que les vastes et riches régions du Nouveau-Monde pouvaient donner des secours puissans, recommandèrent instamment l'adoption d'un meilleur système d'administration et de finances dans les colonies. (*) Le

(*) Le duc de Choiseul n'épargna pas en effet au gouvernement de Charles III les conseils sur les améliorations à introduire dans le commerce et dans l'administration intérieure des possessions d'Amérique. Nous avons sous les yeux plusieurs mémoires présentés sur ce sujet par son ordre au ministère de Madrid. Ils avaient tous pour but apparent d'accroître le revenu public de l'Espagne, et de faciliter l'exportation en Amérique de ses produits tant naturels que manufacturés.

On disait dans ces mémoires au gouvernement de Madrid qu'il fallait, relativement au royaume de la Nouvelle-Espagne, diminuer les droits d'entrée sur les produits de l'Europe à la Vera-Cruz, et affranchir l'importation des entraves qui la gênaient sans cesse. Pour combler ce déficit dans les douanes, on conseillait d'imposer certains objets de consommation du pays tels que l'eau-de-vie de sucre, appelée en Europe *tafia*, et par les Indiens *chinquirito*, ainsi qu'une autre liqueur enivrante dont l'usage est très général, appelée *pulque*. On cherchait à rassurer le gouvernement espagnol sur la crainte des soulèvemens dans le pays. L'événement prouva cependant que ces innovations ou d'autres analogues ne purent s'établir sans exciter des troubles sérieux.

Un autre moyen d'amélioration que l'on proposait pour les États d'Amérique, et dont l'Espagne devait retirer d'immenses avantages, c'était d'ouvrir tous les ports de la

plan en fut rédigé par Carrasco, fiscal de Castille, aidé évidemment par des financiers français et par le ministre Ensenada. Le projet fut approuvé par Squilace lui-même, que la fraude et les malversations des corrégidors américains avaient indisposé contre eux.

Péninsule à la libre exportation des produits aux Indes Occidentales, et de ne point borner à celui de Cadix le privilège exclusif de faire le commerce avec elles. C'est ce que le gouvernement de Charles III fit en 1778.

Il est à remarquer que ces conseils de la France au sujet du Mexique, sur la liberté de commerce, ne s'étendaient point aux îles de Cuba et de Portorico, la prospérité de ces îles ne pouvant que faire grand tort à celles de Saint-Domingue et de la Martinique. Si l'île de Cuba, par exemple, avait pu se livrer, au moyen de la libre introduction des Nègres et des facilités accordées par le gouvernement, à tout le développement de la richesse de son sol, le commerce de Saint-Domingue se serait trouvé bien certainement ruiné, et c'est ce que voulait éviter la France.

Au surplus, le cabinet français, en proposant à l'Espagne la liberté du commerce de la métropole avec ses colonies, à l'exception de Portorico et de la Havane, mettait en avant plusieurs avantages; d'abord celui de relever l'Espagne et de la mettre en état de lutter contre l'Angleterre. Il fallait pour cela, disait-on, augmenter ses revenus; il fallait également porter aussi haut que possible le nombre des matelots pour équiper les escadres de cette nation alliée; car il devenait parfaitement inutile de construire des vaisseaux, si on manquait des moyens de les équiper complètement. On faisait sentir au gouvernement espagnol qu'il est impossible d'avoir

On soumit le projet à l'approbation du roi, aussitôt après la paix de 1763. L'auteur cherchait à prouver que le revenu total du Pérou, du Chili, du Mexique et de la Terre-Ferme, n'excédait pas la somme de quatre millions de piastres.

une bonne marine militaire sans une marine marchande, et que malgré le luxe des contrôles pour ce service, qui portait à quarante mille et au-delà le nombre d'hommes inscrits, à peine avait-il dépassé celui de quatorze mille hommes effectifs : ces considérations étaient parfaitement justes.

Mais outre ces avantages réels, soit pour le commerce, soit pour les forces de l'Espagne, qui pourrait ainsi entretenir de nombreuses escadres contre l'Angleterre, la France y voyait surtout un moyen sûr de favoriser son propre commerce ; car dans l'état d'union intime entre les deux nations et avec la supériorité reconnue des fabriques françaises sur celles de l'Espagne, ce serait chez elle que les Espagnols viendraient faire leurs achats. L'accroissement de la consommation dans les Indes espagnoles offrait un débouché assuré pour les manufactures françaises.

L'Espagne a été tour à tour courtisée pendant le dernier siècle par l'Angleterre et par la France, principalement pour sa domination sur la plus grande partie du nouveau continent ; à cet égard les cabinets de Paris et de Londres, ont partagé les mêmes sentimens et ont témoigné avoir les mêmes vues. Peut-être aussi ont-ils été séduits par les mêmes illusions ; car dans leur ardeur commune pour le développement et la protection de leur commerce dans cette partie du globe, ils ont compté tous deux sur des avantages immédiats encore plus grands que ne comportait la civilisation de ces contrées.

tres, dont il n'entrait dans les caisses publiques que 820,000. Il en concluait qu'il y avait de nombreux abus dans l'administration, et prétendait que le roi n'était nulle part aussi honteusement volé que dans le royaume du Mexique. Il représentait ce royaume dans l'état le plus florissant, ayant au-delà de dix millions d'âmes, et seize villes aussi populeuses que Madrid. La capitale elle seule renfermait au-delà de deux cent cinquante mille habitans; les pays environnans étaient parfaitement cultivés, et le peuple se trouvait généralement dans l'aisance.

Il proposait donc de faire un essai de son système dans ce royaume riche et florissant, et il prédisait avec assurance que le résultat des améliorations proposées y serait d'un million de piastres par an. Il avançait que les quatre grandes classes de la magistrature, la milice, les moines et le clergé, faisaient presque exclusivement tout le commerce du pays; et il proposait de profiter de leurs contestations et de leurs fréquentes disputes pour gagner deux de ces grands corps par l'intrigue, afin de ruiner les autres. Le peuple, on l'espérait, moins chargé que sous l'administration précédente, ouvrirait promptement les yeux pour voir ses véritables intérêts; et en mettant le plan à exécution dans les autres colonies, le roi d'Espagne deviendrait le souverain le plus riche de l'Europe.

On ne pouvait qu'approuver un projet qui promettait une aussi grande augmentation de revenu, avec si peu de dépense. Carrasco ayant refusé d'accepter la nomination pour exécuter son plan, on choisit don Andrès de Galvez, un des *alcaldes de Corte* (magistrat de justice de Madrid), comme la personne qui réunissait toutes les qualités nécessaires pour cette commission délicate. Pour appuyer ces mesures, on embarqua un renfort de deux mille hommes pour la Vera-Cruz; et, au lieu d'Espagnols vétérans, des Wallons et des étrangers furent préférés pour ce service, comme n'étant pas sujets à l'influence des connexions locales ou nationales. On conféra le commandement à don Juan de Villalba, dernier capitaine général d'Andalousie, officier de beaucoup de fermeté et d'une grande énergie, et on l'investit de pouvoirs plus étendus que ceux que l'on confiait ordinairement aux chefs militaires dans les colonies.

La nouvelle des innovations que l'on projetait répandit une alarme et un mécontentement universels dans toutes les classes du Nouveau-Monde. A peine le commandant fut-il arrivé à sa destination, qu'il se trouva déjà engagé dans une dispute avec le vice-roi, le marquis de Croix, par suite de laquelle le paiement de la solde des troupes fut suspendu, et le prêt réduit d'un tiers. Des commotions eurent lieu sur-le-champ parmi

les soldats qui, après s'être livrés à des désordres, désertaient pour s'enfoncer dans l'intérieur du pays, où les habitans mécontents leur faisaient un très bon accueil.

Ce fut au milieu de cette crise que Galvez arriva au Mexique. Il parvint, quoique non sans peine, à réconcilier le vice-roi et Villalba, consentit à ajourner l'exécution des ordres dont il était porteur, sur les instances des principaux habitans de la colonie, et obtint de la capitale un don gratuit de 200,000 écus. Il rendit compte de ses opérations à sa cour, et demanda de nouvelles instructions.

L'impression d'un danger éloigné était trop légère pour surmonter les instances du parti français et le charme séduisant d'un revenu superbe. On nomma un nouveau vice-roi : Galvez eut l'ordre de continuer ; on envoya deux personnes pour l'aider et presser ses opérations ; des douanes furent établies conformément au nouveau projet.

Ces mesures changèrent le mécontentement général en une insurrection ouverte. Galvez et un de ses coopérateurs furent chassés de Mexico. Quant à l'autre, qui fut moins heureux dans la tentative qu'il fit pour s'évader, la populace le prit et le maltraita. Le soulèvement se communiqua rapidement aux districts environnans (1765).

Le peuple de Los-Angeles, sur la grande route de Mexico à la Vera-Cruz, courut aux armes.

C'est une race robuste et courageuse, qui descend des anciens Trascaltecas. Les troupes furent attaquées et jetées dans les montagnes : on démolit les maisons des douanes, qui leur étaient odieuses. La commotion fut enfin apaisée, non sans peine, par les principaux habitants, qui étaient fidèles à l'autorité royale, et qui habillaient et entretenaient la milice à leurs propres dépens.

Dans d'autres parties de la colonie, les mêmes mesures furent suivies des mêmes résultats. Mais l'insurrection de Quito fut d'une nature encore plus dangereuse. Après avoir renvoyé les employés du roi, les insurgés offrirent la souveraineté à l'un d'entre eux. Ils rejetèrent toutes les prières qu'on leur fit de rentrer sous l'obéissance et l'offre d'un pardon général, s'écriant : « Nous n'avons pas besoin de pardon puisque nous n'avons pas commis de crimes ; nous continuerons à payer les mêmes contributions, pourvu que nous n'ayons plus de gouverneurs espagnols. Nous nommerons nous-mêmes nos magistrats. » Les Espagnols et ceux qui connaissaient mieux le caractère des Américains tombèrent d'accord pour improuver le nouveau système d'impôts. Ils s'efforcèrent de démontrer qu'il serait bien moins productif que l'ancien, et ils appuyèrent avec une grande force sur le danger d'irriter un peuple qui était partout disposé à la révolte. Ces remontrances produisirent quelque hésitation de

la part du gouvernement, qui donna le temps à la commotion naissante de se calmer. (¹)

La fermentation s'étendit cependant jusqu'à Cuba. Une nouvelle imposition sur le tabac devint la cause d'un soulèvement; et la populace, accourant de divers points de l'île, détruisit une partie considérable des riches plantations d'où le roi tirait une portion importante de son revenu. (²)

(¹) Cette relation des troubles d'Amérique, est tirée des dépêches de lord Rochfort à M. le secrétaire d'état Convray, en mars 1766.

(²) Lord Rochfort à M. le secrétaire d'état Convray, Madrid, 12 mars 1766.

CHAPITRE LXIV.

1766.

Maximes et dispositions de Charles pour les étrangers. — Caractère et rivalité politique de Grimaldi et de Squilace. — Réformes mises à exécution par Squilace. — Soulèvement du peuple de Madrid. — La cour se retire à Aranjuez. — Démission de Squilace. — Changemens dans l'administration. — Gouvernement vigoureux du comte d'Aranda. — La tranquillité rétablie. — Retour du roi à Madrid.

L'ALARME produite par des insurrections qui avaient lieu à une aussi grande distance s'évanouit bientôt devant un soulèvement bien autrement dangereux dont fut témoin la capitale elle-même. Ce fut la même inquiétude, le même esprit d'intrigue et surtout l'ardeur pour les innovations qui l'occasionnèrent.

Quoique né et élevé en Espagne, Charles l'avait quittée dans un âge trop tendre pour conserver une prédilection marquée pour les usages, les lois, les manières et le langage du pays. Son séjour dans l'étranger, la communication fréquente qu'il avait eue avec la France, lui avaient donné un penchant assez naturel vers le caractère

français et les institutions de ce royaume. Outre cette cause, il nourrissait une affection tout aussi prononcée pour des manières et des usages différens de ceux de l'Espagne, à raison du long séjour qu'il avait fait en Italie, et de son attachement aux Napolitains. Lors de son avènement au trône, et de son arrivée à Madrid, il fut accompagné d'un nombre considérable de favoris italiens, qui eux-mêmes avaient à leur suite une foule de domestiques du même pays. Le marquis de Squilace, dont nous avons déjà parlé, un de ces favoris, avait été élevé à l'emploi important de ministre des finances et de la guerre; d'un autre côté des rapports étrangers, des insinuations et des liaisons de même nature avaient déterminé Charles dans le choix qu'il fit de Grimaldi, italien aussi, pour lui confier le portefeuille des affaires étrangères que la retraite de Wall avait rendu vacant.

L'élévation de Grimaldi occasionna une rivalité politique entre ces deux ministres italiens, un peu secrète, il est vrai, mais non moins active et continue que celle qui avait existé sous le règne précédent, entre Carvajal et Ensenada.

Le principe commun d'après lequel ces deux ministres agissaient à la fois, était une grande peur de leur maître, et la crainte de lui déplaire par quelque contradiction directe; ce sentiment excepté, ils différaient totalement dans tous les

autres. Grimaldi, d'origine illustre, et accoutumé à la société polie des cours, avait de l'élégance dans les manières; il était grand, généreux, ami du luxe, et se plaisait à bien recevoir et à faire les honneurs de sa maison. Il avait en horreur le travail, quoiqu'il s'y livrât avec constance quand il le fallait. Il avait la plus grande facilité pour l'expédition des affaires, et ses rapports brillaient d'une lucidité et d'une exactitude qui plaisait infiniment à son souverain. Il aimait le plaisir; mais il ne voulut jamais lui sacrifier le cours obligé de ses occupations ('). Quant aux principes de sa politique, il était dévoué à la France, faisait même ostentation de ce dévouement, et se dirigeait constamment pour ses opérations par le conseil de Choiseul; mais craignant l'effet des préventions nationales contre les alliances françaises, il flat-
tait adroitement son maître par un zèle apparent pour l'indépendance et l'honneur de sa couronne. Tout timide qu'il était par caractère, il n'avait pas acquis cette réserve qui est le cachet des diplomates qui ont vieilli dans les intrigues. Il se montrait souvent trop bavard et communi-

(') Swinburne, qui visitait souvent Grimaldi à Aranjuez, dit de lui : « Le premier ministre, marquis de Grimaldi, s'est affranchi de toute étiquette et de toute contrainte; il reçoit et nous sommes sûrs de trouver chez lui une nombreuse compagnie, des parties de jeu et de la conversation. *Voyage en Espagne, lettre 38.*

catif jusqu'à l'indiscrétion. Il avait cependant grand soin de se renfermer dans les attributions de son ministère, et réprimait son amour du pouvoir pour laisser à son collègue Squilace la direction, mais aussi la haine du gouvernement intérieur.

Ce dernier, d'humble origine, n'ayant pas été reçu dans la bonne société à l'époque où se forment les habitudes de la vie, était dur dans ses manières, impoli et presque grossier dans la conversation, sans la plus légère teinture de littérature ni de science. Ses soins, son application ne pouvaient suppléer à son manque de moyens; tout ce qui lui était permis, c'était d'employer son empressement et son zèle dans l'expédition matérielle et mécanique des affaires; enfin ce ministre n'était, à vrai dire, qu'un commis. Naturellement réservé, d'un caractère craintif, il n'avait nulle élévation dans ses goûts, sa vie était mesquine. Habitué aux pratiques d'une sévère économie depuis son jeune âge, et tourmenté par l'incertitude et la fluctuation de la faveur des cours, il était insatiable d'argent; et voulant mettre sa fortune à l'abri de toute atteinte des préjugés nationaux et des révolutions politiques, il était alors en négociation pour acquérir une terre magnifique qui appartenait à la famille d'Albe en Sicile. Comme ministre des finances il avait de l'aversion pour la guerre, par la crainte

d'appauvrir les sources d'où il tirait son profit particulier, et sans doute aussi d'augmenter les embarras du gouvernement. Ce seul motif le rendait ennemi des Français et bien disposé en faveur de l'Angleterre ; mais il n'osait pas avouer ouvertement sa manière de voir, pour ne pas déplaire à son souverain. Il était d'ailleurs sévère, inflexible ; n'avait aucun égard pour l'opinion publique, et restait attaché de cœur et d'esprit aux usages et aux institutions du pays qui l'avait vu naître.

Par sa position et à cause de son caractère, Squilace était devenu l'instrument des mesures qui avaient le plus mécontenté la nation : par conséquent, il se trouva en butte, plus que tout autre ministre, à la haine populaire. Habitué aux détails des finances napolitaines, il trouva en Espagne un système qui différait totalement dans ses combinaisons et ses principes. Manquant d'habileté et de talens, il rendit encore plus odieuses les mesures auxquelles il était forcé d'avoir recours pour remplir les coffres du monarque, telles que l'imposition de nouvelles taxes et la concession de divers monopoles. Il est vrai qu'il introduisit (et il est de toute justice de l'avouer) plusieurs très bons réglemens relatifs au perfectionnement des manufactures. On lui doit d'avoir exécuté plusieurs plans pour l'embellissement, la sûreté et les agrémens de la capitale. Les rues,

avant lui fort sales, furent, par ses ordres, propres et nettoyées; plus de cinq mille réverbères éclairèrent la ville. Il fut défendu de porter des armes cachées; d'autres mesures furent prises pour l'établissement d'une police active et régulière; mais, au milieu de l'exécution de ces plans très utiles, son zèle un peu outré pour la réformation des abus, et son mépris de l'opinion publique, le portèrent à tenter une épreuve de la nature la plus dangereuse. Il voulut faire changer le costume national, qu'il croyait favoriser les crimes et les assassinats. Les grands chapeaux ronds, appelés *chambergos*, et les longs manteaux, *capas*, furent prohibés; et si nous devons nous en rapporter aux voyageurs, il se servit, pour obliger de raccourcir diverses parties du costume national, du même expédient que Pierre-le-Grand employa contre les longues barbes et les robes flottantes des Moscovites.

Outre la haine attachée à de semblables innovations, quelque avantageuses qu'elles fussent d'ailleurs, la possession presque exclusive de la faveur royale exposa Squilace à la jalousie des autres ministres et à l'envie des courtisans. Le clergé était offensé de quelques dispositions tendant à diminuer son pouvoir, et craignait d'autres empiétemens sur les privilèges de son état. Le peuple était très mécontent des résultats de la dernière guerre, commencée contre le vœu

général, terminée sans gloire, surtout accompagnée et suivie de nouvelles impositions. Enfin la cour de France, peu satisfaite de Squilace, et voulant mettre toute l'autorité entre les mains de Grimaldi, trouva pour ses intrigues un instrument commode et tout prêt dans le marquis de La Ensenada, qui se regardait comme supplanté par ce ministre importun. Les mouvemens populaires et la multiplicité des placards incendiaires firent bientôt voir les funestes effets de ces diverses causes.

Au milieu même de ces mécontentemens et du jeu de ces intrigues, Squilace eut l'imprudence d'accorder un monopole pour approvisionner Madrid d'huile, de pain et autres articles de consommation qui font la base de l'aliment des basses classes. La conséquence de cette mesure fut une hausse subite dans le prix des objets de première nécessité, qui fournit à ses rivaux en politique une occasion favorable pour exciter un soulèvement; mais la cause principale et la plus apparente de l'insurrection fut le décret rendu contre les chapeaux ronds et les longs manteaux.

(26 mars 1766.) Dans l'après-midi du dimanche des Rameaux, la populace se souleva comme par une impulsion générale, se porta devant l'hôtel de Squilace, faisant retentir l'air d'imprécations et de cris de vengeance, cassant les vitres des croisées et se disposant à enfoncer les portes.

Les mutins, repoussés par les gardes wallones, se répandirent dans la ville en criant *Vive l'Espagne! vive le roi! mort à Squilace*. Ils forçaient tous ceux qu'ils rencontraient dans les rues à baisser les bords de leurs chapeaux que l'ordonnance avait fait relever, cassaient les réverbères, ne faisant de mal qu'aux Wallons seulement, dont plusieurs furent massacrés au moment où ils cherchaient à apaiser le désordre. L'émeute augmenta pendant la nuit; le lendemain, elle était à son comble, et inspirait les plus grandes alarmes. Cependant les révoltés ne maltraièrent ni n'insultaient ceux qui passaient dans les rues avec leurs chapeaux à cornes; ils permettaient aux ministres étrangers de se rendre à la cour, et entre autres à l'ambassadeur d'Angleterre, qu'ils saluèrent de l'acclamation : *Vive l'Angleterre! et meure la France!* en y joignant le proverbe espagnol : *Con todos los reinos guerra, y paz con la Inglaterra*; guerre avec toutes les puissances, et paix avec l'Angleterre.

On essaya de ramener les mécontents : il y eut des pourparlers de la part du roi. Les ducs de Medinaceli et d'Arcos furent envoyés vers la multitude, mais en pure perte; car rien ne pouvait les apaiser que la tête de Squilace. Cette terrible incertitude dura jusqu'à trois heures de l'après-midi. La cour était terrifiée d'une explosion aussi violente qu'inattendue; les fonctionnaires publics

couraient çà et là avec précipitation, incertains et consternés. A la fin, le roi fut forcé de suivre l'exemple des anciens monarques dans de semblables occasions : une espèce de transaction eut lieu avec ce peuple mutiné.

Charles parut en personne au balcon du château, promit de renvoyer Squilace, de lui donner un successeur espagnol, de rapporter l'ordonnance sur les grands chapeaux ronds et les longs manteaux, de diminuer le prix du pain, de l'huile, du savon et du lait, d'abolir le privilège d'approvisionner la ville et de pardonner aux insurgés. Cette espèce de capitulation entre le roi et son peuple fut ratifiée de la manière la plus solennelle : un moine, le crucifix à la main, lut les articles distinctement, et lorsqu'il finissait la lecture de chacun, le roi faisait un signe d'approbation. Le soir, une amnistie générale fut proclamée; les révoltés se retirèrent de devant le palais avec de grandes exclamations sur la loyauté royale. Avant le retour de la nuit, la ville était redevenue aussi tranquille et les rues aussi libres que si ces troubles et ce tumulte n'eussent pas existé.

Cette tranquillité ne dura pas long-temps : le roi et la famille royale, par une timidité inconcevable, quittèrent le palais à minuit, escortés par quelques gardes-du-corps, et accompagnés de Squilace et des principaux officiers de la mai-

son du roi, ils allèrent à pied jusqu'à la porte la plus prochaine, montèrent dans les voitures qu'on put préparer à la hâte, et se dirigèrent en toute diligence sur Aranjuez.

Le bruit de leur départ s'étant répandu dans la ville, la populace se souleva avec une nouvelle fureur. Regardant la capitulation comme violée, ces furieux se partagèrent en plusieurs groupes, s'emparèrent des armes et des caisses militaires, occupèrent les postes des différens quartiers de la ville, réunirent les armes offensives de toute espèce, fermèrent les portes de Madrid et ne permirent à qui que ce fût d'en sortir.

Comme les troupes espagnoles ne voulaient pas agir, et que les Wallons étaient aussi partis pour Aranjuez, Madrid se trouva pendant quarante-huit heures à la merci d'une populace effrénée. Cependant elle n'entra dans aucune maison des particuliers et se borna à pénétrer dans les édifices publics et à peupler les tavernes. Tout le monde tremblait de peur, mais personne ne fut maltraité. Les insurgés faisaient des décharges continuelles de mousqueterie sans balles, et assouvissant leur rage sur les corps des Wallons qui avaient été tués dans l'émeute précédente, ils les traînèrent dans les rues, leur arrachèrent les yeux et la langue, et brûlèrent leurs membres mutilés. Pendant toute la journée et la nuit suivante, ils marchèrent avec l'appareil militaire dans la ville

en criant *Vive le roi! meure Squilace!* accompagnés par des femmes et des enfans qui portaient des torches allumées, et les palmes qui avaient été distribuées dans les églises le dimanche précédent. Ils refusaient avec dédain de recevoir de l'argent, et s'écriaient avec une générosité farouche et barbare : « Nous n'avons besoin que du sang de Squilace. »

Un des principaux meneurs, qui était cocher, fut envoyé comme député à Aranjuez pour demander le retour du roi; il portait une lettre décachetée; et rapporta une réponse adressée au conseil de la ville. On y déclarait que le roi avait été saigné deux fois et qu'il était trop indisposé pour pouvoir retourner à Madrid. On annonçait la démission de Squilace et la nomination de don Michel de Muzquiz au ministère des finances, en renouvelant les précédentes promesses, pourvu que le peuple remit sur-le-champ en leur place les armes qu'il avait prises, et retournât à ses occupations : on ajoutait qu'il n'y avait que son obéissance qui pourrait engager le roi à revenir dans la capitale. Ce message, qu'on promulgua sur-le-champ dans tous les quartiers de la ville, fut reçu avec une approbation tumultueuse; la populace se dispersa, reporta les armes et les tambours dans les différentes casernes, donnant la main aux soldats, en sorte qu'au bout de quelques heures Madrid reprit sa tranquillité ordinaire.

Personne ne fut insulté à cause de son costume. Tous les dégâts occasionnés par le peuple dans les tavernes et dans les bâtimens publics furent réparés, les dépenses furent libéralement payées par les chefs du mouvement populaire, et il fallait avoir été témoin oculaire de l'événement pour croire qu'une insurrection eût troublé la ville.

Le roi ne tarda pas à remplir sa promesse en renvoyant Squilace qui avait pu échapper, non sans beaucoup de difficulté, à la fureur populaire. Le matin même du jour de l'insurrection, il s'était absenté de Madrid pour affaire. Ce ne fut que lorsqu'il rentrait dans la ville par la porte d'Alcala, qu'il apprit le soulèvement du peuple, et que sa vie était menacée. Il fit sur-le-champ le tour des barrières, et arrivant heureusement au château, il accompagna la famille royale dans sa retraite. Son épouse, qui était également l'objet de la fureur populaire, en revenant de *las Delicias*, charmante promenade près de la ville, accompagnée de sa fille, fut heureusement rejointe par l'ambassadeur de Hollande qui la fit monter dans sa voiture, et la conduisit dans son hôtel, d'où elle s'échappa à Aranjuez.

Dans la matinée du 25, l'ex-ministre et sa famille partirent avec une escorte de cavalerie légère. Les officiers avaient ordre, dans le cas où ils seraient inquiétés dans leur marche, de dé-

clarer qu'ils l'escortaient en sa qualité de prisonnier d'état, et qu'ils répondaient de sa personne. Ils arrivèrent sans accident à Carthagène. Le marquis et sa famille s'embarquèrent pour passer en Italie et ne jamais revoir l'Espagne; cependant il remplit plus tard le poste d'ambassadeur d'Espagne à Venise.

Aucun événement n'affecta Charles plus profondément et n'altéra davantage son caractère paisible. Il avait toujours ce tumulte populaire devant les yeux. Il était on ne peut pas plus contrarié d'avoir été forcé de céder à la volonté impérieuse d'une populace soulevée, et de renvoyer un ministre dont il disait publiquement, que s'il n'avait qu'un morceau de pain, il le partagerait avec Squilace. Mais plusieurs circonstances dénotaient aux yeux les moins clairvoyans que le peuple n'était pas seul auteur de ce tumulte. La régularité avec laquelle on l'avait conduit, le mépris que les insurgés montraient en général pour l'argent, l'unanime et profonde animosité qui se déclarait contre Squilace, surtout la tranquillité des principaux personnages de la haute classe, lorsque tout le monde était tourmenté de la crainte d'un massacre général, offraient d'assez fortes preuves que cette étrange convulsion était l'effet de quelque intrigue politique ayant pour but d'exécuter un plan plus dangereux que le renvoi d'un ministre. Des in-

surrections pareilles avaient eu lieu dans d'autres parties du royaume, et le sang avait coulé.

Le roi, absorbé dans ces événemens qui l'occupaient tout entier et lui faisaient faire de noires réflexions, devint de plus en plus rêveur, taciturne et chagrin. Il soupçonna un instant les Français d'avoir fomenté l'insurrection. Après avoir pris de plus amples informations et reçu divers renseignemens, ses soupçons se tournèrent contre les jésuites, et contre quelques uns des principaux courtisans. Ensenada fut exilé de Madrid ⁽¹⁾. Le comte d'Aranda, grand d'Espagne qui jouissait d'une très grande popularité, et qui se faisait remarquer par l'énergie et la fermeté de son caractère, fut rappelé de son gouvernement de Valence; on lui accorda, pour qu'il pût rétablir la tranquillité publique, une grande étendue de pouvoir tant civil que militaire; un corps de dix mille hommes de troupes fut réuni aux environs de la capitale.

Cependant, après une commotion aussi grande et aussi générale, une sourde fermentation grondait encore. Le mécontentement du peuple se manifestait par de nombreux placards affichés presque sur les murs du château. Parmi la foule d'expressions qui trahissait la résolution de résister à l'autorité du gouvernement, et un désir

(1) Il ne parut plus à la cour depuis cet exil; il résida à Medina del Campo, où il mourut dans un âge très avancé.

de vengeance contre les troupes qui s'étaient montrées promptes à dissiper la révolte ; la phrase la plus répétée était celle-ci :

*Si volvieran los Falones,
No reinaran los Borbones.*
Si les Vallons revenaient,
Les Bourbons ne régneraient pas.

Soit par crainte, soit par humeur, le roi continua de résider à Aranjuez pendant quelque temps ; il parla même de transférer la cour à Séville : mais enfin Grimaldi parvint à le calmer en lui représentant que de nombreux palais de la Castille , dans lesquels on avait dépensé des sommes très considérables , deviendraient inutiles et que le trésor était trop pauvre pour en bâtir de nouveaux dans l'Andalousie. Il ne rentra cependant à Madrid qu'au bout de huit mois , pendant lesquels on prit des mesures vigoureuses , et la tranquillité publique se rétablit.

La démission de Squilace donna lieu à un changement partiel dans l'administration. Grimaldi effrayé de ce qui s'était passé , fuyait toute responsabilité. Il évitait de donner son avis dans les délibérations du cabinet et laissait le gouvernement intérieur au comte d'Aranda , au confesseur , et aux ministres espagnols. Par là il parvint à se soustraire aux soupçons du souverain et à la haine du peuple. Il continua de croître en faveur , mais on ne conféra plus aucun ministère

aux étrangers. On donna le porte-feuille des finances à don Michel Muzquiz, qui avait été premier commis sous Squilace, celui de la guerre à un autre espagnol : la haute dignité de président de Castille fut rétablie en faveur du comte d'Aranda et réunie à celle de capitaine-général. Par sa fermeté et sa vigueur on vit bientôt se rétablir la subordination et renaître la tranquillité. On chassa de la capitale les vagabonds et les fainéans. Beaucoup de personnes attachées aux maisons des grands d'Espagne furent arrêtées et punies. On renvoya les ecclésiastiques sans fonctions dans leurs résidences respectives. La fatale ordonnance elle-même fut partiellement exécutée dans la capitale et dans les environs. Pour favoriser son accomplissement on eut recours à un singulier expédient : on ordonna au bourreau de porter un grand chapeau rond et le manteau national. (*)

(*) Il n'y a pas de polisson des rues, dit M. Swinburne, qui ne porte le bord du chapeau relevé. Mais aussitôt qu'il dépasse les portes de la ville, et qu'il est hors des limites où s'étend la proclamation, il se plait aussitôt à le laisser tomber. *Voyage en Espagne*, page 365.

Dépêches de lord Rochfort, depuis mars jusqu'à juin 1766. BECCATINI, page 233, 236.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE QUATRIÈME VOLUME.

CHAPITRE XLVIII. — 1746-1748.

Avénement de Ferdinand VI. — Sa conduite envers la reine douairière et envers les princes ses frères. — Ses motifs pour ne pas continuer la guerre d'Italie. — Retraite du général marquis de La Mina en Provence. — Prise de Gènes. — Négociation entre l'Espagne et l'Angleterre. — L'armée espagnole entre en Italie. — Gènes secourue. — Succès des armées françaises dans les Pays-Bas. — Négociations et paix d'Aix-la-Chapelle. — Parme, Plaisance et Guastalla garanties au prince don Philippe..... 1

CHAPITRE ADDITIONNEL. — 1745-1747.

Politique incertaine et tergiversations du cabinet français au sujet des affaires d'Italie pendant les années 1745, 1746 et 1747..... 22

CHAPITRE XLIX. — 1746-1753.

Caractère de Ferdinand et de la reine Barbe. — Portraits des ministres Ensenada et Carvajal. — Influence et caractère du confesseur et de Farinelli. — Maxime fondamentale de la politique de Ferdinand..... 45

CHAPITRE L. — 1749-1754.

Difficultés pour s'accorder avec l'Angleterre sur le commerce d'Espagne et des colonies. — Conclusion d'un Traité définitif. — Disputes sur son exécution. — Projets

d'Ensenada pour restreindre la contrebande exercée par l'établissement hollandais de Curaçao. — Négociations entre l'Espagne et le Portugal sur la colonie de Sacramento. — Le Traité de commerce avec le Danemarck abrogé..... 70

CHAPITRE LI. — 1749-1752.

Efforts des partis anglais et français à Madrid. — L'ambassadeur français changé. — Caractères du nouvel ambassadeur et de M. Keene. — La rivalité entre Carvajal et Ensenada devient plus vive. — Négociations pour une alliance dans le but de conserver la neutralité en Italie. — La France veut en vain l'empêcher. — Conclusion du traité d'Aranjuez entre l'Espagne, l'Autriche, la Toscane, la Sardaigne et Parme. — Opposition du roi de Naples. — L'Espagne refuse d'admettre l'Angleterre comme partie. — Diminution de l'influence du cabinet français. — Différends entre le roi d'Espagne et ses deux frères le duc de Parme et le roi de Naples. — L'Angleterre accroit sa considération à Madrid, en n'ayant pas voulu écouter les propositions de Naples. — Notice sur le général Wall, et tentatives inutiles des Français pour lui ôter l'ambassade d'Angleterre.... 93

CHAPITRE LII. — 1752-1754.

Commencement des disputes entre l'Angleterre et la France. — Perspective d'une guerre imminente. — Efforts des deux cours pour gagner l'alliance de l'Espagne. — Réponses de Carvajal aux propositions respectives des deux partis. — Sa mort..... 133

CHAPITRE LIII. — 1754.

Suites de la mort de Carvajal. — Le duc de Huescar et le comte de Valparaiso, conjointement avec l'ambassadeur anglais, séparent Ensenada et ses partisans de la direc-

tion des affaires étrangères. — Leur audience du roi et de la reine. — Le général Wall est nommé ministre, et Huescar chargé du portefeuille par intérim. — Circonstances qui empêchèrent la chute d'Ensenada. — Arrivée de Wall. — Sa faveur auprès du roi. 147

CHAPITRE LIV. — 1754.

Les principes politiques d'Ensenada contraires à l'Angleterre. — Ses rapports secrets avec la cour de France. — Ses ordres pour anéantir les établissemens anglais sur la côte de Mosquitos. — Relation de M. Keene sur sa disgrâce. — Il est exilé à Grenade. — Remarques sur sa conduite et son caractère. — Changemens dans l'administration. 162

CHAPITRE LV. — 1754 - 1755.

État de la cour et du ministère après la chute d'Ensenada. — Divisions dans le parti anglais. — Vains efforts de Duras et des partisans des Français pour engager l'Espagne dans un pacte de famille. — Ferdinand demande son rappel. — Disgrâce du confesseur Ravago. . . . 194

CHAPITRE LVI. — 1756 - 1757.

Commencement des hostilités en Europe. — Union de l'Angleterre et de la Prusse contre la France et l'Autriche. — Événemens militaires en Allemagne. — Efforts des partis français et autrichien à Madrid. — Prise de Minorque par la France. — Diverses propositions pour obtenir la coopération de l'Espagne. — Offre de Minorque. — Ferdinand persiste dans sa neutralité. — Brouilleries entre l'Angleterre et l'Espagne. — Les Français parviennent à désunir les deux nations. 212

CHAPITRE LVII. — 1757.

Démarches du gouvernement anglais pour engager la cour d'Espagne dans la lutte contre la France. — Offre de

Gibraltar. — Dépêche mémorable de Pitt, et réponse de M. Keene. — L'offre n'est pas acceptée. — Intention de Wall de se retirer. — La reine l'en empêche. — Mort de sir Benjamin Keene..... 233

CHAPITRE LVIII. — 1758-1759.

Mort de la reine Barbe. — Affliction de Ferdinand. — Sa maladie et sa mort. — Remarques sur son caractère et sur son administration. — Intrigues pour disposer de cette couronne en faveur du duc de Parme..... 263

CHAPITRE ADDITIONNEL.

Essai sur le règne de Ferdinand VI..... 280

CHAPITRE LIX. — 1759-1760.

Avènement de Charles III. — Il règle l'ordre de succession aux trônes de Naples et d'Espagne. — Exclusion de son fils aîné pour cause d'imbécillité. — Disgrâce de Farinelli, et rentrée en grâce d'Ensenada. — Arrivée de Charles à Madrid, et organisation de son gouvernement. — Description de la cour d'Espagne et du ministère, accompagnée d'un état de l'armée et de la marine, d'après les dépêches du comte de Bristol..... 414

CHAPITRE LX. — 1761.

Avantages remportés par les armes britanniques dans les diverses parties du globe. — Situation et dispositions du roi et de la cour d'Espagne. — Origine et cause de l'alliance entre la France et l'Espagne. — Négociation avec l'Angleterre. — Le pacte de famille signé. — Démission de M. Pitt. — Continuation des négociations entre l'Espagne et l'Angleterre. — Guerre entre les deux peuples. — Déclaration de la part de la France et de l'Espagne contre le Portugal..... 436

CHAPITRE LXI. — 1762-1763.

État de la guerre en Allemagne. — Revers éprouvés par l'armée espagnole. — Prise de la Havane. — Reddition de Manille. — Les Espagnols se rendent maîtres de la colonie de Sacramento, et repoussent une attaque contre Buénos-Ayres. — Campagne contre le Portugal sans succès. — Alarmes du peuple espagnol. — La noblesse de l'Aragon offre au roi ses services, dans une adresse remplie d'enthousiasme national. — Détresse de la France et de l'Espagne. — Changement du ministère en Angleterre. — Ascendant de lord Bute. — Paix de Paris. 482

CHAPITRE LXII. — 1764.

Démission de Wall. — Le marquis de Grimaldi nommé ministre des relations extérieures. — Description de la cour et du ministère de l'Espagne par le comte de Rochfort. — Mesures de Charles pour affermir son alliance avec la France. — Alliances matrimoniales entre les maisons d'Autriche et de Bourbon. — Refus d'admettre l'impératrice-reine dans le pacte de famille..... 506

CHAPITRE LXIII. — 1764-1765.

Plans de Choiseul et de Grimaldi pour renouveler les hostilités contre l'Angleterre. — Disputes relatives aux établissemens anglais dans le golfe du Mexique et avec le Portugal sur les colonies de Sacramento, ainsi que sur les frontières du Brésil. — Causes qui empêchèrent une nouvelle rupture. — Arrangement de ces différentes négociations sur la rançon de Manille. — Introduction d'un nouveau système d'impôts dans l'Amérique espagnole. — Mouvements populaires dans le Mexique, au Pérou et à Cuba..... 527

CHAPITRE LXIV. — 1766.

Maximes et dispositions de Charles pour les étrangers. —	
Caractère et rivalité politique de Grimaldi et de Squilace.	
— Réformes mises à exécution par Squilace. — Soulève-	
ment du peuple de Madrid. — La cour se retire à Aran-	
juez. — Démission de Squilace. — Changemens dans	
l'administration. — Gouvernement vigoureux du comte	
d'Aranda. — La tranquillité rétablie. — Retour du roi à	
Madrid.....	556

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.

ERRATA.

Page 194, sommaire, *au lieu de*, Ferdinand demande le rappel d'Ensenada, *lisez*, demande son rappel (de l'ambassadeur français).

Page 263, ligne 11, *au lieu de*, montraient, *lisez*, ne montraient pas.

Page 336, ligne 16, *au lieu de*, bacaloes, *lisez*, bacalao.

Page 377 et ailleurs, *au lieu de*, Velasquez, *lisez*, Velazquez.

Page 402, ligne 8, *au lieu de*, Aquilin, *lisez*, Agustin.

560

Z

75.111

1 37062

005801326

ML

